

Paul-Éric BLANRUE

JEAN-MARIE, MARINE et LES JUIFS

האמת

OSER DIRE

Jean-Marie, Marine et les juifs

Quels sont les véritables rapports qu'entretiennent le fondateur du Front national et son actuelle présidente avec la communauté juive et ses représentants officiels ? Contrairement à ce qu'on imagine, il ne s'agit pas que d'une relation de haine et de stigmatisation réciproque. Les relations entre les deux camps n'ont pas toujours été aussi tendues qu'elles le sont devenues après l'affaire du « détail » en 1987. Comme Marine de nos jours, Jean-Marie Le Pen a longtemps tenté de se rapprocher de la communauté juive et d'Israël. L'actuel président d'honneur du FN a tenu des discours qui vont surprendre autant ses adversaires que ses partisans. Soucieuse d'apparaître comme « le bouclier de la communauté juive contre le fondamentalisme islamiste », sa fille s'inscrit dans un tel parcours. Retraçant une histoire chaotique, moins caricaturale qu'on le suppose, Blanrue s'attache à en décrire les différentes étapes. Il explique ce qui se cache derrière la rupture que Marine Le Pen est en train d'instaurer dans le parti, après des années d'excommunication politico-médiatique. Les révélations de ce livre font connaître une facette inconnue du Front national, ainsi que les dessous pas très chics de la classe politique contemporaine. Explosif !

Paul-Éric Blanrue est un historien spécialisé dans la démystification. Auteur de plus de quinze livres, il est un collaborateur du mensuel Historia. En 1993, il a fondé le Cercle zététique. Son dernier ouvrage, Sarkozy, Israël et les juifs (Oser dire, 2009), a été un best-seller, qui a reçu le soutien d'Alain Gresh du Monde diplomatique, de Michel Collon, du Pr. Jean Bricmont ou de Frank Barat, du Tribunal Russell. En 2010, Blanrue a lancé une pétition contre la loi Gayssot, soutenue par l'intellectuel américain Noam Chomsky. Il a réalisé deux films : Un Homme (2011) et Rwanda, 20 ans après : l'histoire truquée (2014, avec Julien Teil). Il partage sa vie entre Paris et Venise.

OSER DIRE

www.oserdire.eu

19,50€

ISBN 2-919937-15-4



9 782919 937158

JEAN-MARIE,
MARINE
ET LES JUIFS

OSER DIRE



Ce pictogramme mérite une explication. Son objet est d'alerter le lecteur sur la menace que représente pour l'avenir de l'écrit, particulièrement dans le domaine de l'édition technique et universitaire, le développement massif du PHOTOCOPIAGE.

Nous rappelons à nos lecteurs français que le Code de la propriété intellectuelle du 1^{er} juillet 1992 interdit en effet expressément la photocopie à usage collectif sans autorisation des ayants droits. Or, cette pratique s'est généralisée dans les établissements d'enseignement supérieur, provoquant une baisse brutale des achats de livres et de revues, au point que la possibilité même pour les auteurs de créer des œuvres nouvelles et de les faire éditer correctement est aujourd'hui menacée.

Nous rappelons donc que toute reproduction, partielle ou totale, de la présente publication est interdite sans autorisation, en France, du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC, 20 rue des Grands-Augustins, 75006 Paris) et en Belgique, de Reprobel (rue du Prince Royal 87 B-1050 Bruxelles).



Toute reproduction, adaptation, représentation ou traduction, même partielle, du présent ouvrage, sous la forme de textes imprimés, de microfilms, de photographies, de photocopies ou de tout autre moyen chimique, informatique, électronique ou mécanique ne peut être réalisée sans l'autorisation écrite de l'éditeur.

Tous droits réservés pour tous pays
y compris les états de l'ex-URSS et la Chine.

Imprimé en France (Nouvelle Imprimerie Laballery)

© oser dire
ISBN 2-919937-15-4
Dépôt légal octobre 2014

39, avenue du Centenaire — B-4053 Embourg (Belgique)
Tél. : + 32 (0) 4 365 27 29 – Fax : + 32 (0) 4 341 29 21 • Courriel : infos@mpeditions.be



«Épargner les faibles, abattre les superbes»

(Virgile, *Énéide*, livre 6, vers 852)

*«Aucun argument ne cause à l'adversaire plus de honte
que le mensonge dont il t'accable»*

(Rûmî, *Le Livre du Dedans*, chapitre 68)

*Pour Bibou,
qui danse et chante sur le Campo Santa Margherita.*

Introduction

LOIN DES CARICATURES

*« Le champ du pyrrhonisme est ouvert pour tous les autres peuples,
mais il est fermé pour les juifs (...)
Ainsi n'admettons nul doute sur l'histoire du peuple de Dieu (...)
Tout y est prodige, parce que c'est Dieu qui est à la tête
de cette nation sacrée: en un mot, l'histoire juive est celle
de Dieu même, et n'a rien de commun avec la faible raison
de tous les peuples de l'univers »*

*(Voltaire, Le Pyrrhonisme de l'histoire, Œuvres complètes,
tome 27, 1785)*

« La France aux Français ! » ; « Un million de chômeurs, c'est un million d'immigrés en trop ! » ; « Fabriquons français avec des Français ! ». Depuis ses origines, il y a plus de quarante ans, le Front national s'est fait connaître par des slogans choc, virils, simples, directs et non-conformistes. Qu'ils soient jugés séduisants ou indécents, ingénieux ou rebutants, pleins de bon sens ou démagogiques, il est difficile d'y rester indifférent: l'imagination du peuple maigre et du peuple gras a été frappée pour longtemps par ces formules à l'emporte-pièce que les émissions de débat et les affiches en période électorale ont rendues aussi célèbres que celles des marques de lessive. Leur âpreté n'est pas pour rien dans l'idée que l'on se fait d'un FN monolithique, stable, inchangé depuis 1972, dirigé d'une main de fer par un président au verbe haut, sûr de son fait. Pourtant, passé du néolibéralisme en Stetson au colbertisme en collet de dentelle, de la messe selon saint Pie V au battage laïciste digne d'un convent de la rue Cadet, chantre puis contempteur de la bannière étoilée, le FN s'est métamorphosé au fil des années sur les chapitres les plus divers. Mais pas sur tous; sur l'un de ses articles, l'observateur le moins attentif aura remarqué que Jean-Marie Le Pen et son parti n'ont pas varié d'un iota: celui de l'inversion des flux migratoires. Depuis la fin du communisme, le meilleur ennemi d'antan assimilé dans les années soixante-dix au cavalier rouge feu de l'Apocalypse, le baroud contre l'immigration, proposé aux électeurs comme préservation de l'identité nationale et retour à une France rêvée où il fait bon vivre entre gens de même souche, est la marque de fabrique intangible du Front et fut longtemps son *copyright*.

Lorsque la mode chez M. Prudhomme et les jocrisses était à la défense discrétionnaire des immigrés, parés de toutes les vertus du Ciel, c'est-à-dire au moment où la gauche molle, demi-molle ou moscoutaire, espérait faire main basse sur les votes des populations allogènes pour suppléer à ceux de la classe ouvrière en voie d'extinction, Le Pen a été chargé sans pitié, traité comme un suppôt borgne du feu Chancelier à la moustache taillée en brosse à dents. C'était quand les pleureuses médiatiques l'accusaient d'avoir pratiqué la torture en Algérie même s'il gagna tous ses procès pour diffamation à ce sujet ; quand on lui attribuait sans vergogne la mort du Marocain Brahim Bouarram tué par des skinheads en marge d'une manifestation frontiste lors de la présidentielle de 1995. Fors l'extrême gauche fossile et des descendants d'immigrés cultivant la remembrance sous le contrôle de SOS Racisme, c'est-à-dire du Parti socialiste (PS), peu de nos compatriotes se souviennent de ces épisodes spectaculaires, sauf lorsque les chaînes de l'esclavage télévisuel s'avisent de gaver la grille de leurs programmes de documentaires dantesques dans l'espoir de briser l'irrésistible progression du Front dans les urnes. Durant l'entre-deux tours de la présidentielle 2002, quand le candidat du FN avait rassemblé 17,79 % des suffrages exprimés, les Français ont assisté, ébahis, terrifiés, à un déchaînement de fiel médiatique digne du 1984 de George Orwell, au cours duquel Le Pen leur est apparu comme l'avatar de Gilles de Rais, Vlad Tepes, Jack L'Éventreur et Adolf Hitler. « Et F comme fasciste ! Et N comme nazi !... » Aucune trémulation morale ne leur a été épargnée par les vociférantes ligues de vertu. On a vécu là de jolis moments d'idiotie générale et, comme écrivait Étienne de La Boétie, de servitude volontaire, qui en disent long sur la qualité morale de l'homme contemporain et la liberté de pensée qu'on lui octroie.

Mais le monde a sombré comme le « Hollandais volant » au cap de Bonne-Espérance. Deux boucheries en Irak ont mis la planète à feu et à sang et le 11-Septembre a désigné l'islam comme nouvel ennemi à abattre – un autre cavalier de l'Apocalypse, le dernier en date –, sous couvert de lutte contre le terrorisme international, seul complot que les sceptiques soient autorisés à démêler sous peine de recevoir le traitement de choc de Malcolm McDowell dans *Orange mécanique* – et tant pis si *Human Rights Watch* a démontré que le FBI a encouragé des musulmans à participer à des attentats contre des synagogues et des bases militaires, leur fournissant l'idée du crime, les moyens et ayant « dégagé la voie » (<http://www.hrw.org/node/127456>). La dénomination de l'avatar contemporain du Mal éternel peut changer (« fascislisme » pour Bernard-Henri Lévy, « communisme du XXI^e siècle » pour Alain Finkielkraut, faites vos jeux, bonnes gens !) mais le coupable désigné par les belles âmes reste le même. Il ne porte plus la moustache mais la barbe, qu'il a longue et fournie. Aux orties, la casquette noire en tricotine de l'*Allgemeine SS*, bonjour à toi, *kufi* ! La crise économique a frappé de plein fouet les catégories modestes, désemparées, au fond du trou de la termitière

qu'est devenue la société moderne, en quête éperdue de solutions expéditives. On exige un coupable identifié, on cherche un bouc : Françaises, Français, le voici ! *Ecce homines*. Les crimes répugnants, les enlèvements de Boko Haram suscitent l'indignation générale. Le djihadisme en Syrie amplifie la confusion, avec ses dommages collatéraux dans l'Hexagone (la trouble affaire Merah) et les pays voisins (la tuerie commise par Mehdi Nemmouche en Belgique). Les images enthousiasmantes du « Printemps arabe » ont fait place à un glaçant film *gore*, intitulé aujourd'hui « État islamique en Irak et au Levant ». Ça se passe près de chez vous. « Ils » sont là-bas mais « ils » sont également ici, dans vos quartiers, à l'affût, entraînés à dévorer d'un coup de mâchoire en acier vos petits pains au chocolat. Il est devenu habituel sinon obligatoire dans les dîners en ville de désigner l'islam comme la barbarie des temps modernes.

Selon une étude CSA réalisée pour le site Atlantico.fr, publiée le 29 juin 2014, les mots recueillant le plus de désapprobation sont « islam » à 81 % et « immigrés » à 69 %. Il est loin le temps où le Vénitien Casanova jugeait « le mahométisme plus raisonnable que le christianisme ». Il n'y a plus de Goethe pour écrire que « le style du saint Coran est fort, immense, fécond et porte une vérité merveilleuse » ! Bien que les pécores se défendent, par prudence élémentaire plus que par humanisme (qui croit encore à ce nanan ?), de tout amalgame entre islam et islamisme, les glissements sémantiques se multiplient à l'envi. La loi anti-burqa du 11 octobre 2010, votée sous la présidence du promoteur du lavage des banlieues au Kärcher, a été perçue comme un « signal fort » (ô insipide verbiage de l'époque) établissant la légitimité d'un discours jusque-là considéré comme suspect d'entretenir l'esprit des heures-les-plus-sombres-de-notre-histoire, et toute la lyre. Islam, islamisme, étrangers, « immigration-invasion » comme disait Valéry Giscard d'Estaing dès 1991, « grand remplacement » selon la formule en vogue lancée par l'identitaire gay Renaud Camus naguère sauvé de justesse par « Finkie », tout un lexique a été brassé par les butors dans un gargantuesque goulasch. La querelle permet à Christine Tasin, dite Tata Zizin, l'activiste de Riposte laïque, site de la révolution gastronomique connue sous le nom « d'apéros saucisson pinard », de dire tout haut ce que beaucoup d'esprits pensent tout bas : « L'islam doit être interdit en France et les musulmans doivent choisir entre la France et l'islam. » *No more, no less*.

Jadis tabou, le redoutable problème de l'immigration s'est invité au cœur du débat politique national et occasionne des surenchères propres à tout système démocratique, comme on le sait à peu près depuis la guerre du Péloponnèse, vers 400 avant notre ère. Quand le fondateur du FN dénonce la présence « urticante et odorante » des Roms ou laisse entendre que « Monseigneur Ébola » est susceptible de régler le problème de la surpopulation en Afrique, ses mâles propos ne suscitent plus autant d'émoi dans l'opi-

nion que par le passé. Seule une poignée d'« antifas » brandissent des pancartes assassines contre le retour de la Bête immonde, sans rencontrer d'adhésion populaire tangible, parce que le verbiage militant a fait faillite depuis belle heurette. L'indulgence dont bénéficie Jean-Marie Le Pen est bien naturelle car, dans ce domaine, le Menhir se distingue fort peu de Manuel Valls affirmant en tant que ministre de l'Intérieur, en 2013, que « les Roms ont vocation à rester en Roumanie ou à y retourner », ou du président Nicolas Sarkozy qui, dans son discours de Dakar en 2007, a lancé que « l'homme africain n'est pas assez entré dans l'Histoire ».

Les récalcitrants qui, dans les années quatre-vingt, auraient été frappés par le bras séculier pour avoir proféré des propos tenus pour racistes restent en place sans subir de mesures de rétorsion pénalisantes. Quand en 2001 Michel Thomas dit Houellebecq, Prix Goncourt, dépressif pro-israélien à la coule, déclare que « la religion la plus con, c'est quand même l'islam », il ne subit pas l'ostracisme des maisons d'édition et n'est point banni des émissions littéraires, mais reçoit l'appui constant d'une partie de l'intelligentsia parisienne comme Fernando Arrabal, pilier de *La Règle du jeu* de BHL, Philippe Joyaux dit Sollers ou sa comparse Josyane Savigneau, responsable du *Monde des livres*, témoins à son procès sous l'œil des caméras. On lui passe de la pommade, comme au petit mais vif « juif d'origine berbère » (RMC, 7 janvier 2008) Éric Zemmour, chroniqueur pour RTL, journaliste au *Figaro*, qui n'a pas été chassé des écrans pour avoir soutenu en 2010 que « les Français issus de l'immigration sont plus contrôlés que les autres parce que la plupart des trafiquants sont Noirs et Arabes ». N'est pas Giordano Bruno qui veut. En 2012, l'actrice Véronique Genest Combouilhaud, dite Genest, star mondiale pour son rôle du commissaire Julie Lescaut sur TF1 et un immortel spot publicitaire vantant les mérites d'une marque de jambon vendu en grandes surfaces – elle est par ailleurs épouse du producteur audiovisuel Meyer Boko-bza –, n'est pas embarrassée de se déclarer islamophobe, à l'instar de Claude Imbert, fondateur, éditorialiste, directeur général du *Point* et membre du club d'influence Le Siècle, l'une des premières personnalités françaises à avoir assumé cette épithète dès 2003 sur LCI (« Il faut être honnête. Moi, je suis un peu islamophobe. Cela ne me gêne pas de le dire. »). En 2014, Alain Finkielkraut, ancien maoïste et membre fondateur, avec BHL, de l'Institut d'études lévinassiennes basé non point à Pékin mais à Jérusalem, n'a pas vu son élection à l'Académie française contrariée pour avoir clamé sept ans plus tôt, au journal israélien *Haaretz*, que l'équipe de France de football n'était guère « Black-Blanc-Beur », comme se plaisait à le faire croire SOS Racisme, mais « Black-Black-Black ».

La presse à la solde du Veau d'or s'est elle aussi emparée du sujet pour canonner des couvertures anxigènes. *L'Express* de l'oblong Christophe Barbier, dont l'écharpe rouge est ce que la fraise blanche était à don Salluste

de Bazan dans *La Folie des grandeurs*, peut titrer sans dommage pour sa carrière : « L'islam, les vérités qui dérangent », « L'Occident face à l'islam », « La peur de l'islam ». *Le Point*, où sermonne le révérend père BHL, entre deux prises de stupéfiant (« Complément d'enquête », France 2, 3 juillet 2014), n'est pas en reste : « Le spectre islamiste – Ce que la France risque », ou encore « Cet islam sans gêne ». Les rejoint *Valeurs actuelles*, l'hebdomadaire de la droite libérale et des apôtres d'Israël (conseil de surveillance : Olivier Dassault ; directeur de rédaction : Yves de Kerdrel, *Young Leader* de la Fondation franco-américaine, invité du groupe Bilderberg, sarkozyste), qui frappe un grand coup avec « L'invasion des mosquées », une couverture n'ayant rien à envier au numéro spécial des « caricatures de Mahomet » de *Charlie Hebdo*, dirigé par le compagnon de route du Front de gauche Stéphane Charbonnier, alias Charb.

Autour de ce mélange grossier finit par flotter la même effluve ; c'est ce que Robert Badinter appelait dès 1997 la « lepenisation des esprits ». Poitrail au vent, œil fixé sur l'horizon, biceps bandés, mèche blonde et rebelle, Brice de La Trinité surfe sur la vague que ses discours tumultueux ont appelé de leurs vœux. Sur la question de l'immigration, la nation tout entière s'est décripée ; comme en fin de banquet, on a desserré la ceinture de plusieurs crans. Les procès que les associations antiracistes professionnelles intentent au représentant du FN ne fascinent plus personne. Ses saillies verbales sur les immigrés sont oubliées au bout d'une poignée de jours, noyées dans la narcose ambiante.

La rhétorique fabriquée par l'antiracisme d'État et ses officines a fait long feu. Et c'est tant mieux, car la censure des mots ne règle jamais les problèmes de fond : la liberté de parole finit toujours par gagner, comme les artistes triomphent en définitive de la censure, même si c'est parfois de manière posthume. Depuis beau temps nombre de Français, et pas spécialement ceux qui votent FN, riaient sous cape en entendant les petites phrases assassines distillées par Le Pen. Ce n'est pas un hasard si les militants du Parti communiste français (PCF), affranchis depuis qu'ils ont cessé de scander les mantras du « diamat », ont rejoint le FN en file indienne et s'il est devenu, chemin faisant, le premier parti ouvrier de France, au grand dam du communiste Pierre Laurent, du trotskiste montmartrois Olivier Besancenot, de l'ex-lambertiste Jean-Luc Mélenchon (membre du Grand Orient et de la Fraternelle parlementaire) et de l'ancienne patronne des patronnes Laurence Parisot (du Siècle et du groupe Bilderberg et auteur d'un exécrationnel livre sur le FN), tous alliés de circonstance contre la marée montante de l'hydre fasciste. Le syndicat de la pensée pâteuse s'empresse de parler d'une même voix quand ses intérêts vitaux sont en jeu.

À droite, même évolution: n'en déplaise au « juif non pratiquant » Jean-François Copé (*Tribune juive*, 15 février 2002), autre invité du Bilderberg, à François Fillon (dîneur au Siècle) ou encore à l'ancien kibboutznik Pierre Lellouche, la base de l'Union pour un mouvement populaire (UMP) ressemble comme deux gouttes d'eau à celle du FN. La plupart des Français ne jugent pas que les formules du chef frontiste sur les personnes d'origine étrangère soient plus préoccupantes que les blagues de potache qu'ils entendent sur les ondes de leurs radios habituelles – comme lorsque pendant la Coupe du monde 2014 l'équipe de football d'Algérie s'est vue affubler, dans les « Grandes Gueules » de RMC, de sobriquets tels que « Al-Qaïdos » ou « Cous-cous merguos ». Humour rugueux ? Oui. Souvent couillon ? C'est possible. Populiste ? Pourquoi pas. Mais de bonne compagnie. C'est ce que l'on en pense. Et puisqu'aujourd'hui une partie de l'élite cause de cette manière, le *vulgum pecus* se sent en verve et suit le nouveau panache blanc sans davantage réfléchir à qui le porte ni aux intérêts qu'il couvre. La France a changé de visage ; les faubourgs en ont vu de toutes les couleurs ; à La Chapelle, quartier populaire de Paris, d'autres enfants courent dans les rues que ceux qu'a connus Albert Simonin. Plus les immigrés sont entrés sur le territoire national (200 000 par an, chiffre officiel), plus le « pays réel », après une période de prostration, s'est déculpabilisé. On assiste à un retour de balancier, dialectique sociale ordinaire. À défaut d'agir, les gens parlent et laissent parler. Le vocabulaire est un thermomètre pour jauger les esprits.

Seulement la parole ne s'est pas libérée à l'endroit de toutes les communautés à égalité. L'avez-vous fortuitement noté ? L'une d'entre elles résiste à la critique et y riposte avec une brutalité inouïe. Les plus gros scandales ayant éclaboussé Jean-Marie Le Pen, les affaires qui le marquent comme un galérien et le tiennent à l'écart de la respectabilité républicaine, lui interdisant *de facto* toute possibilité d'alliance avec les autres partis, ne sont pas celles nées de ses plaisanteries acerbes sur les Arabes ou les Roms, mais celles concernant d'abord et avant tout ses déclarations plus ou moins bienséantes sur les juifs. De ce côté-là, rien ne lui est pardonné. Dès qu'il commet un faux pas, on sonne le shofar. À la moindre esclandre avec la communauté organisée, le malaise devient universel et les punitions réclamées ne sont pas loin d'être dignes d'un régicide. Dès que le FN approche des 20% d'intention de vote, une affaire de ce genre est jetée dans les jambes de Le Pen. Alors on le tance, fustige, condamne avec une rigueur particulière, l'excluant avec une férocité sans nom, mais au nom, tout de même, des Six Millions – basse continue jouée par la nouvelle cléricature composée de tyranneaux inaccessibles à l'objection, en proie à une compulsion de répétition qui confine à la pulsion de mort.

Comme pour Dieudonné, le droit au rire a trouvé sa limite d'expression infranchissable. Son mur du son. Tolérance zéro. Ni oubli ni pardon ; contre

leurs supposées dérives, on largue en repréailles un bon paquet de bombes au phosphore blanc médiatiques ! La guerre sale est menée dans toute sa quotidienne désinvolture. Dans une vidéo sortie en juillet 2014 et réalisée par une Franco-Israélienne surnommée Esti, le député replet Meyer Habib (UDI), lui-même binational, faible penseur mais ancien gros bras de l'Organisation juive de combat, fait l'apologie des « valeurs de vengeance qui appartiennent au peuple juif ». Les initiés auront compris.

Le « détail », Carpentras, « Durafour-crématoire » : ces taches indélébiles mettent un terme immédiat à toute discussion portant sur l'intégration du FN dans la vie politique commune. Inutile d'essayer de poursuivre la conversation, c'est peine perdue. Les citoyens qui se tiennent les côtes quand « le Vieux » raconte avoir acquis une maison à la campagne pour que ses enfants puissent voir « des vaches au lieu de voir des Arabes », ceux-là qui partagent son avis quand il carillonne que « 90% des faits divers sont le fait d'immigrés ou de descendants d'immigrés », sont alors frappés de stupeur, comme victimes d'une commotion cérébrale ou d'un rituel vaudou. Pourquoi ? Parce que les dérapages sur les Arabes sont admis, tandis que ceux sur les juifs sont interdits. Manuel Valls, entre autres, l'a déclaré sur un ton ne souffrant pas de réplique : « La Shoah, l'extermination des juifs, le génocide, doivent être sacralisées, sacrées » ; « Les juifs sont l'avant-garde de la République ». C'est ainsi. Quelle autre communauté peut en France se targuer de ce statut hiératique ? Y aurait-il des nobles et des ignobles ? Étudiez l'héliotropisme, cela peut servir.

Pourtant, si le FN annonce sur toutes les ondes vouloir renvoyer les immigrés « chez eux » pendant qu'il réservera l'emploi aux « Français d'abord », il n'a oncques fait figurer dans son programme la plus moléculaire discrimination à l'égard des Français juifs – comme ce fut le cas jadis du statut des juifs du maréchal Pétain, qui leur interdisait en principe d'exercer dans la fonction publique, le commerce ou l'industrie. Dans le programme du FN d'hier et d'aujourd'hui on chercherait en vain une ligne sur ceux qu'on appelait jadis « les israélites ». Pas une fois le Menhir n'a appelé à des actes criminels ou délictueux à leur encontre, à je ne sais quel autodafé ni à quelque pogrom que ce soit. Il ne lui est pas arrivé, après boire, de demander à ses compatriotes juifs mécontents de la politique menée par le Quai d'Orsay d'aller voir ailleurs si l'herbe est verte et les plaines fertiles, autrement dit d'accomplir leur *alyah* (« montée ») en Terre promise. Évidemment, faut-il le préciser, il a moins encore évoqué leur déportation, pour ne pas parler de leur extermination ! Ce sont les Nord-Africains et les immigrés délinquants profitant au petit bonheur de la CAF et des avantages de la CMU qu'il fustige comme « Français de papier », non pas les sionistes, les marchands de *jeans* du Sentier, les fourreurs du faubourg Poissonnière (désormais remplacés par les Chinois, pour autant que je sache) ou les chanteurs à pseudonyme ayant tendance à

passer par pertes et profits les frappes chirurgicales de l'armée la plus morale du monde, celle qui envoie des SMS avant de bombarder les écoles. Si Le Pen s'est écarté de la politique israélienne, qu'il s'est permis de gourmander, ce n'est pas davantage, sinon moins, que le Nouveau parti anticapitaliste, Lutte ouvrière, le PCF ou le Front de gauche, qui ne s'en privent guère au grand bonheur de ses troupes et supplétifs, « antifas » en tête. Quant à ses tentatives de rapprochement avec l'État dit hébreu et de réconciliation avec les Français juifs, elles ont rarement, pour ainsi dire jamais, été relayées par les médias dominants ni commentées en public, y compris au sein de son propre parti et de la presse acquise à sa cause.

C'est un fait solidement établi en revanche que le Trinitain s'est sans cesse – et rudement – confronté aux organisations supposées représentatives de la communauté juive (qui dans les faits ne représentent qu'un sixième des Français juifs – voir mon *Sarkozy, Israël et les juifs*, Oser dire, 2009) et à leurs relais associatifs et médiatiques, toujours prompts à lui faire payer, au propre et au figuré, le prix fort de ses écarts de langage. Tête de bois, le Breton Le Pen n'a pas daigné passer sous leurs fourches caudines, pas plus qu'il ne s'est résolu à révéler les tabous qu'elles imposent au pays avec un aplomb qu'il n'est pas le seul à estimer lassant. En conséquence de quoi, elles le traînent devant les tribunaux à la moindre occasion, au plus modique dérapage, ce sport médiatique que Le Pen affectionne et désigne crânement comme « du hors-piste ».

Avec ces syndicats israéliens autoproclamés gardiens de la Mémoire, c'est la guerre de tranchée. Les médias en font grand cas, comme si un jeu de mots moqueur valait un génocide dans la nuit et le brouillard, et ils perpétuent *per omnia saecula saeculorum* le souvenir des célèbres « propos nauséabonds », selon l'expression stéréotypée de ces journalistes incultes qui, pour George Bernard Shaw, sont « incapables de faire la différence entre un accident de bicyclette et l'effondrement d'une civilisation ».

C'est saisissant : quand cette nouvelle forme de Terreur morale s'abat comme la masse de Capitaine Caverne sur le FN, il n'est jamais loin d'une douloureuse crise interne, avec départs en catastrophe, branle-bas de combat et communiqués affolés, signe que le blocage des mentalités s'est impatrimonisé jusqu'au plus profond des esprits. Depuis longtemps, Marine Le Pen, élue présidente du Front au congrès de Tours en 2011, tente par tous les moyens de se débarrasser de l'image infamante d'antisémitisme qui colle à la peau du FN comme le morceau de sparadrap au capitaine Haddock dans *Vol 714 pour Sidney*. L'affaire risible de la *fournée*, en juin 2014, lui a donné une énième occasion de prendre ses distances avec un cliché qui manifeste toutes les apparences d'une névrose de destin. Enclins à pratiquer la psychanalyse de bistrot quand ils ne désirent pas aller au fond des événements qu'ils

décrivent, les médias ont évoqué un « parricide », alors qu'il était surtout question pour Marine de tenter de dédramatiser son parti, afin de le rendre acceptable aux yeux du grand nombre en commençant, noblesse oblige, par les faiseurs d'opinion au premier chef desquels on compte l'« insupportable police juive de la pensée », selon l'inégalable expression d'Annie Kriegel (*Le Figaro*, 3 avril 1990).

Nul Einstein ne peut établir selon des critères scientifiques si Le Pen nourrit au fond de lui une répulsion irrépressible pour la communauté juive. Les secrets de l'esprit sont à triple, quadruple fond. Lui garantit qu'il ne l'est pas. Quand bien même certains seraient assurés en leur for intérieur de l'antisémitisme de Le Pen père, encore faudrait-il être capable d'en estimer le degré et de démontrer que ses remarques provocatrices ne sont pas seulement une réaction d'humeur intempestive face aux attaques paroxystiques dont il est l'objet de la part du Conseil représentatif des institutions juives de France (CRIF), de la Ligue internationale contre le racisme et l'antisémitisme (LICRA) et des autres associations sionistes faisant régner la loi et l'ordre en France. L'antisémitisme est devenu l'arme ultime pour mettre hors-jeu un adversaire encombrant. À tous les coups l'on gagne ; c'est le fer à cheval dans le gant de boxe. L'insulte est utilisée à tout propos, rendant suspects de mauvaise foi ceux qui s'emparent d'un qualificatif « trop facile, injuste, pas très intelligent, sournoisement démagogique en nous faisant passer pour raciste ; et, en fin de compte – et là est le pire – totalitaire, en ce que cette attitude exclut tout dialogue » (Georges Haldas, *Pâques à Jérusalem*, L'Age d'Homme, 1995). Il s'agira, un jour, de commencer par ne plus jamais en tenir compte.

L'objectif que je m'assigne dans ce livre n'est pas de déterminer ce que Dieu seul (et non les psychanalystes, les associations de déportés, les sionistes et autres néo-inquisiteurs) est en mesure de juger, mais de réfléchir aux véritables rapports qu'entretiennent le Front national, son fondateur et son actuelle présidente avec la communauté juive et ses mandataires. Contrairement à ce que l'on imagine, y compris chez les plus fervents thuriféraires du Menhir, cette histoire n'est pas uniquement semée de haine et de stigmatisation réciproque. Les relations entre les deux camps n'ont pas toujours été aussi tempétueuses qu'elles le sont devenues après l'affaire du « détail » en 1987, un état de choses exacerbé par le montage de Carpentras en 1990. Comme Marine aujourd'hui, Jean-Marie Le Pen a profusément tenté de s'aboucher avec la communauté juive et Israël. Depuis que les projecteurs se sont braqués sur lui de nombreux juifs ont rejoint les rangs du Front ; de flamboyants sionistes ont figuré parmi ses proches soutiens. Véritable Janus, dieu des portes et des passages parfois secrets, l'actuel président d'honneur du FN a tenu des discours, aujourd'hui tombés dans l'oubli, qui surprendront les plus impérieux de ses adversaires et de ses partisans, et que sa fille, soucieuse d'apparaître comme « le meilleur bouclier des Français juifs contre

le fondamentalisme islamiste», ne désavouerait pas. Luttant contre la tendance frontiste à l'apaisement et au dialogue, les instances supérieures de la communauté ont néanmoins, pour des intérêts qui leur sont propres et que je détaillerai, décidé à un moment donné, dans les coulisses de la République, sa mise à mort politique.

Retraçant cette histoire chaotique, moins caricaturale qu'on le suppose, je vais m'attacher à en décrire les différents paliers en montrant pourquoi et comment tout a (provisoirement) capoté. J'expliquerai aussi ce qui se cache derrière la rupture que Marine Le Pen est en train d'instaurer sur cette épineuse question, ce grand virage qui doit conduire le FN à la victoire après des années d'excommunication politico-médiatique. Les révélations de ce livre vont faire connaître une facette inconnue du Front national et porter un nouvel éclairage sur certains des comportements peu glorieux du zoo politique contemporain.

Chapitre 1

CINQUANTE ANS DE COEXISTENCE PACIFIQUE

« Je m'aperçois qu'on peut devenir populaire avant d'être connu »

(Sacha Guitry, Béranger, acte I)

« À partir de quarante ans, on a la gueule qu'on mérite », disait Edgar Degas. J'ignore la pertinence de cette observation prêtée au peintre antidreyfusard, mais il me semble qu'on peut dresser un portrait psychologique à peu près correct de l'homme ayant atteint la cinquantaine. À cet âge, la somme des expériences accumulées finit par divulguer une part considérable de l'être propre d'un individu : l'honnête citoyen a été vu sous toutes les coutures, son véritable profil se dessine sans excès de fioritures ; en certaines circonstances, le brillant arlequin a été contraint de tomber le masque, et son dévoilement est resté gravé dans les mémoires ; même le roué pathologique commence à être tenu pour ce qu'il est.

Né le 20 juin 1928, Le Pen va sur ses 53 ans à la veille de la présidentielle d'avril-mai 1981, c'est-à-dire quand le sauteur du jardin de l'Observatoire s'apprête à prendre les rênes du pouvoir avec la caution secrète de Jacques Chirac, dans le rôle de Iago. Le chef du FN n'est pas parvenu à réunir les 500 parrainages nécessaires pour se présenter et appelle à voter Jeanne d'Arc. Tandis qu'il s'achemine, riche de ses premiers cheveux blancs, dans la décennie qui aurait pu sonner le glas de sa carrière – mais qui, grâce au « tonnerre de Dreux » (1983), va chambarder son existence –, Le Pen n'est pas un perdreau de l'année. L'homme est toujours coriace mais la plus longue partie de sa vie se trouve derrière lui. Marié en 1960 avec l'accorte Landaise Pierrette Lalanne, il a trois grandes filles, Marie-Caroline (née en 1960), Yann (1963) et Marion (1968), dite Marine, aussi dorées que leurs parents ; il ne tardera pas à cultiver « l'art d'être grand-père ».

Il est loin, le « Minou Drouet de la politique » ainsi que *Paris-Match* l'avait surnommé à ses débuts, en référence à la vraie-fausse poétesse de huit ans ayant défrayé la chronique sous la IVe République. Épris d'aventure, Le Pen a beaucoup vécu, bourlingué, fanfaronné, folâtré, tapé la cloche, fait parler de lui. On connaît son parcours militaire en Indochine et en Algérie dans les années cinquante. Il a été président de la Corporation des étudiants en droit de Paris (1949-1951), vice-président du comité Pierre de Coubertin, délégué

général de l'Union de défense de la jeunesse française, etc. En diverses occasions, radios et télévisions lui ont tendu le micro. Il a été un homme politique en vue. Aux législatives de 1956, à l'âge de 27 ans, il est élu sur les listes de Pierre Poujade (Union et fraternité française) et devient le plus jeune député de France, qualité dont cet Artaban n'est pas peu fier. Deux ans plus tard, il démissionne de l'UFF et siège avec un parti de la droite libérale, le Centre national des indépendants et paysans (CNIP) d'Antoine Pinay, que de Gaulle va choisir comme ministre des Finances. Le poste permet au jeune député d'être rapporteur du budget de la Guerre à l'Assemblée nationale. Perdant son siège en 1962, il devient le directeur de campagne de l'avocat nationaliste Jean-Louis Tixier-Vignancour, défenseur de membres éminents de l'OAS (il évite au général Raoul Salan l'exécution de sa condamnation à mort), qui se présente contre le général de Gaulle à la présidentielle de 1965. Ne rassemblant que 5,2 % des suffrages, Tixier fait voter pour François Mitterrand et Le Pen se range des voitures durant quelques années.

Le 5 octobre 1972 le Menhir est de retour et participe à la création du Front national. Il se porte candidat à la présidentielle de 1974, où il ne réunit que 0,75% des voix. Au second tour, il appelle à voter en faveur de Valéry Giscard d'Estaing ; mais au cours du septennat de celui que Jean-Edern Hallier surnomme le « colin froid », il ne se prive pas de rompre des lances contre un président qui, ayant des idées de Louis XV sans en avoir le talent, désire transformer la France en une « société libérale avancée », s'emploie à dépénaliser l'avortement (loi Veil du 17 janvier 1975) et institutionnalise le regroupement familial (décret du 29 avril 1976, émis sous le gouvernement Chirac), permettant « au conjoint et aux enfants de moins de dix-huit ans d'un ressortissant étranger régulièrement autorisé à résider sur le territoire français » de l'y rejoindre avec octroi d'un titre de séjour.

Ce faisant, Le Pen eut abondamment l'occasion de s'exprimer *cum grano salis* sur les sujets politiques majeurs de son temps. Entre 1956 et 1980, de la crise de Suez au gouvernement de Raymond Barre (« meilleur économiste de France » – VGE dixit – et cofondateur de la mondialiste Commission Trilatérale de David Rockefeller), le Menhir a eu le temps d'élaborer un programme témoignant de sa *Weltanschauung*.

Redoutable bretteur, amateur d'agaceries, moqueur et impertinent, il n'est pas réputé avoir la langue dans sa poche. Ce qu'il pense, il le dit apertement, et ce qu'il ne dit pas, il le laisse entendre comme s'il l'avait dit. Il y a peu de surmoi chez ce fils unique, orphelin de père. Si « vivre c'est être différent », comme l'écrit Blaise Cendrars, Le Pen n'est jamais aussi vivant que lorsqu'il prend la parole pour ne plus la lâcher et dénoncer les scandales qui éclaboussent le margouillis républicain. Sa spécialité : tirer à boulets rouges. Ses joutes verbales sont écoutées, applaudies. Il est observé, étudié, aimé

autant que vilipendé. Adulé par ses partisans comme le serait un général romain empruntant la Via Sacra pour se rendre en triomphe au temple de Jupiter Capitolin, il est honni à égal degré dans le camp d'en face, pour qui il est tout juste bon à être jeté dans l'Enfer de Dante, au-delà des murs de la ville de Dite, là où croupissent ceux qui ont volontairement commis les fautes les plus lourdes.

Ses principaux adversaires, il les cible dans chacun de ses discours. Dans les années 1960-1970 ce sont les gauchistes décadents, les « communistes assassins », les gaullistes « bradeurs de l'Algérie », les délinquants et criminels, les avorteurs, les partisans du regroupement familial. Mais pas les juifs ni les partisans d'Israël ; sur ceux-là, pas un mot, jamais. De leur côté, ses zoïles ne le ménagent guère et lui reprochent sa fixation mortifère sur l'Algérie française, son militarisme étroit, sa démagogie, son anticomunisme primaire, l'étrange héritage Lambert (1976), son apologie de la peine de mort, son obsession sécuritaire, sa défiance vis-à-vis des immigrés, sa défense immodérée du mode de production et de distribution capitaliste. Certains d'entre eux lui vouent une haine mortelle et passent à l'action terroriste contre sa personne : en novembre 1976 il est victime d'un attentat qui souffle l'immeuble de cinq étages de la Villa Poirier, dans le XV^e arrondissement de Paris, dans laquelle il réside avec sa femme et ses trois filles ; 20 kilos d'explosif pour le réduire au silence, même si la piste politique ne semble pas avoir été privilégiée.

L'homme persiste dans sa bizarrerie, comme le recommandait Baudelaire. Il ne laisse pas indifférent et paye la rançon de sa liberté. Néanmoins jusqu'aux abords des années quatre-vingt, et même un peu au-delà, en nul temps Le Pen n'a été l'objet d'accusations récurrentes d'antisémitisme. Pourquoi si peu de journalistes et de politologues renommés ne l'ont-ils remarqué ? L'absence de ce reproche crève pourtant les yeux. Plus tard, ses détracteurs, le passant à la moulinette, lui chercheront des pouilles en montant en épingle telle facette de sa vie devenue suspecte à leurs yeux, ou croiront en n'importe quel bouteillon pourvu qu'il tâche. Ce ne seront là que des effets de loupe rétrospectifs et des anachronismes polémiques ne témoignant d'aucune espèce de réalité.

La vérité est autre, et il faut la prendre comme elle est, sans épiluchures inutiles ni dentelles de Burano : durant un demi-siècle, politicien de la IV^e puis de la V^e République, Le Pen a été considéré comme un homme de droite et même d'extrême droite, un tapageur autoritaire propageant des idées réactionnaires, mais nul soupçon concernant son intime conviction sur la question juive et Israël n'a pesé sur ses larges épaules.

Ancien directeur de *Minute*, Gérald Penciolelli peut déclarer : « Je l'ai connu prosioniste, comme tous les gens de l'Algérie française ». Le fondateur

de l'institut de sondages TNS Sofres, Pierre Weill, de confier : « Même dans les pires moments, je me suis toujours dit que Le Pen n'était pas antisémite ». Le sentimental Serge Moati, qui a rencontré Le Pen à l'occasion de ses deux émissions consacrées à « La haine antisémite » (1991) et partage avec lui une même affection pour la veste Forestière de la maison Arnys des frères Grimbert, fondée en 1933 par leur grand-père Jankel, juif immigré de Russie, confesse : « Je ne le percevais pas comme antisémite (...) Il n'y a pas plus habile que les juifs pour percevoir l'antisémitisme. Or là, je ne le ressentais pas » (Philippe Cohen et Pierre Péan, *Le Pen, une histoire française*, Robert Laffont, 2012).

Ce n'est pas la chanteuse Rika Gozman, alias Rika Zarái, que son service militaire dans Tsalal n'a guère interdit d'avoir son rond de serviette à Montreuil, l'ancienne demeure du Menhir à Saint-Cloud (Hauts-de-Seine), qui contredira ses coreligionnaires. Ni Éric Zemmour, que j'ai entendu expliquer l'intérêt du vote juif devant une tablée réunissant une partie de l'état-major du FN dans la maison natale de Le Pen, à La Trinité-sur-Mer, lors du lancement de la campagne de la présidentielle de 2002. Il n'avait pas l'air, lui non plus, de considérer tout ce beau monde comme des émules du défunt Führer.

Quant à la dogaresse Jany Paschos, que le Menhir a épousée en mai 1991, ne déclare-t-elle pas avec délectation que dans le tombeau de sa famille, à Rueil-Malmaison, « quatre confessions cohabitent en bonne intelligence dans la même terre française : les religions catholique, protestante, juive et orthodoxe » ? (*Français d'abord*, n°291). Au reste, « avant de connaître Jean-Marie, la moitié de mes amis étaient juifs, dira-t-elle, la fine fleur de la finance juive (...) Ils m'ont dit : Quelle horreur, il est antisémite !, mais il a suffi de les réunir à des dîners pour qu'ils me gardent leur amitié, comprenant la honteuse caricature faite de lui » (*France Soir*, 24 avril 2012).

Compte tenu de la vie que Le Pen a menée jusque-là, nous allons voir que ces appréciations sont amplement justifiées par les faits têtus chers au camarade Lénine, n'en déplaise aux attrape-minons qui produisent les jugements moraux auxquels le bon peuple est censé souscrire sous peine d'être décrié comme un complice de l'indicible.

Chapitre 2 LE PEN COLLABO ?

« Il ne faut pas laisser un drapeau aux mains de l'ennemi, même quand ce drapeau ne serait qu'une serviette »

(Athos – Alexandre Dumas, *Les Trois mousquetaires*)

La bonne histoire est affaire de chronologie. Le secret, pour en comprendre le sens, consiste à saisir les événements dans l'ordre où ils apparaissent sans leur faire subir de torsion en fonction d'actualités ultérieures. Étant donné ce que l'on a entendu sur le compte de Le Pen, on serait tenté de supposer que durant la Seconde Guerre mondiale le blondinet de La Trinité-sur-Mer (Morbihan), qui n'avait pas encore ajouté Marie à son prénom officiel Jean (on le surnommait Jeanjean), eût nourri une tendresse coupable pour les autorités d'occupation, dont les troupes ont, entre 1941 et 1944, déporté environ 76 000 juifs établis en France (21 000 français et 55 000 étrangers), comme l'assène l'expert holocaustique Serge Klarsfeld.

Le Pen, jeune collabo, pavoisant au spectacle des rafles de juifs, friand de la prose sulfureuse de *Je suis Partout* ? Cela ferait bien dans le tableau. Beaucoup y croient. La légende noire est tenace. Le Pen narre en souriant une stupéfiante histoire qui lui est arrivée avec Louis Malle. « Un jour, raconte-t-il à *Valeurs actuelles* (5 avril 2012), le cinéaste Louis Malle me propose un rendez-vous. Il préparait *Lacombe Lucien* (1974). Il me dit : "Comme vous êtes un ancien Waffen-SS, votre témoignage m'intéresse." Je lui réponds que je n'ai évidemment jamais été Waffen-SS. Que d'ailleurs j'avais 12 ans en 1940. Et là, il ne se démonte pas : "Mais enfin, M. Le Pen, tout le monde sait que vous êtes un ancien Waffen-SS..." "Tout le monde sait !" : que voulez-vous répondre à ça ? »

Partisan d'un nationalisme à la française, Le Pen exposera plus tard ce qu'il pense du fascisme et du nazisme, en accentuant outrément leurs origines de gauche pour mieux s'en démarquer :

« La fascisme est un avatar autoritaire du socialisme. C'est d'ailleurs un député socialiste, Benito Mussolini et même un socialiste de gauche, qui a fondé le fascisme. Le fascisme est une doctrine italienne d'entre les deux guerres qui postule la soumission de l'économie à l'État, à l'État totalitaire. Or, mes conceptions économiques sont exactement aux antipodes de cette

position puisque je ne suis socialiste en aucune manière. Par conséquent, me réputer fasciste, c'est prononcer un mensonge énorme. (...) Le national-socialisme est un phénomène typiquement germanique, dont Hitler lui-même a dit qu'il n'était pas un article d'exportation. Il n'a pas été exporté, puisqu'en France, il n'y a jamais eu de parti nazi. Les deux partis collaborationnistes qui se sont prononcés en faveur de l'Europe nouvelle telle qu'Hitler la proposait après l'armistice de 1940 ont été le Parti populaire français de Jacques Doriot, qui était naguère le secrétaire du Parti communiste français et l'autre, le Rassemblement national populaire de Marcel Déat, qui était un député socialiste » (cité par Alain Sanders, Rémi Fontaine, Francis Bergeron, *Le Pen, le Livre blanc d'un phénomène*, Éditions de l'Orme rond, 1988).

De fait, durant la guerre 39-45, il est difficile de faire de Le Pen un mordu du drapeau à croix gammée ou un séide des nazis, assistant la bave aux lèvres aux exactions commises contre les juifs traqués et marqués de l'étoile jaune. Il est lui-même, en effet, une victime de l'Occupation. Son père, prénommé Jean comme lui, est un petit-patron pêcheur patriote et républicain, fils de marin-pêcheur; il est responsable local du syndicat des marins-pêcheurs, président de la section de La Trinité de l'Union nationale des combattants et conseiller municipal. Il a embarqué à bord d'un trois-mâts cap-hornier dès l'âge de 13 ans. Jean Le Pen est apprécié dans la commune car il est sobre comme un chameau. Dans la nuit du 21 août 1942, il part à bord de son chalutier, *La Persévérance*, pêcher de la sole pour l'hôtel Le Rouzic. Le bateau explose sur une mine de 500 kilos. Son corps abîmé par les rochers est retrouvé sur une grève une semaine plus tard. « Mort pour la France ». Son nom est gravé sur le monument aux morts de La Trinité-sur-Mer, devant l'église; j'ai pu le vérifier de mes yeux.

Le Pen, enfant unique, a 14 ans. Sa mère Anne-Marie lui dit à ce moment: « Tu vois, pour nous, la guerre est finie. » Orphelin de père, Jeanjean devient pupille de la nation par jugement du tribunal civil de Lorient du 23 décembre 1942. Son destin est à jamais affecté par ce drame et cet acte officiel.

Dans la maison familiale de La Trinité-sur-Mer, l'adolescent, désormais chef de famille, décide de garder, avec l'accord de sa mère, un fusil Lebel, nanti de 300 cartouches et un pistolet 6,35, ce qui, en zone interdite, est passible de la peine de mort.

À 16 ans, le jeune Jeanjean tente de prendre part à la résistance active. En juin 1944, avec son ami Audran, il essaie de rejoindre le maquis de Saint-Marcel. Les gamins y déboulent le soir, comme des fleurs, après une attaque des unités de la Wehrmacht, au moment de la dispersion. La bataille est finie: on dénombre 30 morts et 60 blessés dans les rangs des résistants; entre 50 et 300 tués côté allemand. Déconfit, Jeanjean rentre chez lui, où sa mère, inquiète et pâle, lui colle deux gifles. Il n'a pas participé au combat. « Enfin,

j'y participe comme tout le monde, c'est-à-dire que j'y ai couru les mêmes risques », corrige-t-il devant Jean Marcilly (*Le Pen sans bandeau*, Jacques Grancher éditeur, 1984). « Ce n'était pas grand-chose, mais sur le plan de la résistance pure, je considère que j'ai pris beaucoup plus de risques qu'un certain nombre de personnalités qui font carrière depuis quarante ans et qui tirent de cette époque-là des profits matériels, politiques ou littéraires », ajoute-t-il (*Livre blanc*).

Libération et *Le Canard enchaîné* ont tenté de discréditer cette version. Le Pen a riposté sans barguigner (*L'Express*, 21 février 2007): « Je n'ai jamais dit que je faisais partie d'une organisation. C'était un acte individuel. Il ne me venait d'ailleurs pas à l'idée de me vanter de cela, puisqu'on avait ramassé une culotte. Je ne trouvais pas flatteur d'avoir été à Saint-Marcel pendant quelques heures pour me faire foutre un coup de pied au cul. Je m'estimais déjà bienheureux de m'en être sorti. Voilà la vérité! Qu'est-ce qu'être résistant? C'est prendre des risques. Moi, ayant des armes à la maison et ayant été à Saint-Marcel avec des armes dans ma poche, c'était peut-être complètement con, mais c'était une prise de risque. Je ne me suis jamais targué d'être résistant, sauf quand on a dit que j'étais hitlérien. »

Compagnon de la Libération, Croix de guerre, titulaire de la Croix du combattant volontaire de la Résistance, de la Médaille de la Résistance et de l'Ordre de la Libération, Michel de Camaret a rejoint la Résistance dès juin 1940. Lieutenant d'un commando parachutiste SAS des Forces françaises libres (FFL), il participe en 1945 aux opérations dans l'est du Morbihan. Il est blessé au cours de la fameuse bataille de Saint-Marcel. Devenu membre du FN, il se souvient fort bien, quarante ans plus tard, avoir croisé dans le maquis ce « gosse au pistolet qui en voulait »: c'était le petit Le Pen. Il est un témoin de poids dans le dossier à décharge.

On le mettra en doute. Sauf que l'histoire ne s'arrête pas là. On apprend en effet plus tard, par *L'Express* du 28 mars 2007, qu'en novembre 1944, Jeanjean s'était présenté au PC de Sainte-Anne-d'Auray, puis à celui de Carnac pour demander au colonel Henri de La Vaissière, alias Valin, de s'engager dans les FFI (Forces françaises de l'intérieur). Valin en était le chef dans le Loir-et-Cher. Le Pen l'apostropha: « Mon colonel, vous êtes une unité de durs, de "rouges", de révolutionnaires. Vous avez sans doute dans vos compagnies des jeunes de mon âge. Je désire les rejoindre. » Valin lui répondit: « Un certain nombre de jeunes se sont vieillies en signant leur acte d'engagement à l'insu de leurs parents. Plusieurs ont été tués. Désormais, ordre est donné de s'assurer que nos volontaires ont bien 18 ans révolus. Tu es pupille de la nation: songe à ta mère! Nous t'offrons l'école militaire. » Sur le tard, âgé de 81 ans, un ancien sergent des FFI, Raymond Casas, regretta cette décision: « En nous rejoignant, le jeune Le Pen aurait trouvé la "fratrie" qui

lui a manqué à 16 ans. Je pense que l'orientation de sa vie eût été changée. » Le Pen concède que ce refus lui a causé quelque dépit.

Il reste que le parcours du jeune Le Pen durant cette période, sans être digne de la geste de Jean Moulin, diffère du tout au tout de celui d'un Georges Marchais, futur secrétaire général du PCF, affecté de 1942 à 1944 à la construction du chasseur Focke Wulf 190 aux usines Messerschmitt d'Augsbourg, en Allemagne, pour ne rien dire de celui de François Mitterrand, décoré de la Francisque n° 2202 en 1943, sur laquelle les vaillants journalistes de la grande presse ont longtemps conservé le mutisme. Le Pen se distingue aussi de cette jeunesse attirée par les uniformes noirs ou bruns, qui vibrait à l'idée du fascisme « immense et rouge », cette « poésie du XX^e siècle », comme le chantait Robert Brasillach.

Certains de ses amis de classe se sont exprimés sur les vues qui animaient leur camarade : « Il n'était pas dans les normes (...) J'aurais juré qu'il finirait à l'extrême gauche. Il avait toujours de grandes phrases sur les libertés et citait sans arrêt les discours des révolutionnaires » (v. Gilles Bresson et Christian Lionet, *Le Pen, biographie*, Éditions du Seuil, 1994). Jeanjean flirte quelques mois avec les communistes et affecte une tendresse pour Danton, l'incarnation révolutionnaire de la Patrie en danger. On est loin de Philippe Henriot, la voix d'or de Radio-Paris dirigée par la *Propaganda-Abteilung*.

Après la Libération, Le Pen quitte sa Bretagne natale et débarque au lycée Claude-Debussy de Saint-Germain-en-Laye. Son meilleur ami se nomme Gérard Silvain. Né à Paris en 1928, il est issu de la grande bourgeoisie juive de France. Son père a été directeur des Galeries Lafayette. En 1941, Silvain a vécu caché dans une école chrétienne où il s'est converti au catholicisme. Lorsqu'il épouse plus tard une juive d'origine turque, il décidera de revenir à la foi de ses ancêtres et son mariage est célébré à la synagogue. Le témoin est impartial car depuis 1967, il est un pétulant sioniste. Chez lui, Israël est une passion jamais démentie. Dans les années quatre-vingt, il publie *Images et traditions juives* (éditions Celiv) préface d'Alain Poher, le président du Sénat qui a reçu une médaille d'or du B'nai B'rith pour son action en faveur d'Israël. Le Pen est gratifié d'un exemplaire.

« J'ai connu Jean-Marie en classe de philo, au lycée de Saint-Germain-en-Laye, rapporte-t-il (Olivier Guland, *Le Pen, Mégret et les juifs*, La Découverte, 2000). Il était demi-pensionnaire et moi pensionnaire. Boursier d'État, affichant alors des idées royalistes [de toute évidence Jeanjean se cherchait encore idéologiquement], Jean-Marie résidait à cette époque chez une dame d'un certain âge qui l'hébergeait dans la ville. Sa mère était loin, mes parents aussi (...) Nous passions des nuits entières à Pigalle. Le soir du bachot, on descend à Paris, au Moulin-Rouge. Dans l'immédiat après-guerre, c'était le dancing des midinettes. Le meilleur moyen de se détendre, quand on n'avait

pas assez d'argent pour dédommager la demoiselle. On s'en est levé deux. Elles habitaient ensemble, avec leurs maris, des petits mitrons qui travaillaient toute la nuit dans la boulangerie d'en face. On s'est envoyé les filles à tour de rôle, à la hussarde. À six heures du matin, elles nous ont demandé de partir. C'était l'heure où leurs époux revenaient pour roupiller. »

Après le bac, les deux compères se perdent de vue. En 1956, ils se retrouvent : « À cette date, j'ai assisté par curiosité à un meeting de Poujade, porte de Versailles. Le Pen est monté à la tribune. À la fin de la réunion, je l'ai accosté et nous sommes tombés dans les bras l'un de l'autre. Nos relations ont repris. J'ai connu Pierrette et j'ai invité le couple chez mon père, qui possédait une propriété à Chatou. Très assimilé, mon père n'évoquait jamais sa judéité. Moi non plus, et Le Pen n'en parlait pas. Mais il savait que j'étais juif, bien entendu. »

En juin 1988, après l'affaire du « détail », *L'Arche*, mensuel du judaïsme français, s'entretient avec ce vieil acolyte, « résolument opposé à un certain nombre de points dans les thèses du Front national ». Que dit-il ? Lui aussi s'est-il joint à la meute ? Il ne lui en coûterait rien. Pourtant, il s'en prive.

- Le Pen est-il devenu antisémite ?

Gérard Silvain : On le dit, mais je ne puis le confirmer. Je n'en sais rien. C'est un procès d'intention. L'affirmer c'est répondre d'avance à la question. La poser, c'est affirmer qu'on n'en est pas très sûr. Voilà le problème.

- Les juifs de France ont-ils raison d'avoir peur de Le Pen ?

Gérard Silvain : Je n'ai pas peur. Suis-je naïf ? Je n'ai pas peur car je connais trop bien Jean-Marie Le Pen pour le craindre.

En 1988, vu l'état général de l'opinion, chauffée au rouge, il est probable que même le doberman de Le Pen n'eût pas osé témoigner en faveur de son maître. Gérard Silvain devait avoir des raisons suffisantes de le défendre envers et contre tous.

Silvain n'est pas le seul à se souvenir avec nostalgie de ces *happy days*. Lors de son entrée en fac, Le Pen se lie d'amitié avec Reine Bouchara, issue d'une famille juive ayant fait fortune dans le textile, avec qui il a une aventure. À l'époque troublée des combats pour l'Algérie française, lorsque Le Pen croit chaque jour risquer sa vie en traversant la capitale, celle-ci lui prête sa voiture immatriculée avec des plaques anglaises contre son Opel jugée trop repérable (Bresson-Lionet). Excellente camarade, elle l'entourera toujours de prévenance. Le Pen, antisémite ? On dit qu'elle en rit volontiers.

Qu'en est-il des années turbulentes où Le Pen a pris la tête de la Corpo de droit, sur lesquelles « les petits grimauds, barbouilleurs de papier » (l'expres-

sion est de Molière), lorsqu'il s'agissait de l'accabler, ont fait leurs choux gras ? Leste autant que massif, exalté et têtu, Le Pen a la provocation dans le sang. Avec son ami Claude Chabrol, futur réalisateur de la Nouvelle Vague, il passe son temps à épater les « cochons de bourgeois » que Brel a étrillés, et dont l'expression ridicule aboutie est le bourgeois de gauche, sérieux en tout, Saint-Just tournant Fouquier-Tinville, petit flic, curé des temps sans ouailles promettant aux droitistes de rôti dans un enfer dont il affirme qu'il n'existe pas. Le Pen fourmille d'idées pour gâcher la vie des étudiants fascinés par François Mauriac, ce bon chrétien qui acheva sa carrière à l'Académie française après l'avoir commencée en chantant les louanges de Mussolini et Pétain. Il trouve sentencieux ces gens propres. En bordée, il leur a beaucoup cogné dessus, sans distinction de races ni de confession. Il les chambre ou les frappe, c'est ainsi qu'il fonctionne ; car sa bonne droite met au tapis les militants de gauche en cinq sec.

À la Corpo, Le Pen était un sacré turlupin, appréciant la gaudriole, les chants à tue-tête, les mots graveleux, la dive Bacbuc, les déguisements, la faluche. Sybarite, il hait la morale convenue et manifeste son mépris pour les cagots et la calotte. À Paris, le jeune Breton a jeté sa gourme et fait frairie. C'est un fier lapin mais ceux qui le qualifient alors de gommeux ne l'ont jamais défini comme antisémite. Pierre Péan et Philippe Cohen ont interrogé les témoins : « On peine à trouver des témoignages irréfutables d'antisémitisme ou de racisme, comme le disent plusieurs anciens de la Corpo, quelle que soit leur orientation politique personnelle. »

Le Pen est un Français issu du petit peuple des provinces. Si son langage est parfois châtié, avec une affection prononcée pour l'imparfait du subjonctif et les citations latines apprises chez les Jésuites, ses idées et ses pratiques sont celles de nombreux jeunes d'après-guerre, étudiants en galère pour qui les jours de la paix sont à boire jusqu'à la lie. C'est pourquoi il déplaît tout de suite à l'élite intellectuelle qu'il frôle avec mépris. Jugé vulgaire, ce rustre, ce reître qui jouit lorsqu'il charibote les pisse-froid, ne peut être des leurs, c'est presque physiologique. Il est par principe exclu de leur milieu – et s'en fait gloire.

Chapitre 3

AVEC TSAHAL, CONTRE LE « MUSSOLINI DU NIL »

Tournesol : Capitaine, que se passe-t-il ?

On dirait que nous faisons demi-tour...

Haddock : Eh ! oui, Monsieur Tournesol, nous faisons demi-tour...

Tournesol : Ah ! bon ! Tant mieux !

Je croyais que nous faisons demi-tour...

(Hergé, Le Trésor de Rackham le Rouge, éd. Casterman, 1944)

1956 est l'année de l'expédition néo-coloniale de Suez, à laquelle la France participe, en pleine guerre froide, aux côtés du Royaume-Uni et d'Israël.

Le 26 juillet, en réponse au refus américain de concourir au financement du barrage hydro-électrique d'Assouan, le colonel Gamal Abdel Nasser, au pouvoir en Égypte depuis deux ans, nationalise le canal de Suez, point stratégique pour le passage du pétrole, détenu par un condominium franco-anglais. Israël veut à tout prix cette voie pour assurer son transport maritime ; et ce que Israël veut, Dieu veut. L'alliance se noue contre Nasser, qui déclare sur un ton altier : « Nous reprendrons tous nos droits, car tous ces fonds sont les nôtres, et ce canal est la propriété de l'Égypte ! » Les revendications de ce fâcheux anti-impérialiste sont irrecevables. Le Premier ministre britannique, Anthony Eden, l'accuse d'être un « Mussolini du Nil ».

L'assimilation de Nasser au Duce et à la doctrine fasciste n'est pas saugrenue. On apprend dans le livre Kurt Tauber, *Beyond Eagle and Swastika – German Nationalism since 1945* (Middletown [Connecticut], Wesleyan University Press, 1967) qu'après la guerre, des milliers de nationaux-socialistes, gestapistes et SS se sont réfugiés en Égypte où ils ont mené des activités politiques, de propagande, de sécurité et d'entraînement militaire. Le colonel SS Johann von Leers, collaborateur de Goebbels, converti à l'islam sous le nom de Omar Amin, dirige ainsi l'Institut de recherche sur le sionisme au Caire. L'ancien chef de la Gestapo de Düsseldorf, Joachim Däumling, le général Wilhelm Fahrmbacher et Oskar Munzel, ancien général de division de Panzer, y réorganisent les forces de police sous la responsabilité du héros balafré Otto Skorzeny, l'officier de commando qui fit évader Mussolini en 1943 de sa prison du Gran Sasso – et qui depuis est devenu conseiller militaire du général Naguib (Glenn B. Infield, *Skorzeny, chefs des commandos de Hitler*, Pygmalion, 2009). L'ex-

capitaine de la Gestapo Wilhelm Böckler, devenu Abd el-Karîm, est quant à lui intégré au service d'information. Le SS Wilhelm Berner entraîne les fedayins palestiniens, ce qui n'est pas pour plaire à Israël. Quant à l'ex-commandant de la garde du corps de Hitler, Léopold Gleim, il porte le nom d'an-Nâsir et forme les cadres des services de sécurité égyptien. Ce n'est pas rien.

Le chef du gouvernement français, le socialiste Guy Mollet, voit aussi dans Nasser, non sans quelque raison, le principal soutien de l'insurrection algérienne. Après des semaines de tergiversations, il se rallie à l'idée d'une guerre préventive. Le président de la République René Coty y est opposé, mais Mollet reçoit le soutien du ministre de la Défense Maurice Bourgès-Maunoury et du garde des Sceaux, François Mitterrand, lequel, pour être à la mode, laisse à entendre que Nasser est comparable à Hitler.

En octobre, c'est en tapinois que le Premier ministre israélien David Ben Gourion se rend en France avec son chef d'état-major Moshe Dayan et Shimon Pérès. La délégation rencontre à Sèvres, près de Paris, Guy Mollet ainsi qu'un représentant anglais. Un accord secret, dont on a longtemps nié l'existence, est signé entre les ministres des Affaires étrangères britannique, Selwyn Lloyd, et français, Christian Pineau (ancien rescapé de Buchenwald), auxquels se joint Ben Gourion. Connu sous le nom de Protocoles de Sèvres, l'accord stipule que « l'État hébreu attaquera l'Égypte le 29 octobre 1956 dans la soirée et foncera vers le canal de Suez. Profitant de cette agression "surprise", Londres et Paris lanceront le lendemain un ultimatum aux deux belligérants pour qu'ils se retirent de la zone du canal. Si l'Égypte ne se plie pas aux injonctions, les troupes franco-britanniques entreront en action le 31 octobre. »

Une négociation ultra-secrète entre Français et Israéliens précède la signature de l'acte : l'octroi à Israël d'une aide française dans le domaine du nucléaire, qui va permettre à l'État juif de se doter de la bombe atomique.

Le 29 octobre, Israël envahit la bande de Gaza et le Sinaï et fonce vers Port-Fouad. L'ultimatum franco-britannique rejeté par Nasser, les deux pays bombardent les aérodromes et la région de Port-Saïd du 1^{er} au 4 novembre. Les *Royal Marines* débarquent sur les plages égyptiennes. La puissance des commandos alliés contraint l'armée égyptienne à reculer. Il faut s'emparer par les armes du canal de Suez. Tandis que la progression des alliés écrase les poches de résistance, le président Eisenhower fait savoir qu'il désapprouve l'intervention. À l'Est, on s'inquiète aussi car Nasser est un allié de Moscou. L'URSS exige l'arrêt immédiat des combats. Dans une lettre adressée à la France le 5 novembre, le maréchal Boulganine, président du Conseil des ministres de l'URSS, agite le spectre de la menace nucléaire. Le 6 novembre, Britanniques et Français sont contraints d'accepter un cessez-le-feu. Ce devait être Austerlitz, c'est la 7^e Compagnie au clair de lune. Des dizaines de milliers de juifs se voient forcés à quitter l'Égypte et se réfugient en Israël et en France.

De son côté, député poujadiste, Le Pen avait décidé de demander un congé spécial de l'Assemblée nationale pour servir en Algérie. À ses risques et périls. Physiques, d'abord, car il va au casse-pipe ; politiques, ensuite, puisque son chef Poujade est opposé à l'intervention militaire à Suez. Peu lui chaut, Le Pen appellera à voter contre son mentor, alors qu'il se présente à une législative partielle à Paris. Lors du Congrès suivant du parti, en 1957, il sera exclu du parti.

En octobre 1956, le lieutenant Le Pen rejoint le 1^{er} REP en Algérie. Arrivé au camp de la Légion, à Zeralda, près d'Alger, il part aussitôt à Suez pour aller combattre avec les troupes françaises contre le maudit Nasser. Mais lorsqu'il arrive sur place, débarquant du *Foudre*, c'est trop tard, la guerre a cessé. Le 1^{er} REP occupe Port-Fouad sans rencontrer de résistance. Selon leur tactique éprouvée, les Anglais ont tout bombardé. Dans *Le Pen, une histoire française*, Pierre Péan et Philippe Cohen décrivent quel était l'état d'esprit du lieutenant Le Pen et de ses soldats : « Débarqué au canal de Suez trois jours avant le retrait des troupes franco-anglaises, il avait à l'époque tenté de convaincre les membres de son régiment de désertir et de combattre aux côtés de Tsahal l'ennemi commun, censé abriter les corps francs du FLN. »

L'un des compagnons d'armes de Le Pen, Daniel Godot, futur chef de l'Organisation armée secrète (OAS) pour la région parisienne, ajoute : « On envisageait vraiment de désertir. Notre chef Louis Martin était un baroudeur, qui n'avait pas peur des situations extrêmes. Nous avions le même ennemi que les Israéliens, une totale imbrication avec eux. Connivence militaire, connivence politique, connivence affective. »

Aucun d'entre eux ne suivit cette voie, mais il n'y avait point de débat quant au bord auquel on appartenait : Israël était un pays allié, le soldat de Tsahal un compagnon de guerre et de cœur. Pour Roger Mauge (*La Vérité sur Jean-Marie Le Pen*, éditions Famot et France-Empire, 1988) : « Ils envient les officiers israéliens qui, eux, combattent pour un gouvernement qui ne recule jamais. » Les journalistes de *Libération* Bresson et Lionet signalent que Le Pen « professe alors vis-à-vis d'Israël une admiration qui en étonnerait plus d'un aujourd'hui. »

L'ancien légionnaire commente plus tard la calamiteuse expédition (*Le Pen sans bandeau*) : « Je vois malheureusement l'irrésolution des alliés alors que cette opération, il faut la conduire un peu comme le font souvent les Israéliens : avec l'intelligence, le courage et la force utilisés dans un temps et une dimension limités. C'est efficace (...) En deux coups de goupillon on pouvait prendre l'Égypte. Il suffisait de lâcher le 2^e Para, de faire la jonction avec les Israéliens du désert et le 3^e Para de Bigeard sur le Caire, c'était fini... Terminé ! » Il s'applique néanmoins à ce que les victimes égyptiennes, humbles fellahs, maraîchers et pêcheurs tués par l'aviation, aient une sépulture conforme aux

règles coraniques, enveloppés dans un linceul, pieds nus, la tête tournée vers La Mecque.

Bien que la folle expédition ait tourné au fiasco pour la France et la Grande-Bretagne, Guy Mollet manifesta sa satisfaction d'avoir lutté contre l'Adolf Hitler des Pyramides. Le 24 janvier 1966, il annonçait que « dans le domaine très précis de la survie d'Israël, cela a été positif » (Denis Lefebvre, *Les Secrets de l'expédition de Suez*, Perrin, 2010). C'était vrai.

Tout ceci rend difficilement acceptables les accusations ultérieures, qui, se fondant sur une phrase lancée par Le Pen en 1958 à l'Assemblée nationale contre l'ancien président du Conseil Pierre Mendès France (initié à la Loge Paris du Grand Orient le 19 mai 1928), font de Le Pen un ennemi rabique de la communauté juive dès la haute époque.

Qu'a-t-il dit ? « Monsieur Mendès France, vous n'ignorez pas que vous cristallisez sur votre personnage un certain nombre de répulsions patriotiques, presque physiques ». C'est tout ; c'est peu. Mendès, il faut le concéder, n'avait pas la plastique du David de Michel-Ange ; de plus, il était considéré par les nationalistes comme un traître à sa patrie pour avoir dénoncé l'engagement français en Indochine, abandonné les populations du Tonkin et du nord de l'Annam, et accéléré le démembrement de l'Empire. La suite du discours de Le Pen ce jour-là est explicite : « Aux yeux d'un pays auquel la fierté est aussi nécessaire que le pain et l'eau, vous êtes le responsable d'une cascade d'échecs et d'une série de décadences que dans les pires moments de son histoire la France n'a jamais connus. Voilà ce que vous symbolisez ! Que vous le vouliez ou non, vous avez été celui qui a consenti d'être l'homme de cette défaite en Indochine, l'homme qui a admis l'abandon de la Tunisie, l'abandon du Maroc. »

La sortie ne fit guère scandale et ne valut pas au député Le Pen de condamnation. Il la commenta par la suite (*Le Pen sans bandeau*) : « Je m'étais accroché très fort avec Mendès. Mendès, c'était l'archétype de ces radicaux-progressistes qui dans le fond, tout en prétendant le combattre, servaient la stratégie mondiale du communisme. » Le communisme, l'ennemi de toujours ; non point le judaïsme. Et Israël, moins encore puisqu'il était l'allié.

Déjà, deux ans auparavant, dans une interview commune du 9 février 1956, Poujade et Le Pen avaient nié avec la dernière énergie que leur mouvement fût antisémite. Pour Le Pen, « l'antisémitisme est une casserole que les ennemis de l'UDCA attachent à sa queue dans l'espoir de la perdre » (Bresson-Lionet). La pensée ne manquait pas de pertinence quand on connaît la suite de ses mésaventures.

Chapitre 4 QUAND ISRAËL SOUTENAIT L'ALGÉRIE FRANÇAISE

« L'Algérie, c'est la France... Des Flandres jusqu'au Congo, s'il y a quelque différence dans l'application de nos lois, partout la loi s'impose et cette loi est la loi française »

(François Mitterrand, ministre de l'Intérieur, 12 novembre 1954)

Si l'on ne peut décemment tenir le Trinitain pour un adepte des conceptions utopiques du Genevois Jean-Jacques Rousseau, il faut au moins lui reconnaître d'avoir continuellement tenu à jouer le jeu démocratique. Partisan de la loi, il n'a oncques posé de bombe ni eu recours à l'activisme illicite qui massacre l'innocence en toute impunité. L'Algérie, il y est allé régulièrement, comme militaire sous contrat. Il a participé à la célèbre bataille d'Alger en 1957 d'où il est sorti décoré par le général Massu. Après six mois de service armé, il gagne la France et lance une tournée des plages nommée « caravane de l'Algérie française » avec l'appui du ministre de la Défense nationale André Morice. Il ne concourt pas à l'OAS, dont il critique l'impéritie. Il soutient le mouvement insurrectionnel – mais de loin. Il apprend le putsch d'Alger du 22 avril 1961 en écoutant la radio à La Trinité. Dans *Les Français d'abord* (Michel Lafon, 1984), il s'explique sur son comportement : « Je me tiens à l'écart du putsch d'autant que l'objectif que semblaient se donner les putschistes – rendre l'Algérie française au général de Gaulle qui n'en voulait pas – était incohérent et débile. » Pour lui, la solution ne peut venir que du côté politique.

Il est réélu député du Quartier-Latin en 1958. Le 28 janvier, son discours à l'Assemblée nationale jette un éclairage sur l'esprit qui l'anime, outre qu'il peut paraître paradoxal en des temps où il est accusé de racisme :

« Ce qu'il faut dire aux Algériens, ce n'est pas qu'ils ont besoin de la France, mais que la France a besoin d'eux. C'est qu'ils ne sont pas un fardeau ou que, s'ils le sont pour l'instant, ils seront au contraire la partie dynamique et le sang jeune d'une nation française dans laquelle nous les aurons intégrés. J'affirme que dans la religion musulmane rien ne s'oppose au point de vue moral à faire du croyant ou du pratiquant musulman un citoyen français complet. Bien au contraire, sur l'essentiel, ses préceptes sont les mêmes que ceux de la religion chrétienne, fondement de la civilisation occidentale.

D'autre part, je ne crois pas qu'il existe plus de race algérienne que de race française (...). Offrons aux musulmans d'Algérie l'entrée et l'intégration dans une France dynamique. Au lieu de leur dire comme nous le faisons maintenant : "Vous nous coûtez très cher, vous êtes un fardeau", disons-leur : "Nous avons besoin de vous. Vous êtes la jeunesse de la Nation" (...) Comment un pays qui a déploré longtemps de n'avoir pas assez de jeunes pourrait-il dévaluer le fait d'en avoir cinq ou six millions ? »

Est-il impérialiste ? À la question provocatrice que lui pose en 1984 Alain du Roy sur Antenne 2, Le Pen répond sans fausse honte : « Oui, pourquoi pas (...) Je pensais qu'avec les juifs, avec les Européens d'Algérie, avec les Arabes et les Kabyles d'Algérie, on pouvait faire une communauté française, tournée vers le monde, tournée vers l'Afrique, tournée vers une conquête pacifique du monde. »

Juifs, Arabes, Européens, tous unis pour se confronter aux bouleversements du monde ? C'est un rêve insolite de confraternité à la Paul Fort, très éloigné de l'esprit raciste qu'on lui imputa par la suite.

Avec le temps et la mise en condition des cerveaux, l'OAS et les partisans de l'Algérie française ont été considérés dans des milieux mal informés comme des nostalgiques de Pétain, une bande de crypto-fascistes couvrant de leurs képis des rancœurs antisémites. La réalité est comme toujours différente de l'idée qu'on s'en fait sous injection de propagandine.

Dans son livre *L'OAS, histoire d'une organisation armée secrète* (Fayard, Paris 1986), mon collègue au mensuel *Historia*, Rémi Kauffer, a établi que de nombreux cadres de l'OAS ont fait partie, durant l'Occupation, des forces de résistance. Dirigeant l'OAS après l'échec du putsch des généraux, le général Raoul Salan, « l'homme le plus décoré de France » disait-on, a participé au Débarquement en Provence en juin 1944 ; incarcéré à la prison de Tulle après sa condamnation pour insurrection en 1962, il est libéré en 1968, amnistié par le Parlement en 1982, puis réintégré dans ses prérogatives de général d'armée et de grand-croix de la Légion d'honneur. Georges Bidault, chef historique de l'OAS (une position qui lui vaut la perte de son immunité parlementaire, à la suite de quoi il dut provisoirement quitter la France), est entré dans le mouvement Combat à Lyon avant de succéder à Jean Moulin en juin 1943 à la présidence du Conseil national de la Résistance. Le colonel Pierre Chateau-Jobert, alias Conan, officier des FFL et Compagnon de la Libération, s'est vu confier par le général Salan le commandement de l'OAS du Constantinien, un statut qui entraîne sa condamnation à mort par contumace en 1965 (amnistié en 1968). Fusillé au fort d'Ivry en 1962, Roger Degueldre, créateur des commandos Delta à la suite du putsch d'Alger, s'était pour sa part engagé dans les FTP du Nord. Kauffer présente de nombreux autres exemples déterminants ; je ne vais pas en abuser ici.

La communauté juive française et Israël sont eux aussi mêlés de près à la défense inconditionnelle de l'Algérie française. Dans *Les Guerriers d'Israël* (Facta, 1995), le journaliste Emmanuel Ratier consacre un long paragraphe aux « juifs dans l'OAS ». Il écrit : « Moins assimilés, les jeunes juifs sépharades ont aussi un moindre souci de respectabilité. Ils ont moins de scrupules à se lancer dans des actions de contestation radicale, qui débouchent éventuellement sur la violence. Beaucoup d'entre eux, en outre, au moment de la guerre d'Algérie, ont grandi dans un climat de violence. Nombreux sont aussi ceux dont les parents ont participé de près, à l'époque, à "l'activisme Algérie française" et aux actions de l'OAS. La participation des Juifs d'Algérie aux activités de l'OAS fut d'ailleurs massive dans certaines villes, en particulier Oran. Régine Goutalier souligne l'"adhésion massive" de la communauté juive oranaise (50 000 personnes sur 400 000 non musulmans) à l'action réalisée dans le cadre de la "zone III" de l'Organisation Armée Secrète. Elle évoque en particulier la constitution d'une quinzaine de groupes d'intervention – dites "collines" – qui, dans les archives judiciaires, sont encore désignées sous le nom de "commandos israéliens". Ces groupes étaient notamment animés par Élie Azoulaï, son frère Henri Azoulaï, Albert Darmon, Ben Attar, etc. Des ces "collines", Régine Goutalier écrit qu'elles portent "incontestablement la responsabilité des attentats les plus spectaculaires et, il faut bien le dire, des crimes de sang les plus odieux (et qu'elles ont eu) pour mission, sans doute exclusive, d'éliminer les opposants et de procurer des armes et des fonds au mouvement." Suit une liste assez longue d'assassinats perpétrés par ces groupes d'action. Goutalier ajoute encore qu'"il n'est pas impossible qu'il y ait eu, fin 1961 et durant le premier semestre de 1962, des livraisons d'armes faites par Israël à la zone III de l'OAS". À la même époque, à Alger, Jean Ghenassia figurait parmi les lieutenants les plus actifs de Joseph Ortiz. Évoquant les émeutes anti-arabes d'Algérie, Marcel Briant écrit : "Parmi les auteurs de ratonnades, les Européens d'origine espagnole, israélienne, maltaise, sont apparus souvent comme les plus féroces." »

Durant toute la guerre d'Algérie, parmi les anti-indépendantistes, l'État juif est perçu comme un allié objectif contre le nationalisme arabe. Israël n'hésite pas à intervenir à franc étrier dans les affaires d'un pays étranger. Dans *Israël au secours de l'Algérie française – L'État hébreu et la guerre d'Algérie (1954-1962)* (Éditions Prolégomènes, 2009), Roland Lombardi défend la thèse de son implication étroite dans ces événements. Il met en relief les liens tissés entre le Mossad et l'OAS et expose l'éphémère projet d'une partition de l'Algérie qui eût permis de regrouper sur une même portion de territoire les communautés européenne et juive sépharade.

La thèse est reprise par Redha Malek, ancien Premier ministre algérien (1993-1994), directeur de 1957 à 1962 du journal clandestin du FLN, *El Moudjahid*, et porte-parole des négociateurs FLN lors des accords d'Évian

(1962). À plusieurs reprises, Malek détaille l'engagement d'Israël dans les activités de l'OAS, expliquant que des terroristes israéliens sont entrés clandestinement en Algérie pour participer aux menées terroristes perpétrées par l'armée secrète. Dans un entretien à l'Algérie Presse Service il révèle : « Ces agents s'étaient introduits sur le sol algérien pour contribuer à imposer la solution voulue par l'OAS à la question algérienne ». Non contents de chercher à faire capoter les accords d'Évian, l'objectif des agents israéliens était de créer un État pour la minorité d'origine européenne dans le nord du pays, dans lequel eussent été inclus des dizaines de milliers de juifs descendus de ceux qui devinrent français en 1870 par la grâce du décret d'Isaac Adolphe Crémieux (fondateur en 1863 de l'Alliance israélite universelle, Grand-Maître du Rite écossais ancien et accepté) – décret abrogé par Vichy, information peu délivrée. C'est David Ben Gourion qui avait fait cette demande à de Gaulle, lors de sa visite à Paris en 1960. Selon Malek, le Général dut intervenir auprès de celui-ci pour qu'Israël mette fin à ses ingérences en Algérie et cesse d'exacerber un conflit suffisamment violent.

En 1984 Le Pen continuait, quant à lui, de proposer l'abrogation des accords d'Évian au motif, disait-il, que l'Algérie ne « les a jamais respectés » (*Les Français d'abord*).

Chapitre 5

UN ALBUM DE PROPAGANDE SIONISTE

« La première intention de la domination spectaculaire était de faire disparaître la connaissance historique en général : et d'abord presque toutes les informations et tous les commentaires raisonnables sur le plus récent passé. (...) Le plus important est le plus caché »

(Guy Debord, Commentaires sur la société du spectacle, 1988)

Le 18 mars 1962 les accords d'Évian sont signés. Deux référendums ont scellé le sort de l'Algérie, devenue indépendante le 3 juillet. L'Algérie est devenue algérienne. Beaucoup des camarades de Le Pen sont morts au combat. Il témoigne sa solidarité envers les vaincus en aidant à la défense du général Salan et en créant l'association Secours de France pour assurer une aide matérielle aux prisonniers.

Lui-même doit affronter la disgrâce. Battu aux élections législatives de 1962, lors desquelles il fait campagne sous l'étiquette des Indépendants contre de Gaulle et pour l'intégration européenne (mais oui), il lui faut gagner sa pitance comme n'importe quel Français. Il fonde la Société d'études et de relations publiques (SERP) le 15 février 1963, sise rue de Beaune à Paris. Il fait enregistrer clandestinement, grâce à un microphone caché, la plaidoirie prononcée par M^e Jean-Louis Tixier-Vignancour au procès du Petit-Clamart. Le texte de Tixier s'intitule « Plaidoirie pour la défense ». Même la salve mortelle tuant le lieutenant-colonel Jean-Marie Bastien-Thiry, fusillé au fort d'Ivry le 11 mars 1963, figure sur la bande. Le succès commercial est foudroyant.

Avec sa collection « Hommes et faits du XX^e siècle », la spécialité de l'entreprise devient l'archive politique composée à partir de documents sonores émanant des fonds de particuliers ou de collectionneurs jusque-là inexploités. Pendant vingt ans, Le Pen produit environ 130 albums s'inscrivant dans ce créneau singulier. Certains disques sont puissamment connotés d'extrême droite : « Philippe Pétain », « Poèmes de Fresnes de Robert Brasillach » (lus par l'acteur Pierre Fresnay), « L'Action française », « Mussolini ». Mais comme le souligne *Le Point* en 2002, « il faut donner acte à la SERP du pluralisme de son catalogue. » Celui-ci est hétéroclite et donne la parole aux grands hommes politiques de tous bords, sans exclusive. Des disques sont consacrés

à Charles de Gaulle (totalité de ses interventions publiques en douze disques), Léon Blum, Mao-Tsé-Toung, Staline, Malraux... On trouve un « Lénine et les Commissaires du peuple » réalisé avec l'aide des autorités soviétiques, des « Chansons anarchistes », dont « La Complainte de la bande à Bonnot », ou encore « Les Chansons du Front populaire », enregistrées par la chorale de la CGT. Cette entreprise unique au monde est récompensée par l'attribution du Grand Prix du disque de l'Académie Charles-Cros en 1969 et 1976. La radio et la télévision s'en servent usuellement comme matériel de base dans leurs émissions historiques. La SERP a son stand réservé au MIDEM de Cannes.

Pour charger la barque, les sycophantes ont mis en relief l'édition d'un album de chants du III^e Reich sorti en 1965. La SERP est en effet condamnée, trois ans plus tard, pour « apologie de crime de guerre et complicité », non pas du fait du contenu de ce disque, mais à cause de la pochette sur laquelle était libellée la notation suivante : « La montée vers le pouvoir d'Adolf Hitler et du Parti national-socialiste sera caractérisée par un puissant mouvement de masse, somme toute populaire et démocratique, qui triompha à la suite de consultations électorales régulières, circonstances généralement oubliées. Dans ce phénomène, la propagande oratoire des chefs hitlériens et les chants politiques exprimant des passions collectives joueront un rôle essentiel ». Le texte n'avait pas été rédigé par Le Pen mais par l'ancien résistant Serge Jeanerret, futur chef de cabinet du secrétaire d'État au développement industriel dans le gouvernement Chaban-Delmas.

N'importe. On ne peut pas dire qu'il y eût là de quoi fouetter un skin, ni d'incitation particulière à la haine raciale – il s'agissait tout au plus de la justification classique de l'accession au pouvoir du Chancelier Hitler. Quel historien scrupuleux affirmerait aujourd'hui le contraire de ce qui est mentionné dans cette anodine notice ?

Jean-Marie Le Pen commente l'affaire (*Les Français d'abord*) : « Ces poursuites avaient un but caché. Elles ont été engagées au moment où j'étais secrétaire général de la campagne Tixier-Vignancour à la présidence de la République, en 1965. Il est évident que c'est la candidature de Tixier-Vignancour que l'on visait à travers moi. »

À l'occasion de son procès il reçoit le soutien de vingt-trois personnalités, comme Jacques Soustelle, sioniste notoire, Georges Bidault, le général Koenig, Compagnon de la Libération et partisan enthousiaste d'Israël (l'association France-Israël porte aussi le nom d'Alliance général Koenig), le général de Bénouville et le colonel Rémy, deux résistants émérites, les historiens Arthur Conte, André Castelot et Alain Decaux, ainsi que le déporté à Buchenwald André Marie. Même l'éditeur Éric Losfeld, peu suspect de dévotion pour la *Hakenkreuz*, soutint Le Pen.

Selon le Trinitain, ces témoins « ont affirmé qu'il était de mon droit le plus strict et pour certains, de mon devoir de faire les publications que j'ai faites en la forme où je les ai faites. Par conséquent dans ce domaine je ne regrette rien, j'ai fait mon métier. » (« L'Heure de vérité », 13 février 1984).

De fait, ce n'est pas une organisation juive qui l'a attaqué, mais une association d'anciens résistants politisés dirigée par Marie-Madeleine Fourcade.

À la décharge de Le Pen, les médias renifleurs qui lui cherchent pouille n'ont pas mis en exergue le produit « de propagande sioniste » de la SERP, selon la formule de Henry Coston dans le tome 2 de son *Dictionnaire de la politique française*. Cet album, sobrement intitulé « Histoire d'Israël » (voix et chants), comprend trois disques 33 T. Sur la couverture flotte un drapeau israélien ; au dos figure une *menorah*, ou chandelier à sept branches. Le commentaire historique est de Jean-Marie Le Pen, dit par Pierre Durand et Nina Borowski. Le texte de présentation s'achève par ces mots : « Sur la terre des hommes, la longue marche d'Israël n'est pas terminée. »

L'article paraît peu avant la création du Front national. La publicité annonce « l'histoire sonore du peuple juif et de la renaissance d'Israël – 50 chants et 70 documents sonores authentiques ». Dans un encart publié en 1971 dans la deuxième édition du *Guide juif de France*, préfacé par René Cassin, président de l'Alliance israélite universelle et prix Nobel de la paix 1968, on peut lire : « Pour un mariage, une bar-mitzvah, un anniversaire, en toutes circonstances, un cadeau intelligent, original, éducatif, émouvant. » Vous avez dit antisémite ?

Dans ce curieux document on peut entendre les voix du capitaine Dreyfus, de Haim Weizmann, premier président d'Israël, d'Albert Einstein, de David Ben Gourion, fondateur de l'État dit hébreu, du général Moshe Dayan, héros de la guerre des Six Jours, et de bien d'autres ténors du sionisme. L'orchestre et les chœurs sont israéliens (orchestre des Forces armées israéliennes, chœurs du Conservatoire de Tel-Aviv, etc.). Plusieurs chanteurs prennent part au projet parmi lesquels Naomi Lévy, Shuli Nathan – et Enrico Macias, qui roucoule « Adieu mon pays » !

Golda Meir, présidente du Conseil des ministres d'Israël, soutient avec ferveur la sortie de ces inestimables pièces d'archives : « Je souhaite que la diffusion de l'album contribue à informer le public et à resserrer les liens d'amitié et de compréhension entre les deux peuples. » Le ministre des Affaires étrangères d'Israël, Abba Eban, espère « que ce sera là une contribution au renforcement entre la France et Israël ». Jacob Kaplan, grand rabbin de France, estime que « l'idée de l'album est heureuse, d'autant plus que le rappel des événements alterne avec des chants de circonstances et la voix des personnages ayant joué directement ou indirectement un rôle dans l'histoire

d'Israël. » Pour *L'Arche*, l'événement est « à ne pas manquer ». *Information juive* s'incline devant le travail accompli : « Une synthèse saisissante du toute l'aventure du peuple juif... C'est émouvant ». *L'Information d'Israël* félicite elle aussi la SERP : « Un travail honnête. Impartial. On ne pouvait faire mieux et nous avons le devoir de féliciter M. Le Pen et ses collaborateurs ». Sur la première chaîne de télévision, le rabbin Josy Eisenberg considère enfin que c'est « une très belle réussite ». On est loin de la mercuriale !

Dans son autobiographie *Français d'abord*, Le Pen fait un retour sur ce vinyle méconnu : « Le folklore juif, l'un des plus riches du monde, a fourni les belles images sonores qui illustrent l'histoire du peuple d'Israël. Son destin y apparaît au travers des plus fantastiques tribulations. Dispersé aux quatre coins de monde, cent fois menacé de disparaître, non seulement il a préservé son originalité et sa permanence, mais sa prodigieuse vitalité l'a conduit, lui, le plus vieux peuple du monde, à créer le plus jeune État. »

Concédonc que peu de militants supposément antijuifs ont entrepris la réalisation d'une telle œuvre de propagande israélienne, vantée par les plus grands noms du sionisme national et international. Il faut penser que le fameux album sur le III^e Reich ne les avait point échaudés et qu'ils considéraient que l'entreprise de Le Pen était insoupçonnable.



Chapitre 6

DANS LES PAS DE JABOTINSKY



« Il y a ceux qui sont contre Israël : ce sont les antisionistes.
Il y a ceux qui sont pour Israël : ce sont les antisémites. »

(Pierre Gripari, Critique et autocritique, *L'Âge d'Homme*, 1981)

Le général de Gaulle avait pour ambition, assure-t-on, de réunir les Français au-delà des partis politiques. Il y eut un gaullisme de droite (Alain Peyrefitte, Charles Pasqua, ancien directeur des ventes de la société Ricard, dont on disait que la devise était « Travail, Famille, Pastis »), du centre (Jacques Chaban-Delmas, Albin Chalandon), de gauche (René Capitant, Michel Debré, André Malraux), d'extrême droite (Alexandre Sanguinetti, ancien d'Action française et cofondateur du SAC, police secrète du gaullisme) et même monarchiste (Henri, comte de Paris). Avec la création du Front national en 1972, la grande affaire de Le Pen est de réunir les droites, toutes les droites, sans parti pris, de la droite libérale à l'extrême droite d'Ordre nouveau – avec tout ce que le concept d'extrême droite comporte de flou puisqu'il agrège aussi bien les royalistes d'Action française que les pétainistes, les droites bonapartiste aussi bien que légitimiste pour reprendre la classification du politologue René Rémond.

L'objectif du Menhir se présente comme une volonté de rassembler collabos, résistants et sans opinion dans un « compromis nationaliste » ; sa tentative consiste à réconcilier les opposants au marxisme tout-puissant en surmontant les divisions de la mouvance nationale émiettée, divisée en groupuscules et en chapelles sectaires parfois loufoques. Ces velléités d'union de la carpe et du lapin seront à l'origine de tous les problèmes que Le Pen aura à affronter par la suite : les nationalistes radicaux le trouveront par trop flasque tandis que les coryphées de la médiocratie vont avoir beau jeu de se focaliser sur les éléments marginaux du mouvement au détriment de son courant centriste.

L'ambition de Le Pen pourtant n'est pas de préparer un coup d'État, une dictature des colonels ou de fonder les assises du IV^e Reich, mais de parvenir à créer un mouvement capable de se présenter aux élections et d'empêcher la gauche de s'emparer du pouvoir. Le Pen n'est pas un élève du maître de Martigues, Charles Maurras, lequel enseigne d'après la loi de l'empirisme

organisateur, que « la démocratie, c'est le mal, la démocratie c'est la mort ». Il affecte être partisan d'une « démocratie churchillienne » : « J'ai argumenté bien souvent contre certaines écoles philosophiques de droite qui contestent la démocratie comme moyen de gouvernement. Je l'ai dit, je suis dans le fond un démocrate churchillien, c'est-à-dire que je me réfère au fameux aphorisme de Churchill disant : "la démocratie c'est probablement un très mauvais système, mais je n'en connais pas d'autre". » (« L'Heure de vérité », Antenne 2, 13 février 1984).

Cette conception originale de la politique est son antienne depuis l'une de ses premières interviews télévisées données après la création du Front national, en novembre 1972 : « On ne peut que se féliciter que des courants qui ont été méfiants à l'égard des élections entrent aujourd'hui dans la bataille électorale. Je pense que les expériences du passé récent ont ôté à beaucoup certaines illusions et que par conséquent les gens qui avaient peut-être des tentations non électoralistes admettent maintenant, dans cette espèce de grand front qui a aussi une aile droite, un centre et une aile gauche, que la bataille politique se déroule réellement à l'échelon électoral et avec les méthodes démocratiques. »

Comment la droite nationale, y compris dans sa composante radicale, se situe-t-elle alors par rapport à la question juive et au sionisme de son temps ? Fors la revue *Défense de l'Occident* de Maurice Bardèche, le documentaliste Henry Coston et le cas de François Duprat, historien du fascisme et âpre pro-palestinien, elle a tourné la page des haines recuites et fait, dans sa grande majorité, assaut de sionisme.

Le temps a recouvert les rancunes d'un voile pudique. La presse nationale, *Aspects de la France*, *Rivarol*, *Monde et Vie*, *Minute*, apporte un soutien sans faille à l'État juif. La plupart des militants et des intellectuels nationalistes visent de nouvelles cibles. *L'aggiornamento* a été accompli, selon la formule chère au concile Vatican II (1962-1965) ; pas seulement parce que, comme l'a exprimé Georges Bernanos, « Hitler a déshonoré l'antisémitisme » (*Le Chemin de la croix-des-âmes*, éditions du Rocher, 1944), mais aussi parce que ce qui était par tradition reproché aux juifs, à savoir leur esprit cosmopolite suspect de dissoudre le sentiment patriotique, semble avoir décliné. Le juif, antérieurement synonyme d'étranger et d'incurable nomade (le « juif errant »), a désormais une terre à lui. Il en comprend maintenant le sens et la valeur. Et cette terre, il ne se contente pas de la parcourir à la jumelle assis sur un sac de devises, il la travaille !

L'autre critique antisémite classique était liée aux professions dans lesquelles on voyait les juifs en surreprésentation : le monde des affaires, des banques, l'agiotage, l'avocature, le commerce, la médecine... Avec la naissance d'Israël en 1948, les membres du peuple élu, aristocratie urbaine de

l'Europe ancienne, se sont remontés les manches pour cultiver le sol rocailleux, les marécages et le désert d'où ils ont fait sortir jardins, vignobles et fermes. Beaucoup de droitistes voient cette entreprise comme une rédemption et considèrent désormais les enfants d'Israël comme très admirables. Après deux millénaires de haine et d'incompréhension, ils sont devenus – « comme nous » !

Par ailleurs, politiquement, Israël se situe du bon côté du mur, celui du « monde libre », des États-Unis en lutte à mort contre l'URSS, cette satanocratie où les dissidents juifs, suspects de trahison depuis la guerre des Six Jours, se retrouvent au Goulag ou interdits d'émigrer en Israël (les *refuzniks*).

Enfin, l'indépendance de l'Algérie, dix ans plus tôt, reste en travers de la gorge de la droite nationale. Les images d'horreur de la guerre menée par la France là-bas, celles du terrorisme FLN avec ses sanglants « sourires kabyles », le sentiment d'avoir été trahis par de Gaulle au profit d'un peuple ingrat, qui, après avoir profité des routes, écoles et hôpitaux fournis par une métropole qui avait maintenu la paix et introduit les cultures de l'agrumes, la vigne et les primeurs, a jeté à la mer (« la valise ou le cercueil ! ») un million de pieds-noirs, dont la plupart vivaient en Afrique du Nord depuis plusieurs générations – autant de raisons qui nourrissent la répulsion envers ceux qu'on appelle familièrement « les bicots », les « crouilles », les « bougnoules », les « melons » ou les « pastèques ». Effet des accords d'Évian : les droitistes, en majorité catholiques pratiquants, ont abandonné la morale du Sermon sur la Montagne pour adopter la loi du talion : « Œil pour œil, dent pour dent ». Sous-entendu : les Arabes doivent payer pour avoir saigné la France !

La guerre des Six Jours menée en juin 1967 contre l'Égypte, la Syrie et la Jordanie a permis à Israël de tripler sa superficie (bande de Gaza, Sinaï, Golan, Cisjordanie, Jérusalem-Est). Le président de Gaulle a condamné ce mauvais coup au point de se faire traiter d'antisémite par le philosophe libéral Raymond Aron et de susciter un bel hourvari en Israël après sa conférence de presse du 27 novembre 1967, où il a défini les juifs comme « un peuple d'élite, sûr de lui-même et dominateur ». Les nationalistes perçoivent la victoire israélienne comme une revanche de l'Occident sur les Arabes abjects. Tsahal a démontré que les juifs sont capables de se sacrifier pour une noble cause, celle de la patrie, et de mener la guerre comme les plus grands chefs militaires de l'histoire. C'en est fini de la caricature du juif vil et pleutre, garnissant d'or son coffre-fort tandis qu'il envoie les goyim se faire massacrer au combat, tel que Louis-Ferdinand Céline le décrivait dans *Bagatelles pour un massacre* en 1937. L'ancien colon français, vert de rage d'avoir été chassé de ses terres, applaudit des deux mains le colon juif qui accomplit le destin à côté duquel il est passé.

L'ennemi des années 1960-1970, dans l'esprit de Le Pen et de ses compagnons, est le décolonisateur, le décolonisé, le communiste, le soixante-huitard, ou encore le *babacool* et le déserteur – pas le juif ni le sioniste, devenus exemples à suivre. Ayant réalisé l'utopie d'une nation de paysans-soldats en mobilisation permanente, Israël est appréciée à la manière dont le souhaitait le fondateur du sionisme, Theodor Herzl, dans *L'État des Juifs* (1896) – à savoir comme «un bastion avancé de l'Occident contre la barbarie».

Les plus extrémistes des militants de droite trouvent d'autres raisons de se rapprocher d'Israël; des motifs que la Seconde Guerre mondiale avait contribué à estomper. Le sionisme dans sa version ultra-nationaliste et le fascisme ont en effet une parenté commune: le culte du sang et de la terre. Sans développer ni tirer des conclusions fantasques sur le prétendu fait que le fascisme soit née de la réflexion menée entre Benito Mussolini et sa maîtresse Margherita Sarfatti, juive de Venise, on peut souligner l'identité de vue entre la droite radicale, anciennement collaborationniste, et la pensée de celui qu'on a surnommé non sans raison le «fasciste juif», Zeev Vladimir Jabotinsky, fondateur en 1923 du Bétar, mouvement de jeunesse destiné à créer un nouveau type juif: le juif héroïque.

Aux antipodes du sionisme ouvriériste et humaniste, le sionisme dit «révisionniste» de Jabotinsky, antisocialiste et anticomuniste, tient dans les années d'avant-guerre un discours qui peut sans mal être considéré comme une version juive de celui que tient Nietzsche à propos du Surhomme ou de celui d'Adolf Hitler dans *Mein Kampf* à propos de l'Aryen.

Écoutons-le:

«Nous devons établir une génération qui n'ait ni intérêts ni coutumes à préserver, écrit Jabotinsky. Ce doit être une génération de fer (...) Il est impossible à un homme de s'assimiler à un peuple dont le sang est différent du sien (...) Nous n'autoriserons pas des choses du genre des mariages mixtes parce que la préservation de notre intégrité nationale est impossible autrement que par le maintien de la pureté de la race et pour ce faire nous aurons ce territoire dont notre peuple constituera la population radicalement pure (...) Il est inconcevable d'un point de vue physique qu'un juif né dans une famille de pur sang juif puisse s'adapter à la vision spirituelle d'un Allemand ou d'un Français (...) Il ne peut être question d'une réconciliation volontaire entre nous et les Arabes, ni maintenant, ni dans un futur prévisible (...) Essayez de trouver un seul exemple où la colonisation d'un pays s'est faite avec l'accord de la population autochtone (...) Nous ne pouvons offrir aucune compensation contre la Palestine, ni aux Palestiniens, ni aux Arabes (...) La force doit jouer son rôle – brutalement et sans indulgence» (cité dans *Les Guerriers d'Israël*).

Ces discours enragés n'empêchent pas Jabotinsky d'être initié à Paris, au début des années trente, à la loge Étoile du Nord du Grand Orient de France. N'importe. On estime qu'avant la guerre son mouvement compte 100 000 membres, qui défilent au pas cadencé, vêtus de chemises brunes, dans vingt-six pays. Des centres d'entraînement paramilitaires clandestins sont créés dans le cadre de l'Irgoun, organisation sioniste terroriste née en 1931 dont le but est la construction d'un État juif sur les deux rives du Jourdain; en Pologne, le chef de ces groupes est un certain Menahem Begin, futur dirigeant de l'Irgoun et Premier ministre d'Israël de 1977 à 1983. Entre 1934 et 1937 l'Italie fasciste accueille une école navale du Bétar à Civitavecchia, dirigée par les chemises noires qui forment 162 marins juifs. En août 1935, le Duce déclare à David Patro, grand rabbin de Rome: «Pour que le sionisme réussisse, il faut un État juif, doté d'un drapeau juif et d'une langue juive. C'est ce que comprend votre fasciste Jabotinsky». Nullement antisémite à ses débuts, Mussolini n'a-t-il pas reçu Haim Weizmann en 1923 et 1926, puis Nahum Goldman, président de l'Organisation sioniste mondiale, en 1927?

Du côté du Reich naît un semblable intérêt pour les projets sionistes d'extrême droite. Alors que de nombreuses organisations juives ont appelé au boycott économique et commercial de l'Allemagne, un accord est signé en août 1933, dit *Ha'avara* («transfert», en hébreu), entre le gouvernement allemand et l'Agence juive: l'émigrant juif peut déposer ses fonds sur un compte *ad hoc* en Allemagne, qui serviront à acheter des produits allemands revendus par une compagnie juive en Palestine; l'argent est remboursé aux juifs une fois arrivés sur place. On estime que 10% de la population juive d'Allemagne, soit 60 000 personnes, émigre grâce à cet accord germano-sioniste passé sous silence par l'histoire officielle. En 1935, Reinhard Heydrich, chef du service de sécurité de la SS, peut ainsi adresser ses bons vœux à ceux qui par l'émigration «aident à bâtir leur propre État juif.» L'un des idéologues du régime, Alfred Rosenberg, écrit que «le sionisme doit être vigoureusement soutenu afin qu'un contingent annuel des juifs allemands soit transporté en Palestine».

Ainsi, dans l'Allemagne nationale-socialiste, le Bétar bénéficie, le plus officiellement du monde, de son bureau à Berlin et ses membres peuvent parader dans les rues en uniforme. Si les lois de Nuremberg (1935) discriminent avec sévérité la population juive, elles autorisent néanmoins les sionistes allemands à hisser le drapeau juif. La guerre va contrarier ce rapprochement. La stupéfiante alliance que le groupe sioniste Stern d'Yitzhak Shamir, futur Premier ministre d'Israël, propose en 1941 à l'Allemagne nationale-socialiste (créer un front contre l'Angleterre) sera refusée par celle-ci, car elle est devenue l'alliée des Arabes; en janvier 1945 Himmler écrit ainsi: «Il doit être exclu, et là-dessus une garantie devra nous être donnée, que les juifs que nous laisserons sortir par la Suisse puissent jamais être refoulés vers la

Palestine. Nous savons que les Arabes, tout autant que nous Allemands le faisons, refusent les juifs et nous ne voulons pas nous prêter à une indécence telle que d'envoyer de nouveaux juifs à ce pauvre peuple martyrisé par les juifs» (Werner Maser, *Nürnberg, Tribunal der Sieger*, Droemer Knauer, Munich et Zurich, 1979).

Aux abords des années soixante-dix, les idées de Mussolini, Heydrich et Rosenberg reviennent sur la table. Pourquoi ne pas reprendre le dialogue avec les juifs là où il en était resté avant-guerre? Gonflés à bloc par l'écrasante victoire israélienne sur Nasser, les vieux ténors de l'extrême droite se souviennent avec nostalgie de cette tentative de collusion ratée et se hasardent au *revival*.

Nommé en mars 1941 commissaire général aux questions juives sous Pétain, Xavier Vallat n'a pas la réputation d'être un tendre. Il a fait promulguer une loi autorisant l'appropriation et la liquidation des biens juifs par le régime de Vichy. Condamné en 1947 à dix ans de prison, il n'en a fait que deux et s'est retrouvé amnistié en 1954. Immédiatement après la guerre des Six Jours, le 15 juin 1967, il écrit un article stupéfiant dans le journal royaliste *Aspects de la France*, intitulé « Mes raisons d'être sioniste ». Vallat s'appuie sur le livre du dreyfusard Bernard Lazare, *L'Antisémitisme, son histoire et ses causes*, publié en 1894, dans lequel ce juif issu d'une vieille famille israélienne du Midi évoque les problèmes d'assimilation qu'ont connus ses ancêtres depuis des siècles dans les différents États où ils ont séjourné. L'ancien commissaire général aux questions juives estime que celle-ci ne peut se régler qu'en restituant aux « membres de cette ethnie leur appartenance juridique à leur nation, la nation juive ». La guerre des Six Jours ayant été « courageusement menée », Israël doit, contre l'avis de l'ONU, posséder la « garantie internationale de ses frontières historiques, du Sinaï à l'Hermon, de la Méditerranée au Jourdain ». D'un extrême l'autre !

Vallat n'est pas le seul à cogiter en ce sens. L'ancienne plume vedette du *nec plus ultra* des journaux collaborationnistes, *Je suis partout*, Lucien Rebatet a été l'un des plus vigoureux antisémites pendant la guerre 39-45. Condamné à mort puis gracié en 1947, il se proclamait national-socialiste et avait salué sans honte les lois de Nuremberg. Jusqu'en juillet 1944, il n'a eu de cesse de soutenir l'entreprise du Reich : « J'admire Hitler. Nous admirons Hitler, et nous avons pour cela de très sérieuses raisons ». En attendant, il appela à voter pour Mitterrand à la présidentielle de 1965. Dans *Rivarol* du 8 juin 1967, l'auteur des *Décombres* (éditions Denoël, 1942) défend sans réserve la légitimité de la guerre israélienne : « La cause d'Israël est là-bas celle de tous les occidentaux. On m'eût bien étonné si l'on m'eût prophétisé en 1939 que je ferais un jour des vœux pour la victoire d'une armée sioniste. Mais c'est la solution que je trouve raisonnable aujourd'hui. » En 1969,

devenu « fan » de Moshe Dayan, il affirme à nouveau, dans le même hebdomadaire, « savourer le paradoxe historique qui a conduit les juifs d'Israël à défendre toutes les valeurs patriotiques, morales, militaires qu'ils ont le plus violemment combattues durant un siècle dans leur pays d'adoption. »

La génération suivante, moins portée sur la question raciale, emboîte le pas à ses devanciers. Jean-Louis Tixier-Vignancour, que, nous l'avons vu, Le Pen a soutenu dans la présidentielle de 1965, déclare quatre ans plus tard : « La création d'Israël est véritablement le retour d'un peuple dispersé (...) Rien de plus normal » (Patrick Wajzman et René-François Teissèdre, *Nos politiciens face au conflit israélo-arabe*, Paris, Fayard, 1969). Passant la tragédie de la Nakba par pertes et profits, Tixier est convaincu du caractère pacifiste d'Israël : « Jamais l'État juif n'aurait manifesté le moindre acte, le moindre sentiment d'impérialisme si, entre 1948 et 1968, aucun coup de feu n'avait été tiré sur ses frontières ». Pour lui, cerné par des États arabes haineux, Israël est en situation de « légitime défense ». Comme l'État juif se trouve en position de lutter contre l'influence soviétique au Proche-Orient, l'avis de Tixier ne souffre pas de tempérance : il lui apporte un soutien sans condition.

Les mouvements nationalistes français eux-mêmes calment le jeu avec la communauté juive. Dans les années soixante-dix, les milices sionistes de combat et le Groupe union droit, qui deviendra le Groupe union défense (GUD), organisation nationaliste des étudiants de la Faculté d'Assas fondée en 1968 par des anciens d'Occident, s'évitent avec soin. Hormis des heurts passagers, l'heure est au pacte tacite de non-agression. Dans *Génération Occident* (Éditions du Seuil, 2005), Frédéric Charpier note : « En 1969, Serge Volynier participera à la création du Bétar, une organisation prosioniste et anticomuniste. Puis il ouvrira un cabinet d'avocats avec son ami Patrick Devedjian avant de s'installer, plus tard, à Jérusalem. Lors de son mariage, une table est réservée aux anciens d'Occident ».

En 1970, à la suite d'un grand meeting d'Ordre nouveau à la Mutualité de Paris, Jean-François Galvaire, porte-parole du mouvement, révèle dans une interview publiée par *Minute* que son groupuscule a eu l'occasion de collaborer avec le Bétar (Jack Marchal, Frédéric Chatillon, Thomas Lagane, *Les Rats maudits – Histoire des étudiants nationalistes, 1965-1995*, Paris, 1995). Dans le comité de direction secret d'Ordre nouveau, on trouve, outre François Brigneau ou Gérard Longuet, Claude Goasguen, futur député de Paris et ministre, qui deviendra des années plus tard président du groupe parlementaire d'amitié France-Israël.

Or c'est précisément du chaudron magique d'Ordre nouveau, mouvement activiste lancé sur les ruines d'Occident, que va surgir le Front national. Ordre nouveau, né en 1969, qui comprend quelques milliers de membres, envisage dès 1971 la création d'un parti unitaire destiné à rassembler la famille natio-

naliste dévastée. Les jeunes militants d'Occident se sont défoulés en 1968 au Quartier Latin en maniant la barre à mine contre les « bolchos » d'Alain Krivine et les gauchistes de Daniel Cohn-Bendit, mais le mouvement – auquel appartenaient des jeunes gens prometteurs comme Gérard Longuet, Hervé Novelli ou Alain Madelin – a été dissous en 1968. La fête est finie : Ordre nouveau a repris le flambeau. Il importe maintenant de « sortir du ghetto », selon la formule de Frédéric Charpier, c'est-à-dire créer une plate-forme électorale afin d'intégrer le cadre institutionnel.

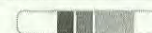
Ordre nouveau nourrit en son sein de nombreux sous-courants qui ne regroupent chacun qu'une poignée de militants. On a pu dire néanmoins qu'il représentait un « fascisme à la française ». Cela n'empêche pas Pierre Sidos, dirigeant de l'Œuvre française, un mouvement de tendance bonapartiste fondé en 1968, de ne point goûter cette stratégie d'union à tout prix qui lui semble dangereuse sur le plan politique et impure au plan doctrinal. Il affirme vers cette époque que des dirigeants d'Ordre nouveau sont « vendus aux juifs ».

C'est dans ces conditions que Le Pen survint.



Chapitre 7

« SENSIBLE À LA GRANDE AVENTURE SIONISTE »



« Les juifs sont le peuple le plus étonnant de l'Histoire mondiale parce que, placés devant la question de l'être et du non-être, en pleine et inquiétante conscience, ils ont choisi l'être à tout prix. »

(Friedrich Nietzsche, L'Antéchrist, 1888)

Les initiateurs du Front national se mettent en quête d'un leader qui, sans être une guimauve, soit tenu pour respectable. Le Breton François Brigneau, pamphlétaire et membre influent du bureau politique d'Ordre nouveau, suggère à ses camarades de choisir comme représentant son compatriote breton Le Pen, dont il goûte les qualités d'estrade et le fascinant charisme. Les deux hommes se connaissent depuis longtemps et s'apprécient. Tous deux possèdent un voilier et sont de grands navigateurs.

De son côté, Jean-Marie Le Pen n'a jamais participé à Ordre nouveau, dont il taxe les membres de « gauchistes de droite ». Mais il a le profil idéal pour devenir le patron d'une droite sans complexe et honorable. Fors une tentative exceptionnelle et malchanceuse en 1968, il s'est tenu éloigné de la politique politicienne depuis plusieurs années. Il n'a point trempé dans les mouvements folkloriques qui auraient nui à son image. Ce n'est pas un théoricien mais un pragmatique, un animal politique à sang froid doté de qualités de tribun peu communes. On loue son dynamisme. Il est soucieux de la légalité républicaine ; ce n'est pas un factieux. Il a connu une traversée du désert durant laquelle il s'est peu exprimé sur l'actualité immédiate ; ce n'est pas plus mal. Il a même repris les études. En 1971, il a présenté un mémoire pour son diplôme d'études supérieures de sciences politiques. Son titre : *Le Courant anarchiste en France depuis 1945*, un document témoignant une certaine proximité entre son auteur et les esprits réfractaires qu'il porte dans son cœur ; il y rend hommage au pacifiste Louis Lecoin, l'homme qui a arraché à de Gaulle en 1962 un statut pour les objecteurs de conscience, et avec lequel il s'est lié. On est loin des conflits picrocholins et des préoccupations qui agitent l'extrême droite de la période post-gaulliste.

Entre lui et Ordre nouveau, on assiste à un mariage de raison. Le Pen ne tarde pas à tout verrouiller, et lors de la dissolution de Ordre nouveau en juin 1973, il se défait sans déplaisir de ces partisans groupusculaires pour avoir les

maines libres. Ne supportant nul joug, il n'a pas voulu être la marionnette du mouvement à croix celtique.

Qu'en est-il d'Israël? De nombreux cofondateurs du FN sont dans les meilleurs termes avec l'État juif. Parmi eux, Rolande Birgy, ancienne résistante du Réseau Valette d'Osia, surnommé «Béret bleu», Croix du Combattant volontaire de la Résistance. Durant la guerre, elle a fait passer des enfants juifs en Suisse; en 1984, l'État d'Israël lui décernera le titre de «Juste entre les nations».

En octobre 1972 a lieu l'élection du premier bureau politique du FN. Le président en est Jean-Marie Le Pen. Le vice-président, François Brigneau. Alain Robert, d'Ordre nouveau, est secrétaire général; Roger Holeindre est trésorier, Pierre Bousquet et Pierre Durand sont ses adjoints.

Sur Israël, Alain Robert suit la ligne d'Ordre nouveau. Si Bousquet est un dur de dur, sorti de la SS Charlemagne, on ne connaît guère son avis sur Israël à cette époque, bien qu'il ne se soit guère privé par la suite, par exemple dans la revue *Militant* de mars 1978, de dire tout le mal qu'il pensait du «lobby sioniste» qui «a renforcé son influence et son pouvoir». Mais en 1972 il est le trésorier du Parti de l'unité française, dirigé par Roger Holeindre, dit «Popeye», issu de la Résistance, ancien d'Indo et de l'OAS. Devenu grand reporter à *Paris Match*, Holeindre n'est pas réputé pour ses prises de position à l'emporte-pièce sur le conflit au Proche-Orient. Sa préoccupation du moment se situe du côté du Sud-Vietnam, un conflit dans lequel il prend partie avec virulence, en tant qu'anticommuniste de choc, pour les forces américaines contre le *Viet Cong*.

Le plus proche ami de Le Pen durant cette période, son homme-lige et saute-ruisseau, est Pierre Durand. À ce moment-là, Durand est assoté d'Israël. Marié en 1970 à une juive d'origine polonaise nommée Nina Borowski, ce codirecteur de la SERP écrira encore, quatre ans avant sa mort, dans le journal national-catholique *Présent* du 14 juin 1990, qu'il a cofondé dans les années quatre-vingt: «Il m'a échappé, préoccupé par ce qu'il se passe en France et ce qui s'y accomplira dans les prochaines semaines, que des collaborateurs de *Présent*, quelquefois emportés par les flots de la jeunesse et des passions, avaient rendu hommage sans trop de mesure à un chef terroriste international condamné par les nations civilisées pendant de longues années. La facilité de plume inspire parfois des élans romanesques. Je suis aussi convaincu que c'est une certaine naïveté qui a fait oublier à nos amis de condamner Arafat sans réserves. Faut-il oublier qui est Arafat parce qu'il vient aux affaires aujourd'hui (...). Pour nous, le temps de la complaisance à l'égard du chef palestinien n'est pas encore venu. J'ajoute que, contrairement à quelques-uns, nous ne toucherons et ne recevrons en aucun cas les subsides que les officines proche-orientales sont réputées distribuer à ceux qui les soutiennent

en Occident. *Présent*, sans réserve, condamne le terrorisme, que ses auteurs soient irlandais ou leurs maîtres libyens ou palestiniens, et forme le vœu que le plomb vienne dans les cervelles sous la forme de la réflexion et non comme un métal brûlant.»

Quant à Brigneau, l'homme qui a hissé Le Pen sur le pavois du Front national, il est lui aussi dans les années soixante-dix, un coruscant sioniste. Né en 1919, de son vrai nom Emmanuel Allot, François Brigneau a un impressionnant pedigree: il a milité au Rassemblement national populaire de Marcel Déat, puis s'est engagé dans la Milice le 6 juin 1944. Il a été emprisonné à Fresnes avec Robert Brasillach qu'il a vu partir au poteau d'exécution. Comme son ami Le Pen, il a fait partie du Comité de soutien à Tixier en 1965.

Néanmoins, cet homme qui n'a pas ses idées dans les chaussettes a travaillé à *L'Aurore* pour Pierre Lazareff, fils d'immigrés russes d'origine juive, qui dirigea les services de la radio américaine en Europe depuis Londres durant la guerre. Connue pour être l'un des derniers grands polémistes français, Brigneau est aussi rédacteur en chef de l'hebdomadaire *Minute*, où il travaille depuis 1964. Or *Minute*, créé en 1962, est publié par une société fondée par Jean-François Devay (Croix de guerre, Médaille de la Résistance) et, parmi d'autres, Edmond de Rothschild, Raoul Lévy et Marcel Dassault. L'une des plumes discrètes du journal à cette époque est Serge de Beketch, qui a moult fois raconté comment il a tenté sans y parvenir – les affrontements ayant été trop brefs – de s'engager dans l'armée israélienne à l'occasion de la guerre des Six Jours. En cette même année 1967, notons-le au passage, Le Pen, qui vivait avec la SERP, fut embauché durant huit mois par Devay en tant que responsable des relations publiques et directeur de la publicité. Clairement de droite, *Minute* affiche tant ses positions pro-sionistes qu'en 1974 le «révolutionnaire professionnel» et pro-palestinien Ilich Ramírez Sánchez, dit Carlos, revendique un attentat à la voiture piégée qui fait exploser ses locaux, ainsi que ceux de *L'Aurore* et de *L'Arche*.

Adoncques, dans *Minute*, Brigneau écrit des articles à la gloire d'Israël. Il s'y est rendu pour la première fois en juin 1967 en qualité d'envoyé spécial et en est revenu littéralement bluffé. À son retour, Roger Holeindre lui demande de venir narrer l'expérience qu'il a vécue aux membres de son Cercle des combattants, rue Quincampoix à Paris, un lieu où se retrouvent aussi les militants fidèles à Le Pen après la scission du mouvement de Tixier-Vignancour (François Brigneau, «J'ai été philo-sioniste», *Quotidien de France*, 16 octobre 2000). C'est l'époque où Holeindre chasse de ce local servant de cantine et de salle de sport des jeunes excités qui s'étaient mis à entonner des couplets antisémites pour jouer les durs. «Entre une chanson de para et un chant nazi, il y a une différence, dit Holeindre. Or ils chantaient

le bras levé. Je les ai virés. Ils n'ont plus remis les pieds au restaurant» (Bresson-Lionet).

Plus tard attaqué par la LICRA et racketté par diverses personnalités pour sa dénonciation d'un certain lobby-qui-n'existe-pas, Brigneau a, pendant longtemps, été fasciné par ce nouveau pays « où coulent le lait et le miel », grand comme trois départements français. En 1988, il déroule cette période dans *National-hebdo* n°182 : « À l'époque, le sionisme me paraissait une réponse possible aux problèmes que posait la Diaspora dans les pays d'accueil. Je croyais que l'existence d'un État hébreu allait rendre les rapports plus faciles, plus logiques, moins chargés de brouillards et de mystères. D'un côté, il y aurait des citoyens israéliens. De l'autre, des hommes d'origine juive qui, ayant préféré la France à la Terre promise, allaient rechercher l'assimilation. Je me croyais très fort et ferré à glace. J'étais surtout simplet et ignorant de ce monde redoutable et magique auquel je me frottais. J'étais aussi indifférent au drame des Palestiniens. On les chassait de leurs terres ? Et les Pieds-Noirs ? (...) En bon nationaliste, j'aurais dû être sensible à la tragédie d'un peuple privé de son sol natal par des décisions cosmopolites de haut rang. Je ne le fus pas et le regrette aujourd'hui. Aveuglé peut-être par la perte de l'Algérie française, mon nationalisme ne se passionnait que pour l'époque sioniste. Miracle du sol ! Miracle de la nation ! Voilà des populations de nomades, usuriers, prêteurs, colporteurs, boutiquiers, fourreurs, attirées par le négoce, l'or, l'argent et les discussions infinies, coupeurs de cheveux en 374 (...) que nous avons connus matérialistes, nationalistes pilpouleurs, ennemis jurés du trône et de l'autel, contempteurs de la foi, de la patrie, de l'armée, destructeurs, acteurs et spectateurs fascinés de la décadence qui soudain, retrouvant la terre où leurs ancêtres menaient les troupeaux, se métamorphosaient de corps et d'âme. Leur taille se redressait. Leur port devenait plus assuré. Ce qu'ils avaient tourné en dérision chez les autres, ils le découvraient chez eux comme sacré ! Ils obéissaient à des voix venues du fond des âges. Ils se faisaient soldats. Il se faisaient paysans et dans leurs fermes menacées ils gardaient les berceaux, car on tire avec plus de détermination quand on entend gazouiller près de soi le petit enfant qu'on a la charge de protéger. Miracle. »

Il n'y avait certes pas que des israélomanes au Front des premiers temps. Reste, en effet, la figure floue de François Duprat, fort médiatisée et davantage tourmentée, à coup sûr, que celle des autres nationalistes. Il apparaît au FN peu après sa création. Une vie étrange, Duprat : après un court séjour dans le trotskisme, ce fils de résistants se rapproche de l'OAS Métro-Jeunes et d'organisations d'extrême droite comme Jeune nation des frères Sidos et de Dominique Venner et cofonde la Fédération des étudiants nationalistes. Enseignant d'histoire-géographie, il se spécialise dans la mise sur fiches des groupuscules d'extrême droite et d'extrême gauche. Documentaliste hors-

pair, hypermnésique, se définissant comme nationaliste-révolutionnaire, il fonde la *Revue d'histoire du fascisme*, puis les *Cahiers européens*, et se décide, au milieu des années soixante-dix, à diffuser des brochures révisionnistes, notamment celle de Richard Verrall, dit Harwood, « Six millions de morts, le sont-ils réellement ? ». Auteur de *l'Histoire des SS* (Les Sept Couleurs, 1968), il n'est toutefois point racaliste et se rapproche du parti Ba'as irakien. Antisioniste, il crée en 1967 le Rassemblement pour la libération de la Palestine, qui regroupe quelques dizaines de membres. Un tel engagement ne l'empêche pas d'être acquis à la doctrine atlantiste et au libéralisme économique, car ce révolutionnaire paradoxal ne soutient pas Che Guevara mais les mouvements contre-révolutionnaires du Tiers monde, dirigés en sous-mains par la CIA. Il se rend au Nigéria et au Congo, en pleine décolonisation, pour aider à sa manière le camp anticommuniste, sous couverture de l'Unesco ou comme conseiller d'ambassade.

Bizarrement, Duprat se voit exclu de tous les mouvements auxquels il appartient, comme la Fédération des étudiants nationalistes, Occident et Ordre nouveau. Entré au Front national, il en est également chassé en 1973, puis réintroduit l'année suivante. Drôle de va-et-vient ; peut-être a-t-il trop pratiqué Sénèque : « J'ai coutume de passer dans le camp adverse, non en transfuge, mais en espion. » On le soupçonne d'être indicateur de police ; à raison, car il émarge aux Renseignements généraux. Mais contrairement à ce que laisse entendre le titre d'un livre, au demeurant excellent, de Nicolas Lebourg et Joseph Beauregard (Denoël, 2012), il ne fut pas « l'homme qui inventa le Front national ».

Informateur autant qu'intoxicateur, vendeur de renseignements et cristallisant les haines, Duprat est victime, le 18 mars 1978 près du Havre, d'un attentat alors qu'il se rend à son collège de Caudebec (Seine-Maritime). Sa Citroën GS explose en rase campagne sous l'effet d'une bombe télécommandée composée d'un kilo de mélinite. Sa femme Laurence, qui conduisait, est grièvement blessée. Lui est déchiqueté sur le coup. Son adresse personnelle venait d'être publiée quelques mois plus tôt dans *Dossier Néonazisme* (Ramsay, 1977) de Dominique Yvan Calzi, alias Patrice Chairhoff, avec une préface de Beate Klarsfeld, la femme du beau Serge. Deux jours après l'attentat Duprat avait rendez-vous avec son éditeur afin de lui remettre la version finale d'un manuscrit portant sur le financement des partis politiques. On ne saura jamais qui a fait le coup.

Membre du bureau politique du FN, Duprat a eu l'idée du slogan « Un million de chômeurs, c'est un million d'immigrés en trop ». Cette idée va devenir le point cardinal du FN, quand bien même, depuis sa virée dans les colonies, l'assimilationniste Le Pen ne partage guère cette ligne ; au début, il estime d'ailleurs que le thème n'est pas porteur. En 1991, lorsque le Menhir

s'engagera contre la guerre états-unienne en Irak au nom du slogan « Nationalistes de tous les pays, unissez-vous ! », ce sera en écho aux analyses de Duprat ; mais dans l'immédiat celui-ci n'a nullement imposé son antisionisme au parti, pas davantage que l'admiration qu'il porte aux pays arabes. Appréhendant l'intelligence de Duprat, Le Pen reconnaît qu'il était « assez éloigné de son monde » et qu'une partie de sa vie était « obscure ». Si celui-ci l'a convaincu de mener sa propagande autour de « l'immigration sauvage », selon l'expression de l'époque, il ne lui a point fourni de slogan ni de manuel théorique contre Israël. À l'instar des rares antisionistes du Front qui se tenaient tranquilles sur la question, se contentant de diffuser leurs idées hérétiques par le biais de leurs propres revues comme *Militant*, Duprat, homme de l'ombre, avait opté pour la stratégie trotskiste et demandé à sa petite troupe, les Groupes nationalistes-révolutionnaires (GNR), nantis d'une dizaine de militants, de pratiquer l'entrisme au sein du FN. La mort de Duprat entraîna le départ du FN de la tendance nationaliste-révolutionnaire.

C'est Jean-Pierre Stirbois, dirigeant de l'Union solidariste, connue prioritairement pour son action anticomuniste, qui prit la relève de Duprat, avec ses amis Michel Collinot et l'ancien mercenaire Jean-Claude Nourry. Nommé secrétaire général du FN en juin 1981, favorable à Israël, celui que certains surnommaient « Stirbaum » en chassa les derniers radicaux. Pour Mark Fredriksen, fondateur de la Fédération d'action nationale et européenne (FANE), « Stirbois est juif » (*Libération*, 8 septembre 1980.) Dans le mensuel de son groupe, *Notre Europe*, (avril 1980), le militant d'extrême droite Michel Faci déclarait : « Monsieur Le Pen, il n'y aura plus de fascistes pour défiler avec vous dans les manifestations sionistes ».

Quant à Pierre Bousquet, il sera poussé vers la sortie ; l'un de ses camarades, Pierre Pauty, patron de la revue *Militant*, se dira « écoeuré par les manigances talmudiques » de Stirbois et accusa à cette occasion Le Pen d'être « un agent des sionistes ».

Quel est l'esprit de Le Pen à cette époque vis-à-vis d'Israël ? Il ne s'est guère exprimé en public sur le sujet, peut-être pour ne pas courroucer une partie des antisionistes qui l'avaient rejoints, comme Duprat dont il appréciait le travail de fond. Mais en 1987, dans *National Hebdo* n°166, François Brigneau, l'homme qui l'a fait roi, le décrit selon ses souvenirs : « Jean-Marie Le Pen a eu beaucoup d'amis juifs et d'amies juives. Il en a toujours, je pense. Un de ses plus vieux et plus proches lieutenants est mariée à une Israélite. Leurs relations ne furent pas perturbées pour autant. Par nationalisme profond, par tendresse pour le paysan-soldat, parce qu'il est habité par un puissant sentiment de la patrie charnelle, Jean-Marie Le Pen fut sensible à la grande aventure sioniste. Il fut pro-israélien. Un antisémite de tradition ou de rencontre se serait-il mis en congé de l'Assemblée pour s'en aller à Suez en

1956 combattre les Arabes et aider les Israéliens (qui d'ailleurs n'en avaient nul besoin) ? (...) Il serait juste de s'en souvenir. Dans tous les mouvements politiques que Le Pen a créés et animés, Front national des Combattants, Comité Tixier-Vignancour, Front national, les juifs français étaient admis comme les autres. La question juive n'était jamais évoquée. J'ajouterai que certains adhérents ne cachaient pas leur philo-sémitisme (...) Pour Le Pen, les Français de tradition juive qui privilégient l'intérêt français ne posent aucun problème. Ils font partie à part entière, sans équivoque ni discrimination, sans restriction ni statut particulier, de la communauté nationale. »

Les amis juifs de Le Pen, dont parle Brigneau, lui sont en effet fidèles, et la réciprocité est vraie. Lorsqu'en 1976 l'appartement du Menhir fait l'objet d'un attentat, un ami d'enfance dont j'ai parlé plus haut, le juif sioniste Gérard Silvain, lui propose de l'héberger, une offre que celui-ci déclina toutefois.

« Nous nous voyions souvent, déclare Silvain. Quand mon fils est né, j'ai immédiatement reçu un télégramme de félicitations. Puis il l'a vu grandir. Il me disait parfois : "J'aurais voulu un fils comme le tien." Il a assisté aussi au mariage de ma belle-sœur (la tête coiffée d'une kippa, bien entendu). Et puis il est venu à la fête. Il a adoré la musique, l'ambiance... Il a été porté sur une chaise, comme un vrai Juif. Lorsqu'il est devenu riche, après l'héritage Lambert, il m'a invité sur son bateau, au large de La Trinité, avec Olivier de Kersauson... J'allais aussi aux fêtes organisées à Saint-Cloud par Pierrette. J'ai retrouvé là-bas quelques coreligionnaires ».

Sur la question d'Israël, Gérard Silvain propose en 1977 à Le Pen de « jouer les *missi dominici* pour un voyage en Israël. À l'époque j'avais quelques contacts politiques... notamment avec le bureau de Meïr Kahane, le rabbin d'extrême droite, qui n'était pas encore ostracisé par l'ensemble de la classe politique du pays. Son secrétaire, un certain Perez, était prêt à organiser une série de rencontres avec les leaders de droite, y compris des députés du Likoud – qui auraient joué le jeu bien sûr. Le Pen était d'accord. Mais pas son entourage (...) Deuxième épisode (...) je lui ai suggéré de dire clairement, à la télévision, qu'il n'était pas antisémite. "Interviewé par Paul Amar, son ami Le Pen le confesse bien volontiers" », conclut Olivier Guland.

Le bandeau que porte alors Le Pen sur son œil gauche (perdu en 1965) comme un défi à la bourgeoisie n'est pas sans rappeler celui du général Moshe Dayan. Il est souvent perçu comme tel, et Le Pen se garde de nier son inspiration : « Ça ne m'ennuyait pas, j'étais en bonne compagnie », confie-t-il à Jean Marçilly, citant d'autres célébrités portant le fameux cache-œil qu'il affectionne.

Chapitre 8

OPÉRATION DE CHARME

« Il n'y a rien de si dangereux que la flatterie dans les conjonctures
où celui que l'on flatte peut avoir peur »

(Cardinal de Retz, Mémoires)

Au début des années quatre-vingt, la communauté juive de France vit une fois de plus dans la phobie de l'antisémitisme. Le 3 octobre 1980 une bombe placée dans les sacoches d'une moto explose devant la synagogue de la rue Copernic, dans le XVI^e arrondissement de Paris. Bilan : quatre morts et 46 blessés. L'émotion est immense : 200 000 manifestants défilent en solidarité entre Nation et République. La réaction du Premier ministre Raymond Barre est maladroite ; il se dit « plein d'indignation à l'égard de cet attentat odieux qui voulait frapper les Israélites qui se rendaient à la synagogue et qui a frappé des Français innocents ». Est-ce à dire que les « Israélites » ne sont pas des « Français innocents » ? Le méchef contribue, six mois plus tard, à orienter le vote juif contre le président sortant Giscard d'Estaing – lequel a par mégarde oublié de se rendre en Israël durant son septennat.

La police cherche aussitôt, vieux réflexe, du côté de l'extrême droite. Jean-Yves Pellay, responsable du service d'ordre de la FANE, revendique l'attentat ; il se révèle n'être qu'un vil provocateur sioniste infiltré dans le mouvement et préfère tout avouer car il est à présent l'objet de la vindicte de ses frères (*Le Quotidien de Paris et Le Matin*, 28 novembre 1980). Le commissaire Jean-Pierre Pochon (*Les Stores rouges, au cœur de l'infiltration d'Action directe*, Éditions des Équateurs, 2008) expliquera plus tard comment le nouveau pouvoir socialiste, arrivé aux affaires le 10 mai 1981, a fait pression sur les services pour que la piste de l'extrême droite soit privilégiée au détriment de l'hypothèse proche-orientale.

N'importe. Dès le début des investigations, Le Pen (*RLP hebdo*, 8 octobre 1980) dénonce cet « attentat antisémite ». Dans sa lunette de visée, il discerne la « main du KGB ». Ses affiches de campagne portent sur le thème : « La peine de mort pour tous les terroristes ». Il apporte sans ambiguïté son soutien aux victimes juives.

Aux législatives de juin 1981 le Front national n'obtient que 0,18 % des suffrages exprimés, mais en mars 1982, lors des élections cantonales, ses

résultats sont en progression dans certaines circonscriptions (12,62 % à Dreux-Ouest, Eure-et-Loir).

Le 9 août 1982, un attentat (grenade et coups de feu tirés dans la foule) survient cette fois dans le célèbre restaurant tenu par Jo Goldenberg, rue de Rosiers à Paris, au cœur du quartier juif du Marais. Le commando fait six morts et 22 blessés. Le président François Mitterrand se déplace sur les lieux. Sur son ordre, le capitaine Barril et des membres du GIGN procèdent à Vincennes à l'arrestation d'Irlandais censés appartenir à l'IRA et présumés auteurs de la tuerie. Des explosifs sont retrouvés dans leur appartement. On apprend finalement que ce sont les hommes de Barril qui les ont eux-mêmes déposés. L'affaire tourne en scandale national. Cette fois, on n'accuse pas l'extrême droite et le FN profite, comme tous les partis de l'opposition, de cette cacade socialo-communiste.

L'année 1983 est marquée par l'ascension du FN. En mars, Le Pen, candidat aux municipales dans le XX^e arrondissement de Paris, réalise le score de 11,3 % face au radical valoisien Didier Bariani. Il est élu conseiller d'arrondissement. En septembre, à la municipale partielle à Dreux, Jean-Pierre Stirbois, secrétaire général du parti, obtient 16,7 %, meilleur score jamais obtenu par un candidat FN. Il fusionne au second tour avec la liste de droite de Jean Hieaux (Rassemblement pour la République, RPR) et contribue à l'élection de ce dernier. Stirbois devient marie-adjoint, en charge de la sécurité.

Contre la gauche qui tachycarde à la vue d'une telle alliance, Jean-Claude Gaudin de l'Union pour la démocratie française (UDF) et François Léotard du Parti républicain manifestent leur ferveur. Même le chatouilleux Raymond Aron regimbe et se refuse, dans *L'Express* du 16 septembre 1983, à « prendre au sérieux la menace fasciste brandie par la gauche » et proclame : « La seule internationale de style fasciste dans les années 1980, elle est rouge et non pas brune ». Seule Simone Veil a recommandé l'abstention.

Dans le *Quotidien de Paris* du 29 octobre 1983, Jean-Marie Le Pen, avec un sens aigu du subliminal, rédige une tribune intitulée « Extrême droite et étoile jaune ». Il condamne avec fermeté l'étiquette d'« extrême droite » accolée à son mouvement : « L'extrême droite est une notion floue, imprécise, équivoque, d'usage plus polémique que scientifique. On s'en sert comme d'une arme dans un combat où les mots tuent parfois plus sûrement que les balles. Cousue comme une tunique de Nessus sur leurs adversaires, elle est à leurs yeux ce qu'était l'étoile jaune pour les nazis, un signe d'infamie, un repère pour les chasses aux sorcières ». L'opération de charme est enclenchée.

En décembre, Le Pen poursuit sur sa lancée. Il joue les trouble-fête en réalisant 12 % lors d'une élection législative partielle à Auray (Morbihan),

avec comme suppléant surprise Yann Cadoret, ancien motard paraplégique. Il recueille 53 % des voix à La Trinité-sur-Mer : Le Pen devient prophète en son pays !

En février 1984, au Grand Jury-RTL-*Le Monde*, Raymond Barre fait montre de nuance à son égard. Subtil, ayant en vue la présidentielle de 1988, l'ancien Premier ministre ne tient pas à participer à la curée : « Il a été député sous la IV^e République... Ce qui m'intéresse, ce sont ses électeurs, parce qu'ils sont exaspérés ». Une cajolerie par ci, un appel du pied par là ; Le Pen divise l'opposition, mais a le vent en poupe et reste courtisé.

Trois mois avant les européennes, on annonce que le Menhir est invité pour la première fois dans l'émission-phare de François-Henri de Virieu, « L'Heure de Vérité ». Dès 1982, Le Pen avait écrit à François Mitterrand, lorsque celui-ci avait lancé son appel « à l'unité nationale ». Il lui avait fait remarquer que le scrutin majoritaire écartait le FN de toutes les assemblées ; il se plaignait d'être privé du droit d'expression, contrairement aux autres formations politiques. Ce furent les prémices d'un échange épistolier nourri entre les deux hommes. Le 13 février 1984, le Président lui écrivit une lettre, acheminée au domicile de son correspondant par porteur spécial, où il lui déclarait : « Il revient désormais à la Haute Autorité de la Communication Audiovisuelle d'assurer en France l'indépendance du service public et de veiller à l'accomplissement des missions que la loi lui confie (...) Parce que c'est mon devoir, je rappellerai à tous et en toute circonstance, comme je l'ai déjà fait, la nécessité de reconnaître les droits de chaque formation politique, notamment son droit d'expression et de représentation. »

Le feu vert étant donné, Le Pen pouvait être convié chez François-Henri de Virieu, dans l'émission politique la plus populaire de France que le marquis dirigeait de main de maître depuis deux ans.

Pour l'extrême gauche, l'invitation est ressentie comme un camouflet. Ses maigres troupes manifestent leur ire devant les studios d'Antenne 2. Mais le reste du pays n'entre pas en transe. Le Français moyen attend de voir. Quant à la communauté juive, elle reste elle aussi dans l'expectative. Son *a priori* n'est pas spécialement défavorable.

Pour la tenue de l'émission, *Tribune juive* a consacré un dossier spécial au Menhir. Dans le n° 808 du 10 au 16 février 1984, le directeur de la rédaction, le rabbin Jacquot Grunewald postule que la montée de Le Pen est due aux « carences de l'ancienne majorité », qui « n'a su éviter que se pose en France un problème incontestablement préoccupant des émigrés maghrébins ». Il précise sa pensée jusqu'à écrire, en des termes pesés au trébuchet : « L'émergence du phénomène Le Pen concerne-t-elle les Juifs de façon spécifique ? S'il s'agit d'antisémitisme disons tout de go que nous n'avons pas connais-

sance de propos antisémites qu'on puisse attribuer au chef de Front national. Lui-même affirme qu'il n'est pas antisémite et comme notre vocation n'est pas de sonder les reins et les cœurs, nous ne formulerons aucune accusation en ce sens. À l'égard d'Israël, M. Le Pen tient un langage plutôt flatteur, si bien que nous ne saurions non plus le taxer de la variante antisioniste.»

Si l'on sait lire, il s'agit là d'un blanc-seing donné au président du FN par l'un des plus illustres responsables des juifs de France. Un blanc-seing provisoire, peut-être, assorti de réserves; mais un blanc-seing malgré tout. Et cela compte.

Ce numéro historique de *Tribune juive*, qui fait figurer Le Pen en couverture, comprend un entretien d'Edwin Eytan avec le chef du FN. Se plaignant du fait que Le Pen soit mal entouré, Eytan lui administre néanmoins un certificat de bonne conduite: « Dans l'épais dossier de coupures de presse et de citations dont je me suis armé (...), je n'ai pas pu trouver la moindre remarque qui puisse lui être attribuée et qui aurait une connotation antisémite. »

Flatté d'être reçu à l'examen, Le Pen lui répond avec une semblable courtoisie: « Quant à moi, je n'ai jamais ressenti le moindre sentiment antisémite, si par antisémitisme on entend vouloir persécuter ou nuire à un Juif, ou même établir des distinctions entre diverses catégories de Français. En revanche, je ne peux admettre, car là je suis coupable, qu'on soit taxé d'antisémite si on n'aime pas la peinture de Chagall, si on désapprouve la politique de Mendès France et on est opposé aux lois de Mme Veil sur l'avortement. »

Le discussion se déplace sur l'État juif. Les élections européennes vont se tenir en juin; celles-ci, remarque complaisamment Eytan, « contrarient les plans de voyage de Le Pen, qui comptait se rendre à un congrès d'anciens parachutistes qui se tient en Israël au même moment ». Le Pen enfonce le clou: « J'étais décidé à y assister et même à participer au saut inaugural avec des collègues israéliens. » Qu'on se le dise !

Eytan poursuit avec la même bienveillance: « Il suit d'assez près la politique israélienne, est un admirateur du gouvernement actuel [le Premier ministre israélien est alors Yitzhak Shamir, du droitiste Likoud] et connaît d'une manière surprenante l'histoire du pays. » Le Pen boit du petit lait.

Quid des anciens collabos dont il est entouré? « Les anciens officiers SS, pour être franc, je m'en fous », dit le Menhir, impavide. « Les quelques survivants sont d'âge canonique. Ce ne sont pas les SS qui menacent l'Europe mais bien les missiles SS 20 pointés sur nous, je crois que le débat est là (...) Je n'aime pas piétiner mes anciens adversaires quand ils sont à terre. »

La déclaration est peu amène pour les anciens engagés de la Waffen – mais elle est radicale. De son côté, de toute évidence, Eytan est conquis par le président du FN. Le charme du Trinitain a joué. Sa capacité de s'adapter à son auditoire est légendaire. Et puis au fond, même s'il passe la brosse à reluire à la communauté, ce qu'il déclare à *Tribune juive* ce jour-là ressemble aux propos qu'il tient depuis toujours.

Ce 13 février, alors, Le Pen se retrouve sur le plateau d'Antenne 2, face à François-Henri de Virieu, Alain Duhamel, Albert du Roy et Jean-Louis Servan-Schreiber, PDG du groupe Expansion. C'est la première grande émission à laquelle il participe en trente ans de vie politique. Il avouera qu'il a le trac, c'est rare.

La première question du standard SVP porte sur le « cas Barbie », l'ancien chef de la Gestapo de Lyon retrouvé en Bolivie et expulsé vers la France un an plus tôt. Le Pen répond du tac au tac: « Le fascisme, la racisme, l'antisémitisme, tout cela c'est ce qui m'est en général reproché par la presse communiste et celle qui lui est directement liée. Cela fait partie de la désinformation à laquelle le communisme est en quelque sorte habitué. (...) Le cas Barbie ne m'intéresse pas plus qu'il n'intéresse tous les autres Français et je voudrais dire à cette occasion combien je suis scandalisé, en ce qui me concerne, de voir qu'à la télévision dans des émissions, où je ne suis pas présent d'ailleurs, mon nom ou ma photographie sont très souvent associés à des défilés de l'armée allemande ou à la photo d'Hitler (...) Je dis que cela est scandaleux (...) ».

Jean-Louis Servan-Schreiber l'interroge sur une phrase d'Alain Renault, secrétaire général du FN de 1978 à 1980, qui a écrit en septembre 1980 dans le journal *Militant* à propos d'un attentat antisémite survenu à Anvers, en Belgique, qu'il s'agissait « d'une grenade jetée distraitemment par un Palestinien sur un groupe d'adolescents juifs, progéniture en balade des diamentaires ». Serein, déterminé à ne pas froisser la communauté juive, Le Pen « condamne cette déclaration tant dans son fond que dans sa forme. » Au reste, il « considère les juifs comme des citoyens comme les autres »; pas plus, mais pas moins.

L'émission ressemble à un match de boxe à quatre contre un. Les journalistes ne font pas de cadeau à leur invité; leurs questions sont insidieuses avec des coups bas inattendus. Mais Le Pen s'en tire haut la main et retourne le débat en sa faveur. L'émission remporte un franc succès. Dans son livre *Les Français d'abord* (Michel Lafon, 1984), le Menhir se montre satisfait de son intervention qui, écrit-il, « m'a suffi pour déposer le masque à la fois monstrueux et carnavalesque que mes adversaires de tous bords m'avaient si généreusement appliqué, escomptant me tenir dans un hors-jeu politique irréversible. Raté. »

Questionné par Antenne 2, Bernard Pons (RPR) déclare : « Nous reconnaissons l'existence du Front national depuis longtemps. Mais c'est un phénomène marginal. » Pour lui, les voix de Le Pen proviennent des mécontents. L'heure n'est pas (pas encore) à l'anathème.

Du côté sioniste non plus. Circonspection, attentisme. Et même, douce tentative de rapprochement. Le n°117 de *Perspectives France-Israël* de mai-juin 1984, publié par l'Alliance France-Israël dont le président est Claude Giraud, ancien sénateur de Paris et vice-président de la LICRA, ouvre ses colonnes à Le Pen, au même titre qu'aux deux autres principaux candidats aux européennes, Simone Veil (UDF-RPR) et Lionel Jospin (PS). Le geste s'apparente *a minima* à une reconnaissance de l'importance politique nouvelle que vient d'acquérir le Menhir.

Les réponses de Le Pen à *Perspectives* nous renseignent sur l'état d'esprit qui l'anime : « J'attache la plus grande importance aux accords bilatéraux conclus entre la Communauté économique européenne et Israël et soutiens leur développement. Je suis opposé au boycott arabe envers Israël. Je rappelle qu'il a été organisé par les États arabes sous influence soviétique et qu'en le combattant nous aidons Israël et nous encourageons les États arabes modérés à résister au terrorisme intellectuel et physique animé par l'Organisation de libération de la Palestine et l'Union soviétique (...). Les accords de Camp David étaient une bonne base de négociation. L'assassinat du Président Sadate, celui de Bachir Gemayel, le renoncement des États-Unis à rétablir la souveraineté du gouvernement légitime au Liban au lendemain de l'opération Paix en Galilée [une opération qui avait abouti à la destruction du corps d'occupation syrien et à l'évacuation de Beyrouth-Ouest par les forces de l'OLP] ont gravement compromis les chances d'un rétablissement progressif de la paix au Proche-Orient. (...) Dans le but de m'informer, j'ai l'intention, si je suis élu, de me rendre en Israël avec une délégation de mon Groupe afin d'y rencontrer les plus hautes autorités de l'État (...). À l'exemple des fils d'Israël, le Français que je suis pense qu'il n'existe pas de bonheur sans liberté et pas de liberté sans courage. »

Un voyage officiel en Israël, pourquoi pas ? Riche idée ! Tous les hommes politiques s'y soumettent, comme jadis les jeunes aristocrates accomplissaient le Grand Tour (*Junkerafahrt*) ; et ceux qui négligent l'excursion, comme cette tête en l'air de Giscard d'Estaing, se retrouvent Gros-Jean comme devant. La tentation est grande d'imiter les premiers, avisés et astucieux, et de laisser les autres barboter dans leur cul-de-basse-fosse sondagier. C'est l'occasion de se délester enfin, une bonne fois pour toutes, d'une accusation qui cloue au pilori celui qui en est victime.

Le Pen s'enhardit et lance des œillades à l'adresse de Simone Veil, candidate de la liste unique d'opposition. Le 10 juin 1984, une semaine avant les

européennes, il se montre câlin au Grand-Jury RTL-*Le Monde* : « Je préfère la social-démocratie de Mme Veil au socialisme révolutionnaire de M. Mitterrand ». Cette gracieuseté lui vaut le titre d'un article du *Monde* deux jours plus tard.

Le 17 juin, le FN se présente sous le nom de « Front d'opposition nationale pour une Europe des patries » et réalise son plus gros score lors d'une élection nationale : 10,95% des voix. Un raz-de-marée. Plus de deux millions d'électeurs ont voté pour lui. Sur Antenne 2, Albert du Roy, fébrile, parle du « choc Le Pen » : « Est-ce que l'opposition doit durcir son discours ?... Est-ce qu'il faut s'allier ou ne pas s'allier avec Jean-Marie Le Pen ? C'est le problème qui, dans les mois qui viennent, pour les cantonales, sénatoriales et législatives se posera au RPR et à l'UDF ».

L'avancée sans précédent de Le Pen est un séisme politique qui tend en effet à placer la question de l'alliance au cœur de l'actualité pendant de longs mois.

La tactique de Le Pen s'est révélée payante. Le FN a obtenu dix élus. Et pas n'importe lesquels. Quand on scrute leurs biographies, certains d'entre eux ont une qualité particulière : celle de ne point déplaire outrément aux hiérarques de la communauté juive.

Positionné sur la liste juste derrière le Menhir, on trouve ainsi Michel de Camaret. Ce diplomate qui fut conseiller politique auprès de l'OTAN a servi, on l'a vu au début de l'ouvrage, dans les commandos parachutistes durant la Seconde Guerre mondiale. Il est l'intime du général de Bénouville, l'homme-lige de Marcel Dassault (né Bloch, devenu Bloch-Dassault en 1946, puis Dassault en 1949), pour qui il a dirigé des journaux et administré diverses entreprises. Selon les journalistes de *Libération* Bresson et Lionet, le capitaine d'industrie aurait mis 500 000 francs sur la table pour faire figurer son poulain sur la liste du FN.

Avant d'être directeur de cabinet de Le Pen et élu européen à ses côtés, Jean-Marie Le Chevallier, quant à lui, a été, de 1975 à 1976, directeur de cabinet de Jacques Dominati, secrétaire d'État aux Rapatriés ; c'est même ce dernier qui l'a présenté à Le Pen. Or Dominati fait partie du comité d'honneur de l'Alliance France-Israël ; élu lors d'une législative partielle en janvier 1982, il s'est envolé dès le mois suivant en Israël pour aller « manifester une fois de plus sa reconnaissance à ceux qui, dans les II^e et III^e arrondissements de Paris, lui ont apporté de leur soutien » (Henry Coston, *Dictionnaire de la politique française*, tome 4).

Un autre élu d'envergure est Olivier d'Ormesson, cousin de l'écrivain et académicien français Jean d'Ormesson. Fils et petit-fils de diplomate, il est

maire, député et sénateur. En 1979 il a été élu aux européennes au titre de CNI sur la liste UDF de Simone Veil. En cinquième position sur la liste de Le Pen, d'Ormesson est un grand adepte de l'État juif : après son élection, il s'inscrit sans perdre une minute à la délégation pour les relations avec Israël du Parlement européen.

On découvre aussi sur la liste FN, en position non éligible, un ancien membre de l'Irgoun de Menahem Begin, Robert Hemmerdinger, dont j'aurai à parler plus tard.

Le 18 juin, sur Antenne 2, Simone Veil fait porter la responsabilité du score exceptionnel du FN sur le PS : « Ce parti se gonfle de gens qui ne sont pas des extrémistes, mais qui en ont ras-le-bol. » Alain Juppé marmonne : « Ses électeurs ont voulu donner une leçon au PS. » Une semaine plus tard François Léotard s'exprime sur France Inter en vue des législatives : « Il y a chez M. Le Pen des gens qui n'ont jamais fraudé sur le plan électoral. Il y a des gens qui ont des convictions qui sont souvent très proches des nôtres. Donc, je dis tout simplement qu'au cas par cas nous jugerons selon l'ampleur du risque que font peser les communistes et les socialistes sur la démocratie des Français. »

Pour d'aucuns, la possibilité existe de nouer des alliances locales avec le FN. Certes, tout le monde n'est pas de cet avis. Ainsi, comme *Le Nouvel Observateur* qui fulmine contre « le poison Le Pen », Jacques Chirac n'est guère séduit : « Nous rejetons toute négociation avec Le Pen », affirme-t-il sèchement. Toutefois le débat fait rage : alliance ? Pas d'alliance ? Au niveau local ? National ? Chacun y va de son point de vue.

Le 23 juin 1984, pris d'une frénésie atlantiste, Le Pen proclame : « Mon modèle, c'est Reagan » (*Le Figaro-Magazine*, 23 juin 1984). On le sait, Ronald Reagan a été subjugué par un groupe d'intellectuels néo-conservateurs principalement juifs, collaborateurs de la revue *Commentary* (organe de presse de l'*American Jewish Committee*), qui ont renforcé l'engagement de l'ancien acteur de cinéma pour la « sécurité d'Israël ». Pendant la campagne présidentielle de 1980 Reagan a laissé peu de doute sur ses opinions pro-israéliennes. Il a dénoncé l'OLP comme une organisation terroriste et décrit l'État juif comme un « atout stratégique » et une « force de stabilisation ». Une fois dans le bureau ovale, il a nommé plusieurs de ces néoconservateurs d'origine juive (Elliot Abrams, Richard Pipes, Eugene Rostow, Michael Ledeen, Max Kampelman, Richard Perle) à des postes importants dans son administration. Pendant son premier mandat, il est devenu le premier Président américain à autoriser la signature d'un « accord de coopération stratégique » entre les États-Unis et Israël, visant à contrecarrer l'influence soviétique au Proche-Orient. Tout au long des années Reagan les États-Unis ont accru leur aide financière à Israël de façon constante, atteignant un niveau sans précédent.

Fin juin, à Paris, le « Reagan français » participe à une grande manifestation rassemblant environ deux millions de personnes contre la loi Savary et « pour l'école libre ». Y défilent Simone Veil, Jacques Chirac, Michel Debré, Raymond Barre. Les différents cortèges se rejoignent place de la Bastille. Si la présence du Menhir ne fait pas l'unanimité, aucun heurt n'est à noter.

Le 1^{er} juillet Le Pen est invité à « Sept sur Sept » sur TF1, dont les présentateurs sont Jean-Louis Burgat et Érik Gilbert :

– **Vous vous sentez plus proche de qui au Moyen-Orient, la Syrie ou Israël ?**

Le Pen : Je me sens bien sûr plus proche d'Israël, puisqu'Israël est dans le camp du monde libre et que la Syrie est un allié de l'Union soviétique et un de ses instruments d'hégémonie.

Depuis quatre ans, Le Pen a donné des gages de bonne volonté aux juifs de France. Il n'a point commis de faux pas ; nulle rodomontade inconsidérée ni de blague douteuse et tonitruante ne l'a discrédité. La communauté ne s'est fendue d'aucune vespérie à son encontre. Critique, elle ne l'a guère poussé dans ses derniers retranchements ; elle paraît lui donner sa chance. Le dialogue reste ouvert. Sur le papier.

Pourtant, les représentants de la communauté ne vont pas réagir comme Le Pen l'espérait.



Chapitre 9

CONTRE-OFFENSIVE DES SIONISTES DE GAUCHE

« Il est plus sûr d'être craint que d'être aimé »

(Nicolas Machiavel, Le Prince)

Clemenceau disait que « l'homme public est celui qui doit avaler un bol de crapauds vivants tous les matins. » Après tant d'efforts déployés pour se faire agréer par la communauté juive de France, Le Pen s'apprête à en faire la cruelle expérience.

Par tradition, celle-ci se situe à gauche depuis l'affaire Dreyfus (1894-1906). La gauche laïque et anticléricale a été à peu près la seule à défendre la thèse de l'innocence du capitaine déporté sur l'île du Diable; d'où l'importance numérique des juifs dans l'appareil du Parti radical durant l'entre-deux-guerres. Puis est venue la défaite de 1940 et le statut des juifs de Pétain. On estime que 11 000 juifs français sont morts en déportation après l'occupation allemande qui suivit l'armistice de juin 1940 (Alain Michel, *Vichy et la Shoah, enquête sur le paradoxe français*, Albin Michel, 2013, préface de Richard Prasquier).

Dans les années cinquante, pour la majorité d'entre eux, les Soviétiques, avant d'être les représentants d'un système à lobotomiser les peuples, sont d'abord les vainqueurs de Hitler à Stalingrad et les libérateurs d'Auschwitz, le 27 janvier 1945.

Un virage est négocié avec trois vagues successives de sépharades arrivant de Tunisie en 1954, du Maroc en 1956 et surtout, après la guerre, d'Algérie. De nombreux pieds-noirs sont sépharades; ils ont pris fait et cause pour l'Algérie française. Or à partir d'avril 1962 150 000 juifs français d'Algérie sont rapatriés en France. Leur arrivée massive sur le territoire et leur installation, principalement dans le Midi et le Sud-Ouest, a légèrement contribué à rééquilibrer un paysage politique façonné par les ashkénazes, davantage ancrés à gauche, quoique, de toute évidence, les sépharades ne votent pas tous à droite, et encore moins FN depuis la fondation de celui-ci.

Le début des années quatre-vingt représente un tournant pour les juifs de France. En quête d'identité, ils se rejudaïsent en profondeur. La série américaine « Holocauste », réalisée par Marvin Chomsky et diffusée en 1979 sur Antenne 2, a suscité une grande émotion et une remembrance spéciale pour cette période

tragique, contribuant à revitaliser ceux d'entre eux qui s'étaient laissés charmer par les sirènes de l'assimilation. Dans le même temps, diverses individualités donnent l'exemple d'un retour décomplexé au judaïsme militant. Le chanteur à tignasse Herbert Pagani, dès 1975, se proclame juif, sioniste et socialiste ; dans « Plaidoyer pour ma terre », qu'il lit avec pathos sur le plateau du « Grand échiquier » de Jacques Chancel, il psalmodie : « Moi qui suis un juif de gauche, je n'en ai rien à faire d'une certaine gauche qui veut libérer tous les hommes du monde aux dépens de certains d'entre eux, car je suis précisément de ceux-là. D'accord pour la lutte des classes, mais aussi pour le droit à la différence. »

Tué en pleine rue en 1979, le communiste Pierre Goldman s'est lui aussi réclamé du judaïsme dans son livre *Souvenirs obscurs d'un juif polonais né en France* (Seuil, 1975). L'extrême gauche lui voue un culte aussi ardent que s'il avait été un guérillero christique d'Amérique du Sud alors qu'il n'est que le froid assassin de deux pharmaciennes du boulevard Richard-Lenoir, à Paris.

L'émission « Source de vie » du 6 juillet 1980, présentée par le rabbin Josy Eisenberg sur TF1, témoigne du retour de la jeunesse juive aux pratiques religieuses traditionnelles, à l'étude, aux rites. Eisenberg dresse l'état des lieux : « Beaucoup de jeunes juifs ont des problèmes d'identité... Alors qu'il y a eu pendant des dizaines d'années une tendance très nette à l'assimilation, c'est-à-dire à la disparition de la conscience juive – assimilation qui pouvait prendre les formes de l'assimilation sociale à la bourgeoisie, par exemple, ou de l'assimilation culturelle, ou alors de l'assimilation politique (c'est le dernier avatar : entrer dans le parti, en général de gauche ou d'extrême gauche, et essayer de lutter pour la dictature du prolétariat, etc.) – aujourd'hui on constate qu'un tas de juifs qui ont suivi cet itinéraire et qui ont fait absolument comme s'ils n'étaient pas juifs, ne se sentent pas très à l'aise dans cet universalisme et essayent de s'y affirmer par le biais d'une identité juive. »

Luc Rosenzweig, auteur de *La Jeune France juive* (éditions Libres-Hallier, 1980), un titre en forme de pied de nez au père des antisémites français Édouard Drumont qui écrivit *La France juive* (1866), rejette l'étiquette d'israélite à la mode avant 1940 et refuse *mordicus* de se fondre dans un ensemble français indistinct. Le judaïsme est pour lui une « nouvelle forme d'internationalisme culturel ». Le comédien Michel Boujenah, issu du gauchisme, donne un spectacle à Paris dans lequel il revendique ses racines juives tunisiennes. Auteur d'*Au Chic ouvrier* (éditions Libres-Hallier, 1979), l'ex-communiste Guy Konopnicki est choqué par la formule du PCF « Fabriquons français », estimant que Georges Marchais fait du Charles Maurras. Konopnicki est revenu au judaïsme « par la culture ».

Après des décennies de torpeur le judaïsme se réveille. Dominique Schnapper, dans *Juifs et israéliens* (Idées/Gallimard, 1980), a étudié ce retour aux valeurs ancestrales de nombreux jeunes juifs, qui « après être passé par l'extrême gauche, le maoïsme, après ce qui apparaît rétrospectivement comme un long détour,

finissent par revenir progressivement, par étapes successives, aux pratiques les plus traditionnelles, parlent des 613 *mitzvot* (commandements) et décrivent une vie des plus traditionnelles. »

La formule de Sartre dans ses *Réflexions sur la question juive* (1946) (« Le Juif est un homme que les autres hommes tiennent pour Juif ») est devenue caduque. Comme son secrétaire particulier Benny Lévy, alias Pierre Victor, ancien de la Gauche prolétarienne devenu talmudiste, les juifs désormais s'affirment et s'affichent.

Cette tendance se traduit sur le terrain par la création de groupuscules paramilitaires comme l'Organisation juive de combat. Le 7 septembre 1980 le député de la Knesset et milliardaire Shmuel Flatto-Sharon annonce qu'il travaille à « créer des services de sécurité et de défense » pour la communauté. Rien que pour l'année 1980, on dénombre dix actions violentes de telle ou telle ligue sioniste visant principalement l'extrême droite, FANE, Œuvre française ou GUD (*Les Guerriers d'Israël*). Fin 1980 l'OJC tient une conférence au prestigieux hôtel parisien Lutetia, dans le quartier de Saint-Germain-des-Prés, et affirme qu'elle agit « en contact étroit avec les dirigeants de la communauté juive et les pouvoirs publics ». Le 29 janvier 1981 un étudiant révisionniste qui avait été proche de François Duprat, Michel Caignet, est défiguré par un jet d'acide sulfurique. L'un des responsables de l'attentat est un jeune sioniste du nom d'Yves Aziza, chez qui on retrouve des tracts de l'OJC ; remis en liberté, il s'enfuit vers Israël. En 1982, le Premier ministre israélien Menahem Begin, prix Nobel de la paix 1978, déclare : « Je n'hésiterai pas à appeler la jeunesse de notre peuple en France à défendre la vie des juifs. » L'ancien chef de l'Irgoun vient d'appliquer sa logique en Irak, où il a fait détruire le réacteur nucléaire de Tammuz, et au Liban, en autorisant Tsahal à envahir le pays pour en déloger l'OLP.

Pour le moment, le FN est épargné par ces agressions, mais la trêve des années soixante-dix entre la droite radicale et les sionistes est bel et bien rompue.

L'autre grande évolution de la communauté juive en ces années quatre-vingt est son entrée sur la scène politique en tant que communauté organisée. Dès 1981 le Renouveau juif a appelé avec succès au vote-sanction contre le Président sortant Valéry Giscard d'Estaing. Jacques Chirac est considéré comme trop gaulliste ; on se souvient encore de la sortie du Général-Président sur les « juifs dominateurs ». Malgré son pétainisme qu'on s'efforce de camoufler, le président Mitterrand est au contraire *the right man in the right place*. Il a su s'entourer de personnalités idoines, comme son conseiller spécial Jacques Attali. Dans *L'Express* du 11 novembre 1999 ce dernier relate une anecdote significative : « Passant l'été de 1980 à Jérusalem pour achever la rédaction d'un essai dans la merveilleuse résidence que le maire de la ville met à la disposition de quelques écrivains et artistes, je me souviens d'un appel téléphonique de François

Mitterrand: "Je vous envie d'être sur le toit du monde, là où souffle le meilleur de l'esprit humain". »

La communauté juive s'apprête à jouer un rôle beaucoup plus prépondérant qu'auparavant – en tout cas moins discret. L'homme qui s'applique à instaurer cette transformation s'appelle Théodore, dit Théo, Klein.

Né en 1920 à Paris, ce Franco-Israélien a été le premier président de l'Union des étudiants juifs de France en 1944. En juin 1967, à la fin de la guerre des Six Jours, il se trouve à Jérusalem, aux côtés de Moshe Dayan et Ben Gourion. Avocat, il est inscrit au barreau de Paris depuis la fin de la guerre de 39-45 et à celui d'Israël depuis 1970. En 1984, il est à la tête de « l'un des plus gros cabinets d'affaires européens » (*L'Express*, 13 avril 1984). Admirateur de Léon Blum, fervent sioniste, il ne cache pas son orientation politique de gauche. Lorsqu'il est élu président du CRIF en mars 1983, succédant à ce poste au banquier Alain, baron de Rothschild qui le détenait depuis 1976 (au grand dam des sépharades rapatriés d'Algérie, qui lui reprochaient d'être trop lié à *l'Establishment* de la Diaspora et de « manquer de chaleur » dans son engagement sioniste), *Libération* titre: « Un gauchiste à la tête du CRIF ». C'est beaucoup dire, mais il n'en reste pas moins que Théo Klein se veut le représentant du judaïsme dit libéral. Libéral sur le plan de la pratique religieuse, point au niveau politique, s'entend. On le retrouve ainsi au côté de François Mitterrand, invité personnel dans un certain nombre de voyages officiels comme à Moscou en juin 1984, où il rencontre Konstantin Tchernenko, secrétaire général du Parti communiste de l'Union soviétique.

Créé en 1944 par Jacques Heilbronner et Léon Meiss, le CRIF a eu pour but à l'origine de fédérer les associations juives et de les représenter auprès des pouvoirs publics. Klein s'emploie à en faire une puissance politique à part entière. Aux démarches en tapinois succède la politique du poing sur la table. C'en est fini des consultations pour avis, des conseils amicaux, des recommandations, de la brigue dans les salons privés du Château; place aux interpellations en bonne et due forme, aux exigences, aux sommations nominatives, aux ordres!

Visiblement, les déclarations de Le Pen n'ont que médiocrement calmé les lancinantes inquiétudes du « gauchiste » Théo Klein. Le 26 septembre 1984, à l'occasion de *Roch Hachana* (Nouvel An juif), il accorde un entretien d'une page au *Monde*. C'est décidé, il entend faire du CRIF une machine de guerre contre le Front national.

Le titre ne laisse pas planer le moindre doute: « Nous portons un jugement négatif sur toute alliance avec Le Pen ». Klein détaille la position du CRIF à son endroit: « Le phénomène Le Pen nous rappelle certains aspects de la période qui avait précédé Vichy, et les idées qui inspiraient les responsables de ce régime. Nous n'avons – c'est le moins qu'on puisse dire – aucune sympathie pour ce

genre de politique. Cela ne nous conduira pas à intervenir quotidiennement contre M. Le Pen. Il y a à cela une raison – bonne ou mauvaise, je ne sais pas – c'est que, peut-être, en s'inscrivant en tête des opposants de M. Le Pen, la communauté juive le servirait davantage qu'elle ne le desservirait. Notre position de base est de n'avoir aucun rapport avec M. Le Pen et d'essayer, de temps à autre, lorsque l'occasion se présente, de mettre en garde ceux qui peuvent entraînés de voter pour lui ou qui ont voté pour lui. »

On assiste ainsi à l'amorce d'un ostracisme jeté contre le FN, qui, à partir de ce moment, n'ira qu'en s'intensifiant.

Patrick Jarreau l'interroge: « Que feriez-vous si le RPR et l'UDF se présentaient, en 1986, en position d'alliance effective ou virtuelle avec le Front national? » Réponse de Théo Klein: « Nous avons posé la question d'une telle alliance à MM. Pons et Léotard. Tous deux ont répondu de manière fortement négative. C'était, il est vrai, avant les élections européennes du 17 juin. Quoi qu'il en soit, nous avons déjà fait savoir et nous répèterons inlassablement notre jugement négatif sur toute alliance du RPR et de l'UDF avec Le Pen. »

Ainsi donc, les partis politiques ont été approchés discrètement et on leur a demandé de ne pas conclure de calamiteuses alliances. « Pas d'alliance avec le FN » devient le *tu autem* de la stratégie du CRIF pour traiter le Menhir en pestiféré.

Le FN subit de son côté les foudres des médias. En février 1985, à un mois des cantonales, au moment où des sondages des Renseignements généraux créditent le FN d'un score important, *Libération* lance l'affaire de la torture en Algérie en publiant cinq témoignages à charge, suivi par *Le Canard Enchaîné* et finalement de tous les médias – psittacisme coutumier des mufles qui croient flairer, sous chaque « révélation », l'affaire sordide qui pourrait enfin permettre d'abattre Le Pen.

Le 5 mars, Jean Kahn, président de la Communauté israélite de Strasbourg et de la commission des institutions européennes du Congrès juif européen, vice-président du CRIF depuis 1983, s'exprime: « Le Front national nous inquiète énormément, comme nous inquiètent des projets d'alliance possible entre des partis démocratiques et ce parti qui avalise le racisme (...). Face aux menaces les juifs ont acquis une sensibilité unique et parfois prémonitoire. »

Dans le numéro du *Monde* du 10-11 mars 1985, Daniel Schneidermann consacre un article sur le FN à Sarcelles, ville du Val-d'Oise où réside une importante communauté juive. Il rapporte les paroles du candidat frontiste aux cantonales de Sarcelles Nord-Est: « Bien sûr, nous n'avons rien contre les juifs!, lui a répété Daniel Cousin. Je n'ai rien contre eux. Ce sont eux qui sont contre nous. Ils ne se disent pas français mais israéliens ». Schneidermann se gausse:

« Sa conception particulière du philo-sémitisme n'a jusqu'ici valu à M. Cousin aucune sanction de la hiérarchie du Front national ». C'est inexact : le responsable départemental du FN, aligné sur la position officielle du parti, a rétorqué qu'il se « désolidarise de ce genre de propos (...) qui ne reflètent pas la philosophie du Front national. » Ne se rendant peut-être point compte de ce qu'il écrit, Schneidermann conclut : « En définitive, comme souvent à Sarcelles, c'est la communauté juive qui contribuera à faire la différence. » N'est-il pas en train de désigner la prépotence d'une communauté qu'il entend par paradoxe laver du soupçon de lobbyisme ?

En mars 1985, Jean Roussel, ancien dirigeant local de l'UDF, est élu conseiller général FN à Marseille. Il bénéficie de l'investiture de son parti, mais aussi du CNI. La droite et le FN signent un accord de désistement réciproque dans les Alpes-Maritimes, la terre des rapatriés d'Algérie. Sur le terrain, loin des états-majors des grands partis, les alliances continuent de se nouer librement.

En parallèle, les attaques sur l'antisémitisme présumé de Le Pen deviennent routinières. L'un de ses anciens compagnons de route, Jean-Maurice Demarquet, fait état de remarques antisémites tenues en privé par le président du FN : « Les juifs pour lui sont les "youbacs" qui ont des "pimards" qui leur dégringolent jusqu'aux sabots ! (...) Chez lui, c'est une obsession malade ! » Demarquet et *Le Monde*, qui a reproduit ses propos, seront condamnés, mais seulement quatre ans plus tard, en 1989. Pour l'heure, l'épaisse presse s'ébaudit. On a la confirmation tant espérée. Cela commence à ne pas fleurir bon pour le leader du FN.

Le 16 octobre, Jean-Marie Le Pen est invité pour la deuxième fois à « L'Heure de vérité ». Le journaliste Alain Duhamel lui demande s'il récusé les propos tenus devant le docteur Demarquet. Le Pen riposte avec la dernière énergie : Demarquet est démissionnaire du FN ; sa « vocation de justicier » ne lui est apparue que lorsqu'il a appris qu'il ne figurerait pas sur les listes pour les européennes et les législatives. Il rembarre son interlocuteur : « Écoutez, monsieur Duhamel, quelqu'un dirait ici ce que vous vous êtes dit hier entre la poire et le fromage, est-ce que vous estimez que c'est un débat sérieux d'idées politiques ? »

Agressé sur un point sensible devant 14 millions de téléspectateurs (un record pour une émission de ce genre), Le Pen se contente de botter en touche. Ce n'est guère dans ses habitudes. Une étrange impression se dégage du débat : il se pourrait qu'en privé, il arrive quelquefois à Le Pen de glisser une gaudissérie sur la question juive. C'était le but recherché ; la flèche a atteint sa cible.

Le Menhir va démontrer qu'il peut aussi en glisser en public. Le 20 octobre 1985, à la Fête des BBR au Bourget, porté par la foule qui l'acclame, le leader du FN lance une philippique : « Je dédie votre accueil à Jean-François Kahn, à Jean Daniel, à Ivan Levaï, à Elkabbach, à tous les menteurs de la presse de ce pays ! » Ce faisant, il vient de livrer aux sifflets du public quatre journalistes

portant des noms juifs, même si Jean-François Kahn n'est point membre de la communauté. En mars 1986, Le Pen sera condamné pour cette envolée par le tribunal d'Aubervilliers pour « antisémitisme insidieux ».

Quand on l'interroge sur ce prétendu dérapage, le 27 janvier 1986 au Grand Forum *Paris-Match*-Radios libres, Le Pen proteste de ses bonnes intentions : « N'a-t-on pas le droit de citer des journalistes juifs quand ce sont des journalistes juifs qui vous ont attaqué ? Est-ce que le fait d'être journaliste juif donne une immunité parlementaire ? » La suite montrera que non. Trois sur les quatre seront en effet condamnés devant les tribunaux sur plainte en diffamation : Jean-François Kahn en tant que directeur de *L'Événement du jeudi* dans l'affaire de l'héritage Lambert ; Jean Daniel Bensaid, dit Jean Daniel, fondateur et directeur du *Nouvel Observateur* pour un article intitulé « La chute de la maison Le Pen » ; Jean-Pierre Elkabbach pour avoir permis à Demarquet de traiter Le Pen sur Europe 1 de « gros tas de merde ».

Il n'empêche. Peu à peu, aux yeux de ceux qu'il espérait séduire, le Menhir louchit.

Le 26-27 octobre 1985 Théo Klein récidive avec sa pertinacité coutumière. Il donne une grand interview au *Matin*, qui titre « Théo Klein aux partis : "Lâchez Le Pen" ». C'est un diktat pur et simple. Le président du CRIF pense qu'il peut se le permettre. Il a récemment reçu le Premier ministre, Laurent Fabius, une première dans l'histoire du CRIF. Celui-ci s'est plié à ses desideratas en annulant la circulaire de Raymond Barre qui permettait aux entreprises françaises de boycotter Israël comme le recommandait la Ligue arabe. Klein est bien en cour chez les socialistes et ce subtil manœuvrier sait parvenir à ses fins.

Question : N'y a-t-il pas une évolution de l'opposition dans un sens de plus en plus défavorable à Le Pen et qui devrait vous satisfaire ?

Théo Klein : Bien sûr. Lorsque nous avons commencé à soulever ce problème nous nous sommes adressés à l'opposition en attirant son attention sur le fait que, même s'il y avait au niveau national une condamnation de toute alliance avec M. Le Pen, au niveau local il y a eu des alliances, notamment à Dreux. Et nous avons demandé aux partis de l'opposition de faire en sorte que ce qui se dit sur le plan national soit exécuté sur le plan local. Je constate qu'un certain nombre de chefs de parti, et non des moindres, se sont prononcés sans ambiguïtés sur ce sujet. Il y a cependant des personnages politiques qui laissent entendre, selon leur propre formule, qu'il n'y a « pas d'ennemi à droite » et cette formule englobe M. Le Pen. De ce côté-là, notre vigilance est absolument nécessaire. Il y a eu un autre aspect sur lequel en temps voulu nous avons attiré l'attention du gouvernement : le jeu semblait dangereux de donner une crédibilité trop forte au Front national à travers une représentation parlementaire (...) À partir du moment où un mouvement qui n'est pas démocratique, qui ne présente

aucun programme cohérent et acceptable, aura des représentants au Parlement, il aura une image démocratique qui ne correspondra pas à sa réalité. (...) Au nom de l'ensemble des organisations qui forment le CRIF, je souhaite que les chefs des partis politiques français décident ensemble et d'un commun accord d'exclure M. Le Pen du dialogue démocratique, de le traiter comme il le mérite, c'est-à-dire comme un phénomène qui se situe totalement en dehors du débat démocratique. (...) Ce que j'ai exprimé, c'est, je crois, un consensus de la communauté juive qui estime qu'il faut protéger l'électorat français contre certaines tentations et notamment celle de voter pour M. Le Pen.

En novembre 1985, dans *Le Courrier de Jérusalem*, le grand rabbin de Paris, Alain Goldmann, s'applique à suivre à la lettre la ligne kleiniste. Il claboude : « Unissons-nous contre Le Pen, le racisme et l'extrémisme. » Selon lui, en prétendant renvoyer les immigrés chez eux, « à l'instar de Hitler, M. Le Pen profite de la démocratie pour attenter à la dignité de l'homme. »

Après la comparaison avec Vichy de Klein, voici celle avec Hitler de Goldmann. Tout est en place pour confiner le Pen dans un lazaret.

Quelques-uns résistent encore à ce qui ressemble de plus en plus à un procès en sorcellerie. Dans *Information juive* de novembre-décembre 1985, Éric Roussel, auteur du *Cas Le Pen* (Lattès, 1985), à qui le journal demande si Le Pen est antisémite, ose répliquer : « Je serais tenté de répondre par la négative. » Roussel estime qu'il peut exister « chez certains membres du FN » une tentation de double langage, mais il tient à rester prudent : « Faut-il entretenir une polémique sur ce point ? Je ne le pense pas, car il est clair que nous entrons là dans une zone très dangereuse, celle du "non dit", de l'inconscient où toutes les extrapolations sont possibles. (...) À l'heure actuelle – grâce au ciel ! – l'antisémitisme est quasiment éradiqué en France et demeure le triste privilège de quelques fanatiques désaxés. »

Le cas est marginal. En décembre 1985, dans *L'Arche*, Jean-Paul Aymon tire à boulets rouges sur le nouvel ennemi public numéro un : « Cet homme est dangereux. Nous étions quelques-uns à le répéter. Aujourd'hui, la France sait. La communauté juive aussi grâce à la prise de position sans équivoque du président du CRIF. »

La tension monte car 1986 est l'année des législatives, celle qui va démontrer si la stratégie de Théo Klein est apte à enrayer la progression du FN.

Pour préparer des élections censées se dérouler en France, tout le personnel politique, droite et gauche réunies, défile à la queue leu leu en Israël, comme les serviles quémandeurs le font devant Don Vito Corleone au mariage de sa fille Connie dans la première scène du *Parrain* : François Léotard (PR), Lionel Jospin (PS), Michel Rocard (PS), Jacques Chirac (RPR), Giscard d'Estaing (UDF)...

Dès janvier, le Renouveau juif et la Fédération des juifs de France mènent campagne contre Le Pen, désigné comme « gros sujet d'inquiétude ». Le président du Renouveau se rend à Marseille, dans le fief du FN, pour « mobiliser politiquement les juifs contre l'extrême droite » et « faire barrage et dénoncer toute alliance locale ou régionale entre la droite et l'extrême droite ». Les Étudiants juifs de France sont engagés aux côtés de SOS Racisme de l'ancien trotskiste Harlem Désir. Quant au comique à bretelles Coluche, il qualifie le FN de « droite d'Hitler » dans ce qui n'est pas son sketch le plus original – il faut bien vivre.

Le 17 février 1986, Jacques Toubon et d'autres responsables politiques s'engagent au nom du RPR, du Parti républicain et du Parti radical à ne pas nouer d'alliances avec le FN. Les choses avancent selon les vœux de M. Klein. Enfin !

Dans *Tribune juive* n°909 du 28 février au 6 mars 1986, peu avant les législatives, le rabbin Grunewald, celui-là même qui avait accordé un blanc-seing à Le Pen deux ans auparavant, reprend ses esprits : « L'entreprise Le Pen est insupportable au judaïsme ». La raison : « Les théories du Front national, notamment sur le plan de l'immigration » sont « contraires à l'esprit et à la lettre de la Tora. » Conclusion infrangible : « La phrase écrite en 1984 n'est plus exacte. Car lorsque M. Le Pen s'en prend à quatre journalistes ou à un certain nombre de personnalités du monde politique et que, comme par hasard, ce sont des juifs qu'il choisit pour cible, il est difficile de ne pas voir que ses sentiments sur les juifs inspirent son propos. » Toutefois, pilpouleur en diable, le rabbin ajoute : « Il n'en reste pas moins que le jugement que nous portons sur M. Le Pen n'est pas motivé principalement par sa tendance à l'antisémitisme. (...) Nous ne sommes pas persuadés que l'histoire d'hier puisse se réécrire demain et que du point de vue de l'antisémitisme en France, M. Le Pen constitue un danger ».

Le 4 mars 1986, à Fontenay-sous-Bois, en banlieue parisienne, Amédée Kayoun, militant FN de confession juive, est sauvagement agressé à coups de barre de fer tandis qu'il colle des affiches pour les législatives. Hospitalisé à Montreuil, il s'en tire avec vingt-et-un jours d'incapacité de travail et treize points de sutures. Son affaire ne fait pas la une des grands journaux. Le bon peuple serait sans doute désorienté.

Pour les législatives du 16 mars, le FN a proposé des listes « Rassemblement national » comprenant, dans trois départements (Paris, Essonne et Val-d'Oise), une alliance avec le CNIP. Grâce au mode de scrutin à la proportionnelle que lui a octroyé Mitterrand (dans l'espoir, dit-on, de mettre des bâtons dans les roues de la droite), le FN fait entrer 35 députés, dont 3 CNIP, à l'Assemblée nationale. Le FN a rassemblé 2 700 000 Français, soit 9,65 % des voix. Il est devenu le quatrième parti de France.

Parmi les députés FN, on retrouve, élu pour le Val-de-Marne, l'israélophile Olivier d'Ormesson (préférant son mandat européen, il se fait remplacer par son second, Jean-Pierre Schénardi) et un certain Pierre Ceyrac, élu du Nord, secrétaire général de CAUSA International, vitrine politique de la secte Moon, qui, comme nous le verrons, se révélera fort utile quelques mois plus tard pour nouer des liens avec la communauté juive internationale.

On peut noter parmi ces nouveaux venus à l'Assemblée des amis indéfectibles d'Israël comme Pascal Arrighi et Jean Roussel (Bouches-du-Rhône), Pierre Descaves (Oise) ou le Dr François Bachelot (Seine-Saint-Denis), qui s'apprête à inventer les termes « sidaïques » et « sidatoriums » dont, par un singulier paradoxe, certains tourmenteurs compulsifs du Menhir feront remarquer que leur consonance avec « judaïque » et « crématorium » sont les signes patents de l'antisémitisme délirant régnant au FN.

Aux élections régionales simultanées, le score du FN est sensiblement le même : 137 frontistes deviennent conseillers régionaux et permettent à la droite d'obtenir la présidence de sept régions : Aquitaine, Franche-Comté, Languedoc-Roussillon, Picardie, Haute-Normandie, Midi-Pyrénées, Provence-Alpes-Côte d'Azur. Le FN est représenté dans quatre exécutifs régionaux. Pour le moment, le pari lepeniste est remporté. Le Menhir n'a pas été étouffé par Klein, qui, dans *Le Quotidien de Paris* du 7 avril, s'empresse de récidiver : « Nous considérons que le Front national présente un danger pour l'ensemble de la communauté française dès lors qu'il a introduit dans le débat politique la notion de discrimination. Nous attendons du gouvernement une grande vigilance dans ce domaine, et surtout que la droite démocrate ne conclue aucun accord avec l'extrême droite. »

Chef de la nouvelle majorité sortie des urnes, Jacques Chirac est nommé Premier ministre par Mitterrand. On le sait fermement opposé aux accords avec le FN ; en représailles, Le Pen refuse la confiance à son gouvernement. Mais de nombreux élus locaux ne partagent point l'avis de Chirac. Le *modus faciendi* de Théo Klein n'a pas encore donné son plein rendement.

Seulement nous allons voir que le président du CRIF dispose d'un allié de taille que nul n'attendait.

Chapitre 10

LE SERMENT AU B'NAI B'RITH

« En règle générale, lorsque m'est donnée une légère indication sur le cours des événements, je puis me guider ensuite par moi-même : des milliers de cas semblables me reviennent en mémoire. Mais je suis forcé de convenir en toute franchise qu'aujourd'hui je me trouve devant un cas très à part »

(Sherlock Holmes – Arthur Conan Doyle, La ligue des rouquins, 1891)

Le 26 mars 1986, *Le Monde* publie un encart sans signature intitulé : « Inquiétude dans la communauté juive » : « L'élection de trente-cinq députés du Front national à l'Assemblée nationale, le 16 mars, a provoqué des réactions parmi les organisations juives. »

Sont cités :

- le CRIF, qui, tout en « se félicitant que les élections se soient déroulées conformément aux règles démocratiques », exprime le regret « que des électeurs aient égaré leur vote en faveur d'un parti qui a introduit dans la vie politique française des concepts de discrimination dont le simplisme est certainement trompeur et recèle des facteurs de division et de haine » ;
- *L'Arche*, dont le rédacteur en chef Roger Ascot écrit : « Le danger est là (...). Il importe que les hommes de bonne volonté – et les juifs particulièrement, qui savent que la discrimination conduit fatalement à Auschwitz – se regroupent et pèsent afin que la doctrine "sécuritaire", marche-pied du racisme, reste isolée, marginalisée » ;
- et enfin, « les associations B'nai B'rith », qui « lancent un appel à la vigilance, attirent l'attention des partis de la nouvelle majorité contre toute tentative de vouloir reprendre les slogans extrémistes sur l'insécurité et les idées xénophobes à l'encontre des immigrés » et « rappellent aux représentants de ces partis leurs engagements pris, au cours des forums du B'nai B'rith, devant la communauté, déclarations reprises après proclamation des résultats du vote, de ne s'allier en aucun cas au Front national. »

Le communiqué du B'nai B'rith est déjà paru dans *Le Matin* du 14 mars, à ceci près que le fragment concernant les « engagements pris » par les responsables politiques n'y était pas signalé.

Ledit communiqué paraît intégralement dans le *B'nai B'rith Journal* d'avril-mai 1986, afin que nul n'ignore. À l'origine, il est dressé lors d'un colloque privé de l'Union française des associations B'nai B'rith (UFABB) présidée par Sam Hoffenberg, qui s'est tenu à Paris le 25 janvier. Le 30 janvier, l'Agence télégraphique juive a rendu compte de la réunion en ces termes : « Pas question de passer des alliances avec le Front national. C'est ce qu'a confirmé Alain Madelin, devant les délégués de l'Assemblée générale de l'UFABB (...). Le délégué général du Parti républicain avait été invité à participer à une table ronde sur le thème "Éthique et politique", avec MM. Michel Charzat, député de Paris, secrétaire national du Parti socialiste, Christian Duroc, délégué du Mouvement des radicaux de gauche, et Michel de Guillenchmidt, délégué pour les droits de l'homme du RPR. »

Ainsi donc l'encart du *Monde* du 26 mars était véridique : il y avait bien eu un engagement pris devant le B'nai B'rith par les représentants des principaux partis de gauche et de droite, de ne nouer d'alliance « en aucun cas » (ni local, ni national par conséquent) avec le FN. Les délégués ayant fait cette promesse ne sont point du menu fretin pêché en eaux troubles : Guillenchmidt est conseiller d'État depuis 1981 ; le député PS Michel Charzat a été directeur adjoint de la campagne de Mitterrand en 1981, parrain des lois de nationalisation, puis président du Haut conseil du secteur public de 1982 à 1986 ; quant à Alain Madelin, le cofondateur d'Occident en 1964 devenu fer de lance de la pensée libérale, il sera nommé ministre de l'Industrie, des PTT et du Tourisme dans le nouveau gouvernement Chirac.

Qu'est-ce au juste que le B'nai B'rith ? Son nom signifie « Fils de l'Alliance ». L'alliance en question est double, dit-on : il s'agirait du contrat entre Yahvé et Abraham et puis de celui passé entre les tribus d'Israël de Moïse recevant le Décalogue sur le Sinaï.

Cet organisme, dont le symbole est la *menorah*, le candélabre des Hébreux qu'il a contribué à populariser, a été fondé aux États-Unis le 13 octobre 1843, dans le quartier de Wall Street à New York, par des francs-maçons juifs. On peut lire l'histoire de ses origines sur son site internet :

« Cette idée germaît déjà en 1841. Les fondateurs sont Isaac Rosenbourg, Isaac Dittenhoefer, Joseph Seligman, William Renau, Henry Jones. Leurs motivations principales est de faire face aux conditions morales épouvantables de leurs coreligionnaires aux États-Unis et dans le Nouveau Monde. Parmi les fondateurs on trouve aussi Michael Schwab, Ruben M. Rodacher, Henry Kling, Valentine Koon, Samuel Schafer, Jonas Hecht, Hirsch Heineman,

Henry M. Anspacher. Henry Jones a proposé à ses amis juifs de fonder une loge purement juive sur le modèle des *Odd Fellows* à New York. Les fondateurs voulaient prendre un autre modèle que celui des confréries médiévales et en octobre 1843 Henry Jones et William Renau ont fondé un rituel et écrit une constitution, préparés en détail à cette époque-là. Le 5 novembre 1843 a lieu la première réunion de la New York Lodge N° 1 de l'ordre indépendant du B'nai B'rith. »

Sa structure s'inspire du modèle de la franc-maçonnerie. On y retrouve le rituel d'initiation, les habits particuliers, les signes de reconnaissance, les mots de passe, le culte du secret et la constitution en loges – à ceci près que le B'nai B'rith est exclusivement réservé aux membres d'origine juive, un détail qui contrevient au principe maçonnique d'universalité. Racisme ? Ce n'est point ainsi que l'ordre explique cette particularité. Le problème est retourné comme un gant : en réalité, au B'nai B'rith, le judaïsme serait vu comme se tenant à l'avant-garde de l'humanité, absorbant toutes les valeurs positives qui permettent à celle-ci d'évoluer moralement, politiquement, économiquement, spirituellement. Comme le dit sa plaquette de présentation : « Le B'nai B'rith a intégré la déclaration d'indépendance des États-Unis dans sa constitution comme une sorte de déclarations des droits de l'homme et les a repris comme des fondamentaux du judaïsme. Le judaïsme devient ainsi une religion de l'humanité. »

La notion de judaïsme comme « religion de l'humanité » n'est guère éloignée du noachisme, ce mouvement juif qui définit comme suit ses principes et objectifs : « L'identité d'Israël se présente comme un réceptacle, vide au départ, et qui se remplit lorsqu'il entre en contact avec les différentes civilisations de la terre, pour permettre la réunification de l'identité humaine. Car depuis la Tour de Babel et l'éclatement de l'identité humaine, il y a de nombreuses manières d'être homme : 70 nations (selon le langage des sages) qui sont autant de possibilités d'assumer l'identité humaine. Le problème est que ces différentes identités ne se rencontrent pas. Un peuple est donc nécessaire pour être au service de l'humanité et permettre cette réunification. C'est cela la mission du peuple d'Israël (...). Israël est amené à faire la réunification quasi botanique des différentes entités en une seule. Un centre autour duquel tout serait focalisé et dans lequel chaque nation pourrait se reconnaître. (...) Le peuple d'Israël n'est pas supérieur aux autres peuples. Au contraire, il est à leur service ! Il s'agit d'une prise de position qui met Israël à part dans l'histoire du monde pour permettre la réussite l'histoire du monde. C'est cela le peuple élu. »

C'est finement raisonné. Ce subtil pilpoul n'empêche pas la lutte contre les mariages mixtes, constante des B'nai B'rith. Dans *Actualité juive* du 31 octobre 1986, Sam Hoffenberg, leur président pour la France, a fait part de

sa préoccupation à cet égard : « On s'est penché sur les mariages mixtes. (...) On a employé le mot "Holocauste silencieux". Le B'nai B'rith va lancer une étude pour voir comment on peut surmonter ce désastre. »

Plus généralement, le B'nai B'rith entend regrouper l'élite de l'élite mondiale. Par exemple, le père de la psychanalyse Sigmund Freud a été initié le 23 septembre 1897 à Vienne. À son propos, le site du B'nai B'rith énonce : « Ce n'est pas Freud qui est au B'nai B'rith mais le B'nai B'rith qui est en lui » ; c'est tout dire. En 1966, le futur Prix Nobel de la paix (1988) Élie Wiesel n'a pas manqué d'être titulaire du premier Prix de l'héritage juif du B'nai B'rith. À l'image de la franc-maçonnerie classique se rassemblent dans ses loges des gens de toutes professions, mais appartenant de préférence aux catégories sociales supérieures, banquiers, hommes politiques, assureurs, chefs d'entreprise, affairistes divers. À Hollywood de nombreux acteurs et décideurs en font partie.

Bien qu'il soit inconnu du grand public, le B'nai B'rith est « la plus influente communauté juive du monde » (Emmanuel Ratier, *Mystères et secrets du B'nai B'rith*, Facta, 1993, livre non réédité auquel ce chapitre doit beaucoup). Le financier de la Révolution russe, celui qu'on surnommait « le banquier des bolchéviques », Jacob Schiff, en fut un membre éminent. On doit à cet ordre la reconnaissance d'Israël par le président Truman en 1948 ainsi que le changement par l'Église de son enseignement jugé suspect sur le judaïsme (voir le rôle déterminant auprès du pape Jean XXIII du « frère » Jules Isaac, coauteur du fameux manuel d'histoire qu'on appelle le « Mallet-Isaac »). Le B'nai B'rith a également participé au lancement de la série télévisée « Holocauste » en 1978. En novembre 2012 on a pu noter que le futur pape François était invité par le B'nai B'rith à participer à l'allumage de la *menorah* dans sa Buenos Aires natale. En somme, le B'nai B'rith, restant discret et d'une prudence de Sioux, rayonne de mille feux.

Le grand combat de l'ordre reste la défense à tout prix de l'État juif. Dans le *B'nai B'rith Journal* de mars 1988, on lit : « L'histoire du B'nai B'rith se confond avec celle d'Eretz Israël ». Le numéro 58 de 1991 ne dit pas les choses à moitié : « Israël c'est chacun d'entre nous ». Le Centre mondial du B'nai B'rith se trouve désormais à Jérusalem ; partant, son objectif est diaphane.

Le B'nai B'rith bataille parfois à visage découvert en tant qu'ONG intervenant à l'ONU, à l'Unesco ou au Conseil de l'Europe, mais il n'agit pas toujours ès-qualités et dispose de diverses couvertures associatives. Aux États-Unis la principale vitrine de l'ordre est la Ligue Anti-Diffamation (*Anti Defamation League*, ADL), fondée en octobre 1913 à l'initiative de Sigmund Livingstone, président du District V du B'nai B'rith. L'ADL est l'équivalent américain de la LICRA française, avec des buts et pratiques similaires, bien qu'elle agisse sur

une plus grande échelle et avec des moyens infiniment supérieurs. L'ADL, comme sa cousine l'AIPAC (*American Israel Public Affairs Committee*), exerce une influence considérable sur la politique étrangère américaine, ainsi que l'ont démontré les professeurs John Mearsheimer et Stephen Walt dans *Le Lobby pro-Israélien et la politique étrangère américaine* (Éditions La Découverte, 2009).

On considère que le B'nai B'rith comprend quelque 600 000 frères et sœurs répartis dans une cinquantaine de pays. L'ordre s'est implanté en France en mars 1932. L'UFABB (qui deviendra le B'nai B'rith de France en 1988) a été fondée en 1966. Son rôle est de coordonner les loges et chapitres du B'nai B'rith sur le territoire national. Il ne se contente point de tenir des colloques et des réunions internes ; pour plus d'efficacité, il étend ses ramifications dans les organismes amis, où il insuffle ses idées et ses « éléments de langage ». L'ordre dispose ainsi de représentants au comité directeur du CRIF, tel Sam Hoffenberg au milieu des années quatre-vingt, ainsi que dans la plupart des structures communautaires d'importance. Les liens du B'nai B'rith avec la LICRA ne sont plus à démontrer puisqu'un seul homme a dirigé ces deux organismes, Jean-Pierre Bloch, qui fut à la fois président de la LICRA de 1968 à 1992 et président du B'nai B'rith de France de 1974 à 1981. C'est Sam Hoffenberg, membre du comité central de la LICRA depuis 1975, qui lui a succédé à la tête du B'nai B'rith de France.

Quand paraît le fameux encart dans *Le Monde* en mars 1986, ce n'est pas la première fois que le B'nai B'rith prend position contre le FN. La surveillance étroite du parti de Jean-Marie Le Pen a débuté avant les élections européennes de 1984. Le 15 avril de cette année, à Milan, lors du conseil de la Fondation européenne de l'*Anti Defamation League* du B'nai B'rith, qui s'est déroulée en présence d'Abraham Foxman, directeur national adjoint de l'ADL et directeur de sa division des affaires internationales, a été présenté un rapport circonstancié intitulé « Jean-Marie Le Pen : Une percée de l'extrême droite en France ». Son auteur, Shimon Samuels, y explique que « négocier des accords avec des éléments extrémistes, pour des raisons de convenance politique, c'est rendre un mauvais service aux traditions parlementaires démocratiques » (*Bulletin de l'Agence télégraphique juive*, 16 avril 1984). Le problème des alliances électorales entre le FN et les partis de la droite classique était déjà souligné. Le B'nai B'rith se situe en effet à l'avant-garde – contre la droite nationale.

Aux européennes de 1984, le président de l'UFABB, Sam Hoffenberg, a commenté de cette façon l'entrée des élus du FN au Parlement européen : « Certains médias ont banalisé le Front national et d'autres lui ont donné une couverture intellectuelle. Par ce fait, on a introduit au Parlement européen la droite la plus répulsive, qui crée un foyer de propagande de haine et d'into-

lérance. Il nous appartient désormais de suivre de très près toutes les activités, déclarations et élus de la liste du Front national. De plus, une surveillance s'impose de leurs interventions au Parlement européen et de leurs déplacements dans les différents pays du monde en tant que représentants de l'Europe. En effet, il est à craindre que ce groupe extrémiste puisse servir à galvaniser tous les mouvements xénophobes racistes et néo-nazis pour former une base légale à des actions violentes et donner un nouveau départ au terrorisme international » (*Bulletin de l'Agence télégraphique juive*, 19 juin 1984).

Dès le lendemain de l'article du *Monde* faisant état de la promesse des représentants des principaux partis devant le B'nai B'rith, le journal national-catholique *Présent* reprend le communiqué, le publie et le dissèque. De toute la presse française et internationale, il est le seul à le faire. *Présent* reviendra souvent sur ce thème, au point que cela paraît tourner à l'obsession. Dans le numéro du 14 mai, son éditorialiste Jean Arfel, alias Jean Madiran, ancien secrétaire de Charles Maurras, explique la manœuvre du B'nai B'rith telle qu'il la conçoit : « Il s'agit d'une sorte de contrôle idéologique ou moral sur la politique de la "nouvelle majorité", consistant à leur interdire de s'allier en aucun cas avec le Front national. Ces engagements ont été rendus publics par les B'nai B'rith eux-mêmes. Ni le RPR ni l'UDF n'ont démenti. Qu'il y ait eu dans ces engagements un dispositif plus précis encore est donc parfaitement vraisemblable. Quand on commence à céder par serment aux exigences politiques d'une organisation étrangère, il n'y a que le premier pas qui coûte, et l'on n'a aucune raison de s'arrêter en chemin. »

Présent se charge d'éditer une brochure exposant l'affaire, diffusée à plus de 80 000 exemplaires. Sur la couverture, on peut lire :

« Ce que l'on vous cache – Qui a imposé ce diktat : ne s'allier en aucun cas avec le Front national. Il n'y a pas, en France, contre la gauche, de majorité sans le Front national. Les dirigeants de l'UDF et du RPR s'interdisent de constituer, avec le Front national, cette majorité. Ils préfèrent l'échec et la défaite plutôt qu'une alliance – même strictement limitée – avec le Front national. Mais ils sont incapables de dire pourquoi. Dans leur obstination suicidaire, ils n'arrivent pas à donner une raison suffisante, une raison vraisemblable, une raison proportionnée. C'est qu'ils ne sont pas libres. L'exclusion du Front national résulte d'un diktat qu'ils subissent. »

Dans *L'Arche* de mars 1988 Richard Liscia donne, sans le vouloir, raison à *Présent* puisqu'il concède que l'objectif des sionistes et de bannir ribon-ribaine le FN du Parlement : « La chance nous est offerte, peut-être pour la dernière fois, de participer à un scrutin qui écartera le FN de l'Assemblée nationale. Oui, le mode de scrutin majoritaire est injuste pour de nouvelles formations, mais l'heure n'est pas au sentiment. Soixante députés FN au

Parlement, ce serait pour nous un cauchemar. Ne réclamons pas une justice qui nous desservirait ; ne creusons pas notre propre tombe. Votons pour ceux qui ont fait le serment de protéger nos droits. Rappelons-leur que c'est nous aussi, nous parmi d'autres, qui les faisons rois. »

Un serment ? Diable à trois pattes !

Pour en avoir le cœur net, dès juillet 1986 un député du Rassemblement national, le Dr Guy Herlory, secrétaire départemental du FN de Moselle, conseiller régional et député, pose, sur la suggestion de son adjoint Thierry Gourlot, une question écrite au Premier ministre (JO, question n°5839, 21 juillet 1986). Chose rarissime, le Premier ministre ne répond point. Le député remet le couvert un an plus tard (JO, question n°18 735, 16 février 1987) sans obtenir davantage de réaction. Quelqu'un serait-il gêné aux entournures ?

À l'époque, à part quelques *happy few*, peu de gens, y compris au sein du FN, savent ce qu'est le B'nai B'rith. Ayant pris connaissance du « serment » prêté par les partis à cet ordre international, Jean-Marie Le Pen s'empare de l'information et accorde une interview à *Présent* le 11 août 1989. Il y dénonce l'influence nocive d'une « internationale juive » : « Ce n'est pas à des gens ayant votre formation politique que je vais apprendre quelles sont les forces qui visent à établir une idéologie mondialiste, réductrice, égalisatrice (...). Les grandes Internationales, comme l'Internationale juive, jouent un rôle non négligeable dans la création de l'esprit anti-national (...). Mais il faut être prudent quand on dit que la maçonnerie et l'Internationale juive jouent un rôle. Cela n'implique pas tous les maçons ou obédiences, ni toutes les organisations juives, ni tous les juifs, c'est évident. »

Il est dénoncé et traîné en justice. Pour les belles âmes, le Menhir a cédé à ses vieux démons et recycle les caricatures antisémites d'avant-guerre qui dépeignaient l'« internationale juive » sous les traits d'une araignée frappée de l'étoile de David régnant sur la toile du monde.

Lors du procès, le 1^{er} février 1992, il déclare qu'il avait précisément visé « l'internationale juive du B'nai B'rith ». Dans *La Lettre de Jean-Marie Le Pen* de février 1992, seul organe officiel du chef du FN, il la décrit : « Cette minorité puissante et occulte a choisi de dresser à l'intérieur du peuple français des barrières invisibles (...). Cette secte a réussi à faire accepter aux partis de la droite classique un pacte dit "républicain" ou, plus faussement, "moral", qui interdit tout accord avec le FN ». Il aggravait son cas.

Était-il en proie à un délire paranoïaque ?

Ce fut peu ou prou l'analyse du Dr Marc Aron, alors président du B'nai B'rith français. Dans *Actualité juive*, le 2 avril 1992, le bon docteur s'évertua

à nier l'existence d'un tel engagement pris devant ses troupes : « Il n'y a bien entendu jamais eu de pacte entre des hommes politiques et le B'nai B'rith. Le B'nai B'rith est une association qui a des activités multiples, philanthropiques, culturelles, etc. De temps en temps, il reçoit des invités qui peuvent être des hommes politiques. Il y a peut-être des hommes politiques qui ont dit à titre individuel qu'ils ne concluraient jamais d'alliance avec le Front national. Nous en sommes bien sûr très contents. S'ils font cela, je suppose que c'est en leur âme et conscience, et c'est très bien (...) Je ne sais pas quel homme politique serait assez stupide pour signer un pacte avec un association humanitaire. »

Passez muscade !

Six ans étant passés, les « engagements pris » par les « représentants des partis » Madelin, Duroc, Guillenchmidt et Charzat n'étaient plus considérés que comme une légende urbaine scélérate véhiculée par des niguedouilles et autres tabarins pétris d'antisémitisme, dont il n'était pas question de discuter une seconde du bien-fondé.

Péan et Cohen, dans leur biographie de Le Pen parue en 2012, privilégieront eux aussi cette version. Après la levée de son immunité parlementaire, Le Pen a pourtant été relaxé dans l'affaire de « l'internationale juive. » Plus tard, Jean-Luc Scemama, nouveau président du B'nai B'rith de France, confiera à Olivier Guland de *Tribune juive* en parlant de Jacques Chirac : « Il est parfaitement exact que le chef de l'État s'est engagé devant nous à ne jamais passer d'alliance avec le Front. »

Or c'est en partie ce qu'avait déclaré Le Pen à Maurice Szafran et Nicolas Domenach pour leur livre *Roman d'un président* (Plon, 1995). Selon les deux journalistes Le Pen leur aurait révélé que « Chirac et le RPR » ont pris « un engagement devant le B'nai B'rith et d'autres sociétés étrangères : pas d'alliance, jamais, avec le Front national. Même si on a besoin de lui pour former la majorité. J'ai compris toute l'importance de cette alliance quand Chirac s'est permis de déclarer il y a une quinzaine d'années : "Je n'ai qu'une seule haine au monde, le fascisme." Quel est donc son critère de haine ? Il aurait pu ajouter le communisme ; or, il s'est gardé de le faire. (...) De la sorte, il a gauchi le RPR et la scène politique tout entière. Ainsi, il respecte la promesse faite au B'nai B'rith et à tous les autres : ne pas toucher le partage instauré à la Libération. Les partis issus de la Résistance se sont offerts le pays. L'alternance n'est possible qu'entre eux. Nous sommes exclus alors que nous pouvons apporter au RPR et à l'UDF les voix populaires, ouvrières, qui leur assureraient une énorme majorité. Mais non, c'est interdit. Toujours le B'nai B'rith. »

Chapitre 11 LE COMITÉ NATIONAL DES FRANÇAIS JUIFS

« La vérité n'advient que si elle s'institue elle-même dans le combat et dans l'espace de jeu qui s'ouvrent par elle »

(Martin Heidegger, *Chemins qui ne mènent nulle part*, Gallimard, coll. « Tel », 1962)

À la fin du premier semestre 1986, cerné de toutes parts, le FN tente désespérément de renouer des liens avec la communauté juive. Fin septembre, sous son impulsion, voit le jour un Comité national des Français juifs (CNFJ).

Le mercredi 1^{er} octobre la conférence de presse de lancement se tient dans le salon Léna de l'hôtel Baltimore, avenue Kléber, dans le XVI^e arrondissement de Paris. Seuls deux journalistes ont fait le déplacement. Le communiqué de l'AFP titre : « Création d'un Comité national des Français juifs pour combattre le communisme et l'islam. » Dans son bulletin du 2 octobre 1986, l'Agence télégraphique juive fait état de la création dudit comité.

Sur la déclaration légale de l'association, déposée en préfecture le 11 septembre 1986, son objet est « de réunir les Français de confession juive qui se sentent en accord avec la Droite nationale et populaire ». L'article 2 de ses statuts proclame que l'« anticommunisme doit mobiliser toutes les énergies et réconcilier en Europe les ennemis d'hier face au seul État vraiment antisémite qu'est l'Union soviétique. »

Son président est Jean-Charles Bloch. Lieutenant de réserve de cavalerie blindée, cet océanographe à la retraite se proclame « en conformité de vues avec M. Le Pen. » Engagé volontaire en 1939, Bloch a perdu la moitié de sa famille en déportation. Il a été officier dans la Troisième armée du général Patton. Bloch justifie la création du CNFJ en faisant valoir qu'il importe de s'élever contre l'idée « que tous les juifs sont de gauche. La gauche n'a pas le monopole de la défense des minorités. La droite n'est plus l'ennemi des juifs. Aujourd'hui ce serait plutôt l'Union soviétique et la religion musulmane, principalement sa branche intégriste. »

Les autres fondateurs sont Germaine Kahn, Amédée Cayoun, Jean-Henri-Abel Jacobs, ancien de la Première armée, commando d'Extrême-Orient, Croix de guerre 39-45, médaillé militaire, Croix de guerre TOE.

La cheville-ouvrière de l'association est Robert Hemmerdinger, son trésorier, qui a sa marotte, l'islam: « Il faut reconnaître que l'islam mène une guerre larvée afin de détruire le monde judéo-chrétien. »

Robert Hemmerdinger: barbe poivre et sel taillée en collier, regard bleu intense, forte carrure, le personnage est haut en couleur et panade volontiers. Il a mené une vie de baroudeur au service de la France, de l'Algérie française – et d'Israël.

Né le 8 octobre 1918 à Pékin, en Chine, d'un père franc-maçon représentant des chemins de fer tchèques Skoda et d'une mère issue d'une famille de colporteurs juifs alsaciens, il se félicite que ses ancêtres figurent au recensement des juifs d'Alsace tolérés en France sous Louis XIV. Le 1^{er} juillet 1940, alors qu'il séjournait au Chili avec ses parents, il prend le parti de s'engager dans les Forces françaises libres au motif que « Hitler était l'ennemi des juifs et celui des Français. » Il est le huitième Français à s'enrôler dans l'armée que lève de Gaulle à Londres.

Au quartier général des FFL, à Carlton Gardens, ses connaissances linguistiques lui permettent d'être affecté au service du vaguemestre (responsable militaire du courrier). Il n'est pas à court d'anecdotes sur le Général. Il raconte qu'un jour, alors qu'André Maurois avait demandé à le voir sans audience, de Gaulle s'était tourné vers son aide de camp Geoffroy Chodron de Courcel en rétorquant: « Qu'est-ce qu'il vient faire ici, ce youpin ? » Hemmerdinger n'est pas autrement choqué par l'invective: « C'est comme les gens qui appellent un curé un corbeau » (*L'Événement du jeudi*, 15-21 février 1990).

Après avoir suivi l'école d'officiers de Brazzaville, il sert au Tchad sous les ordres du général Leclerc, puis devient chef de la sécurité militaire à Sigma-ring en dans le sud de l'Allemagne, entre 1944 et 1945, où il est affecté à la recherche des criminels de guerre. Il sort du conflit mondial avec le grade de capitaine, la Croix de guerre 39-45 et la Médaille de la Résistance. Sa femme, déportée durant trois ans à Auschwitz, meurt cinq ans après son retour.

En 1946 Hemmerdinger est chargé de mission aux Nations unies. Le gaulisme, devenu trop politicien, le refroidit. Il entre en tapinois dans le groupe terroriste Irgoun Zwaï Leumi de Menahem Begin pour hâter la naissance de l'État d'Israël. En 1959, il prend position contre la politique algérienne menée par de Gaulle et devient agitateur dans les communautés juives d'Oran, Alger et Constantine. Pour le compte de Jacques Soustelle, ministre de l'Information en 1958-1959, fondateur du Rassemblement pour l'Algérie française devenu pro-OAS, il y fait du renseignement.

Agent de liaison de l'armée secrète, il est convaincu de complot contre la sécurité de l'État. En 1962, tandis que l'avion DC4 l'emmène au camp d'assi-

gnation de Saint-Maurice l'Ardoise (Gard), il organise ce qui est sans doute le premier détournement aérien de l'histoire: à mi-chemin, il sort une grenade en enjoignant l'équipage de détourner l'appareil vers Rome. L'un des membres de l'escorte réussit à dégainer son revolver et tire, blessant le pirate de trois coups de feu. « Ma mémoire de juif a repris le dessus, je me refusais à passer les barbelés et les miradors », dira plus tard Hemmerdinger, en précisant, pour nuancer son geste, que sa grenade n'était pas dégoupillée. *Le Monde* du 19 janvier 1963 relate l'affaire.

Condamné à purger quatre ans de prison, Hemmerdinger obtient d'être incarcéré à la Santé, dans le centre de Paris. Au cachot, la forte tête menace de mener une grève de la faim pour se faire servir de la nourriture agréée par le rabbinat. Il écrit au garde des Sceaux, se considérant comme « victime de mesures discriminatoires par rapport aux détenus chrétiens et musulmans ». Il obtient gain de cause et la prison est obligée de lui proposer des mets casher.

Durant six mois, il partage une cellule avec le nationaliste Pierre Sidos, futur fondateur de l'Œuvre française, qu'il considère comme un « parfait honnête homme » mais dont il allègue en même temps que les idées relèvent de la « crapulerie politique ».

Hemmerdinger décroche une amnistie. Il devient directeur d'une PME de confection féminine dans le Sentier (90 employés) ainsi que juge des référés au prud'hommes de Paris.

Rangé des voitures, Hemmerdinger ne retourne à la politique qu'en 1984. *Semper virens*, il prend sa carte au FN et figure en 42^e position sur la liste des européennes présentée par le FN, sans la moindre chance d'être élu.

Pourquoi adhérer au FN? « Les juifs de gauche ont pris l'habitude de parler au nom de notre communauté tout entière. Il nous faut briser ce monopole. Pour beaucoup de nos coreligionnaires, un juif intelligent ne se conçoit qu'à gauche ». Il place ses espoirs dans les anciens pieds-noirs sépharades: « Les juifs d'Orient connaissent les dangers démographiques, religieux. Ils peuvent être le levain d'une nouvelle conscience politique. »

Dans *L'Autre Journal* de décembre 1985 (titre: « Le juif du Front national »), il s'exprime longuement. Il désigne le « défaut numéro un des juifs »: « Ils veulent être aimés. Ils exigent sans cesse des marques de philo-sémitisme. Ils ont l'épiderme sensible, quand on n'est pas pour eux, on est contre. Cette exigence les rend aveugles... ».

Il se qualifie de « juif et français », récusant le terme d'israélite qui « sent son juif honteux ». Il pratique « comme 90% des juifs français, en célébrant Yom Kippour, en se rendant aux mariages et enterrements ». L'homme est un

sioniste pur jus; son fils a accompli son *alyah* et réside en Israël depuis 1967, où il fait la guerre des Six Jours dans Tsahal. Robert Hemmerdinger admet qu'il serait « tirillé » dans le « cadre d'un très hypothétique conflit armé avec Israël. » Sur l'islam, il affecte peu de lénité: « Un musulman qui ne peut se marier qu'avec une vierge aura une propension au viol par suite d'un état de manque ». L'intervieweur lui demande s'il compte aller voir le film *Shoah* de Claude Lanzmann qui sort en salles: « Certainement. »

En mars 1986, Hemmerdinger prend du galon. Il est conseiller régional d'Île-de-France, sur désistement de Le Pen. Son objectif est de « montrer à tous que, loin d'être antisémite, Le Pen est le plus apte à combattre les vrais ennemis de la communauté juive. » Il s'explique à *Spectacle du monde* d'octobre 1986: « J'ai adhéré au Front national parce que je suis juif ». Il revendique « le sens atavique de l'ennemi » et « le don inné de l'alliance »: « Trois millions et demi de mes coreligionnaires crouissent derrière les barbelés de l'empire soviétique. J'ai choisi l'anti-communisme radical, en toute connaissance de cause (...). Ceux qui comme moi se sont battus aux côtés de Le Pen ont compris dès le départ qu'il était le contraire d'un antisémite. »

D'après lui, de nombreux juifs de France suivent Le Pen sans oser l'avouer (*Entrevue* n°3, 1992): « Un juif ne dit jamais pour qui il vote. Mais prenez par exemple le Midi de la France où se sont installés en 1962 une grande partie des juifs rapatriés d'Algérie et tracez une ligne entre Montpellier, Valence et Menton. Depuis trente ans, tenez-vous bien, 87 synagogues ont été construites dans cet espace, et on y a ré-ouvert également la plus vieille synagogue d'Europe après celle de Varsovie, celle de Carpentras ! Vous verrez que les endroits où elles se trouvent sont ceux où Le Pen fait ses meilleurs scores ! »

Que pense-t-il des crânes rasés qui clampinent au FN ? « À qui la faute si certains au FN sont des fous ? On leur a dit à longueur de temps que nous étions un parti de nazis ! Ils le croient. Mais ces gens sont surveillés, marginalisés, tenus à l'écart. Ils représentent tout au plus quelques dizaines de personnes. De toute façon, les antisémites se répartissent en France de manière tout à fait égale. Il y en a autant au Parti socialiste ou au RPR qu'au FN. »

Les révisionnistes ? « Ce sont des salauds ! Faurisson le premier. Mais il peut parler, il en a le droit et je me battrai, les armes à la main s'il le faut, pour qu'il puisse s'exprimer. »

Pour faire bonne mesure, il égratigne les représentants de la communauté juive: « Elle a été marquée par quelque chose qu'on se garde bien de dire dans la presse. En 1940, elle a été persécutée à cause de la connerie de ses dirigeants et de ses rabbins. Ne trouvez-vous pas étonnant qu'au moment

d'une rafle comme celle du Vel' d'Hiv', la Gestapo et les miliciens aient eu en main toutes les adresses des juifs de Paris, savaient où et quand les trouver ? Eh bien, dans un désir de bien faire, pour aider ces juifs qui étaient forcés de porter l'étoile jaune, donc qui ne trouvaient pas de travail et à qui il fallait porter secours, nos connards de dirigeants, attention, bien intentionnés, ont fait des fichiers soigneusement tenus à jour de ce qu'on leur devait, de ce qu'ils donnaient, à qui... Bref il n'y a pas eu besoin d'aller chercher très loin. Ce sont ces fichiers qui, une fois saisis dans les bureaux de la communauté, ont permis d'organiser la déportation des juifs de Paris en quelques jours ! »

Dans le même esprit, il défie Marek Halter qui « se présente aux juifs comme leur ami alors qu'il a osé rencontrer à trois reprises Yasser Arafat, à Tunis, Bucarest et Genève ». Dans *National Hebdo* du 25 février au 2 mars 1988, il critique vertement Mme Veil « qui a fait part de ses états d'âme aux auditeurs d'Europe 1. Elle donne volontiers des leçons au gouvernement d'Israël sur la conduite à tenir dans les territoires occupés et le dialogue avec l'OLP (...). Nous Français juifs, estimons n'avoir pas à intervenir dans les affaires du gouvernement d'Israël, quel qu'il soit. Nous nous contentons d'avoir notre opinion sur les actes du gouvernement français et d'approuver Jean-Marie Le Pen quand il demande la fermeture du bureau de l'OLP ».

Le 17 février 1988, Hemmerdinger accorde une interview au *Yédioth Ahronoth* journal israélien indépendant. Selon la journaliste Nelly Rosen, son interlocuteur « met l'accent sur le fait que les Arabes ne peuvent véritablement avoir deux patries et insiste sur le fait que les Arabes israéliens qui bénéficient des mêmes droits civiques que les autres Israéliens sont les courroies de transmission du terrorisme en Israël, aident les Palestiniens dans leur lutte contre Israël et sont liés avec les intégristes musulmans. Il ajoute que ce qui se passe en Israël se passera aussi en France (...). Pour lui, Jean-Marie Le Pen défend les intérêts d'Israël en ne voulant pas céder devant le terrorisme international, à l'exemple des Israéliens. Il considère les juifs comme des citoyens à part entière et l'immigration comme un danger permanent pour l'indépendance de la France, en particulier les Arabes qui sont très sollicités par les intégristes. » Hemmerdinger proclame qu'« il faut soutenir Israël car ainsi on soutient le monde libre. Les vrais amis d'Israël sont dans le camp de Jean-Marie Le Pen. »

La conclusion de la journaliste, tombée sous le charme, ne fait pas un pli: « La position du Front national vis-vis d'Israël rejoint les positions prônées par les Israéliens installés dans les territoires administrés. Qu'est-ce qui pose problème pour le Front national et les juifs de France ? Je pense que c'est dû au simple fait que les juifs de France embourgeoisés sont d'abord soucieux de leurs intérêts par rapport à la politique française plus que par rapport à Israël. Les juifs de la rue ne semblent pas d'accord avec leurs responsables,

comme j'ai pu le constater lors de mes rencontres à Paris et à Nice (...). Il est dommage que le CRIF n'ait pas voulu entendre Jean-Marie Le Pen comme il l'a fait pour Chirac, pourtant très proche des terroristes irakiens, de Barre, qui est pour un dialogue avec l'OLP, ou de Mitterrand, qui a sauvé Arafat de la vengeance d'Israël. »

Le CNFJ revendique un millier d'adhérents, « essentiellement des juifs pieds-noirs de profession médicale », précise *L'Événement du jeudi* du 15-21 février 1990. Lors de l'affaire Carpentras, en 1990, le Comité offrira une prime de 100 000 francs à toute personne permettant d'identifier les profanateurs du cimetière. L'association appelle systématiquement à voter Le Pen et le soutient bec et ongles tandis que les médias s'évertuent à souligner ses dérapages. Le « détail » ? « Une connerie », pour Hemmerdinger. « Durafour-crématoire » ? « Une plaisanterie de troupier » (*L'Événement du jeudi*, 15-21 février 1990).

Partant, en 1987, Hemmerdinger soutient de toutes ses forces le voyage que Le Pen entreprend aux États-Unis. Les Américains, Hemmerdinger en raffole. Pourquoi ? Là-bas, la communauté juive est « d'extrême droite » (*Passages*, décembre 1987).

Chapitre 12

UN TOUR CHEZ LES SIONISTES AMÉRICAINS

« Il ne faut pas glisser en arrière mais avancer rigoureusement, en répondant à chaque agression par une pression plus forte encore... : c'est le chemin de la victoire »

(Che Guevara, Textes politiques, La Découverte, 2001)

Deux ans avant la présidentielle de 1988, Le Pen, président de groupe à l'Assemblée nationale et au Parlement européen, a arrêté sa stratégie de communication à l'égard de la communauté juive. Sur le front intérieur il a créé une étroite brèche avec la fondation du CNFJ. La structure lui permet d'obvier aux accusations d'antisémitisme ; elle comble un vide. L'homme choisi pour mener à bien cette mission est par surcroît un sioniste enragé, au-dessus de tout soupçon. Le Menhir espère ainsi rassurer les juifs de France qui votent à droite et se rapprocher des plus pro-israéliens d'entre eux. Toutefois en France, la communauté juive a par tradition le cœur à gauche ; il est difficile de faire pencher la balance en sa faveur.

Le Pen a conscience qu'il lutte contre plus fort que lui. C'est David contre Goliath. Jamais le CNFJ n'aura la moindre chance de concurrencer le CRIF sur son terrain. Le Comité, sans être tout à fait une coquille vide, ne peut s'imposer sur aucun plan relationnel ou médiatique. Le verrouillage dans ce domaine est quasi-total. Même quand, en juin 1984, Le Pen a tenté de se rendre à la grande synagogue de Strasbourg un jour du shabbat, la visite lui a été refusée par Jean Kahn, alors président de la communauté strasbourgeoise (et futur président du CRIF). Reste un espoir : prendre le CRIF à revers. Attaquer par là où on ne l'attend point, créer un nouveau front : un front extérieur. Tenter une manœuvre de contournement en retournant contre le CRIF ses propres armes.

Idée de génie : Le Pen va entreprendre de se faire adouber chevalier judéophile par les conservateurs juifs américains. C'est digne de Sun Tzu : « Rompre les alliances de l'adversaire. » Bien plus prépotents que leurs *alter ego* français, ce sont eux qui tiennent les cordons de la bourse. S'il en est que les Israéliens respectent, ce sont bien ceux-là. Les milliards de dollars injectés chaque année dans l'armement de Tsahal ne proviennent pas des réseaux de Théo Klein ni du B'nai B'rith de France de Sam Hoffenberg, mais de l'inalté-

nable lobbying juif américain auprès du gouvernement et des parlementaires américains. C'est en passant par les États-Unis que la normalisation de Le Pen peut se produire.

L'homme de la situation s'appelle cette fois Pierre Ceyrac. Il n'est pas juif mais mooniste. Né le 18 septembre 1946 à Douai (Nord), ce licencié en droit est le neveu de François Ceyrac, ancien président du CNPF de 1972 à 1981. Il est aussi et surtout un cadre haut-placé de l'Église de l'unification du christianisme mondial, qu'on appelle communément «la secte Moon». Le nouveau mouvement religieux a été fondé par le révérend Sun Myung Moon. Après avoir eu une vision de Jésus qui lui aurait confié qu'il était le nouveau Messie, ce Coréen, installé aux États-Unis en 1972, a fondé sa propre église, connue dans les médias pour son infatigable promotion des mariages de masse entre des couples de nationalités et de races différentes.

Moon a constitué un vaste empire financier, qui lui permet de diversifier ses activités et de détenir des moyens de communication comme le quotidien *Washington Times*, lui octroyant la capacité de mener son propre lobbying. La principale activité qu'il mène depuis la guerre froide est sa croisade contre le communisme, un combat à mort qui l'entraîne à soutenir systématiquement les hommes politiques conservateurs américains comme Richard Nixon ou la famille Bush.

Pierre Ceyrac s'occupe de deux principales associations satellite de l'organisation mooniste : il est secrétaire général de la Fondation pour la paix internationale et président pour la France de CAUSA International, un organisme fondé en 1980 et sis à New York, qui a développé des liens si étroits avec la CIA qu'on a pu en dire que c'en était une émanation (sont aussi évoqués les services secrets de Corée du Sud). En 1986, la générosité financière de la secte a contribué à placer Ceyrac à la troisième place sur la liste du FN. Le voici député, membre de la Commission des Affaires culturelles, familiales et sociales.

Il s'expliquera plus tard sur sa venue au FN : « Au sein de l'Église, il a été décidé qu'une personne devait intégrer le Front. J'ai été désigné alors que je n'étais pas du tout attiré par la politique et Le Pen. Pour les législatives de 1986, j'ai donc obtenu une place qui me permettait d'être élu député FN. En échange, la secte apportait au Front national une puissance financière et un solide carnet d'adresses international » (*Les Inrocks*, 9 décembre 2012). L'Église de l'unification devient un mécène de Le Pen et lui permet de rencontrer divers chefs d'État. Son poulain acquiert ainsi une stature internationale.

C'est par ce réseau que le Menhir se retrouve propulsé aux États-Unis. En février 1987, l'Église de l'unification est à l'origine de la fameuse photo de Le

Pen prise aux côtés du président Ronald Reagan. « Ce jour-là la secte Moon avait réuni la crème du Parti républicain dans un hôtel Hilton à Washington. On y retrouvait le colonel Bo Hi Pak, bras droit du révérend Moon et président de la société News World Communications, qui contrôlait alors le *Washington Times*. C'est cet officier sud-coréen qui, sous l'œil des objectifs, a présenté un président du FN tout sourire à Ronald Reagan. Préparé un an à l'avance, ce voyage fut un vrai triomphe médiatique » (*Inrocks*).

Fors ce tête-à-tête de courte durée avec Reagan, l'autre objectif, plus discret, du voyage outre-Atlantique est d'être présenté à l'élite juive mondiale. La réception est préparée durant de longs mois. Depuis la rentrée politique de 1986 des contacts ont été établis avec Jacques Torczyner, un diamantaire belgo-américain né en 1914 et installé aux États-Unis en 1940. Il a été le président de la *Zionist Organization of America* (ZOA) de 1968 à 1973, dont il est devenu par la suite le président émérite. Depuis 1972, Torczyner est membre de l'exécutif de l'Organisation sioniste mondiale en charge des relations extérieures et de l'Institut Herzl. Il est aussi le chef du Likoud en Diaspora. Partisan d'un sionisme à la Jabotinsky, il est l'un des conseillers de Reagan. « Né trois ans avant la publication de la Déclaration Balfour, sa vie a duré l'histoire du sionisme moderne, dans lequel il joue un rôle démesuré. Il connaissait chaque Premier ministre israélien, de David Ben Gourion à Shimon Pérès, de Yitzhak Rabin à Ariel Sharon et Benjamin Netanyahu. Jacques était proche de tous les chefs d'Israël et la plupart des personnalités politiques en Amérique », assure à sa mort l'un de ses successeurs à la tête de la ZOA, Morton Klein (*Haaretz*, 13 mars 2013).

Torczyner est aussi un proche du célébrité Edgar Bronfman, membre de la commission nationale de l'ADL, du B'nai B'rith, du comité exécutif de l'*American Jewish Congress*, et alors président, depuis 1981, du Congrès juif mondial, le « bras diplomatique du peuple juif ». Au moment de la guerre des Six Jours, la famille Bronfman a réuni à l'intention du gouvernement israélien la somme de 20 millions de dollars. Les Bronfman ont également racheté à l'Angleterre plusieurs navires de la *Royal Navy* qui ont été rétrocédés à Israël ; Edgar Bronfman lui-même a, selon certaines estimations, investi plus d'un milliard de dollars en Israël. En 1987, cet homme d'affaires canado-américain, multi-milliardaire, héritier du groupe de vins et spiritueux Seagram, mène campagne pour faire déménager les carmélites qui ont ouvert un couvent près du camp d'Auschwitz ; l'année précédente, il a dénoncé le passé nazi du président autrichien et ancien secrétaire général des Nations unies, Kurt Waldheim. Par son truchement le CJM a également fait pression sur l'Union soviétique pour qu'elle assouplisse les conditions concernant l'émigration des juifs. En deux mots, Bronfman est le grand manitou.

Au cours du second semestre 1986, son ami Torczyner se rend en France. « Au terme d'une enquête discrète, il prend contact avec Michel Dray, permanent au Consistoire israélite de Marseille, par le truchement du Parisien Serge Cwajgenbaum, secrétaire général du Congrès juif européen », raconte Olivier Guland, chef des informations de *Tribune juive* (*Le Pen, Mégret et les juifs*). Il lui annonce qu'un « certain nombre d'Israéliens sont prêts à aider Le Pen ». L'un des amis de Dray est Jacques Bonomo, ancien de l'OAS; celui-ci, contacté, le renvoie vers Jean-Baptiste Biaggi, lui-même ex-OAS et pro-israélien, membre du FN depuis 1984. Biaggi organise un rendez-vous entre Le Pen et Torczyner au domicile du Menhir, à Montretout, au mois de novembre. Ne reculant devant rien, Le Pen lui demande tout de go d'être invité en Israël. « En Israël, je ne peux pas, en tout cas pas dans l'immédiat, lui répond Torczyner. Mais si vous voulez vous y rendre, prenez l'entrée de service et commencez par le judaïsme américain: il vous ouvrira les portes de la Knesset » (Guland).

Olivier Guland rapporte les propos que lui a tenus Le Pen à ce sujet: « À cette époque, j'étais en contact avec Sir Alfred Sherman, un proche conseiller (juif) de Margaret Thatcher qui partageait la plupart de nos idées. Avant même que Jacques Torczyner ait souhaité m'inviter, Sir Alfred m'avait recommandé de prendre langue avec les Juifs américains. La démarche de ce militant sioniste tombait à pic ! ».

Reste le problème du financement du voyage à New York. Michel Dray révèle le *modus operandi*: « Pierre Ceyrac m'a fait porter une somme importante, en trois fois, pour payer à la fois le voyage de Le Pen et ceux des leaders venus des quatre coins des États-Unis pour assister à la rencontre. J'ai remis l'intégralité de la somme à Torczyner ».

La rencontre entre Le Pen et les représentants du sionisme mondial se passe en catimini, au cours d'un déjeuner tenu le 17 février, au restaurant *The Four Seasons* dans le Seagram Building d'Edgar Bronfman, sur la 52e rue de Manhattan. Le Pen, accompagné de Pierre Ceyrac, de Jean-Marie Le Chevallier, son directeur de cabinet, et de Charles de Chambrun, député FN du Gard et membre de l'Alliance France-Israël, y est reçu par une quarantaine de délégués de diverses organisations juives américaines. Pour maintenir la discrétion et le suspense, Torczyner ne leur a pas révélé l'identité du conférencier. Parmi eux se trouve l'ambassadeur d'Israël aux Nations unies, un certain Benjamin Netanyahu.

Dominique Albertini et David Doucet, dans *L'Histoire du Front national* (Editions Tallandier, 2013), relatent la réception en ces termes: « Dans son discours Le Pen a caressé l'assistance dans le sens du poil, notamment en soutenant la création d'Israël et la fermeture du bureau parisien de l'OLP. Il a

été applaudi à tout rompre. Le président du Congrès, Edgar Bronfman, voulait même le raccompagner à l'aéroport ».

En réalité, durant l'heure où il va s'exprimer (20 minutes de discours, 40 minutes de questions-réponses, Chambrun servant d'interprète), Le Pen va beaucoup plus loin. Disert, enthousiaste, il prononce un vibrant plaidoyer pour l'État juif, dans lequel il rappelle son engagement précoce à Suez, faisant remarquer qu'il avait demandé aux hommes de sa section de s'enrôler dans Tsahal. Il définit Israël comme un « pilier du monde libre » devant s'intégrer dans un « front européen ». Les juifs américains se tiennent « à l'avant-garde du combat antiterroriste ». Kurt Waldheim « est un agent soviétique. » Il affirme haut et fort, répète et jure qu'il n'est point antisémite. « Les délégués se lèvent pour l'applaudir », se souvient Ceyrac. À l'issue de l'intervention, Torczyner et Israël Singer, secrétaire général du Congrès juif mondial, s'envolent dans le même avion que Le Pen.

La réussite est totale, à un incident près, qui gâche la fête au moment du retour en France. « Pendant son séjour, Le Pen se fait offrir par un ami américain une statuette et un revolver. Le jour du retour, le président frontiste, également président de groupe à l'Assemblée nationale et au Parlement européen, glisse l'arme dans sa valise dans l'espoir de s'éviter les tracasseries de la procédure classique de rapatriement d'une arme. Mais malgré les précautions prises par son propriétaire, les douaniers de l'aéroport de New York découvrent le revolver. "Ils ont interpellé Le Pen, l'ont jeté au sol et menotté, rapporte un ancien proche. Après 24 heures passées au commissariat, il a retrouvé sa liberté grâce à l'intervention du consul de France." De son côté, soucieux que la presse ne relate pas l'incident, Le Chevallier confisque l'appareil photo de Ceyrac contenant des clichés de Le Pen menotté » (*Marianne*, 21 mai 2011).

Mais l'essentiel est sauf: Le Pen a obtenu un brevet de respectabilité auprès de la crème du sionisme international. Il est en position de force pour rabattre le caquet des Théo Klein et autres Hoffenberg. En France, la presse évoque peu l'événement, mais Radio Shalom débagoule un torrent d'invectives à l'encontre des peccamineux sionistes américains et de leurs ectoplasmiques doublures françaises qui n'ont pas su agir à temps pour stopper l'opération.

Théo Klein, ridiculisé dans son pré carré, piqué au vif et se sentant menacé dans ses prérogatives, monte sur ses ergots: « Les Juifs américains devraient reconnaître leur erreur et s'engager à ne pas prendre dans l'avenir des initiatives de cette nature. » Il est d'autant plus furieux qu'il n'a pas été tenu informé du voyage. Le directeur des relations extérieures de l'Organisation sioniste mondiale lui répond: « Que cela vous plaise ou non, nous avons reçu M. Le Pen et n'oubliez pas que ce sont les juifs américains qui financent

l'essentiel des activités des juifs européens». Méprisant ce «*Frenchy*» de Klein, qu'il tient pour un «gauchiste», l'ultra-conservateur Torczyner insiste: «À la fin de la réunion, tout le monde est allé féliciter M. Le Pen, de l'extrême gauche à l'extrême droite. Les juifs américains n'ont pas peur.» *Nescio vos!*

Désaveu pour Klein, victoire pour Le Pen. Lequel ne compte guère s'en tenir à si bon compte. Au printemps 1987 les députés FN François Bachelot et Pierre Descaves poursuivent l'ouverture frontiste vers le monde sioniste en se rendant en Israël durant une semaine. Descaves raconte l'aventure à Olivier Guland: «En 1987, je siégeais au Palais-Bourbon. Je trouvais anormal que mon parti n'entretienne aucune relation avec Israël. Un ami, Jean-Michel Bodaud, était l'un des dirigeants de la Fédération des chirurgiens-dentistes de Paris, affiliée à la Chambre des professions libérales de la capitale, dont j'étais membre. Son association préparait un congrès à Jérusalem. L'idée nous est venue de saisir l'occasion. J'en ai parlé à mon collègue député François Bachelot, grand admirateur d'Israël, puis à Jean-Marie Le Pen, qui nous a donné son accord pour une visite "de reconnaissance" (...). Jacques Soustelle, ancien Pied-Noir [*sic*] et pro-israélien convaincu, m'a fait grâce de quelques conseils et d'une série de lettres avant de partir, destinées à ses amis juifs installés là-bas.»

Sur place, les deux hommes rencontrent Eliahu Ben Elissar, membre du Likoud et président de la Commission des affaires étrangères de la Knesset. Grâce à son intermédiaire, ils discutent avec plusieurs députés. On les promène sur le Golan; ils partagent l'avis de leurs hôtes sur la situation stratégique du plateau, qu'il convient de ne pas d'abandonner. Le périple s'achève par une aimable conférence de presse. À Paris, le CRIF se déchaîne. Encore un point de marqué pour le FN.

En tapinois, le député Olivier d'Ormesson trame de son côté un déplacement de Le Pen lui-même en Terre sainte, où il est question qu'il rencontre Ariel Sharon, le ministre de la Défense qui a permis le massacre des camps de Sabra et Chatila en 1982. Ce serait la consécration.

Le Pen n'a jamais été si populaire à droite. Au Zénith de Paris, il réunit 10 000 personnes. On y remarque la présence de Jacques Médecin, député-maire de Nice, d'Alain Griotteray, député UDF-PR du Val-de-Marne, et de Philippe Malaud, président du CNI. Pendant ce temps, Alain Peyrefitte, ancien ministre de l'Information du général de Gaulle, reçoit à déjeuner des élus FN dans les salons du *Figaro*. La droite nationale est en passe de se réunir enfin, sans être perturbée par ses éléments ultra-radicaux. Le 26 avril, depuis La Trinité-sur-Mer, le président du Front national annonce avoir «pris la grave décision d'être candidat à la présidence de la République»: «La démocratie, c'est le gouvernement du peuple, par le peuple, pour le peuple. Il faut donc que le peuple parle.»

Au mois de mai, tandis que Le Pen est réinvité une troisième fois à «L'Heure de Vérité», les deux députés FN des Bouches-du-Rhône, Pascal Arrighi et Jean Roussel, vice-président du groupe d'amitié parlementaire France-Israël, rencontrent le Premier ministre israélien Yitzhak Shamir, de voyage en France. Ils sont chargés de lui faire part de la grande sympathie qu'éprouve le président du FN pour l'État d'Israël.

La Fête des BBR doit être le grand événement politique de la rentrée. Las, tout ne se déroulera pas comme prévu. Un petit «détail» va faire dérailler la machine de guerre bien huilée.



Chapitre 13

UNE ARME DE DESTRUCTION MASSIVE: L'AFFAIRE DU « DÉTAIL »

- Dis donc, il y a un trésor dans la maison d'à côté !
- Mais il n'y a pas de maison à côté !
- Ça ne fait rien, on en construira une.

(Les Marx Brothers, Plumes de cheval, 1932)

Avant sa rentrée à la Fête des BBR prévue pour les 19-20 septembre 1987, Jean-Marie Le Pen est l'invité du Grand Jury RTL-*Le Monde*, le dimanche 13. En ligne de mire : la présidentielle du printemps 1988. Les sionistes de gauche ne le lâchent pas d'une semelle. Dans le quotidien socialiste *Le Matin* du 29 mai, Guy Konopnicki l'a fustigé pour avoir qualifié les malades du sida de « sidaïques » : « De "sachez reconnaître le sidaïque" à "sachez reconnaître le juif", le chemin n'est pas bien long... En pareil milieu, les thèses révisionnistes de Faurisson, Henri Roques et Rassinier sont bien vues ». Il se trouve, comme je l'ai signalé plus haut, que c'est le méga-sioniste François Bachelot qui avait eu l'idée du néologisme « sidaïque », au reste plutôt laid.

N'importe. Ce jour-là, Le Pen ne s'attend guère à être reçu avec un collier de fleurs de tiaré. Comme l'écrit François Brigneau (*La Haine anti-Le Pen*, publications FB, 1992) : « Avec d'autres invités, la joute peut être pointue et vive. Elle demeure toujours complice du manège (...). Avec Le Pen, les lumières changent. Il n'y a plus, dans les yeux, ce reflet de connivence amusée et cynique. Nous avons quitté le domaine du Grand Guignol et des battues pour rire. Nous sommes entrés dans la chasse à l'homme, en direct, au fond des bois médiatiques... ».

Toutefois, le Trinitain est loin de se douter de la chausse-trape qui l'attend dans le studio du n°22 de la rue Bayard, Paris VIII^e.

L'émission commence dans un doux ronron. On y parle du référendum sur la Nouvelle-Calédonie, puis de la réforme du code de la nationalité. Pointant les contradictions de Jacques Chirac, qu'il affuble en privé du qualificatif de « zozo », Le Pen plaide néanmoins pour l'unité de la droite au second tour de la présidentielle. Son dessein est de briser les mots d'ordre des sionistes de gauche flétrissant toute politique d'alliance entre le RPR, l'UDF et le FN. Il se dit « prêt à prendre l'engagement de faire battre le président socialiste ». Soudain, les questions se déplacent sur un tout autre terrain, beaucoup plus

glissant. Voici, *in extenso*, l'échange qui a lieu entre les journalistes Olivier Mazerolle, Paul-Jacques Truffaut et le président du FN :

Olivier Mazerolle : Beaucoup de gens considèrent que vous êtes raciste ; vous avez d'ailleurs fait de nombreux procès que vous avez gagnés sur ce thème. Condamnez-vous les thèses de MM. Faurisson et Roques selon lesquelles les chambres à gaz n'auraient pas existé dans les camps de concentration ? Je vous pose la question parce que, lors de la manifestation pour la fête de Jeanne d'Arc organisée par le Front National en mai dernier, il y avait dans le cortège des jeunes gens au crâne rasé – je ne dis pas qu'ils ont été convoqués par vous – qui distribuaient des tracts sur lesquels était écrit que les chambres à gaz n'avaient pas existé.

Le Pen : D'abord, Jeanne d'Arc n'appartient à personne, mais à tous les Français. Je ne suis pas le responsable de l'organisation de la fête de Jeanne d'Arc. J'y convoque les gens du Front National. Je suis d'ailleurs étonné de voir que certaines émissions de télévision, par exemple « Sept sur Sept », n'ont pas hésité à découper le défilé du Front National pour y insérer le défilé d'une autre formation passée une heure et demie après, ce qui est une escroquerie morale. Cela participe de la même désinformation. Moi, je ne suis pas responsable des gens qui se promènent dans la rue, ni de l'opinion qu'a telle ou telle personne, sur tel ou tel sujet.

Olivier Mazerolle : Sur le fond, que pensez-vous des thèses de MM. Faurisson et Roques ?

Le Pen : Je ne connais pas les thèses de M. Faurisson ni de M. Roques. Mais quelles que soient ces thèses, et quelles que soient celles développées intellectuellement, je suis un partisan de la liberté de l'esprit. Je pense que la vérité a une force extraordinaire qui ne craint pas les mensonges ou les insinuations. Par conséquent, je suis hostile à toutes les formes d'interdiction et de réglementation de la pensée. Nous avons un Code pénal qui s'applique si les gens violent la loi. Tout ce que nous savons sur l'histoire des guerres nous apprend qu'un certain nombre de faits ont été controversés et discutés. Il a fallu cinquante ou soixante ans pour savoir ce qu'il était arrivé exactement au « Lusitania » [paquebot britannique torpillé et coulé par un sous-marin allemand en 1915]. Je suis passionné par l'histoire de la Deuxième Guerre mondiale. Je me pose un certain nombre de questions. Je ne dis pas que les chambres à gaz n'ont pas existé. Je n'ai pas pu moi-même en voir. Je n'ai pas étudié spécialement la question. Mais je crois que c'est un point de détail de l'histoire de la Deuxième Guerre mondiale.

Paul-Jacques Truffaut : Six millions de morts, c'est un point de détail ? Six millions de morts ?

Le Pen : Non mais, non mais, pardon... Mais six millions de morts ? Comment ?

Paul-Jacques Truffaut : Six millions de juifs morts pendant la Seconde Guerre mondiale, vous considérez que c'est un point de détail ?

Le Pen : Non, c'est la question qui a été posée est de savoir comment ces gens ont été tués ou non.

Paul-Jacques Truffaut : Ce n'est pas un point de détail quand même !

Le Pen : Oui, c'est un point de détail de la guerre. Enfin, voulez-vous me dire que c'est une vérité révélée à laquelle tout le monde doit croire, que c'est une obligation morale ? Je dis qu'il y a des historiens qui débattent de ces questions.

Paul-Jacques Truffaut : Il y a une immense majorité d'historiens et quelques autres qui l'ont dit et prouvé.

Olivier Mazerolle : Vous-même, monsieur Le Pen, considérez-vous qu'il y eut un génocide juif par les chambres à gaz ?

Le Pen : Il y eut beaucoup de morts, des centaines de milliers, peut-être des millions de morts juifs et aussi des gens qui n'étaient pas juifs, n'est-ce pas ? Je suis étonné de devoir, à chaque émission de télévision et de radio, répondre à des questions qui prennent une forme inquisitoriale.

Selon Olivier Guland, à l'origine de la question inopinée d'Olivier Mazerolle se trouve Éric Ghebali, secrétaire général et cofondateur de SOS Racisme, membre du CRIF et ancien président de l'Union des étudiants juifs de France. Peu avant l'émission Ghebali avait appelé le journaliste de RTL pour lui conseiller d'aborder le sujet. Ghebali collabore à *Globe* de son ami Georges-Marc Benamou, proche de Marek Halter et autres Harlem Désir, le jeune homme à qui rien ne résiste en ces années quatre-vingt.

Le magazine socialiste et branché, lancé en 1985 par BHL et Jack Lang avec les fonds du milliardaire rose Pierre Bergé, et dont le directeur politique n'est autre que Guy Konopnicki, membre du Comité d'initiative des juifs de gauche, mène depuis deux ans une féroce campagne contre Le Pen. Dans le premier numéro de *Globe*, Benamou a vociféré sa haine de tout ce qui est « franchouillard ». En ce mois de septembre, une pseudo-journaliste québécoise du nom de Denyse Beaulieu vient de publier dans le magazine un article intitulé « Mata Hari chez les fachos ». Elle s'est introduite auprès de Le Pen au cours de sa tournée des plages et narre, sur le mode cochon, diverses anecdotes croustillantes sur le Menhir qu'elle a dragué durant l'été (le leader de FN a entamé une procédure de divorce en 1985, suite à quoi sa femme

Pierrette s'est produite en soubrette dans le numéro de juin 1987 de *Playboy*). Selon la ribaude, en privé, Le Pen est raciste, antisémite, révisionniste et vulgaire. Sa façon de le décrire ne l'est pas moins: «Épais, ventru, plus rose que bronzé, la mèche platinée au vent... son unique œil bleu enfoncé dans des replis de chair... le museau rose et dégoulinant, etc.».

Ghebali tient une occasion en or de faire d'une pierre deux coups: de la publicité gratuite pour sa revue et piéger à nouveau Le Pen. À l'issue de la prestation du président du FN sur les ondes de RTL, Mazerolle reçoit un coup de fil de Benamou, déçu. Sur l'instant, la rédaction de *Globe* n'est guère satisfaite; le piège ne s'est pas complètement refermé sur le loup traqué. Il eût fallu frapper plus fort.

En effet, Le Pen n'a pas cherché le moins du monde à vanter les mérites des travaux de Robert Faurisson et Henri Roques. Il ne s'est pas davantage réclamé de leur école historique. Il n'a pas vomi le catéchisme holocaustique comme Benamou l'aurait voulu. Pis, il a admis ce que son intervieweur attendait de lui: «Je ne dis pas que les chambres à gaz n'ont pas existé», un membre de phrase qui est *stricto sensu* l'exact inverse de la position du professeur Faurisson – lequel, par surcroît, ne considère aucunement que les chambres à gaz sont un «point de détail» mais la plus gigantesque imposture du XX^e siècle.

Certes, le tribun rompu aux altercations vives n'a pas trouvé la parade. Légèrement désemparé, il est apparu gêné et n'est point parvenu à mettre les rieurs de son côté. Mais quoi? Tout au plus peut-on lui reprocher son manque de clarté sur un sujet tabou. Sur le moment, on note peu de panique dans son entourage.

Roger Mauge, ancien directeur de la rédaction de *Paris-Match* (*La vérité sur Jean-Marie Le Pen*), fournit une explication plausible de son refus de contenter ses intervieweurs ce jour-là: «Jean-Marie Le Pen ne voit absolument pas pourquoi on lui ferait à lui, qui avait douze ans quand les Allemands sont entrés en France, et n'a jamais eu aucun contact avec eux sous l'occupation, ni aucun membre de sa famille, porter une part quelconque de responsabilité dans les persécutions dont les juifs ont été les victimes.»

Le côté *redneck* de Le Pen est établi. L'auteur d'un mémoire favorable au courant anarchiste reste un réfractaire, qui pourrait faire sienne la formule du théologien russe de la liberté Nicolas Berdiaev: «Il ne faut s'incliner devant nulle puissance, c'est indigne de notre liberté» (Nicolas Berdiaev, *Essai d'autobiographie spirituelle*, Buchet/Chastel, 1992).

J'ajoute que l'expression «point de détail», Le Pen l'a déjà employée à plusieurs reprises, par exemple lors de sa première «Heure de Vérité» à

propos d'une question posée sur Simone Veil. De toute évidence, il n'y a pas eu provocation de sa part; sa répartie n'a point été préparée, le mot étant chez lui une sorte de réflexe verbal. Il a été pris par surprise. Pour qui a tant soit peu étudié le caractère de Le Pen, il apparaît qu'il n'est pas homme à faire ce qu'on attend de lui lorsqu'il estime que l'autorité qui le presse n'est pas légitime. Il lui est impossible de plier le genou devant des journalistes officiels.

Le lendemain du Grand Jury, le lundi 14 septembre, nul scandale ne point à l'horizon. Seul *France-Soir* consacre à la réponse dilatoire du Menhir un article en pages intérieures. Toujours en pages intérieures, *Le Monde*, sortant le lundi après-midi et daté du 15, publie un court article intitulé: «Les chambres à gaz? "Un point de détail"»; «sur 104 lignes, 45 seulement concernent le "point de détail", sans commentaire», remarque François Brigneau.

Sur le coup, rien de trop préoccupant. L'AFP elle-même n'a pas jugé bon faire un communiqué sur le sujet. L'affaire va provenir de l'une de ses rivales, l'Agence centrale de presse, constituée en 1947 à l'initiative du *Provençal*, journal socialiste de Marseille. Pourvoyeuse d'information à l'intention des journaux de province, l'agence s'est associée en 1983 avec RTL et RMC en augmentant son capital et veut entrer en concurrence avec l'AFP. Elle a trouvé une bonne occasion de faire parler d'elle. Comme le remarque le Belge Henri Deleersnijder, spécialisé dans les «arts et sciences de la communication»: «Les collecteurs et diffuseurs de nouvelles que sont les collaborateurs des agences sont aussi d'impénitents fournisseurs de textes. Si bien que le journaliste-consommateur, l'œil fixé sur les énoncés médiateurs des dépêches se déversant sans arrêt au siège de son quotidien, travaille finalement moins sur des faits que sur des discours: en somme, l'affaire du "détail" est née d'un dit et sa mise en place a coïncidé avec une production discursive, les étapes ultérieures de l'événement ne faisant que confirmer cette empreinte originelle» (*Quaderni*, n°33, automne 1997).

Ainsi, ce n'est que le mardi 15 que deux quotidiens de gauche vont étaler la formule du «détail» à la une, *Le Matin* et *Libération*, où Claude Malhuret, secrétaire d'État chargé des droits de l'homme, éructe dans sa moustache de Sam le pirate pourchassant Bugs Bunny. Il y déclare que «derrière l'ambiguïté des propos de M. Le Pen se profile sans aucun doute une nouvelle offensive révisionniste». Pour Sam Malhuret, «jusqu'ici ces thèses étaient présentées sous la forme la plus simpliste: celle qui consiste à nier purement et simplement l'existence des chambres à gaz. Aujourd'hui, M. Le Pen nous en présente une nouvelle version grand public: les chambres à gaz seraient un simple "détail" de l'histoire, qui ne vaudrait guère qu'on s'y attarde. Ce n'est plus la négation que l'on prône mais l'indifférence.»

À partir de là, écrit Henri Deleersnijder, « ce qu'il est convenu d'appeler un événement se mettait dès lors en place (...). Né d'une petite phrase, il allait progressivement s'amplifier, se nourrissant des réactions en rafales que la déclaration du président du Front national provoqua dans la plupart des secteurs de l'opinion, particulièrement dans la classe politique, les milieux de la Résistance et la communauté juive de France » (*Quaderni*)

En effet, si les chambres à gaz semblent être un « détail » pour de grands mémorialistes ayant eu à jouer un rôle de premier plan dans la guerre (Eisenhower, Churchill ou de Gaulle ne soufflent mot de ce dispositif dans leurs écrits, pas davantage que Staline ou le pape Pie XII), ce n'en est pas un pour la communauté juive. Depuis la guerre des Six Jours en 1967, on assiste à une grosse offensive sur ce thème, renouvelé par la série télé « Holocauste » qui a marqué les esprits (selon le mot de Pierre Vidal-Naquet, ce fut « la dernière étape de la transformation d'Auschwitz en marchandise ») et par le film *Shoah* de Claude Lanzmann (durée : 613 minutes), sorti en 1985, unanimement encensé par la critique française. En 1978, le professeur Faurisson pouvait encore écrire dans *Le Monde* une tribune intitulée « Le problème des chambres à gaz ou la rumeur d'Auschwitz » ; neuf ans plus tard, une telle publication est inconcevable. En juillet 1986, le doctorat de troisième cycle passé à l'université de Nantes par l'ingénieur agronome Henri Roques sur Kurt Gerstein – un témoin-clé de la « solution finale » dont il s'efforce de mettre en relief les contradictions –, a été annulé à la demande d'Alain Devaquet, ministre délégué auprès du ministre de l'Éducation nationale dans le gouvernement Chirac.

L'année 1987 a été elle-même fertile en « nazixploitation » : le procès de Klaus Barbie a débuté le 11 mai 1987 devant la cour d'assises du Rhône. L'ancien SS, connu sous le sobriquet peu enviable de « boucher de Lyon », a été condamné le 4 juillet suivant à la prison à perpétuité pour « crimes contre l'humanité ».

Dans ce contexte, véritable aubaine pour ses adversaires, le « détail » de Le Pen peut être exploité en mode *free jazz*. Parmi les premiers zoïles, Ovadia Soffer, ambassadeur d'Israël à Paris, manque de s'étouffer. Le diplomate juge que la déclaration de Le Pen porte « atteinte à l'humanité tout entière ». En « le traitant comme un simple détail, on banalise un événement unique dans son horreur – l'Holocauste – duquel toute l'humanité doit tirer les enseignements si elle ne veut mettre en danger son propre avenir. »

Le CRIF tient sa revanche. Dans *Le Monde* du 16 septembre, l'organisation estime que « Le Pen a jeté le masque en faisant siennes les thèses des pseudo-historiens révisionnistes (...). Les propos tenus par M. Le Pen n'ont pas vraiment surpris les responsables communautaires juifs (...). Depuis longtemps,

le CRIF, par la voix de son président, M. Théo Klein, avait condamné les campagnes racistes et xénophobes du Front national ».

Jean Pierre-Bloch, président de la LICRA, s'époumone : « Le Pen n'est pas un homme de la droite nationaliste mais de la droite vichyste. » Son association obtient de la mairie de Nice le report de la convention du FN qui devait se dérouler en octobre à l'Acropolis.

Pour le Consistoire israélite « ces déclarations constituent une insulte à la mémoire de tous ceux qui sont morts dans les chambres à gaz ». Chacun y va de son couplet dolent. Le cardinal de Paris, Mgr Lustiger, et Simone Veil sont transis d'effroi : « abominable... scandaleux... avilissement... perversion... » L'ancien maoïste Serge July, dans *Libération* du 16 septembre, tonne : « En dévoilant son digest faurissonien dans une émission à grande écoute, Jean-Marie Le Pen a perdu son costume de respectabilité. En quelques minutes, il est redevenu le raciste d'extrême droite qu'en fait il n'a jamais cessé d'être. » Pour Yves Jouffa, président de la Ligue des droits de l'homme, « la vraie nature de Le Pen ressort ».

La classe politique, toutes tendances confondues, pousse des cris d'orfraie comme si Le Pen avait décidé de porter le pseudo-brassard nazi que lui épingle Plantu dans chacune des déplaisantes caricatures qu'il fait de sa personne. Laurent Fabius considère que Le Pen s'est conduit « tout simplement en fasciste ». Pour André Lajoinie, candidat du PCF à la présidentielle, Le Pen « a descendu une marche supplémentaire dans l'ignominie. » Alain Krivine, de la LCR, parle de « saloperie ». Le secrétaire général du RPR, Jacques Toubon, est « effaré ». Selon Alain Juppé, ministre chargé de Budget, ces propos sont « tout à fait ignobles. » Le président du groupe RPR à l'Assemblée nationale, Pierre Messmer, se joint au chœur des belles âmes : « C'est scandaleux et inadmissible (...). M. Le Pen est un homme trop habile pour faire des gaffes (...). S'il y a une demande de levée parlementaire, je la voterai et je ne serai pas le seul » (*Le Matin*, 18 septembre 1987). Le président de l'Assemblée nationale lui-même, Jacques Chaban-Delmas, se dit « estomaqué et horrifié. » Harlem Désir lui demande une minute de silence, comme si Le Pen avait étranglé Élie Wiesel de ses propres mains. Victime d'une bouffée délirante, un conseiller de François Léotard lance : « Le Pen, on a l'occasion de le faire saigner à mort » ; il n'exclut pas qu'il soit dans l'incapacité de se présenter à la présidentielle (*L'Express* du 18 au 24 septembre 1987).

L'Union des étudiants juifs de France, dont le secrétaire général est Marc Biton, appelle à une grande manifestation le 17 septembre, devant le Palais-Bourbon, en compagnie de SOS Racisme, de la LICRA, de la Fédération des juifs de France et du Renouveau juif pour réclamer la levée de l'immunité parlementaire de la Bête immonde. Malgré le tam-tam médiatique, l'UEJF ne parvient à rassembler que quelques milliers de participants, parmi lesquels on

reconnait BHL, Marek Halter, Jack Lang, Lionel Stoléru ou Jean Pierre-Bloch, qui se croit toujours en 1945: « Le Pen, c'est le nazisme qui revient sur la face de la France ! » La chanteuse communiste Thérèse Coquerelle, alias Isabelle Aubret n'a point tout compris et croit astucieux d'observer: « Le Pen, rien que ce nom c'est un scandale » (*Le Matin*, 18 septembre). Dans la foulée, Marc Biton propose la création d'une « Haute Autorité morale chargée d'observer le déroulement de la campagne électorale. »

Au milieu de cette sinistre farce, dans *Le Monde* du 16 septembre, Alain Rollat circonscrit avec justesse le problème qui se pose dorénavant au FN: « Sans doute M. Le Pen a-t-il commis une lourde faute au regard de sa propre stratégie politique en détruisant en un instant tous les efforts déployés par son nouvel entourage pour tenter de faire oublier ces racines idéologiques. » L'analyse d'Arlette Lévy-Willard, dans le *Libération* du même jour, abonde dans le même sens: « Quatre ans d'opération séduction de la communauté juive pour rien. » *Le Quotidien de Paris* résume cette soudaine perte de crédibilité dans sa une fracassante: « Le Pen: retour au ghetto ».

Au sein du FN, il y a de l'eau dans le gaz ! Pour Pascal Arrighi, qui voyage au même moment en Israël en tant que vice-président du groupe Amitié France-Israël à l'Assemblée nationale, « c'est la débandade ». Pour Chambrun: « Nous sommes proches du naufrage. » Jean Sauvagnac, responsable du FN de la Meuse, claqué la porte du parti. Toutefois d'autres tentent de faire bloc pour sauver leur président de la noyade en haute mer. Le secrétaire général, Jean-Pierre Stirbois, veut désamorcer la polémique: « Jean-Marie Le Pen, c'est évident, gêne les partis de la bande des quatre parce qu'il est l'ami numéro un d'un très grand nombre de Français chaque jour plus nombreux. » Bruno Gollnisch, député FN du Rhône, essaie de prendre de la hauteur: « L'abomination, c'est le génocide. La façon dont ils ont été tués est secondaire par rapport à l'ensemble du problème du génocide. » Rien n'y fait, le hourvari est général.

Le vendredi 18 septembre, après s'être cloîtré plusieurs jours dans un mutisme inhabituel, Le Pen donne une conférence de presse dans les locaux du Palais-Bourbon afin d'accorder un maximum de solennité à sa déclaration. D'humeur exécrable, il a choisi la stratégie offensive. Il accuse le « lobby de l'immigration, véritable syndicat anti-Le Pen, d'avoir organisé et conduit contre moi ce procès en sorcellerie. Qu'ai-je donc dit à RTL qui puisse justifier ce véritable appel au lynchage ? Ma réponse était claire et, pour des gens de bonne foi, ne laissait planer aucun doute sur ce que je pense du martyr du peuple juif d'Europe par les nazis et sur la condamnation que je porte sur ce crime. Négligeant cela, mes ennemis, et avec quelle fureur, m'ont fait grief d'avoir dit que les chambres à gaz étaient un "détail de l'histoire de la Seconde Guerre mondiale", feignant de croire que ce mot était employé dans

une acception péjorative. Il s'agit là d'un procédé habituel du terrorisme intellectuel. Dans mon esprit, et d'ailleurs dans les dictionnaires, "détail" signifie "partie d'un tout". Or, la Deuxième Guerre mondiale dura six ans, fit plus de cinquante millions de morts. Chacun de ces éléments, si meurtriers, si atroce qu'il ait été, fut un élément de cette immense tragédie humaine. » Il dénonce « les camps de concentration où moururent par millions, juifs, tziganes, chrétiens et patriotes de toute l'Europe, et les méthodes employées pour mettre à mort les détenus: pendants, fusillades, piqûres, chambres à gaz, traitements inhumains, privations ». Il rappelle à ses « compatriotes juifs français » que « la France a le même amour pour tous ses fils, quelles que soient leur race ou leur religion. »

Sans s'excuser, Le Pen réaffirme au moins sa croyance en l'existence incontestable des chambres à gaz. Rien de neuf sous le soleil pour les observateurs neutres car il s'était déjà exprimé sur cette question lors d'une interview donnée à *National Hebdo* le 11 juin 1986, au cours de laquelle il avait affirmé que « tous les gens raisonnables admettent la mort en masse de juifs dans les camps nazis », soutenant qu'il s'en tenait « aux historiens professionnels, qui pensent aujourd'hui que les chambres à gaz n'ont fonctionné qu'en Pologne. » À l'époque, nul n'avait réagi.

Mais le mal est fait. La crise persiste en interne. Édouard Frédéric-Dupont, doyen de l'Assemblée nationale et apparenté FN, fait parvenir à Le Pen, par l'entremise d'Olivier d'Ormesson, une lettre dans laquelle il prie son chef de demander « pardon au peuple français » pour « l'énormité du propos ». Ulcéré, Le Pen le qualifie de « traîne-savate ». En 1988, Frédéric-Dupont se présentera comme RPR dans « son » VII^e arrondissement contre Marie-Caroline Le Pen, et gagnera sans difficulté.

Olivier d'Ormesson, président des parlementaires européens du FN mais surtout président du Comité de soutien de Le Pen à la présidentielle, a de son côté lui-même demandé à celui-ci de tenir une conférence de presse pour y présenter ses excuses. Le Pen a écarté cette possibilité. Aller à Canossa, jamais ! Sur conseil d'Ariel Sharon, qui s'est, dit-on, déplacé pour le rencontrer, d'Ormesson démissionne du comité du soutien, puis du FN. « Un fossé nous sépare: le révisionnisme », annonce-t-il à Le Pen. Son départ, aussi brusque qu'inattendu, est un revers terrible pour le Menhir.

Le 30 septembre, Théo Klein accorde un entretien au *Monde*. Il savoure son triomphe et contient difficilement sa joie. Sa revanche, il la tient sur Le Pen aussi bien que sur Torczyner, l'ami de Bronfman qui a cru pouvoir sauter au-dessus de sa juridiction: « Depuis quelques années, et particulièrement depuis qu'il est candidat à la présidence de la République, M. Le Pen essaie de se donner un nouveau visage. Il est allé chercher l'absolution auprès de nos coreligionnaires aux États-Unis, il a fait patte de velours auprès de Sir Alfred

Sherman en Grande-Bretagne; il cherche, curieusement, à l'extérieur, et pas tellement en France, une caution juive. Je crois qu'il a, purement et simplement, dérapé, en laissant échapper quelque chose qui est le fond de sa pensée. M. Le Pen – c'est le reproche que je lui ai toujours fait, et je n'en ajouterai pas d'autre – a introduit dans le débat politique français la discrimination, c'est-à-dire une arme pouvant conduire à tous les excès et à des Auschwitz nouveaux (...). Nous avons dit, il y a longtemps déjà, que l'on ne pouvait pas admettre, dans le débat politique français, des forces qui prônent la discrimination, car elles tendent à détruire la démocratie. Nous souhaitons qu'il n'y eût ni un système électoral qui favorisât ces forces-là, en leur donnant une apparente légitimité, ni des alliances qui leur permettent, d'une autre façon, d'accéder à cette légitimité. Notre point de vue n'a pas changé. Le système électoral a été modifié. Il reste des alliances extrêmement pénibles... ».

La presse s'empare du scandale et, tel un molosse, ne lâche plus sa proie. *L'Événement du jeudi* du 15 au 21 octobre fait sa une avec: « L'antisémitisme en France ». Bilan du dossier dirigé par Maurice Szafran: « Nos enquêteurs dans toute la France le confirment: le vieil antisémitisme français, qui désormais ne se dissimule plus, coïncide exactement avec l'électorat du Front national. » Palsembleu! Le commentaire par la rédaction d'un sondage Louis Harris est assez déroutant: « 1% des Français expriment ouvertement leur hostilité envers les juifs, c'est peu. Mais ce chiffre étonnant dissimule mal des mutations révélatrices d'un nouvel antisémitisme français. »

On nage dans un océan de fantasmagories, d'où ressort la curieuse impression de suivre un épisode de la série *The Twilight Zone* (« Nous sommes transportés dans une autre dimension... Un voyage dans une contrée sans fin dont les frontières sont notre imagination... », disait le générique).

Les premiers résultats de la campagne de diabolisation menée contre Le Pen ne se font pas attendre longtemps: deux librairies du camp national, Ogmios, rue des Pyramides, et la librairie Bleu-Blanc-Rouge, avenue de la Motte-Piquet, sont saccagées par l'Organisation juive de combat, au motif qu'elles sont suspectes de soutenir le leader du FN. Le 30 décembre, les locaux de *National Hebdo* subissent une attaque semblable. Au début de 1988 sort un ouvrage collectif, *Que faire de l'extrême droite?* (Éditions républicaines), avec la participation d'une belle brochette d'intellectuels engagés et de politiciens humanistes: Georges-Marc Benamou, André Bercoff, Hervé de Charette, Jean-Marie Domenach, Jean-Claude Gaudin, Jean-Edern Hallier, Marek Halter, Jean-François Kahn, Serge Klarsfeld, Jean Lecanuet, Claude Malhuret, Pierre Méhaignerie, Michel Noir, Philippe Sollers, Guy Sorman, Bernard Stasi. On peut y lire: « Les éliminer? Ah, je ne vous cacherai pas que la tentation est grande d'affirmer comme en 1968: pas de démocratie pour

les ennemis de la démocratie » (Benamou); « L'interdiction du droit à la parole est une méthode que je ne rejette pas tout à fait » (Sorman, libéral); « Ce sont 10% de microbes dans un corps sain » (Halter); « Ils sont très cons. Ce qui les caractérise, c'est leur idiote totale, leur inculture » (Kahn, centriste).

Au printemps 1988 la presse en remet une couche: *Globe* puis *Rolling Stone* publient une interview sordide de Pierrette Le Pen. Elle y évoque avec malignité « l'antisémitisme primaire » de son ex-époux. Avec son amant Jean Marcilly, elle accompagne tout sourire Georges-Marc Benamou sur le plateau de l'émission « Bains de minuit » de Thierry Ardisson, le 15 avril, où elle réitère ses propos terribles contre le Menhir – qu'elle relativisera par la suite, quand celui-ci, lui pardonnant son indidélité comme Edmond Dantès à Mercédès, la relèvera à Montretout...

Deuxième conséquence du procès en sorcellerie contre Le Pen: l'arrêt de la tentative d'union de la majorité RPR-UDF avec le FN. Seulement voilà: à la grande surprise des commentateurs, le 24 avril Le Pen enregistre un excellent score au premier tour de la présidentielle, en obtenant 14,38% des suffrages, soit 4 300 000 voix. *Tribune juive* titre: « Le vote de la peur et de la haine ». L'éditorialiste Seksik se lamente: « Cela va au-delà de toutes mes désespérances. » Le CRIF communique sur le ton du faire-part de décès: « Nous attirons très respectueusement et très fermement l'attention des candidats restant en lice contre toute tentative de capter les voix de ces électeurs par des arguments qui reprendraient sous une forme quelconque ceux développés par M. Le Pen, ou par des mesures qui faciliteraient l'implantation nationale, régionale ou locale du Front national. »

De fait, ne proposant rien de tel, Jacques Chirac n'est pas élu.

« On » a enrayé la progression de Le Pen, mais « on » ne l'a point tué. Le 27 avril Serge Klarsfeld, aux abois, peut dire au quotidien belge *Le Soir* que « Le Pen reprend la même démarche démagogique qu'Hitler, qui affirmait que le plus petit Allemand faisant partie de la race aryenne valait bien plus que tous les juifs et autres étrangers », sa diatribe fait chou blanc. En juin, aux législatives qui font suite à la dissolution de l'Assemblée nationale consécutive à la réélection de François Mitterrand, le FN dépasse la droite dans neuf circonscriptions (huit dans les Bouches-du-Rhône, une dans le Var). Un accord de désistement réciproque dans les Bouches-du-Rhône et le Var est passé avec la droite menée par Jean-Claude Gaudin et Maurice Arreckx. Mais, compte tenu du rétablissement du scrutin uninominal majoritaire à deux tours que le CRIF n'a cessé de réclamer au nom de l'Holocauste renaissant, le Front national perd son groupe parlementaire et n'est plus représenté à l'Assemblée nationale que par Mme Yann Piat, élue députée dans le Var.

Malgré ses succès électoraux, Le Pen est devenu un paria de la vie politique française. Tel était le but de la manœuvre : le rendre infréquentable. Ses chances d'accéder à la présidence sont considérablement réduites, et il en conscience. C'est le troisième contrecoup du « détail » : remonté à bloc, exaspéré, le Menhir en veut immensément au long cortège de ses détracteurs dont les bêtises moralisateurs lui ont fait perdre la crédibilité qu'il avait difficilement acquise depuis 1981. Certains ont tenté de lui faire porter la tunique de Nessus, il s'est rebellé. Se métamorphosant en comte de Monte-Cristo, il n'est guère disposé à pardonner les offenses, mais à rendre coup pour coup, sachant que son électorat goûte chez lui ce trait de caractère. Ses proches le savent : il a la rancune tenace. Depuis Montretout, il rumine sa vengeance.

Il la tient. Le 2 septembre 1988, lors de la clôture de l'université d'été du FN au Cap-d'Agde, il s'essaie à un calembour (de moyenne facture) portant sur le nom du ministre de la Fonction publique, Michel Durafour : « M. Dura-four et Dumoulin, obscur ministre de l'ouverture dans laquelle il a d'ailleurs immédiatement disparu, a déclaré : "Nous devons nous allier aux élections municipales, y compris avec le parti communiste car le PC, lui, perd des forces, tandis que l'extrême droite ne cesse d'en gagner". M. Durafour-crématoire, merci de cet aveu ! »

Le ministre interpellé se drape dans sa dignité outragée. Sur TF1, il a pour toute réponse que Le Pen « regrette le bon temps nazi et il souhaiterait le voir recommencer. » Le 5 septembre *Libération* titre : « Le venin ». Le ministère de la Justice engage des poursuites qui valent au Menhir une demande de levée de son immunité parlementaire déposée à Strasbourg. Le nouveau patron du CRIF, Jean Kahn (lequel a déclaré au *Quotidien de Paris*, le 11 février 1986 : « L'électeur juif est un électeur avec un supplément d'âme ») ne cesse, selon Guland, « de militer auprès des députés européens afin qu'ils se prononcent pour un geste réclamé depuis longtemps par l'institution juive ». La levée d'immunité est votée à 198 voix pour, 91 contre et 18 abstentions. D'abord condamné, Le Pen sera relaxé en appel en 1991. Deux ans plus tard, il est de nouveau condamné à 10 000 F d'amende.

Mais pour le moment, le FN doit affronter une nouvelle crise interne. Le Dr Bachelot, ancien député FN, a le nœud papillon qui se défait : « Il est odieux de revenir en permanence sur le problème juif ». Il qualifie Le Pen « d'incompétent ». Affolé, il appelle Jacqueline Keller, directrice du CRIF, pour se démarquer des propos de son président et lui assurer qu'il est profondément choqué « par son antisémitisme ». Ni une, ni deux, il est exclu du FN. Désabusé lui aussi, Pascal Arrighi décide de quitter la vie politique. Quant à Yann Piat, proche de Bachelot, elle a critiqué le président du FN et se voit exclue par le bureau politique ; elle se fera réélire sous l'étiquette du Parti républicain.

Dans l'arène politique, les hostilités reprennent. Alain Juppé, secrétaire général du RPR, interdit toute espèce d'accord local avec le FN, menaçant d'exclusion ceux qui s'y livrent. Toutefois si le tollé est général, cette fois Le Pen n'en a cure. Son cuir s'est tanné. Le 15 décembre 1989, il s'en explique au cours de l'émission « Objections » sur France Inter : « Je n'accepte pas de subir la dictature ni la persécution d'un certain nombre d'extrémistes juifs de gauche. » Il y revient dans *Le Choc du mois*, en janvier 1990 : « J'ai le sentiment, honnêtement, d'être un persécuté racial. D'être persécuté comme indigène français (...). Je dis que les gens qui font ces manipulations sont les artisans de l'antisémitisme. Ce sont eux qui créent l'antisémitisme. D'ailleurs, s'il n'y avait pas d'antisémitisme, comment marcheraient la LICRA et le Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples (MRAP) ? »

Le 5 décembre 1989, lors d'un débat sur la Cinq contre Lionel Stoléru, Le Pen avait osé lui demander s'il avait la double nationalité, française et israélienne, ce que celui-ci nia avec vigueur. Ce fut une nouvelle occasion pour les coryphées d'hurler à l'antisémitisme renaissant.

L'affaire du « détail » est alors en train d'être close au plan judiciaire. En 1987 la LICRA et le MRAP, assortie de huit associations de déportés, avaient entamé une action en référé devant le tribunal civil de Nanterre. Dix jours après l'émission, Le Pen était condamné à – un franc de dommages et intérêts. Le jugement était plus que dérisoire quand l'on songe aux effets de manche que le scandale a suscité. Le président du FN veut la relaxe. Mal lui en prend. D'appel en appel, il finit par se faire condamner le 18 mars 1991 à une somme globale – à répartir entre les différentes associations et en frais de publication – de un million deux cent mille francs ! Il semble inutile de faire suivre cette condamnation du moindre commentaire, tant elle parle d'elle-même.

Estimant être tombé dans un piège sournois, Le Pen ne s'excusera *jamais* pour cette affaire. Au contraire, il va s'employer à contresigner ses propos à la moindre occasion. Dans une interview pour le *New Yorker* donnée en avril 1997, puis en décembre de la même année à Munich, lors d'une conférence de presse tenue en compagnie de l'ancien Waffen SS Franz Schönhuber, qui vient d'écrire un livre intitulé *Le Pen, der Rebell*, il redit le peu de place que tiennent les chambres à gaz dans l'historiographie officielle et pimente son rappel en affirmant que « le peuple allemand a été le martyr de l'Europe ». Il récidive dans une interview donnée au mensuel *Bretons* de mai 2008, même s'il en demande l'interdiction de publication.

Le Pen avait contre lui les sionistes de gauche ; désormais les sionistes de droite le vouent à leur tour aux gémonies. Le mal est fait. Est-ce réparable ? Incurable optimiste, le Menhir a tendance à le croire. S'il peut se laisser aller à des joutes verbales en guise de représailles, il est également capable d'en-

dossier le rôle de Sisyphe roulant éternellement son rocher. Il ne lâche pas prise aussi facilement. Diverses occasions de lui sont offertes. Dans le magazine juif allemand de gauche *Semit* de mars 1989, il tente de se disculper: « Depuis longtemps déjà, mes ennemis cherchaient à enrayer la progression de mon mouvement en me discréditant auprès de l'opinion publique. Pour cela, il existe une arme absolue: l'accusation de racisme et d'antisémitisme. Le problème est qu'il n'existait pas d'élément permettant d'accuser Le Pen d'antisémitisme. La technique des journalistes a donc consisté à me harceler de questions à brûle-pourpoint sur la question juive, d'une part afin de créer le soupçon dans l'esprit du public, d'autre part afin de susciter chez moi un effet d'irritation propice à me faire lâcher un mot malheureux (...). Hitler, c'est indéniable, voulait éliminer les juifs à tout prix (...). Les chambres à gaz ont été un des moyens utilisés pour mettre à mort les juifs, les Tziganes et autres détenus des camps de concentration. » Sur Israël, pas question de lâcher du lest: « Je vous ferai remarquer que je suis le seul chef de file politique en France à m'être opposé à l'ouverture d'un bureau de l'OLP en France. J'ai été le seul à condamner les complaisances de l'opinion démocratique à l'égard d'Arafat parce que je ne crois pas que l'on doit négocier avec le terrorisme (...). Je reconnais au peuple palestinien le droit de posséder sa patrie terrestre et charnelle (...). Mais il n'est pas question pour moi d'une entité qui mette en péril la sécurité et la survie d'Israël. »

Néanmoins, depuis lors, l'allusion au révisionnisme (ou « négationnisme », selon le néologisme inventé en 1987 par l'historien Henry Rousso, qui ne se prive guère, lui, de nier le génocide vendéen, pourtant dénoncé en 1794 sous le terme de « populicide » par l'héroïque babouviste François, dit Gracchus, Babeuf) de Le Pen est devenue une question itérative, la « scie » de tous les journalistes sans idées. Avec quelle jubiloire désinvolture certains imaginent le président du FN et le professeur Faurisson débitant leur lot de blagues juives en dînant d'une fumante choucroute arrosée de chopes de bière soumise à la loi allemande sur la pureté dans la plus *select* des *Winstubs* de Vichy !

Ce qui n'a jamais été signalé, pourtant, c'est qu'en 1987, lorsqu'a éclaté l'affaire du « détail », les deux hommes ne s'étaient jamais rencontrés. Il faut croire que ni l'un ni l'autre n'y tenaient spécialement. Ils ne se croiseront qu'une seule fois, bien des années plus tard. Par hasard. La conversation ne dura que cinq minutes et ils n'échangèrent que des banalités d'usage.

Chapitre 14

CARPENTRAS, LA GRANDE MANIPULATION

« Rien à Paris n'est plus facile qu'assembler une très nombreuse canaille dans une place, un carrefour; elle accourt au moindre cri de qui que ce soit, écoutant avec attention ce qu'un boutefeu lui dit »

(Giovanni Giacomo Casanova, Mémoires)

Les profanations de cimetières sont des faits divers courants ne donnant point lieu, d'ordinaire, à un psychodrame national. Souvent, pour ne pas encourager les brindezingues, les autorités se gardent de leur faire de la publicité. Ainsi, lorsque dans la nuit du 20 au 21 avril 1981 des inconnus ont fiché une barre à mine dans le cadavre d'une octogénaire dans le cimetière chrétien de Saint-Pierre à Marseille en brisant le crucifix qui ornait son cercueil, aucun émoi particulier n'a soulevé le pays, bien que l'acte se soit déroulé deux semaines avant la présidentielle qui amena le Florentin au pouvoir. De même, lorsqu'en 1989, dans la région de Carpentras, une cinquantaine de sépultures d'un cimetière chrétien ont été saccagées, les cloches n'ont guère retenti dans l'hexagone.

La profanation du 10 mai 1990 est différente à tous points de vue. La situation politique nationale offrait d'abord un cadre idéal au déroulement d'une telle affaire.

La gauche morale se trouve alors en porte-à-faux avec les principes qu'elle défend. En avril, Christian Nucci, ancien ministre de la Coopération inculpé de faux en écritures publiques et privées, a bénéficié d'une amnistie dans le scandale du Carrefour du développement qui a secoué la fin du premier septennat socialiste. Il doit son salut à la loi du 15 janvier 1990 sur le financement des partis politiques. Réaction du président de la commission d'instruction: « C'est la première fois dans l'histoire que l'on amnistie des faits criminels ». L'inspecteur Antoine Gaudino, de la SRPJ de Marseille, qui s'occupait des fausses factures des partis politiques et notamment du PS, a été muté. Début mai, on apprend l'abandon des poursuites contre les élus de droite et de gauche du fait de cette même loi d'amnistie. Ces décisions scandalisent l'opinion qui soutient les « petits juges ».

Fin avril, la cote de Mitterrand est en chute libre. On parle de crise de leadership. C'est la « fin du président arbitre », lit-on dans les médias. A l'Ély-

sée, on craint l'usure des dix ans de pouvoir, qui avait entraîné le départ de de Gaulle en 1969. Mitterrand est également en difficulté avec la communauté juive : elle le bat froid depuis qu'il a reçu le chef de l'OLP Yasser Arafat à Paris en 1988. Dans le Sentier, on a déclenché les signaux d'alarme. À l'appel du CRIF, dix mille personnes ont apporté leur soutien à Israël. Des slogans hostiles à Arafat et Mitterrand ont été lancés. On a peint sur les banderoles « Mitterrand-Arafat : la honte ». Arafat est de nouveau à l'Élysée, avec l'ancien président américain Jimmy Carter, le 4 avril 1990.

À droite, la guerre fait rage entre le RPR et l'UDF. Charles Pasqua et Philippe Séguin plaident en faveur d'un RPR puissant, pivot d'une future majorité, tandis que Giscard d'Estaing milite en faveur d'une confédération de l'opposition pour noyer le RPR. Le parti gaulliste écarte toute possibilité d'alliance au sommet avec le FN, mais un rapprochement est tenté par Giscard, qui lance des piques contre l'immigration et laboure les terres du FN en s'en prenant aux avantages sociaux des immigrés. Il propose un référendum sur le code de la nationalité. Partisan d'un grand Parti du Centre, il a refusé, au mois de décembre 1989, de voter la levée de l'immunité parlementaire européenne de Le Pen lancée suite à l'affaire « Durafour-crématoire ». On lui reproche ses compromissions avec le FN en vue de la prochaine présidentielle. Le Pen a salué sa courtoisie. Interrogé par Anne Sinclair à « 7 sur 7 » le 1^{er} avril 1990, Giscard a répondu : « Oui, je suis courtois de nature et de fonction ».

Le FN pavoise. Dans l'opinion, il progresse. Aux municipales, il a confirmé son enracinement. En juin 1989, aux européennes, il obtient 11,73% des voix et 10 élus. Le 3 décembre 1989 Marie-France Stirbois (l'épouse du défunt secrétaire général du FN, décédé dans un accident de la route en 1988, remplacé depuis par Bruno Mégret) a gagné aux législatives partielles à Dreux face au « Front républicain » avec plus de 60% des suffrages.

Un certain nombre de faits divers sont imputés au FN – toutefois, la plupart se révèlent être des erreurs ou des trucages médiatiques. En mars 1990, à Roanne (Loire) et Saint-Florentin (Yonne), trois Maghrébins sont tués. De Lajoinie à Pasqua et Mitterrand, toute la camarilla politicienne fait chorus pour désigner Le Pen. L'enquête démontre que Roanne est un accident de voiture dû à un chauffard ivre ; quant à Saint-Florentin, manque de chance – le meurtrier est un jeune juif. Mars 90 toujours : à Grenoble, une jeune fille nommée Louisa Zemour, responsable locale de SOS Racisme, jure qu'elle a été tabassée par un militant du FN. La police démontre qu'elle est simplement tombée dans la poubelle en tentant de rentrer chez elle par le balcon. Elle est relaxée sous un motif esbroufant : « intoxication médiatique » !

On apprend en avril 1990 que le gouvernement a décidé d'inscrire à l'ordre du jour de la session parlementaire de printemps une proposition de

loi, présentée par le groupe communiste et rédigée par le député Jean-Claude Gayssot, pour modifier la loi sur la liberté de la presse de 1881 et accentuer la répression du racisme et de l'antisémitisme, notamment en privant de leurs droits civiques les personnes condamnées, ce qui entraîne l'inéligibilité. Gayssot réclame aussi l'interdiction de la liberté d'expression des révisionnistes, censure réclamée par le B'nai B'rith depuis 1987.

Du 30 mars au 1^{er} avril le FN a mené à Nice son huitième congrès, dont le thème est « La conquête du pouvoir ». Le 1^{er} mai, Le Pen crée un scandale lors de son discours clôturant le cortège en hommage à Jeanne d'Arc. Il dénonce l'atteinte aux libertés que mitonne Gayssot et appelle « à la vigilance, à l'action et à la discipline nationale tous les militants qui, si besoin était, recevraient les ordres que leurs dirigeants leur donneraient ». Aussitôt ce discours est détourné et transformé en incitation à l'insurrection. Le lendemain, Marie-France Stirbois, seule députée frontiste, manifeste son indignation en affirmant que la future loi Gayssot est « une négation du droit à être Français ».

Le 2 mai, Jean-Jacques Queyranne déclare que le comité directeur du Parti socialiste, tous courants confondus, qualifie le FN de « parti néo-fasciste » (*Le Quotidien de Paris*, 3 mai 1990). Le sémillant Laurent Fabius plaide pour « une vaste campagne contre l'extrême droite » puisque « la démocratie même est en cause ». Entre deux hoquets, Michel Rocard assure à l'Assemblée nationale que Le Pen « en appelle à la sortie de la légalité ». Jean-Pierre Chevènement dénonce « un nouveau pas franchi par l'appel à entrer dans l'illégalité ».

Le 4 mai, dans le Bas-Rhin, Chirac rognonne qu'il se refuse « toujours à admettre la moindre concession envers le Front national. (...) On n'a pas vu beaucoup de gens d'extrême droite dans la Résistance. » Le lendemain, Alain Juppé l'appuie, droit dans ses godillots : « Le Pen est un homme qui sue la haine et la violence ».

C'est dans cette atmosphère acéteuse que Le Pen est invité à « L'Heure de Vérité » le 8 mai. La veille de l'émission on apprend qu'elle est reportée au motif qu'il n'est point décent que Le Pen s'exprime le jour anniversaire de l'armistice de 1945. Son invitation est décalée au lendemain 9 mai. La veille de sa venue, Antenne 2 diffuse « De Nuremberg à Nuremberg » de Frédéric Rossif. La remembrance bat son plein.

Le mercredi 9 mai, à 22h30, le chef du FN se retrouve une nouvelle fois en face de François-Henri, marquis de Virieu. Il est interrogé par Alain Duhamel, Jean-Marie Colombani, Albert du Roy. Les questions sentent la naphtaline : de Gaulle, Pétain, la Seconde Guerre mondiale, la guerre d'Algérie. Le Pen s'en tire sans jeu de mots ni provocation inutile. Détendu, il ironise. Sa fille Marine, dans le public avec ses sœurs, rit aux bons mots de son père.

Reprenant une question posée par la Sofres aux cadres du FN, Jean-Marie Colombani, rédacteur en chef politique du *Monde*, demande au Menhir s'il « trouve que les juifs ont trop de pouvoir en France aujourd'hui ». La réponse du leader frontiste est en forme de boutade : « Ça dépend dans quel domaine ! Que les juifs aient beaucoup de pouvoir dans la presse, comme les Bretons en ont dans la marine, ou les Corses dans les douanes, ça ne me paraît pas discutable. » Nul ne constate de tension particulière sur le plateau. De Virieu rappelle que les derniers sondages accordent 15% d'intentions de vote au FN et reconnaît que, depuis un an, le parti « prend une autre dimension ». Le Pen a déclaré le matin même au *Figaro* que le FN était en train de devenir « le premier parti de droite ».

Le président du FN obtient un taux d'écoute supérieur à tous ses concurrents et un indice de réaction positive jamais constaté dans l'émission (*Minute*, 22-26 mai 1990).

Le lendemain matin, on découvre qu'une horrible profanation a eu lieu dans le cimetière juif de Carpentras.

Petite sous-préfecture du Vaucluse de 28 000 habitants à l'époque, Carpentras est baptisée « la Jérusalem du comtat venaissin » ; lorsqu'au XIV^e siècle, Avignon, distant de quelques kilomètres, est devenue cité papale, les juifs s'y sont réfugiés. Sa synagogue, classée monument historique, est la plus ancienne de France. Lors de la dernière présidentielle, Le Pen y a devancé Raymond Barre et Jacques Chirac au premier tour (28%) et a remporté 15% aux municipales de 1989. On y compte environ 500 familles juives (*Le Quotidien de Paris*, 17 juillet 1990). La communauté juive de la ville, laquelle est dirigée par le maire UDF Jean-Claude Andrieu, est composée en bonne partie de pieds-noirs plutôt favorables du FN. Le responsable du FN local, Guy Macary, est lui-même un juif pied-noir, para durant la guerre d'Algérie.

Situé à la périphérie nord-est de la ville, en limite de zone urbanisée, dans un parc de trois hectares, le cimetière juif est un lieu boisé, clôturé par un mur d'enceinte.

Le jeudi 10 mai vers 11h, Thérèse Grosajt et sa fille Béatrice, venues entretenir une tombe, découvrent avec horreur que les lieux ont été saccagés. Les ignominieux vandales sont allés jusqu'à exhumier le corps d'un octogénaire, Félix Germon. Prévenu, le gardien de la synagogue, Simon Kouhana, appelle le commissariat. Les premiers à arriver sur place sont des inspecteurs des RG. D'autres policiers les rejoignent, dont le commissaire Maignet et un photographe de l'identité judiciaire, accompagnés d'André Chapon, procureur de la République et des représentants de la communauté juive locale.

Certaines stèles sont brisées, des pierres tombales sont soulevées ; en tout, trente-quatre tombes ont été profanées. La scène la plus choquante est celle de l'exposition indécente du cadavre de Félix Germon. La dépouille est sur le dos, la tête en bas, étendue nue à côté de son cercueil forcé. On l'a disposée sur une pierre tombale toute proche. Un piquet de parasol rouillé se trouve entre ses jambes. Une plaque mortuaire en granit gris est posée au niveau des parties génitales et porte l'épithète « Souvenirs des voisins ». Un éclat de pierre gravé d'une étoile de David, arrachée sur une tombe voisine, est placée sur sa poitrine.

D'origine juive, Félix Germon, ancien expert et représentant en tapis orientaux décédé des suites d'une crise d'urémie, y a été enterré le 18 avril précédent. Comme le veut la tradition juive, sa sépulture n'avait pas encore reçu de pierre tombale.

La première réaction de la communauté juive locale est conforme aux habitudes des pouvoirs publics : elle ne veut guère donner de publicité à l'affaire. Le médecin appelé sur les lieux, le Dr Barcion, demande qu'on procède à une autopsie du cadavre, mais sa requête reste lettre morte. Le corps, manipulé par un rabbin et lavé par des employés des pompes funèbres Roblot, est remis dans le cercueil de sapin à 15h, avec l'aval d'André Chapon.

D'après les empreintes de pas relevées par les enquêteurs, les profanateurs étaient au moins quatre. Nulle inscription antisémite n'est découverte sur les lieux ; rien des habituels bombages ; aucun empreinte digitale. La serrure de la grille d'entrée n'a pas été forcée.

Le premier communiqué AFP tombe en début d'après-midi et annonce « qu'un corps a été découvert empalé » dans le cimetière juif de Carpentras.

Le ministre de l'Intérieur et des Cultes, Pierre Joxe (ancien officier de la Sécurité militaire en Algérie, membre du Grand Orient), est en déplacement à Nîmes (Gard), à cent kilomètres de là, où il préside une réunion contre les incendies de forêts. Alerté par le préfet du Vaucluse, il se rend sur place en hélicoptère, accompagné d'une équipe de télévision et de journalistes. À 17h, il visite le cimetière en compagnie du préfet du Vaucluse et des responsables de la communauté juive locale. Le Dr Freddy Haddad, président du Consistoire israélite de Carpentras, l'adjure de rester silencieux. Joxe s'y oppose avec une singulière fermeté : « Vous n'allez tout de même pas m'apprendre mon métier ! » Il décide de faire un maximum de bruit autour de l'événement.

Avant même son déplacement, il a fait une allocution solennelle devant les caméras depuis Nîmes : « Nous pensions que des abominations racistes qui sont des crimes contre l'humanité, ne pourraient pas se produire dans notre

pays, elles viennent de se produire hélas à l'égard de dépouilles mortelles. De tels actes de profanations barbares et criminels, demandent une condamnation solennelle et indignée qui s'exprimera à travers la France entière. »

Au journal de 20 heures sur TF1, Laurent Fabius, président de l'Assemblée nationale, déclare : « Je voudrais dire les choses d'une façon nette. Quarante tombes ont été profanées et dans l'un des cas on a sorti un corps qu'on a retrouvé avec un manche de pelle enfoncé dans l'anus. C'est de ça qu'il s'agit. On a tué deux fois ces gens. Profaner une tombe c'est comme tuer quelqu'un de vivant. Je voudrais qu'on réfléchisse à tout ça et que quand un certain nombre de déclarations d'exclusion, de haine, d'antisémitisme, de racisme, de xénophobie sont faites, c'est une violence terrible qu'on déclenche. » Comme le dit le présentateur Patrick Poivre d'Arvor, « un certain nombre de regards se tournent vers Jean-Marie Le Pen qui s'est exprimé hier soir. » Le journaliste Gérard Carreyrou déplore « ceux qui jouent avec des allumettes » et appelle « au sursaut ».

L'émotion gagne la France. Serge Klarsfeld, président de l'Association des fils et filles de déportés juifs, lance sa décrétole sur les ondes : « C'est la faute à Le Pen ! » (*Minute* 22-26 mai). Il développe sa pensée : « C'est un acte bestial. Le Pen a dit hier soir qu'il y avait trop de juifs dans la presse. Certains à sa droite ont traduit qu'il y a trop de juifs dans les cimetières » (*Le Monde* 12 mai). Quelques heures à peine après la découverte, Edgar Bronfman, président de l'*Anti Defamation League* américaine, dénonce la résurgence de l'antisémitisme en France.

Un lien entre la sortie de Le Pen sur Antenne 2 et la profanation est établi. Le Menhir devient l'homme à décharpir. Dans *Libération* du 11 mai, l'éditorialiste Marc Kravetz rappelle que le président du FN a souligné mercredi soir que les juifs avaient « beaucoup de pouvoir dans la presse ». Pour lui, la profanation est à inscrire dans ce contexte, qu'il définit comme une manipulation des « fantasmes d'exclusion » et autres « pulsions de haine ». Le même jour, *L'Humanité* signale que le 9 mai, lors de l'émission « L'Heure de vérité », Le Pen « ironisait sur le thème "trop de juifs" et sur la déportation ». Dans son éditorial, Claude Cabanes fait du style : « Un vent mauvais s'est levé dans notre pays : il répand le pollen empoisonné de l'antisémitisme ». Dans le *Figaro* du 11 mai, dans la rubrique « Opinions », Georges Suffert revient sur la prestation télévisée du Menhir : « Jean-Marie Le Pen (...) a sorti de son chapeau un délicat couplet sur le pouvoir juif dans la presse. (...) Comment un homme politique français a-t-il pu en direct, à la télévision, prononcer un tel discours sans provoquer immédiatement le départ des journalistes ? » Dans *Libération*, Florence Aubenas fantasme : « Un homme en kippa se penche à l'oreille de Pierre Joxe : "Un corps enterré il y a deux semaines a été empalé ; certains disent crucifié" ». Le même jour, Jean Santon s'essaye à la

littérature gothique dans *L'Humanité* : « Le cadavre se dresse au-dessus des tombes, empalé sur un parasol. »

Le 11 mai, sur Antenne 2, Pierre Joxe met explicitement en cause Jean-Marie Le Pen : « Au-delà de la condamnation qui je l'espère un jour frappera les coupables, il y a la condamnation à porter sur tous ceux qui contribuent à ce climat de haine, en particulier par des déclarations racistes, antisémites, d'intolérance, qui créent une banalisation de quelque chose qu'on ne doit plus voir et que nous avons connu pendant la guerre. Il faut combattre le racisme et ceux qui expriment des idées qui conduisent à de tels actes. »

Le Pen se trouve pour lors au Danemark, où il participe à une réunion des droites européennes. Les absents ont toujours tort. Mais le FN réagit vivement. Son secrétaire général, Carl Lang, condamne « avec la plus extrême vigueur l'horreur et l'ignominie de ce comportement barbare », gageant qu'il s'agit « sans doute d'une provocation ». Il soutient que « la bestialité des actes de profanation des tombes de Carpentras dénie à leurs auteurs le droit de se revendiquer de l'espèce des êtres humains ». Le conseiller régional FN du Vaucluse, Guy Macary, dénonce lui aussi « cet acte lamentable et monstrueux » (*Le Monde*, 12 mai 1990).

Flairant la manigance, Le Pen passe à l'attaque : « Je crois qu'il s'agit d'une provocation ignoble. Le fait que ce soit exécuté la nuit même de "L'Heure de vérité" s'inscrit trop bien dans le cadre de la loi antiraciste et les commentaires qui accompagnent cette découverte montrent bien que les professionnels de l'antiracisme et un certain nombre de leurs complices sont dans le coup (...). Nul plus que moi ne souhaite que toute la vérité soit faite sur cette infamie et que ses auteurs et leurs complices, si haut placés soient-ils, reçoivent le châtiment qu'ils méritent » (*Le Monde*, 12 mai 1990). D'après lui, il faut chercher les coupables du côté des communistes ou des « mouvement subversifs islamiques dont on sait qu'il ne portent pas spécialement dans leur cœur les juifs ». On ne se refait point.

Le prix Nobel de la paix Élie Wiesel s'en trouve défrisé : « Comment ose-t-il insinuer qu'il y a machination ? Un peu de décence tout de même. » Le ministre de l'Intérieur Pierre Joxe fronce ses broussailleux sourcils : « Le Pen, ce raciste provocateur, ferait mieux de garder le silence » (*Ouest-France*, 12-13 mai 1990). Dans *Le Monde* du 12 mai, la pimpante Claude Sarraute vomit « ce chien de Le Pen » qui ose évoquer une manipulation.

Les représentants de la communauté juive et la classe politique se dressent comme un seul homme. Le grand rabbin de France, Joseph Sitruk, est inspiré par sa muse : « Ce n'est pas le cadavre d'un juif qui a été profané, mais l'image de l'homme qui est atteinte ». Jean Kahn, président du CRIF, révisé l'histoire : « Même les Allemands, pendant la Seconde Guerre mondiale, ne

s'en étaient jamais pris, en France, à des corps ensevelis. » La LICRA souligne que le discours du 1^{er} mai de Le Pen « était un discours de haine civile » (*Le Quotidien de Paris*, 11 mai 1990). Le MRAP se risque à des déductions : « Quand un homme politique réhabilite Pétain, valorise ou justifie les barbaries nazies, et procède à une révision de l'histoire, comment s'étonner que certains passent aux actes profanatoires ? » (*Le Monde*, 12 mai 1990).

Le Premier ministre Michel Rocard voit dans cet acte « le résultat d'un banalisation de la haine ». Le président Mitterrand, dont l'apertise n'est pas aussi légendaire que ses exploits dans la Résistance, décide de sortir de sa réserve. Il juge cet « acte abject » ; ses auteurs doivent être « retrouvés et châtiés » : « À tous, je dis qu'il est temps de se ressaisir ». Il se rend au domicile du grand rabbin de France.

L'Assemblée nationale et le Sénat suspendent leurs séances en signe de deuil. Le cardinal de Lyon Albert Decourtray, président de la Conférence épiscopale, écrit une lettre au grand rabbin Sitruk : le 10 mai 1990 est l'une « des dates les plus sinistres de l'histoire de France ». Mgr Lustiger, archevêque de Paris, demande une journée de jeûne et de pénitence. Lionel Jospin, ministre de l'Éducation, écrit aux recteurs pour les enjoindre d'organiser, avec les enseignants et les élèves, une « réflexion sur le racisme et l'antisémitisme ». Henri Emmanuelli, secrétaire national du PS, certifie que « l'antisémitisme n'est que le signe le plus manifeste d'un retour des idées fascistes sur lesquelles le Front national construit son fonds de commerce électoral » (*Libération*, 11 mai 1990).

Le vendredi soir, Jacques Chirac, Michel Rocard et de nombreuses personnalités se rendent dans la synagogue de Neuilly en compagnie du grand rabbin Sitruk, d'Alain Goldman, grand rabbin de Paris, et de Benny Cohen, président du Consistoire de Paris.

Sans tarder, car on en a l'habitude, un front anti-Le Pen s'organise, qui permet à Mitterrand, avec l'aide des sionistes de gauche, de dresser un nouveau cordon sanitaire autour de Le Pen.

Le samedi 12, à l'appel du MRAP du Vaucluse, plus d'un millier de personnes, PC, CGT, LCR, Ligue de droits de l'homme, se rassemblent à Carpentras. Fernand Teboul, conseiller municipal FN de Sorgues, de confession juive, est expulsé du rassemblement par les gros bras du MRAP, ainsi que M^e Guy Macary, ancien bâtonnier, conseiller municipal FN de Carpentras. Des cérémonies comparables se tiennent dans toute la France. Au Puy-en-Velay (Haute-Loire), vingt-quatre associations, syndicats et partis politiques réunissent deux mille manifestants et vitupèrent contre le meeting que Le Pen doit tenir dans leur ville le soir même. Sur les banderoles, une formule choc : « Le Pen : les mots, Carpentras : l'horreur ». Le représentant de la Ligue des

droits de l'homme dénonce « la parole habile, biaisée, ambiguë de Le Pen, qui pénètre comme un poison le discours politique » (*Le Monde*, 15 mai 1990).

Une ville des Ardennes revient sur sa décision de louer une salle au FN le 14 juin ; boulevard Saint-Germain à Paris, une manifestation à l'appel du Mouvement de la jeunesse communiste réclame que « Le Pen soit bouté hors des médias » ; à Montauban, 2000 manifestants se réunissent « ensemble contre Le Pen ».

Le dimanche 13, à 11h30, un *kaddish* (prière des morts dans la tradition juive) est organisé au cimetière de Carpentras, en présence des représentants des autres religions monothéistes. Dix mille personnes, venues en cars de toute la France, entourent la veuve Germon. On remarque parmi elles André Lajoinie, président du groupe communiste à l'Assemblée nationale, Lionel Jospin, Pierre Bérégovoy, Jacques Chérèque, Jacques Toubon, Pierre Joxe en chapeau de feutre noir, le président du CRIF Jean Kahn, le porte-parole des évêques de France, le grand rabbin de Marseille, Jacques Chaban-Delmas et François Léotard, tous deux coiffés d'une kippa blanche. Le show-biz est représenté par Michel Boujenah et Enrico Macias. Ovadia Soffer, ambassadeur d'Israël, n'a pas manqué d'être là. Le président Mitterrand a délégué son directeur de cabinet, Gilles Ménage, non encore condamné dans l'affaire des écoutes de l'Élysée.

Pendant la durée de l'office religieux, célébré par le grand rabbin Sitruk, le maire de la ville, Jean-Claude Andrieu, demande aux habitants d'observer un quart d'heure de silence. Carpentras est déclarée « ville morte ». Sitruk fait le point : « Ne laissons pas dire n'importe quoi. Isolons les antisémites. La France n'est pas antisémite. Si elle en abrite quelques-uns dans son sein, c'est bien eux qui doivent être montrés du doigt : professeurs révisionnistes ou hommes politiques irresponsables. »

Les conseillers régionaux du FN (Guy Macary, Jacques Bompard, Jean Roussel, Raoul Collomb) tentent de pénétrer dans le cimetière. Ils en sont empêchés puis autorisés après accord du président de la communauté juive de Carpentras, Freddy Haddad. La LICRA déploie une banderole sur laquelle le chef du FN est dénoncé.

Un peu partout en France, de Metz à Bordeaux, des « cérémonies expiatoires » (*Le Monde*, 14 mai 1990) ont lieu. Selon un sondage TF1-BVA, 62 % des citoyens estiment que la profanation de Carpentras est « le principal problème actuel du pays » (*Libération*, 14 mai 1990) : « Ils sont certes 34 % à mettre tous les hommes politiques dans le même sac, mais 41 % en accusent un seul : Jean-Marie Le Pen. »

Au « Club de la presse » d'Europe 1, le ministre du Travail Jean-Pierre Soisson dénonce le « racisme foncier » du discours lepeniste. Au « Forum » de Radio-Monte-Carlo et de *Libération*, Simone Veil juge que « la droite et la gauche sont, chacune pour sa part, en partie responsables de la montée du Front national ». Pour elle, « certains propos, certaines attitudes mêmes de Jean-Marie Le Pen sont responsables du climat malsain qu'il y a actuellement en France ». Georges Marchais demande aux radios et télévisions « que les Le Pen et autres arrêtent de parader dans les médias pour y distiller leur poison ».

La mine compassée, le cardinal Lustiger, invité d'Anne Sinclair dans son émission « 7 sur 7 » sur TF1, s'exprime, une Bible posée sur la table ovale : « Le discours antisémite habite toute l'Europe occidentale depuis un siècle ». Il accuse le Front national d'être un élément participant à la dégradation du climat politique et dénonce la récupération du Nouveau testament et de Jeanne d'Arc par Le Pen.

Le lundi 14, sur RTL, l'éditorialiste macédonien Philippe Alexandre recommande la dissolution du Front national. Le président du CRIF accorde une interview au *Figaro* : « Depuis dix ans, le cheminement de la pensée du Front national marque une escalade, notamment avec le problème de la mémoire ».

À 18h30 se déroule une ébahissante manifestation de République à Bastille, à l'initiative du CRIF, rejointe comme de bien entendu (dirait Michel Simon) par la Ligue des droits de l'homme, la LICRA, le MRAP, SOS Racisme, le Grand Orient de France, la CGT, la CFDT et tous les partis politiques du PCF au RPR, à l'exclusion du FN. « Au bas mot, sans doute plus de deux cent mille personnes », note Philippe Boggio dans *Le Monde* du 16 mai. Guy Bedos, Enrico Macias, Patrick Bruel, Claude Lelouch, Gérard Darmon et autres puissants cerveaux du show-biz français n'ont pas omis d'être de la fête.

La manifestation est largement couverte par la tourbe médiatique. Les journaux du soir d'Antenne 2 et de FR3 sont réalisés en direct de la place de la République, à Paris. De semblables défilés se tiennent dans de nombreuses villes de France, rassemblant dix mille personnes à Marseille, cinq mille à Quimper, deux mille à Rennes...

Selon le président du CRIF, la manifestation parisienne n'a « aucun caractère politique ». Néanmoins, le Premier ministre Michel Rocard, Jacques Chirac, François Léotard, Alain Juppé, Jacques Toubon, Georges Marchais, le cardinal Decourtray, le recteur de la mosquée de Paris, les représentants de la franc-maçonnerie, tous les membres du gouvernement, le président de l'Assemblée nationale, tous les leaders de l'opposition, sont là au coude à coude, conduits par Jean Kahn, le grand rabbin Sitruk et le grand rabbin de Paris, sous une banderole portant l'inscription « Non au racisme, non à l'antisémi-

tisme ». *Le Monde* du 15 peut titrer en une : « La gauche et la droite se sont associées pour manifester avec la communauté juive ».

Pierre Bérégovoy assure : « Ce soir nous sommes tous juifs et antiracistes ». L'ancien frère Honorat du monastère de la Pierre-qui-Vire, François Léotard, a oublié la vertu cardinale de prudence : « Ce sont probablement les mots de Le Pen qui ont poussé à ces actes-là ».

Seul absent de renom : Valéry Giscard d'Estaing, officiellement retenu à Strasbourg pour la session de l'Assemblée européenne. Le soir-même, le chiraquien Toubon le moucharde : « Vous imaginez ce qu'aurait été la "une" des journaux si Chirac, lui, n'y était pas allé ? ». Le 20 mai, VGE s'aligne : « Je n'ai aucun contact, direct ou indirect, avec Jean-Marie Le Pen ou son mouvement. »

SOS Racisme distribue des autocollants « Le Pen les mots, Carpentras les actes ». Beaucoup de manifestants, tels Bernard Kouchner, le garde des Sceaux Pierre Arpaillange ou Édith Cresson, ont choisi de porter une étoile jaune sur leur cœur, où est inscrit en lettres noires le mot « juif ».

Dans *Le Monde* du 16 mai, Catherine Delsol rapporte que « les femmes sont au bord de l'évanouissement, d'autres sont évacuées en pleine crise de nerfs. Les barrières de sécurité commencent à s'effondrer, les gardes mobiles à s'énerver. Il y a de l'hystérie dans l'air. » On s'en douterait.

Et soudain, en tête du cortège, une bousculade, des cris et de vifs applaudissements : « François Mitterrand, encadré par des CRS, s'est joint à la foule serrée, vers 19h15 » (*Le Monde*, 15 mai 1990). Jean-Alphonse Richard remarque dans *Le Figaro* que « pour la première fois depuis la Libération, un président de la République française participe ainsi à une manifestation publique. » Il est venu accompagné de sa femme officielle, Danielle, aisément reconnaissable.

Valeurs actuelles du 21 mai observe qu'« un groupe d'étudiants juifs porte, au bout d'une pique, un grossier mannequin qui a l'allure de Jean-Marie Le Pen. Le leader du Front national, grimaçant, est vêtu d'un tee-shirt blanc et bleu de travail. Tous montrent du doigt l'effigie du leader du Front national en évoquant le crime de Carpentras (...) ». L'effigie de Le Pen, empaillée sur un manche à balai, est en effet revêtue d'un maillot portant l'inscription « Carpentras c'est moi ». Le mannequin est hissé par des militants du Bétar, qui brandissent un drapeau israélien. Une pénétrante odeur d'empyreume s'élève du ventre de Paris.

Dans *Le Monde* du 16 mai, Philippe Boggio souligne que dans cette manifestation qui se voulait silencieuse « on n'entendait rien d'autre que des slogans hostiles au Front national ». Il ajoute que « la place de la Bastille, vers

21h, devint nettement plus sioniste » : le « Bétar, groupe d'extrémistes pro-sionistes » est « revenu à moto vers la foule. Les drapeaux israéliens fleurissaient tout autour de la colonne. ».

Au cours de la manifestation la brasserie alsacienne « Chez Jenny », située à l'angle de la place de la République et du boulevard du Temple, est sacquée par le groupe paramilitaire juif. On la suspecte d'être un repaire de fascistes. On lit dans *Le Monde* du 16 mai : « "Oui ! Israël vivra" » C'est le signal. À coups de casque de moto, des jeunes – dix, puis vingt, trente et plus qui semblent sortis de nulle part – se ruent sur la vitrine de la brasserie. Des grilles sont arrachées. Des vitres volent en éclat. Un pan de cloison s'effondre sous la poussée. Un drapeau israélien est agité au-dessus de la mêlée. » Comble de l'ironie, *Le Figaro* raconte pour l'anecdote que lorsque les casseurs sionistes ont mis à sac la terrasse, « la brasserie n'abritait aucun "crâne rasé", mais la station israélite Radio Shalom... ».

Valeurs actuelles du 21 mai relève que les « jeunes beurs ou blacks, élément obligé des manifestations des gauche ou antiracistes depuis le milieu des années quatre-vingt, sont presque absents. Par "pudeur", comme le dira Harlem Désir, le président de SOS Racisme ? Ou par défaut de sympathie réelle à l'égard des juifs, comme le suggère un journaliste de *Libération* ? »

Dans *Le Monde* du 19, Hamadi Essid, ambassadeur de la Ligue arabe à Paris, fournit les raisons pour lesquelles il était absent du cortège : il pointe les « ambiguïtés (...) inhérentes à la personnalité de ceux-là qui n'allaient pas manquer d'être aux premières lignes de cette manifestation (...) : d'ailleurs, le drapeau d'Israël, depuis quelques jours déjà, était la seule bannière visible (...) », sans compter que le grand rabbin de France avait justifié la répression de l'Intifada dans les colonnes du *Monde* et que les dirigeants de la LICRA « hiérarchisent l'horreur et font profession de jeter l'anathème de l'antisémitisme sur toute critique du gouvernement israélien ».

À 20h45, un office œcuménique se tient à la grande synagogue de la rue de la Victoire à Paris (IX^e arrondissement). Trois mille personnes, salle comble, en compagnie du grand rabbin Sitruk, du cardinal Decourtray, du père Jean-Michel di Falco, porte-parole de l'épiscopat, du pasteur Jacques Stewart et d'un représentant de la grande mosquée de Paris. On signale la présence de Jacques Chirac et de l'humaniste juif Robert Badinter. Avant l'office, le bourdon de la cathédrale de Paris a sonné durant une dizaine de minutes.

Le soir, à la demande du CRIF, les six chaînes de télévision françaises (TF1, Antenne 2, FR3, Canal Plus, la 5 et M6) diffusent le film d'Alain Resnais, *Nuit et Brouillard*, sur les camps de concentration nazis. Les droits de diffusion sont cédés à la LICRA ; c'était bien le moins que l'on pût faire.

À l'heure de la manifestation, le président du FN aurait dû tenir une conférence de presse ; il a été remplacé sans explication par le délégué général du FN Bruno Mégret. Entouré de plusieurs membres du bureau politique, Mégret dénonce « l'exploitation inqualifiable » des événements par « la classe politique ». Selon lui, le ministère de l'Intérieur s'est transformé « en ministre de la Propagande qui pratique la politique du bouc émissaire. Cette politique s'accompagne d'un quasi-appel au crime. » *Libération*, *L'Express* et *Le Nouvel Observateur* ont boycotté la conférence.

Le bureau du FN apporte son soutien à Jean-Marie Le Pen, victime, selon lui, de « diffamation d'État » (*Le Figaro*, 15 mai 1990). Lors de la réunion de ce bureau, Pierre Sergent, ancien dirigeant de l'OAS-Métropole, conseille au FN de nouer contact avec le grand rabbin Sitruk, mais sa suggestion n'est pas retenue étant donné les échecs auxquels ont abouti les précédentes tentatives.

Levraudé, Le Pen révèle dans *Le Figaro* du 14 mai que Pierre Joxe lui a affecté de nouveaux gardes du corps des services officiels du ministère de l'Intérieur pour sa protection. Il décrit la manifestation de lundi comme une « deuxième profanation de la part des faux facturiers qui se lavent ainsi de leur ignominie », précisant qu'il n'est « pas un déterreur de morts » (*Le Quotidien de Paris*, 16 mai 1990). Guy Macary n'exclut point « l'hypothèse d'un coup monté » (*Le Figaro*, 16 mai 1990).

Le 15 mai « Les Dossiers de l'écran », sur Antenne 2, ont pour thème : « La liberté pour tous ou pas de liberté pour les ennemis de la liberté ? ». Le Pen est au cœur du débat.

Le Monde du 16 mai titre en une : « L'ampleur de la manifestation antiraciste renforce l'isolement du Front national ». Le président du Parti républicain, François Léotard, déclare sans ménagement que « l'opposition libérale doit rompre définitivement avec le Front national ».

Dans le même journal, Jean-Marie Colombani livre son analyse avisée : « La façon dont M. Le Pen lui-même a réagi lundi après-midi montre qu'il a sans doute mesuré le danger qu'il court. À moins de découvrir, dans les jours qui viennent, une main islamiste à Carpentras, on voit mal qu'il puisse éviter de subir le contrecoup de l'onde de choc du 14 mai ».

Mercredi 16, les défilés se poursuivent dans la France entière. On compte cinq mille personnes à Caen, trois mille à Amiens, quatre mille à Clermont-Ferrand – avec, au premier rang cette fois, Valéry Giscard d'Estaing.

Le même jour, dans l'hémicycle du Palais-Bourbon, Laurent Fabius, après avoir demandé une minute de silence, prononce un discours sur les profana-

tions, écouté debout par tous les députés et membres du gouvernement. On n'eût pas fait moins pour la mort d'un chef d'État étranger.

Le 17 mai, une résolution d'une page et demie est adoptée par le Parlement européen sur Carpentras (*Journal officiel des Communautés européennes*, n°C 149/123, jeudi 17 mai 1990): «horrifié» par les actes de profanation dans les cimetières juifs, il condamne le révisionnisme, l'antisémitisme et le racisme, ainsi que tous leurs représentants, et «charge son Président de transmettre cette résolution au Conseil mondial juif et au grand rabbin de France».

Sous la plume de Pascale Robert-Diard, *Le Monde* du 18 mai pose enfin la question que tout le monde a sur les lèvres: «Faut-il interdire le Front national?». La responsabilité du «terreau idéologique» de ces «manifestations de haine»? «La majorité des députés n'hésitent pas à l'imputer à M. Jean-Marie Le Pen». Un sondage CSA effectué entre les 14 et 15 mai et publié par *Le Parisien* du 17 montre que 55% des interrogés considère le FN comme un «parti antisémite». Selon un sondage Sofres, réalisé aux mêmes dates et publié par *Le Nouvel Observateur*, pour 66% des sondés le FN et son président ont «une part de responsabilité en profondeur dans ce qui s'est passé à Carpentras». Pourtant, personne en position d'autorité ne se résout encore à envisager sérieusement la dissolution du FN.

Dans *L'Événement du Jeudi* du 17-23 mai, Jean-François Kahn écrit: «Il faut (...) choisir: l'extrême droite raciste ou la France.» En couverture du magazine: la photo d'une foule prétendument prise à la Bastille; il s'agit en réalité d'un cliché de Berlinoïse venus célébrer la destruction du «mur de la honte»! Pourquoi ce montage? Kahn a «exigé un cliché sans kippa, confesse l'un de ses proches collaborateurs» (*Minute*, 30 mai 1990). Cachez cette calotte ostentatoire que je ne saurais voir...

Le 19, dans *Le Figaro* et *Le Monde*, paraît un encart de Jean Kahn sous le titre: «Le CRIF remercie». Il cite pêle-mêle la «population parisienne», le président de la République, le Premier ministre, «un grand nombre de membres du gouvernement», le maire de Paris, «de nombreux élus», «toutes les autorités religieuses et morales», «les organisations des droits de l'Homme, syndicats et francs-maçons qui ont contribué à la réussite de cette grande manifestation».

Le 22 mai, le titre de l'émission «La Marche du siècle», présentée en direct sur FR3 par Jean-Marie Cavada (réalisateur: Serge Moati) est «De Nuremberg à Carpentras». On y projette un extrait d'une trentaine de minutes du film *Shoah*, qui ressort opportunément au cinéma St-Germain-des-Près le 30 mai. En compagnie de déportés, les invités principaux sont: l'homme qui a rencontré Dieu, André Frossard, celui qui a rencontré Henryk

Gawkowski, Claude Lanzmann (en duplex de Tel Aviv), BHL, le grand rabbin Sitruk. Le néo-philosophe, chemise blanche et pantalon noir, entend extirper le discours du FN: «L'antisémitisme a des racines françaises (...) Le FN est ouvertement antisémite. On ne l'a pas assez dit. (...) Si demain 15% de Français votaient pour Le Pen ce serait un déshonneur. Bravo aux hommes politiques, Chirac, Noir, Giscard, qui ont dit qu'ils ne pactiseraient pas!» Sur fond bleu, Claude Lanzmann s'emporte: «Chacun sait que Le Pen est antisémite, cela n'a pas à être prouvé, cela n'a pas à être établi! (...) Il y a une mythologie de la puissance juive qui est insupportable et fausse.»

Le 23 mai, *Actualité juive* interroge Claude Lalloum, directeur de l'Agence juive, à propos des deux mille dossiers d'*alyah* qui auraient été déposés à son bureau en une semaine depuis la profanation: «Il faut remonter à la guerre de Kippour ou des Six jours pour assister à un tel phénomène (...). Le Fonds social (juif) a commandé un rapport sur les Juifs de France. Il ressort que 22% d'entre eux pensent en termes d'*alyah*. Carpentras leur a donné "l'opportunité" de la réaliser.»

La liste des villes refusant les meetings de Le Pen s'allonge: Villeurbanne, Vichy, Angoulême, Lorient, Poitiers – et même La Trinité-sur-Mer. Jean-Christophe Cambadélis lance une pétition «Pas de salle pour le Front national», signée par 250 personnalités dont Maurice Sinet (Siné), Philippe Sollers, Roger Lévy dit Hanin, Serge Gainsbourg, Pierre Arditi, Alain Bashung, Johnny Hallyday.

Le 24 mai, dans *Le Nouvel Observateur*, le sociologue de gauche Alain Touraine écrit: «Il faut avant tout dissoudre le Front national.» Deux pages plus loin, Marguerite Donnadiéu dite Duras extravague: «Chaque matin, dans ma tête, je tue Le Pen de toute ma force. Dès que je me réveille je recommence à le tuer. Je n'ai jamais regardé Le Pen sans voir la mort dans les yeux.»

Pendant ce temps, l'enquête sur la profanation piétine: «Malgré les dizaines d'enquêteurs envoyés sur place, malgré les nombreuses auditions effectuées dans les milieux d'extrême droite, malgré, en fin de compte, tout le poids de l'État qui s'est, au plus haut niveau, associé au choc émotionnel ressenti par les Français, les résultats de l'enquête à ce jour se résument en un mot: rien» (*Le Quotidien de Paris*, 19 mai 1990). Seule indice véritable? Cinq empreintes de chaussures de grandes tailles, dont une de type rangers. Aucun périmètre de sécurité n'a été établi. Le défilé des personnalités, puis les rassemblements, ont rendu toute recherche impossible.

L'hebdomadaire *Minute* du 22-26 mai informe ses lecteurs que Pierre Joxe «a menti sur la date des faits en prétendant que la profanation était intervenue après "L'Heure de Vérité". On sait maintenant que c'est dans la nuit qui

a précédé l'émission que la profanation a eu lieu. Et qu'elle n'a été découverte qu'avec retard ! Dans le même hebdomadaire Robert Hemmerdinger fait publier la semaine suivante un encart signé du Comité national des Français juifs : « Récompense 100 000 F – À toute personne fournissant des renseignements susceptibles d'être utilisés par la police pour arrêter les auteurs du forfait de Carpentras. Discrétion assurée. »

L'heure des révisions déchirantes approche. Le 5 juin, *Le Monde* admet que « l'enquête a dérapé » ; sous la pression de la piste indiquée par Joxe, les policiers ont négligé l'enquête de voisinage, ne recueillant que trois jours plus tard les témoignages des riverains.

Jean-Moïse Braitberg écrit le 7 juin dans *Le Quotidien du Paris* : « L'empalement dont avait fait état d'une manière très réaliste Laurent Fabius (...) est un mythe. Un mythe volontairement créé par une partie de la classe politique pour susciter une bien naturelle réaction d'horreur dans l'opinion (...). Il est, en effet, évident que la profanation de Carpentras n'aurait jamais entraîné une telle émotion si la profanation, désignée sans preuve comme antisémite par Pierre Joxe, n'avait revêtu le caractère barbare qu'on lui a prêté ». Braitberg se demande si, compte tenu de l'instrumentalisation politique qui en est faite, la profanation n'est pas une « manipulation ».

Monique Guemann, procureur de la République de Nîmes et grande figure du Syndicat de la magistrature, révèle sur TF1 la conclusion du rapport des deux médecins légistes ayant examiné le cadavre cinq jours après les faits : le corps de Félix Germon n'a « apparemment pas été empalé », même s'il y a peut-être eu « intention » de le faire avec un piquet de parasol appartenant au cimetière (l'accessoire sert à marquer les futures tombes), et « glissé sous le corps », dans le pli fessier. Les experts écrivent : « Il est certain que le pied du parasol a été glissé sous le corps » et « n'a pas été introduit dans le rectum ».

Michèle Cotta, dans *Le Parisien* du 8 juin, se range à leurs avis : « Le cadavre (...) n'avait, apparemment, pas été empalé. »

Il n'y avait donc pas d'empalé, mais deux empaleurs imaginaires, Joxe et Fabius. Le seul empalé de cette affaire a été le mannequin de Le Pen, porté par le Bétar.

Le 13 juillet, loi Gayssot est votée grâce à l'effet Carpentras. Le Pen se voit retirer l'autorisation de tenir les 14 et 15 septembre à l'hippodrome d'Auteuil la fête traditionnelle des BBR. La stratégie de Mitterrand fonctionne à merveille : un sondage montre que le FN est nanti de 14,5% d'intention de vote, devançant l'UDF de 3 points. La cote personnelle de Le Pen n'a jamais

été si haute : 16% ! Les Français sont sortis de leur sidération. L'opposition fait la grimace.

Même le président de la communauté juive d'Avignon se demande dans le *Quotidien de Paris* du 17 juillet si « nous n'avons pas fait l'objet d'une récupération politique. Beaucoup d'entre nous ont eu le sentiment qu'on s'était joué d'une communauté en exploitant ses peurs. » Quant au grand rabbin de France Sitruk, revenant d'Israël où il avait déclaré que « chaque juif français est un représentant d'Israël », le voilà qui dit durant l'été au *Figaro* : « Qui sont les responsables ? Ce n'est pas important. » Pas important ?

À la rentrée, le sociologue de gauche Paul Yonnet jette un pavé dans la mare avec un article paru dans la revue dirigée par l'historien Pierre Nora, *Le Débat* (« La machine Carpentras—Histoire et sociologie d'un syndrome d'épuration », n°61, Gallimard, septembre-octobre 1990). Il y dresse un réquisitoire terrible contre l'ensemble des médias. Pour lui, « il n'est pas possible de relever la moindre équivoque dans les condamnations spontanées qui s'élèvent des rangs du Front. » Dans *Le Point* du 5 novembre, Yonnet explique que l'intervention de Pierre Joxe a été décisive « car elle agrège les éléments du climat et enclenche le mécanisme. Soit il a été mal informé, soit, prisonnier de la machine, il ne pouvait pas dire autre chose, mais, d'après les premières constatations, il n'y avait aucune relation évidente entre la profanation et "L'Heure de vérité" de Le Pen, ni avec d'autres propos antisémites. Pierre Joxe a donc volontairement initié le front anti-Le Pen. » Yonnet ajoute : « Le but de la machine : la fracture irréversible entre le Front national et le reste de la société suivie de sa mise à mort politique ».

À l'occasion du premier anniversaire de la profanation, Jean-Claude Guillebaud écrit avec aplomb dans *Le Nouvel Observateur* du 23-29 mai 1991 : « Le danger d'une forme de judaïsme, lié à un sionisme inconditionnel et faisant régner une terreur intellectuelle au nom de l'Holocauste, fut dénoncé plusieurs fois ici-même. »

En 1993, le FN Guy Macary obtient 21% des suffrages à Carpentras, soit deux points de mieux qu'en 1988.

Les mois et les années filent. Les fausses pistes se multiplient *ad libitum*. Le 18 septembre 1995, dans l'émission « Témoin n° 1 » de l'ami personnel de l'extraterrestre de Roswell Jacques Pradel, M^e Gilbert Collard, avocat du cousin de Mme Germon, dénonce à grand fracas le « mensonge d'État » : « On sait aujourd'hui que le Front national n'est pas responsable de cette profanation ». Il provoque une révolution médiatique. D'aucuns accusent une bande de jeunes garçons de Carpentras, qui auraient obéi aux règles idiotes d'un jeu de rôle. Une certaine Jessie Foulon, 24 ans, désigne le fils du maire, Olivier Andrieu. En tapinois, Le Pen la rencontre par l'intermédiaire de Guy

Macary, la mère de Jessie ayant été cliente de ce dernier dans une autre affaire. Ni l'un ni l'autre ne croient à sa thèse.

Heureusement pour eux : la demoiselle ne tarde à être démasquée quand elle refuse d'être confrontée à ceux qu'elle accuse. Un expert psychiatre diagnostique une personnalité hystérique avec possibilité de fabulation ; il conclut qu'elle n'est point un témoin fiable.

Le 24 septembre 1995, à la Fête des BBR, Le Pen exige les excuses publiques des plus hautes autorités françaises. Le samedi 11 novembre suivant, le Front manifeste à Carpentras, rassemblant quelque dix mille sympathisants. L'état-major du FN est réuni sur un podium portant une vaste inscription « 1990 : Carpentras machination. 1995 : Carpentras réparation. » Le Menhir revendique une « réparation proportionnée à l'offense » et proclame son innocence. Bruno Mégret, délégué général du FN, lance un avertissement : « Le boomerang de cette machination est en train de revenir sur la classe politique ». Joxe, devenu premier président de la Cour des comptes, est l'une des principales cibles de la manifestation. Le Pen s'y défend de « tout antisémitisme, racisme ou xénophobie ». Il affirme que la parti s'adresse « toujours aux Français de toutes races et religions » – osant même : « Nous préférons les juifs français aux juifs étrangers. »

Le lendemain, le président de la LICRA, Pierre Aïdenbaum, tient une conférence de presse. Lui persiste et signe : « Jean-Marie Le Pen est naturellement responsable de la profanation, il y a cinq ans, du cimetière israélite de Carpentras » (AFP, rapporté par *Présent*, 14 novembre 1995).

L'affaire est plus ou moins résolue l'année suivante. Le 30 juillet 1996, financièrement « au fond du trou » (*Le Figaro*, 12 mars 1997), un employé de sécurité privée, du nom de Yannick Garnier, grand costaud de 1,96 m, décide de tout avouer. Le malheureux serait désespéré. Il a voulu monter une société de gardiennage qui a coulé : « Entre les crédits, les impôts et les charges, j'ai des dettes et je ne trouve pas de travail pour les payer. Je considère que je suis à un tournant de ma vie. Je me retrouve au fond, je dois d'ailleurs être expulsé de mon appartement ce soir », déclare-t-il à des agents de police. Un « tournant » ? Cela se négocie. Lors d'une perquisition chez lui, on ne trouve aucun tract nazi ni FN, juste une biographie du général Bigeard, un livre sur la Légion, d'autres sur les chiens et le bouddhisme.

Curieusement, Garnier n'a pas poussé la porte du commissariat le plus proche – mais celle des Renseignement généraux d'Avignon. Pourquoi fichtre ? Parce que le père d'un de ses amis y travaille, dit-il. Il l'a déjà rencontré « plusieurs fois chez lui. » La mère d'un autre de ses amis, marchand de disques, travaille également aux RG ; il s'est même rendu dans les locaux pour lui apporter des fleurs pour la fête de mères... Perspicace, le fonctionnaire de

police qui le reçoit estime qu'il est possible que Garnier se soit adressé aux RG en pensant que ce service, disposant de relations diverses, pourrait l'aider dans sa recherche de travail.

Garnier balance les noms de quatre anciens skinheads avec lesquels il a fait le coup : Jean-Claude Gos, Patrick Laonegro, Bertrand Nouveau, Olivier Fimbry.

Hélas, Jean-Claude Gos, deux fois condamné à de la prison ferme pour coups et blessures volontaires, est décédé en banlieue d'Avignon dans un accident de moto en décembre 1993, de nuit et sans témoin. Deux ans plus tard, à la mi-octobre 1995, on a repêché dans le Rhône le corps du responsable de l'accident, Rachid Belkir, un tenancier de bar connu pour ses liens avec des trafiquants de drogue ; il a deux blessures par balle à la poitrine et ses pieds sont lestés de 70 kg de ciment.

Hélas encore, c'était Gos le chef de la bande, le meneur. À l'époque, cet ex du Parti nationaliste français et européen (un groupuscule néo-nazi noyauté par la police), agent de service dans un lycée, avait vu les policiers débarquer chez lui trois jours après la profanation, mais son interpellation n'avait – étrangement – débouché sur rien.

Patrick Laonegro, magasinier de profession, avait lui aussi été perquisitionné, sans être davantage inquiété. Lui aussi est un ex-membre du PNFE, où il n'est resté que quelques mois. Il est considéré comme l'intellectuel du groupe. Signe particulier : depuis 1987, soit trois ans avant la profanation, il collabore étroitement avec les RG d'Avignon (Nicole Leibowitz, *Actualité juive*, 20 mars 1997). Au sein des RG, le fonctionnaire de police Jean-Marc Buron, spécialisé dans les partis d'extrême droite, signale sur un PV qu'il connaît le personnellement ; il le « voyait de temps en temps », dans les bars ou sur son lieu de travail ; le but était de savoir « qui il fréquentait ». Leur dernier rendez-vous antérieur à la profanation ? Février-mars 1990, à peine deux mois avant les faits... On se perd en conjectures quand on apprend que l'alibi de Laonegro, lorsqu'il a été placé en garde à vue en mai 1990, « pouvait paraître fragile » aux yeux du Parquet, puisqu'il ne reposait que sur la courte déclaration d'une jeune fille connaissant des problèmes psychologiques.

Nul membre du petit groupe n'a oncques milité au FN. Nul tract ni document du FN n'a été retrouvé chez eux. Bertrand Nouveau se souvient : « Selon les propres propos de Jean-Claude Gos, le Front national présidé par Jean-Marie Le Pen était trop démocratique » (dossier DGP). Lorsqu'il est arrêté, Fimbry est quant à lui militaire à Colmar, médaillé de la Défense nationale.

Garnier passe aux aveux devant le commandant de police Jacques Dumontier, de la SRPJ, auprès de qui les RG l'ont envoyé. Il raconte qu'il a été

intégré dans la horde au sortir de l'armée, un ou deux mois avant la profanation, par son ami de classe Bertrand Nouveau. Le soir de l'opération, celui-ci l'a appelé vers 22h pour se rendre chez Laonegro. Garnier croit qu'ils vont « faire une ratonnade ». Non point; Laonegro lui explique qu'ils vont filer d'Avignon à Carpentras pour déterrer un « mec » dans le cimetière afin de « faire un grand coup qui n'a jamais été fait » (procès verbal DGPN). Il y a le matériel *ad hoc* dans les voitures de Gos et Laonegro. Le quarteron déboule à Carpentras vers minuit. Garnier « pense que les lieux avaient été repérés », car Laonegro s'est dirigé « directement vers une tombe ». Ils sont allés vers la « plus facile à faire ». L'un d'entre eux a tenté de décapiter le cadavre. N'y parvenant guère, il « a essayé de l'empaler une première fois, sans y arriver. » En repartant, Laonegro demande de « casser le maximum ». Ils s'enfuient dans les voitures de Laonegro et de Gos. Puis tout ce joli monde se disperse.

Après s'être promis de se taire pour des raisons de sécurité, le groupe va peu à peu se dissoudre.

Bertrand Nouveau se rappelle que la profanation a été commise la veille de l'émission de Le Pen. Le pieu du prétendu empalement a finalement été utilisé comme *tuteur* pour *tenter* de mettre le corps debout.

Tout est au final de la faute du mort: Gos. Forcément. C'est Gos qui a décidé de « sortir le corps ». C'est Gos qui a tenté de le décapiter. Et c'est encore Gos qui s'est emparé du parasol. Le tout s'est effectué « dans un quasi-silence », dit Garnier (*Le Monde*, 20 mars 1997).

Le 24 avril 1997, le tribunal correctionnel de Marseille condamne Laonegro et Fimbry à deux ans de prison ferme. Garnier et Nouveau, qui ont « admis et intégré le caractère odieux de leurs actes », prennent 20 mois ferme. Le jugement est assorti d'une somme (dérisoire) de 50 000 F de « dommages et intérêts » pour Mme Germon. Au procès, le substitut Fabienne Roze reconnaît « l'échec policier et judiciaire ». Elle concède que « Le Pen n'est pas le cinquième homme » (*Libération*, 21 mars 1997).

Il est certain que les cinq zombies ne sont pas les coupables que Joxe, le CRIF et Mitterrand voulaient voir impliquer dans l'affaire. Toutefois, la piste policière ayant échoué durant six ans, l'incapacité des enquêteurs a rendu possible la diffusion de fausses nouvelles et une opportune instrumentalisation de l'événement.

Condamné à 20 mois de prison, Yannick Garnier bénéficie pour sa part d'une libération conditionnelle à mi-peine, en juillet 1997: il sort deux mois après le jugement du tribunal correctionnel de Marseille. On peut s'interroger sur les motifs d'une telle indulgence, au vu des faits commis et du tapage si pathologique qu'ils ont déclenché dans le pays.

Rédactrice en chef adjointe au *Nouvel Observateur*, Nicole Leibowitz écrit dans *L'Affaire Carpentras* (Plon, 1997) que « la façon dont Garnier » a fait « irruption dans le paysage n'apparaît pas tout à fait crédible »: « Ses acolytes ne se montreront jamais. Lui accepte de se laisser photographier. On dirait même, tant on le verra à la une de tous les journaux, qu'il tend son visage à la caméra. Pourquoi? Et qui, en effet, peut croire au repentir subit de ce néonazi? ». Bonne question.

Leibowitz interroge la sœur de Gos: « Mon frère trouvait que c'était une connerie de voter Front national (...) Le Front national s'adresse aux bourgeois. » Fin de l'histoire.

Dans son livre *Je ne sais rien... mais je dirai (presque) tout* (Plon, 2007) Yves Bertrand, directeur des Renseignements généraux de 1992 à 2004, s'interroge à son tour sur cette déconcertante affaire: « François Mitterrand (...) tenait là l'occasion qu'il cherchait pour diaboliser le Front national après avoir puissamment contribué à son émergence. La phase A de son plan étant accomplie – un FN à 15% privant la droite parlementaire de plusieurs millions de voix –, il fallait passer à la phase B: rendre définitivement impossible toute alliance, même locale, entre cette même droite et les lepénistes. Le fait est que le piège a parfaitement fonctionné: après Carpentras et l'imputation de ce crime à Le Pen, les rares élus de droite qui ont osé nouer le moindre accord électoral avec son parti ont été frappés du sceau d'infamie! (...) En quelques jours, le piège tendu par Mitterrand s'était refermé. Le Pen étant assimilé à un nazi, la droite se voyait imposer une alternative: ou se déshonorer, en comptant, pour gagner, sur les voix d'un émule de Hitler; ou sauver son honneur, en acceptant un front républicain autour du gouvernement... En se privant, donc, des voix lepénistes nécessaires pour battre le Parti socialiste! (...) Comme tous les services de police, nous étions mobilisés jour et nuit. Du côté du Front national, bien sûr, comme on nous y avait fortement incités, mais de tous les autres aussi. Nous avons cherché des fils de famille de la région connus pour leur goût des jeux de rôle, et dont certains avaient l'habitude de se réunir dans les cimetières; nous n'avons pas non plus négligé les milieux islamistes professant ouvertement des thèses antisémites... Mais rien de rien. Jusqu'à ce jour de 1996 où un ancien skinhead qui, lors de l'enquête, avait attiré l'attention d'un inspecteur des RG, est venu se confier à lui, six ans après les faits, hanté par le remords. D'extrême droite, il l'était assurément! (...) Ils venaient bien d'une extrême droite ultra-radical, mais en aucun cas du Front national. Même si l'on déteste Le Pen, on n'avait pas le droit de lui faire porter le chapeau d'un acte aussi ignoble que la profanation de Carpentras. »

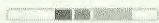
Une question n'a jamais été résolue: pourquoi Gos et Laonegro ont-ils décidé de commettre cet acte stupide? Au procès, les accusés ont été inca-

pables de le déterminer. Une telle discrétion doit faire réfléchir, surtout si l'on se souvient que Joxe était déjà ministre de l'Intérieur lors de l'affaire du Rainbow Warrior en 1985, lorsque les services secrets français ont coulé un navire de *Greenpeace*, entraînant mort d'homme.

Cette fois, l'objectif de la manipulation a été triple: empêcher le FN de poursuivre sa progression fulgurante; rendre impossibles le FN et la droite parlementaire; faire passer la loi Gayssot pour diaboliser Le Pen plus encore. La gauche a instrumentalisé la communauté juive, avec l'appui de ses représentants sionistes, CRIF en tête, trop heureux de cette « divine surprise » leur permettant d'accabler le FN et son président.

L'affaire Carpentras a été une machination politico-médiatique d'une envergure rarement atteinte, ouvrant le règne de la pensée politique obligatoire. Désigné à la vindicte publique, Le Pen dut attendre, pour être blanchi, que l'affaire se délite d'elle-même, jusqu'au résultat final, accablant pour les autorités. Mais comme on le sait, une information chasse l'autre et l'opinion publique n'en tire guère de morale durable.

La veuve Germon est décédée le 7 juin 1999, à l'âge de 89 ans. Dix-neuf personnes seulement ont assisté à ses obsèques, dont une élue locale de FN, Nadine Ephrem-Bellier. Le 8 mai 1993, la malheureuse dame avait déclaré à *France-Soir* qu'elle s'était entretenue avec Jean-Marie Le Pen, convaincue de son innocence. Dans *National-Hebdo* du 12-18 octobre 1995, elle avait tenu à ajouter: « J'aime bien Le Pen. C'est un homme bien, pas raciste. J'aurais aimé qu'il passe à Carpentras, pour nettoyer tout ça » !



Chapitre 15

LE 21 AVRIL 2002, UNE VICTOIRE JUIVE ?



« La réconciliation avec nos ennemis n'est qu'un désir de rendre notre condition meilleure, une lassitude de la guerre, et une crainte de quelque mauvais événement. »

(François de La Rochefoucauld, Maximes et réflexions morales, 1664)

Malgré ses déboires avec les autorités sionistes, Le Pen ne compte pas abandonner ses tentatives de séduction en direction de l'électorat juif de droite. Le premier objectif est de se défaire de la déplorable image engendrée par le montage de Carpentras. Le second, de prendre date pour la présidentielle. L'ingénieuse manœuvre ne fonctionne guère en 1995, mais va pour partie conduire Le Pen à son triomphe du 21 avril 2002.

La stratégie de connivence consiste, comme par le passé, à continuer d'assurer les juifs français de l'innocuité du FN à leur égard. Le biais associatif, structure relais habituelle des partis politiques, offre une excellente possibilité sinon de les rassembler, du moins de les tranquilliser.

En avril 1992, le pied-noir Serge Martinez, député du FN et nouveau patron de *Minute* qu'il a rebaptisé *Minute-La France*, lance avec Robert Hemmerdinger et Jean-Pierre Cohen l'association Citoyens Français d'abord, dont l'objet est de réunir « tous les citoyens français, sans distinction de race, d'origine ou de religion dans une action commune et de combattre par tous moyens légaux toute forme d'exclusion ou de ségrégation à l'intérieur de la communauté française ».

Comme le CNFJ de Robert Hemmerdinger, en perte de vitesse, l'initiative se révèle insuffisante et éphémère. Un an plus tard est fondé le Cercle d'amitié française juive et chrétienne (CAFJC). Ses buts sont tranchés: ils « consistent à œuvrer pour faire face à l'entreprise de désinformation historique et manipulation politique visant à opposer les Français de confession israélite à leurs compatriotes »; l'association entend aussi combattre « toute manifestation de racisme. » Son président est Jean-Pierre Cohen, journaliste, né à Oran en 1941. Vice-présidents: David Teboul, officier en retraite et conseiller municipal de Sorgues (Vaucluse), né en 1931 en Algérie et Serge de Beketch, journaliste, né à Tours en 1946. Le secrétaire général est l'ultra-catholique Bernard Antony, député européen du FN, né à Tarbes en 1944. Trésorier: Charles Gutterman, journaliste, né en 1931 à Lodz (Pologne), petit-fils de rabbin. Membre chargé de l'administration: le Dr Pierre Semour, né à

Romorantin en 1936. La première réunion se tient symboliquement à Carpentras.

De toute évidence, le groupe est isolé dans la communauté juive. Un article de Francis Zamponi présente les créateurs du CAFJC, dans *Libération* du 12 janvier 1993, sous un jour qui prête à sourire :

« "L'un s'est brouillé avec sa belle-mère", l'autre "ne parle plus à son cousin" ; "lorsqu'ils se rendent à la synagogue, ils perçoivent autour d'eux des regards désapprobateurs" ; ils ont "du mal à trouver un rabbin qui accepte de célébrer leurs unions". Il se plaignent d'être "victimes de l'intolérances des juifs français". D'être en butte aux persécutions de ceux qui, "à force de crier à l'antisémitisme, risquent de créer un état d'esprit qui n'existe pas en France." Dès lors, ils attaquent le grand rabbin de France "qui n'est pas habilité à s'exprimer au nom de la communauté juive" ; ils dénoncent les juifs communistes ; et, pour la première fois, ils critiquent également les sionistes "qui sont israéliens avant d'être français." Gutterman affirme qu'il ne s'est jamais intéressé à la politique avant Carpentras : "C'est à cette occasion que j'ai compris qu'il y avait une machination et qu'il fallait, pour la démonter, que je m'engage en tant que juif aux côtés du Front national." »

Le véritable animateur de l'opération, Jean-Pierre Cohen, est un militant de la droite nationale de la première heure. Né d'un père juif et d'une mère catholique convertie au judaïsme, il est enchanté d'être un Cohen. Anciennement membres du clergé hébreu, les *cohanim* jouissent toujours d'un statut privilégié dans la communauté juive : « Ils ont une ligne directe, ils peuvent appeler Dieu en PCV ! » (*Présent*, 23 février 1999).

Bouleversé par la chute de Dien Bien Phu en 1954, impliqué dans sa jeunesse dans les « événements » d'Algérie, il a rejoint en 1956 la métropole pour participer au combat pour le maintien de l'Algérie française. Il entre à Occident, devient journaliste à *L'Esprit national* puis à *Minute* en 1966, où il se spécialise dans les enquêtes. Dans les années 1980, Cohen émigre provisoirement aux États-Unis pour satisfaire sa passion : l'aviation. Ayant obtenu les différentes qualifications de pilote, il revient en France après un accident. Il fait un passage comme chef de rédaction au *Meilleur*, « l'hebdo de la vraie vérité du samedi », de son coreligionnaire Alain Ayache (né à Alger en 1936), puis retourne à ses premières amours et devient rédacteur en chef à *Minute*. Il y assure, le 13 janvier 1993, que « les auteurs de Carpentras n'ont aucun lien avec le Front national. D'où le silence honteux de la mafia politico-médiatique ».

Avec le CAFJC, Cohen organise depuis Carpentras un appel « pour que cesse cette ignoble et dangereuse campagne de diffamation qui prétend inscrire notre pays au rang des nations antisémites. Sous peine de provoquer. Mais n'est-ce pas

le but visé par ceux qui, jouant les apprentis sorciers, font commerce de le dénoncer quand il n'existe pas ? »

Il prend sa carte au FN en 1996 ; Le Pen le nomme au Comité central. Il écrit *Les Cohenneries* (Les Vilains hardis, 1997), avec une préface du Menhir, où sont rassemblées les chroniques polémiques qu'il rédige pour *Le Libre Journal de la France courtoise* de l'enflammé bougon Serge de Beketch, l'ancien sioniste descendu de son nuage depuis belle heurette. Le stand où Cohen présente son recueil au Salon du livre de Paris est attaqué par des sionistes. *Tribune juive* cherche à discréditer l'ouvrage en dénigrant sa couverture sur laquelle on peut voir « la caricature d'un individu au nez crochu » – laquelle n'est autre que celle de Jean-Pierre Cohen lui-même !

L'année suivante, Cohen rédige avec Bernard Antony, chef de file du traditionalisme catholique au sein du Front, une brochure intitulée « Ni raciste, ni antisémite – Le Front national répond aux organisations juives qui le combattent injustement. » Tirage : 80 000 exemplaires. Extrait de la préface : « Le CRIF, le B'nai B'rith, l'UEJF, la LICRA, le Bétar, *Tribune juive*, *Passages*, *L'Arche* et vingt autres organisations, encouragées par Jacques Chirac et Douste-Blazy et financées par l'Union européenne, ne cessent de remplir avec l'anti-lepenisme l'essentiel de leurs colonnes, de leurs colloques, de leurs communiqués, de leurs manifestations, de leurs vitupérations. Mais lorsque Jean-Marie Le Pen répond à cette coalition d'organisations juives, au demeurant en parfaite contradiction avec la dure pratique israélienne qu'elles soutiennent par ailleurs inconditionnellement, voilà la preuve de son antisémitisme. La belle affaire ! »

Les représentants de la communauté sont invités à « balayer devant leur porte » : « Contre le nazisme, la réprobation juive est absolue. Pourquoi n'en est-il pas de même à l'égard du communisme ? (...) Après l'immense horreur des Goulags et du Laogai, n'est-il pas aussi monstrueux pour un juif de continuer à encourager le communisme que pour un Allemand de retourner au nazisme ? »

Bernard Antony annonce (*Présent*, 9 avril 1997) que la réalisation de la brochure a été proposée à Cohen « après une conversation avec le député de l'Ariège André Trigano », son collègue FN au conseil régional de Midi-Pyrénées, « qui a été victime d'un attentat antisémite » ; celui-ci, « venu inaugurer un lycée en compagnie du président Marc Censi, a été tiré de sa voiture par des manifestants de la CGT et des groupes trotskistes qui le traitaient de "sale juif" et lui promettaient "le bonheur à Auschwitz" tout en renversant sa voiture. Choqué, André Trigano fit un début d'infarctus. On appela le SAMU. Les manifestants renversèrent aussi la voiture du SAMU. »

Le fascicule est dédié à divers membres de la communauté juive, comme la philosophe Simone Weil, l'historienne Gisèle Littman-Orebi, dite Bat Ye'or, pour son livre sur les chrétientés d'Orient, la journaliste Annie Kriegel, qui s'était élevée

contre « la police juive de la pensée », ou encore Boris Lifschitz, dit Souvarine, pour son livre publié dès 1935 contre Staline. Cohen et Antony y rappellent que l'antisémitisme a des racines de gauche : Voltaire, Blanqui, Proudhon, Marx, Bakounine...

À propos de son initiative, Jean-Pierre Cohen répond aux questions de *National Hebdo* du 17 septembre 1997 :

NH : Certains lobbies vous accusent d'être « la caution juive » de Jean-Marie Le Pen. Que leur répondez-vous ?

Cohen : Pour ces lobbies et les médias qui les relaient, la présence de juifs (je ne suis pas le seul) au Front national ne colle pas avec leur stratégie qui vise à terme à faire interdire notre mouvement en l'accusant de racisme et d'antisémitisme. Cette dernière des accusations semble être désormais la plus grave dans notre pays. À lire certains journaux, je ne suis pas loin de penser qu'elle est même plus grave que la pédophilie ! (...)

NH : Comme notre ami Robert Hemmerdinger et bien d'autres, vous vous définissez comme Français juif. Qu'en est-il exactement ?

Cohen : Cela veut dire que nous sommes d'abord français avant d'être juifs. Que les intérêts de la France et leur défense passent pour nous devant ceux de tous les autres. Les intérêts d'Israël compris. Je considère que ceux qui se définissent comme Juifs de France comme le font les organisations, association et institutions soi-disant représentatives de notre communauté, se mettent en dehors de la nation française. D'une certaine façon, ils sont ainsi étrangers en France (...).

NH : Quel écho a reçu auprès des organisations juives votre brochure cosignée avec Bernard Antony ?

Cohen : D'après les échos que j'ai eus, elle y a suscité pas mal d'émoi. Il faut dire que cette brochure semble effectivement avoir convaincu nombre de juifs que le procès en sorcellerie fait au Front national et à ses dirigeants était un faux procès. (...)

NH : Comment percevez-vous les persécutions médiatiques contre Jean-Marie Le Pen et le Front national ?

Cohen : (...) La très vieille amitié qui me lie à Jean-Marie Le Pen me fait ressentir ces atteintes à son honneur et à son intégrité comme autant d'attaques qui seraient portées contre moi.

En 1998, lors de l'université d'été du Front national, Cohen présente à la tribune une longue et détaillée réflexion sur la « manipulation des Français juifs » :

« Nos compatriotes juifs sont les victimes d'un bien vilain jeu dangereux pour l'avenir de notre pays, dont les règles, bien souvent, leur échappent et dont ils ne discernent pas les véritables finalités. En cela, ils sont victimes d'une imposture qui atteint tous nos compatriotes quels que soient leurs origines, leur religion ou leur classe sociale. On comprend cependant que la communauté juive française soit plus sensible que n'importe quelle autre composante de notre société à ce bourrage de crâne digne des méthodes en usage sous les régimes totalitaires socialistes, qu'ils soient nationaux ou internationaux. On comprend aussi que cette communauté ait développé plus facilement et plus fortement que l'ensemble de la population ce que le sociologue Jules Monnerot définissait comme "un fantasme collectif laborieusement construit en plusieurs années de procédures médiatiques de diverses sortes." Ce fantasme consiste, pour ceux qui l'ignoreraient encore, à assimiler le Front national au parti nazi et Jean-Marie Le Pen à la réincarnation d'Adolf Hitler. La manipulation des citoyens français appartenant à la communauté juive se distingue de la manipulation de leurs compatriotes d'autres confessions ou ensembles communautaires en ce que l'une s'appuie sur le sentiment de culpabilité alors que l'autre utilise la peur. (...) D'où ce fameux devoir de mémoire auxquels chacun doit se soumettre sous peine d'être aussitôt qualifié de collabo rétroactif, ou, pire encore, d'être taxé d'antisémitisme et regardé comme un nostalgique de l'hitlérisme ! (...) Rien n'est négligé pour entretenir un incurable complexe de culpabilité collective de tous les Français (...). À l'égard de la communauté juive, c'est un autre sentiment qui est exploité : celui de la peur. Le peur, bien sûr, que l'Histoire puisse bégayer, que puisse recommencer l'abomination du génocide. »

Cohen décrie les « associations, organisations et institutions juives, laïques et consistoriales, qui s'autoproclament représentatives des juifs de France, comme elles disent, afin qu'il n'y ait pas la moindre équivoque sur leur préoccupation essentielle, majeure, fondamentale : le soutien sans faille à Israël ! Il s'agit donc pour ces institutions, associations et autres structures organisées coiffées par le célèbre CRIF de maintenir toujours en éveil et de développer la judéité de la communauté. En clair, pour ces gens-là, il ne doit pas exister de Français juifs mais seulement des juifs de France qui doivent penser et agir en tant que juifs, dans l'intérêt des juifs, c'est-à-dire d'Israël. (...) Il faut aussi savoir que cette communauté organisée est placée en France même sous surveillance de représentations, plus ou moins discrètes, de partis politiques israéliens ! Le Likoud, qui n'est pas le plus modéré des partis politiques israéliens, dispose, avec le Bétar, de troupes de choc qui, au nom du nationalisme israélien, n'hésitent pas, en France même, à user de menaces et de violence, y compris contre les patriotes français juifs dont ils trouvent l'engagement en faveur d'Israël trop tiède. (...).

Contrairement à Hemmerdinger, qui reportait ses espoirs sur les pieds-noirs, Cohen pointe du doigt l'action désastreuse des sépharades, qui, d'après lui, lorsqu'ils sont venus d'Afrique du Nord, ont réagi de façon négative à l'assimilationnisme des ashkénazes : « Avec l'arrivée massive des sépharades, les choses

vont changer. D'abord en quelques années, ils deviennent majoritaires au sein de la communauté. Ensuite ils sont plus attachés à la pratique religieuse. (...) Enfin, n'ayant pas souffert dans leur chair de l'Holocauste, ils cultivent un complexe par rapport aux ashkénazes qui les rendent ultrasensibles à un antisémitisme qu'ils voient partout. Autant de caractéristiques qui ont représenté une aubaine pour les organisations surtout soucieuses de maintenir et de développer au sein de la communauté cette judéité. Sans elle, impossible d'avoir prise sur la communauté et d'orienter ses choix politiques. Sans elle, les organisations communautaires ne disposeraient pas de la puissance qui, aujourd'hui, d'un claquement de doigts met littéralement au garde-à-vous la classe politique de notre pays et mène la curée anti-Front».

Avec les caciques du sionisme d'État, Cohen ne prend guère de gants. Alors quoi ? La page d'Israël est-elle tournée ? Loin de là. Pas pour Le Pen, en tout cas. Lors du déclenchement du conflit Irak-Koweït, en 1990, le Menhir fait savoir, contre toute attente et même contre son électorat (un sondage Sofres-Figaro-RTL d'août 1990 indique que 75% des sympathisants FN approuveraient les États-Unis s'ils décidaient de lancer une opération contre l'Irak), que l'engagement de la France dans le conflit « fait courir à nos compatriotes tous les périls ». S'efforçant d'être avisé, il réserve ses foudres aux États-Unis : « Libre aux USA de se considérer comme les gendarmes du monde, mais nous, Français, ne sommes pas les gendarmes auxiliaires. » Le Trinitain tient pour l'instant à ménager l'État juif : ce pays « se tient à l'écart du conflit. Israël a une position attentiste, une position intelligente » (*National Hebdo*, 23-29 août 1990). Le numéro deux du FN, Bruno Mégret, partage son avis circonspect : « Israël a conservé ses distances. Sa position est extrêmement sage » (*Le Monde*, 30 août 1990).

En février 1991, un cap est franchi : deux cents affiches 4m x 3m claironnant « Le Pen vite ! » sur fond bleu sont placardés sur les murs de Paris. Le mot « vite » est écrit en hébreu (« *maher* ») et en rouge pour attirer l'attention. La campagne s'étale sur 10 jours. Le *Jérusalem Post* du 12 février souligne que cet affichage rend « perplexe les passants ». C'est le but ; il s'agit évidemment d'un clin d'œil à la communauté juive. Dans *Le Monde* (8 février 1991), Henri Hajdenberg, président du Renouveau juif, ne tombe point dans le panneau : « C'est un piège (...). Le Pen s'affiche, on s'en fiche. » Au même moment, la revue *L'Arche* de Roger Ascot publie « le palmarès 90 » du Fonds social juif unifié : « Prix Gros Con : Jean-Marie Le Pen ». Le ballon d'essai n'a pas pris, du moins chez les plus rabiques des anti-lepenistes. Il semble pourtant que des juifs du quotidien, moins politisés, aient apprécié l'intention.

Le 23 novembre 1991, dans *Le Figaro Magazine*, Le Pen insiste : « Pour ce qui est de l'antisémitisme, j'ai déjà répondu sur ce sujet, à maintes reprises et j'ai gagné 95% des procès que j'ai mené pour avoir été diffamé en ce domaine. (...) Or je ne suis pas antisémite (...) Ni raciste, ni antisémite. Patriote français. »

En mars 1992, aux régionales, le Front National obtient 239 élus. En avril, le supplément week-end du grand quotidien israélien *Yedioth Ahronoth* présente une longue interview exclusive du Menhir : « Chaque peuple a besoin de son propre pays, et qui pourrait d'ailleurs mieux me comprendre que vous autres Israéliens ? (...) On trouve à n'en pas douter des antisémites dans le mouvement, mais il y en a aussi dans toutes les autres formations politiques françaises. Si quelqu'un hurle "mort aux juifs" dans un de nos congrès, les responsables du service d'ordre le jettent immédiatement dehors. »

Le 12 juin 1994, aux européennes, la liste FN obtient 10,52 % et 11 élus. Toujours préoccupé de séduire les moins réticents des Français juifs, Le Pen est reçu par Ilana Dayan, l'une des journalistes vedettes de l'émission *Ouvda* (« Le fait ») sur la deuxième chaîne israélienne. C'est son premier entretien avec la télévision de ce pays. Pour les enjôler, il tente de prendre les Israéliens à leur propre jeu et fustige l'immigration sauvage qui leur cause, à eux aussi, des frayeurs : « Il ne sera pas question de faire disparaître 3 millions d'immigrés si je suis élu président (*rires*), mais il s'agit là d'une invasion. Le réservoir d'immigrés est illimité et nous risquons d'être submergés. C'est ce qui risquerait de se produire si les pays africains ou asiatiques décidaient de rentrer en Israël, ce serait la disparition du peuple israélien ! (...) Je ne suis ni nazi, ni fasciste, ni antisémite. »

Le 23 avril, au premier tour de la présidentielle, le Menhir obtient 14,9% des voix, malgré la candidature parasite de Philippe de Villiers. Il devient le premier parti ouvrier de France. L'effet Carpentras est estompé. Le Pen est parvenu à reconquérir le terrain perdu.

Dans *Le Figaro* du 21 mars 1997, Le Pen s'estime diffamé par le ministre des Affaires étrangères Hervé de Charette et Jacques Toubon, ministre de la Justice, qui ont dénoncé son antisémitisme à l'occasion d'une conférence de presse qu'il a tenue à Saint-Cloud le 3 mars : « Je n'ai jamais qualifié les amis de Jacques Chirac de juifs ou de juives (...). Je précise que sur les 80 minutes de la bande enregistrée, je ne prononce pas une seule fois le mot "juif". Une fois de plus, on me prête des propos que je n'ai pas tenus dans le but de dresser nos compatriotes d'origine juive contre moi, alors que je suis seulement soucieux de défendre l'intérêt supérieur du pays et le concept de la nation, sans distinction d'origine, de race, de religion ou de philosophie. »

Le 3 juin, avant les municipales, il publie dans *Présent* une lettre ouverte au président de la communauté juive. Il y défend les juifs assimilés au détriment du courant qui « au sein de votre communauté, cherche à couper les Français de tradition juive de l'ensemble du corps de la nation en prétendant établir ses critères d'identité sur des bases racistes, pour ne pas dire racistes. »

Il s'inspire d'une formule (« Jospé et Juppén », pour Jospin et Juppé) qui figure dans le « Bloc-notes » de *Tribune juive* du 8 mai. Est-ce un clin d'œil ? *Tribune juive*

du 26 juin ironise. Sous le titre « Les sources casher de Le Pen », le rédacteur prend un air moqueur : « Faut-il croire que le responsable du FN se serve dans les rayons casher ? Qu'il prenne garde : on commence par des emprunts de ce genre et on aboutit rue Saint-Georges, avec une demande manuscrite de conversion. »

Au sein de son parti, Le Pen est de plus en plus isolé. La rupture avec Bruno Mégret entamée au Congrès de Strasbourg en 1997 est consommée l'année suivante. Le Trinitain, empêché par la justice française en avril d'être candidat aux européennes de 1999, a décidé de manière unilatérale que la liste FN serait conduite par sa femme Jany. Durant l'été 1998, Mégret a fait savoir son désaccord : la tête de liste lui revient de droit, en tant que numéro deux du parti, dit-il. À cette contestation s'ajoute une opposition stratégique infrangible : Mégret milite en faveur d'alliances avec le RPR tandis que Le Pen y met son veto ; durant l'entre-deux-tours de la présidentielle de 1995, il a lancé, furibond : « Chirac, c'est Jospin en pire ! », et il n'est pas question pour lui de revenir là-dessus. Le 5 décembre 1998, Mégret et ses proches sont suspendus. D'autres exclusions suivent. Le Menhir n'a pas de mots assez durs pour réprover ses contradicteurs dénoncés comme une « minorité extrémiste, activiste et même raciste » – allusion à peine voilée à l'appartenance de certains d'entre eux au GRECE (Groupement de recherche et d'études pour la civilisation européenne) d'Alain de Benoist, supposé être un mouvement de pensée racaliste rassemblant des nostalgiques du III^e Reich.

Le 11 mai 1998, Mégret lance avec ses amis le Mouvement national républicain (MNR). Aux européennes du 13 juin, c'est la débâcle : la liste FN n'obtient que 5,70% et celle de Mégret 3,28%.

Le FN piétine. Pour la présidentielle de 2002, Le Pen éprouve les plus grandes difficultés à rassembler les 500 parrainages nécessaires pour valider sa candidature. Il doit lui-même téléphoner aux élus pour décrocher les signatures. Pour les rassurer, il en est réduit à rappeler son passé au CNI d'Antoine Pinay et se déclare sans rire « de centre-droit », tel un vestige louis-philippard égaré au siècle de l'atome. C'est Jean-François Touzé qui, avec Marine, s'occupe de *relooker* le chef du FN avec sa cellule Idées Images. Membre du bureau politique, celui-ci se fera connaître quelque temps plus tard comme le partisan zélé d'une ligne ultra-atlantiste et pro-israélienne.

Pour préparer cette élection difficile, puisque Mégret se présente contre lui, Le Pen use de tous les trucs et astuces que sa longue et chaotique vie politique lui a enseignés. Quels sont les éléments sur lesquels il peut tabler ? Il y a eu le 11-Septembre. Depuis l'an 2000 se déroule également la seconde Intifada : la population arabe s'est soulevée contre les occupants, rejointe par le Hamas qui commet des dizaines d'attentats-suicides. En mars 2002 le gouvernement d'Ariel Sharon a lancé l'Opération Rempart : fors Jéricho, les villes palestiniennes autonomes sont réoccupées et leurs habitants placés sous couvre-feu. En France, les banlieues s'agitent. La communauté juive est inquiète. En tapinois, Le Pen décide d'imprimer

un luxueux fascicule sur papier glacé qui lui permet de constituer, photos à l'appui, un *best of* des épisodes prouvant la longue amitié qu'il entretient avec les partisans d'Israël ; il y fait figurer sa (courte) campagne de Suez. Sans en informer le bureau politique, il adresse l'opuscule à d'importantes personnalités de la communauté juive et sioniste. Sait-on jamais...

Il ne s'arrête pas à mi-parcours. À la veille de la présidentielle il accorde un entretien à domicile à Adar Primor pour *Ha'aretz*. Le Menhir y tient des réflexions insolites : « On a raison de penser, avec la plupart des Français, que les actuelles manifestations d'antisémitisme sont un produit d'importation du conflit moyen-oriental. (...) Il y a, à mes yeux, une sympathie naturelle des Français pour Israël, mais elle a tendance à aller dans l'autre sens. (...) Le média français est pro-arabe pour deux raisons : la large présence de la communauté arabe en France et le fait que Sharon soit de droite (...). Je comprends parfaitement l'État d'Israël, qui cherche à défendre ses citoyens (...). Pour être honnête, je ne voudrais pas être à la place de M. Sharon – et encore moins à la place de M. Arafat (*rires*). C'est une situation terrible. Même s'ils sont soutenus par l'Ouest, les Israéliens ne sont que quelques millions face à un milliard de musulmans ». Pour mettre fin à ce qu'il appelle « le théâtre » de la guerre au Proche-Orient – parce que « les caméras sont partout » – Le Pen affirme que « tant que les Israéliens ne soutiendront pas l'armée, la bataille sera perdue ». C'est « l'histoire » qui « montrera si Sharon a eu tort ou raison ». Le sionisme est « un mouvement qui, d'une aspiration persistante du peuple juif en exil, a fait une théorie pratique, qu'il a réalisée ». Israël est « l'extraordinaire défi, dans l'histoire mondiale, d'un peuple qui essaie de reconquérir sa patrie ». Auschwitz : « Un camp de concentration qui symbolise la persécution des Juifs ». Les chambres à gaz ? « Une méthode d'extermination qui est devenue aussi un symbole de cette persécution ». Quant au « voile musulman, il nous protège des femme laides ».

Avant le premier tour, le CRIF se fait étrangement discret et ne lui cherche pas noise. Le 21 avril, stupéfaction ! Le Pen réalise le score record de 16,95 % au premier tour, rassemblant 4 791 750 voix. Pour la première fois de sa vie il est qualifié pour le second tour. Il s'y tiendra face à Chirac, l'un des hommes politiques français qu'il exècre le plus, même s'il l'a rencontré secrètement à deux reprises (Eric Zemmour, *L'Homme qui ne s'aimait pas*, Balland, 2002). Pour *Libération* du 22 avril : « Ce n'est pas un premier tour, c'est un cataclysme. » Tremblement de terre dans le pays. Les médias se déchaînent comme aux beaux jours de Carpentras. Le douteux héritage Lambert, la « gégène » en Algérie, les dégoûtantes confessions de Pierrette ex-Le Pen, le « détail », toute la panoplie des scandales, vrais, supposés, parvulissimes ou inventés de toutes pièces, sont ressortis du placard et des poubelles. Les associations antiracistes défilent dans les rues en rangs d'oignon et tonitruent avec les lycéens, embrigadés comme de coutume. On beugle au retour du fascisme. On ravaude à tout-va. Les slogans disent « Plutôt voleur (Chirac) que facho (Le Pen) ! ». La brechtienne Bête immonde est de retour avec ses dents vertes, les poils hérissés, une haleine de chacal et les griffes acérées. La bêtise au front de taureau

est à la fête. La remembrance encore, la remembrance toujours, sur un air de sonnerie aux morts. Embarrassé, Chirac refuse l'habituel débat contradictoire avec son challenger : « Face à la haine on ne débat pas », lance-t-il piteusement. Foudroyé sur place comme un platane durant l'orage, le Premier ministre socialiste, Lionel Jospin, éliminé au premier tour, annonce son retrait de la vie politique.

Le Pen, lui-même abasourdi par ce résultat fortuit, intervient peu dans le procès public qu'on lui intente. C'est de Roger Cukierman que vient la grosse surprise. Alors président du CRIF, celui-ci donne un entretien incendiaire au quotidien *Haaretz* qui fait l'effet d'une bombe au sein de la communauté juive, même si les gros médias préfèrent, par pudeur sans doute, ne guère s'en faire l'écho. Tandis que la classe politique se constitue en « Front républicain » contre le Le Pen, Cukierman déclare au quotidien de la gauche israélienne que le score élevé de Le Pen est un « message aux musulmans leur indiquant de se tenir tranquilles » et contribue « à réduire l'antisémitisme musulman et le comportement anti-israélien » ! Malepeste !

Étrange personnage que ce Roger Cukierman. Né en 1936 à Paris dans une famille originaire de Pologne, il a été hébergé à Nice par des sœurs catholiques de l'ordre de Don Bosco en 1943. Il parle couramment yiddish. L'un de ses enfants a fait son service dans Tsahal. Son mentor a été le baron Edmond de Rothschild. De 1988 à 1996, il a été président d'*Israel General Bank*. « Pendant une bonne trentaine d'années, j'ai fait la navette une fois par mois entre la France et Israël, déclare-t-il dans *L'Arche* en juin 2001. J'étais très impliqué dans l'économie israélienne. J'ai connu tous les Premiers ministres, y compris Ben Gourion ». Il a été vice-président de l'Alliance israélite universelle et membre du comité directeur du Fonds social juif unifié. Président du CRIF depuis 2001, il a attaqué avec une rare violence Lionel Jospin qu'il estime coupable de ne pas suffisamment enrayer la montée de l'antisémitisme dans les banlieues – au point d'en effrayer Théo Klein. Or c'est ce même sioniste irascible qui écrit dans son livre *Ni fiers ni dominateurs* (Éditions du moment, 2008) : « Je me découvre une vocation de financier, notamment à la suite de la lecture d'un livre de l'antisémite Henry Coston, intitulé *Les Financiers qui mènent le monde* (1955). Il m'a convaincu que les banquiers avaient un pouvoir considérable sur l'économie et qu'aucune profession ne pouvait s'avérer plus intéressante » ! Je note, pour mémoire, que Henry Coston, mort en 2001, a relancé le journal *La Libre Parole* de l'antisémite Édouard Drumont dans les années trente et qu'il a été vice-président de l'Association des journalistes anti-juifs durant la guerre, au cours de laquelle il a, en outre, fondé le *Bulletin d'information anti-maçonnique* et le *Bulletin d'information sur la question juive*. Condamné aux travaux forcés à perpétuité à la Libération, il fut gracié en 1955.

Étrange, disé-je.

En attendant, c'est le branle-bas de combat en interne. Par un coup de baguette magique, Le Pen est-il soudain devenu un Zorro casher agréé par le Beth Din,

statut nouveau dont la conséquence à court terme serait la fin de son exclusion politique ? Impossible pour certains de ne point repousser l'épouvantable perspective. Bernard Abouaf, directeur de la rédaction de Radio Shalom, ne mâche pas ses mots : le diagnostic de Cukierman est « faux et imbécile ». Le politologue Jean-Yves Camus fulmine : il s'agit d'un « mauvais coup porté à l'entente entre communautés ». De nombreuses personnalités juives condamnent avec la même indignation les propos irresponsables de leur patron.

Mais Cukierman est rattrapé par Serge Cwajgenbaum, secrétaire général du Congrès juif européen, qui prétend que ses propos lui ont échappé en raison de son « désarroi » face aux pénibles problèmes de sécurité auxquels la communauté se trouve confrontée en France. Dans *Actualité juive*, Serge Benattar surenchérit en soulignant que « la communauté juive est la première visée par l'insécurité », ajoutant : « On constate que 95% des incidents ont été perpétrés par des individus appartenant à la communauté musulmane, même s'il ne s'agit que de petits groupes. » Ces propos se rapprochent sensiblement du discours du Menhir. Chose remarquable : 4,6% des Français d'Israël ont voté pour Le Pen et 2,8% pour son concurrent Mégret, portant la droite nationale à un score supérieur à celui de Jacques Chirac, crédité de seulement 5,5% des suffrages. Une première.

En France même, Jean-François Strouf, sur le website du Consistoire, remarque que « contrairement à toute attente, les plus hauts responsables de l'État et en tête le Premier ministre Lionel Jospin, légitimement perçu comme un ami d'Israël et un ami de la communauté juive de France, n'ont pas donné un signal fort de ferme condamnation de ces agressions à l'encontre de notre communauté. » Conséquence : « Une partie de l'électorat juif qui votait traditionnellement à gauche a reporté ses voix sur des candidats plus solidaires d'Israël et de la communauté ». Même réflexe, pour comble, chez le B'nai B'rith de France, qui certifie que par leur vote les Français ont manifesté « leur profonde réprobation devant le laxisme des pouvoirs publics aux agressions multiples, et en particulier anti-juives, dont ils ont été les témoins ou les victimes. »

Abomination de la désolation, certains Français juifs ont poussé le désamour jospinien jusqu'au plus impensable des votes révolutionnaires. Le chroniqueur André Nahum le concède en se bouchant le nez : « Je ne citerai que pour mémoire le cas des électeurs juifs, déboussolés, meurtris par cet espèce d'isolement dans lequel ils se sont trouvés alors qu'ils appelaient la République à leur secours pour juguler un antisémitisme qui se réveille avec force et qu'aucun des grands candidats n'a entendu leur voix. » On lit dans *Le Monde* du 25 avril que le célèbre restaurateur casher de la rue des Rosiers de Paris, Jo Goldenberg, principale victime d'un attentat en 1982, bien que démentant formellement avoir voté Le Pen, a confirmé s'être lancé au soir du premier tour dans un dithyrambe fort peu politiquement correct : « Le Pen, c'est la défense de la France avant tout, c'est le sens patriotique, et moi c'est ce qui m'intéresse. » Combien ont-ils été dans son cas ? Beaucoup,

sans aucun doute; Le Pen l'assure en privé et on en convient aujourd'hui, quoi qu'avec peine, dans les cercles communautaires avancés.

Dès lors, la conscience juive s'est provisoirement trouvée prise entre deux feux. D'un côté, la menace, survenue à l'heure de la seconde Intifada, de certains jeunes de banlieues issus de l'immigration frappant des individus surmontés d'une kippa; d'un autre côté, la fantasmagorique menace d'un retour au nazisme sous les traits arrondis de Le Pen. Le discours officiel de la communauté s'axe autour d'une double thématique: le vote Le Pen du premier tour est un « coup de semonce » en direction des pouvoirs publics sur la question de la sécurité juive; le vote Le Pen au second tour constitue un danger pour la démocratie. L'analyse est pour le moins contradictoire; talmudique, pourrait-on ajouter. Quel slogan adopter: « Vive Le Pen ! » ou, selon l'habitude, « Sus à Le Pen ! » ? Les deux, mon général ! Mais sans jamais parler du premier, qui sera camouflé par le second. Abracadabra !

Il n'y aura point à attendre longtemps le résultat de la controverse: les réflexes ancestraux vont resurgir à franc écrier. Le directeur du CRIF, Haïm Musicant, sonne l'alarme à quelques jours du second tour: « Que personne ne se laisse piéger ! Le Pen n'a pas changé, même s'il donne des interviews à la presse israélienne (...). C'est un raciste et un antisémite, qui a été condamné à plusieurs reprises par les tribunaux (...). Le Pen est une menace pour la France et tous ceux qui y habitent. Pour la première fois de son histoire, le CRIF donnera une consigne de vote, et appellera à voter pour le candidat républicain Jacques Chirac. Dimanche 5 mai, pas une voix ne doit manquer pour battre Le Pen ! » (*Actualité juive*, 2 mai 2002).

Pour apaiser les tensions et ramener les brebis égarées dans le droit chemin, le 27 avril Roger Cukierman se fend d'une tribune dans *Le Monde* dans lequel il certifie dans un élégant jargon à la fragrance soviétique que les propos qui lui ont été attribués « n'ont pas été restitués dans ma vérité » (*sic*): « Le vote d'extrême droite ne peut apporter que le malheur. Le courant de pensée du Front national est dangereux pour la France et tous les Français. (...) Nous serons au rendez-vous de l'histoire pour combattre le parti d'extrême droite, qui n'a pas sa place dans notre France, celle de la liberté, de l'égalité et de la fraternité. Nous prenons nos responsabilités pour renforcer les valeurs fraternelles de la démocratie et, le 5 mai, nous voterons pour Jacques Chirac. »

Certes, mais le réveil est tardif: le premier tour est passé. Le signal a été donné. N'était-ce point l'essentiel ?

Au second tour, Le Pen obtient 17,79% des voix. Le pays l'a échappé belle. Non, Le Pen ne sera pas invité au dîner du CRIF, pas davantage que sur le coquet canapé rouge de Michel Drucker.

Pourtant, le Menhir continue d'avancer sur son erre. Lorsqu'il prend la défense de l'Irak en 2003, il écrit dans *National Hebdo*: « Le régime irakien n'est pas une

démocratie, encore qu'il y ait des organes représentatifs des forces sociales et des groupes ethniques ou religieux, mais en est-il une seule (à part Israël) dans la région ? » (*National Hebdo*, 3-9 avril 2003).

De même, il continue d'entretenir des liens avec la communauté juive. Et avec la fine fleur du sionisme. C'est Thierry Légier, ancien militaire parachutiste, *bodyguard* de Le Pen pendant 20 ans, qui révèle dans *Mission Le Pen* (Éditions du Toucan, 2012) que le Trinitain a rencontré en tapinois de grands noms de la communauté en avril 2004.

L'événement a lieu au Fouquet's, à l'angle des Champs-Élysées et de l'avenue George V. « Ils sont arrivés l'un après l'autre. En ordre dispersé (...). Un regard furtif à droite, à gauche, à peine franchie la porte d'entrée, comme pour s'assurer de ne pas croiser une connaissance qui puisse compromettre ce rendez-vous secret. » Le déjeuner se déroule au premier étage, dans un salon feutré. Jean-Michel Dubois est sur ses gardes. Cet ancien RPR est entré au FN en 1987; président de l'association frontiste Entreprise moderne et liberté, « grand argentier du FN » (*Libération*, 3 janvier 1996) et co-créateur de SOS Enfants d'Irak (qui lui a permis d'être reçu par le pape Jean-Paul II), il est vice-président du groupe FN au conseil régional d'Île-de-France. Il fait partie de la garde rapprochée de Le Pen et ne cache pas sa sympathie pour Israël. Dubois a pris contact il y a plusieurs années avec Eliahu Ben Elissar, ambassadeur d'Israël en France. Mais depuis « le déjeuner a déjà été annulé à quatre reprises ».

Cette fois, les convives ne font point défection. « Tous sont des membres éminents de la communauté juive », divulgue Légier. Accompagné d'un garde du corps, il y a là « le PDG d'une grande enseigne de matériel Hi-Fi », deux « figures de la communauté juive européenne ». Le seul nom à être livré à l'indiscrétion du lecteur est celui de Roland Guez, trésorier de la communauté juive de Nogent: « homme d'influence et de réseaux », il a contribué naguère à faire battre Dominique Strauss-Kahn à Sarcelles.

Jean-Marie Le Pen arrive le dernier. C'est lui l'invité et il n'a pas choisi l'adresse. Le déjeuner dure « plus de quatre heures ». Le Menhir revient sur l'affaire du « détail » et, sans tomber dans la résipiscence, tente de lever le malentendu. Légier commente: « À mon grand étonnement, plus le temps passe et plus l'ambiance devient chaleureuse. Presque amicale. » La petite assemblée évoque tour à tour la montée du communautarisme, les attentats islamistes, Sarkozy et la présidentielle de 2002. Légier retrace l'essentiel des conversations: « Ils dissèquent le vote juif et les raisons qui expliquaient que certains cas dans la communauté juive, plus nombreux qu'on ne pouvait le croire, s'étaient laissés tenter » à voter Le Pen. « Pour qui passerait par effraction la tête dans ce salon, on jurerait que ces six-là se connaissent maintenant depuis toujours et se remémorent leurs dernières vacances à Haïfa », plaisante l'ancien camarade du capitaine Barril.

L'un des hôtes se surprend à qualifier Le Pen de « Président », comme le font habituellement les membres du Front. Il lui pose la question des questions : « Feriez-vous un geste envers Israël ? (...) Faites un geste envers Israël et je m'engage à vous ouvrir la porte des médias. » Le Pen n'a point l'air réticent. Il interroge son hôte à son tour : « Qu'attendez-vous de moi au juste ? » Réponse d'un tiers : « C'est à vous de voir..., Président. »

La discussion n'ira guère plus loin – selon Légier tout du moins. Les six hommes se quittent non pas sur un point de détail, mais sur un point d'interrogation.

Le 14 décembre 2005 Le Pen participe à une interview conduite par Michel Field sur LCI.

Michel Field : Le président iranien [Mahmoud Ahmadinejad] vient d'évoquer le « mythe de l'Holocauste » : condamnez-vous ses déclarations ?

Le Pen : Oui.

Field : Il ne rejoint donc pas votre théorie du « détail » ?

Le Pen : Ce sont deux choses tout à fait différentes, qui n'ont pas de point commun, sinon les mots.

Field : Et pourquoi condamnez-vous ses déclarations ?

Le Pen : Mais parce qu'elles me semblent infondées, c'est tout, voilà. Je crois que le Président iranien agit en contre-batterie de la campagne qui est menée par les Américains contre l'Iran et qu'il utilise tous les arguments possibles et imaginables.

Field : Et ils vous choquent, ces arguments ?

Le Pen : Oui, dans une certaine mesure, oui.

Le Menhir n'ayant toujours pas été invité en Israël, il semblerait que cet essai de clarification médiatique, qui revêt aussi l'aspect d'une restriction mentale (enseignement chez les jésuites oblige ?), n'ait guère suffi à convaincre ceux qui, en haut-lieu, conservent une lecture cléricale de l'histoire et exigent une soumission pleine et entière pour accorder à leurs vassaux une chance d'entrer au paradis des démocrates français qu'est l'Élysée.

Chapitre 16

LE PARIA

*« Je veux que l'on soit homme, et qu'en toute rencontre
Le fond de notre cœur, dans nos discours, se montre »*

(Alceste – Molière, Le Misanthrope, acte I, scène 1)

Rien ne serait plus faux que de croire que, durant les années où il a tenté de se rabobiner avec la communauté juive, Le Pen se soit tenu à carreau sur les sujets qui déplaisent à Israël. Poursuivant ses saillies incorrectes, il se rapproche du monde arabe et même, pour comble, des immigrés. Il godille sur un terrain miné où les passions se greffent comme des parasites. Il n'a point la tête conceptuelle ; comme Montaigne, il pourrait dire : « Je m'égare, mais plutôt par licence que par mégarde. Mes idées se suivent, mais parfois c'est de loin, et se regardent, mais d'une vue oblique » (*Essais*, III).

Rien ne serait plus faux non plus que de penser que, après l'échec cuisant de la stratégie de diabolisation carpentassienne, les représentants de la communauté juive aient capitulé en rase campagne ou se soient laissés séduire par les discours lénifiants du Menhir. Le triomphe de 2002 reste une brève parenthèse d'entente à peu près cordiale entre les deux camps mais, au fond, ne servira de rien. Le Pen ne leur duit guère. Avant et après cet épisode nonpareil la guerre a continué, impitoyable.

L'une des difficultés à laquelle est confrontée Le Pen c'est qu'en voulant acquérir la stature d'un homme d'État, il s'est rapproché, dès la première guerre américaine contre l'Irak, en 1990-1991, du monde arabe, débordant dans ce domaine les communistes et les tiers-mondistes, au risque de faire cavalier seul, comme naguère de Gaulle. À telle enseigne que ses propres troupes ont elles-mêmes eu du mal à suivre leur généralissime. S'apercevant de la proximité subite de son président avec Saddam Hussein, le capitaine Pierre Sergent, ancien député FN des Pyrénées-Orientales et ex-OAS, ne put se résoudre à l'accompagner dans son aventure orientale, ne désirant pas, dit-il, être « porteur de valises » (*Libération*, 31 août 1990). Quant au président du conseil scientifique du FN, le sociologue Jules Monnerot, jadis proche de Raymond Aron, il démissionne à son tour et s'enfonce dans une nuit dont il ne sortira plus.

Sans se laisser distraire par ces aléas, tandis qu'une nouvelle guerre se profile à l'horizon, l'ancien homme des casernes se présente à l'opinion comme un homme de paix. Il ose annoncer que les Etats-Unis, c'est la guerre pour tous et à grande vitesse. L'URSS ne menace plus d'étendre son emprise sur le Proche-Orient: le danger étant écarté, la voie est libre. N'oubliant pas ses fondamentaux, Le Pen déroule bien entendu, sur ce point particulier, une pensée de long terme d'où n'est guère absente la question des indésirables allogènes en France: « Nous devons vivre en bonne intelligence avec les peuples arabes et, si possible, en coopération, surtout si nous voulons régler, en particulier, le problème de l'immigration » (*Le Monde*, 18 août 1990).

Lors de son discours aux BBR de 1990, au jardin de Bagatelles, il se risque à la vaticination: « Ne négligeons pas non plus la menace terroriste. Et permettez-moi de souligner une inquiétante déclaration du président Bush mettant a priori sur le compte de l'Irak tout attentat terroriste qui se produirait, ouvrant ainsi la voie à toutes les provocations, en particulier des pays authentiquement terroristes » (*Présent*, 26 septembre 1990). Onze ans plus tard, après le 11-Septembre, pleuvront les accusations fumeuses portant sur les « armes de destruction massive », contribuant à déclencher un nouveau conflit sanglant au Proche-Orient. Il faudra attendre 2013 pour que Colin Powell, l'ancien secrétaire d'Etat américain, avoue que « les preuves étaient fausses » (*Le Nouvel Observateur*, 28 février 2013) et que le monde entier s'était fait rouler dans la farine comme une sole meunière.

Sans attendre la vérification de la prédiction lepeniste, une pétition contre la tenue des BBR est lancée, blâmant le responsable d'un parti jugé « antisémite » qui a « osé justifier la prise en otage par Saddam Hussein de milliers de civils » (*sic*), signée par Marek Halter, Pierre Bergé, Costa-Gavras, Michel Polac, Claude Olivenstein, Jean-Pierre Pierre-Bloch et Maurice Weinberg, vice-président de la LICRA. Dans sa revue *La Règle du jeu*, BHL, plus rododromont qu'à l'ordinaire, veut mener contre Le Pen « une guerre nationale, populaire, totale et prolongée » (*Le Monde*, 25 septembre 1990). Une guerre sans l'aimer, il va sans dire.

Dans l'hebdomadaire irakien *Kol al-Arab*, Le Pen franchit un nouveau cap qui l'éloigne de ceux qu'il cajole par ailleurs. Il y remarque que si le plan de paix en dix points qu'il propose pour sortir de la crise ressemble à celui de Yasser Arafat et Mouammar Khadafi, c'est « parce que le bon sens nous réunit » (*Le Quotidien de Paris*, 1^{er} octobre 1990). Consternation dans la Jérusalem terrestre !

L'entretien se poursuit en ces termes :

- Ne pensez-vous pas que la France perd souvent son bon sens lorsqu'il s'agit de crise concernant les Arabes et, excepté en 1967,

qu'elle a tendance à agir instinctivement en oubliant ses intérêts et sa géographie ?

- Le Pen : C'est une chose certaine. Ceci est dû à la domination extérieure sur la politique étrangère de la France (...).
- Quelle domination, et de qui ?
- Le Pen : Domination des Américains et domination d'Israël. (...) Je suis constamment pour une existence israélienne reconnue, à côté d'une existence palestinienne (...). Je n'ai jamais été partisan du Grand Israël.

Fin novembre, Le Pen se déplace en Irak où il rencontre Saddam Hussein, promu par les médias au rang de successeur de Hitler, comme jadis Nasser et plus tard Ahmadinejad. Il rentre de Bagdad avec 53 otages européens dans les bagages. Au lieu d'être glorifié tel un sauveur, il est cafardé dans la presse comme un néo-collabo. N'importe, il suit son agenda. Au mois de décembre, Le Pen-l'Arabe est reçu au palais royal de Rabat chez Hassan II. Entre les deux hommes, le courant passe. Le roi du Maroc annonce partager sa conception des immigrés clandestins: « Je n'ai pas à les protéger, ils se sont mis hors normes », dit le roi (*L'Événement du jeudi*, 13-19 décembre 1990). Encore un succès arabe pour le Menhir.

L'année suivante c'est la Tunisie qui figure sur son plan de vol. Le Pen accorde une interview impertinente à l'hebdomadaire *Réalités* du 12-18 avril 1991: « Certains ont voulu se servir des Arabes sur le plan politique comme ils se servaient des Noirs aux USA, jusqu'au moment où Farrakhan a publié la liste des marchands d'esclaves américains qui, comme par hasard, étaient tous de la même obédience. Il est certain que des organisations comme SOS Racisme étaient complètement pilotées par des juifs avec des troupes arabes. Le but était bien de dire que Le Pen est un raciste qui veut tuer les Arabes, les juifs, etc. »

Difficile de penser que le CRIF puisse apprécier les hardies paroles du Menhir. Mais Le Pen passe outre. Lors de son discours de rentrée, prononcé le 22 août à La Trinité-sur-Mer, il accuse « ceux qui réclament des frontières sûres et reconnues pour Israël » de vouloir « qu'on détruise celles de la France (...) au bénéfice du nouvel ordre mondial aux ordres de l'oligarchie internationale et cosmopolite. » Sont visés ici les sionistes de gauche, qui ont pour Israël les yeux de Chimène, disposés qu'ils sont à lui pardonner avec magnanimité les sentiments et les pratiques qu'ils condamnent avec la dernière énergie lorsque la France est en cause. Le président de la commission du souvenir du CRIF, Henry Bulawko, juge que « ces propos évoquent les sinistres *Protocoles des Sages de Sion* » et souligne que le chef du FN « feint d'oublier qu'Israël est encore en guerre avec ses voisins alors que la France est heureusement en paix avec les siens. » Bulawko ne s'interroge nullement sur les causes profondes

de l'état de guerre permanent qui maintient le Proche-Orient dans le trouble, l'agitation et l'horreur depuis la création d'Israël.

À cette heure, Le Pen n'a pas encore fait de geste pour la Palestine. On se souvient que quelques années plus tôt il a demandé la fermeture du bureau de l'OLP à Paris. De ce côté aussi, l'évolution est sensationnelle. À la fin du mois d'octobre 1992 une rencontre discrète a lieu à Paris entre Le Pen et Ibrahim Souss, le représentant de l'OLP en France, lors d'un dîner donné au domicile de l'homme d'affaires libanais d'origine palestinienne Fakhri Dalloul. Est-ce le début d'une prise de conscience géostratégique ou un simple clin d'œil en direction du monde arabe ? Les observateurs les plus avisés penchent pour la première hypothèse.

Arrive la présidentielle du 23 avril 1995. Le Pen y rassemble 15% des voix. Début mai, le numéro de *Tribune juive* fait figurer sur sa une un « STOP » martial, sans que l'on comprenne à qui le message s'adresse car on ne sache point que les récentes prises de position baroques de Le Pen sur le conflit proche-oriental puissent lui permettre d'attirer les voix juives. Le nouveau président du CRIF, Henri Hajdenberg (lequel a joué un rôle essentiel dans l'élaboration de la loi Pleven du 1^{er} juillet 1972) vocifère : « Ces 15% sont le signe d'un enracinement profond du FN et d'une montée des thèses xénophobes, racistes, antisémites (...). Il existe un risque de déstabilisation politique. » Il faut trouver un « barrage moral et politique aux thèses de Le Pen. » Pour le président de l'UEJF, Yariv Abehsera : « Il faut revoir notre façon de communiquer car le vote FN n'est pas qu'un vote protestataire. Nous voulons travailler avec les associations qui comptent : le B'nai B'rith, la WIZO [*Women's International Zionist Organization*] ».

À propos du B'nai B'rith, son président pour la France, Simon Midal, certifie : « Nous ferons tout notre possible pour empêcher les candidats émettant des propos xénophobes de conquérir une mairie. » Pour Serge Cwajgenbaum, secrétaire général du Congrès juif européen, « on peut se demander pourquoi les partis politiques n'ont pas pris position plus fermement contre le FN. » Raphy Marciano, directeur du Centre communautaire de Paris, croit avoir cerné la cause du succès lepeniste : « On a banalisé et légitimé sa présence à la télévision. » Jean Kahn, maintenant président du Consistoire central, se laisse emporter par sa fougue : « Une certaine dénazification n'a pas été réalisée. C'est pourquoi le CRIF-Alsace réunira avant les municipales l'ensemble des forces religieuses, politiques, morales et syndicales pour signer un pacte prônant qu'il n'y ait aucun accord avec le FN. »

Plus radical que le trépignant Kahn, Jacques Kupfer, président du Herout de France, parti défendant les idéaux racistes de Jabotinsky, s'enfièvre selon la coutume des sicaires : « Je sais comment on règle le problème des antisémites : d'une manière physique. La jeunesse juive doit être prête à cela : il ne

faut ni pleurer, ni craindre ni se lamenter. » C'est ce qu'on appelle une menace de mort. Sera-t-il poursuivi par le Parquet ? Point à ma connaissance.

En juin 1995, aux municipales, les listes du Front national remportent trois mairies de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur : à Marignane (Bouches-du-Rhône), avec 33,49% au premier tour et 37,27% au second, Daniel Simonpieri est élu maire ; Jean-Marie Le Chevallier est élu à Toulon (Var) avec 31,02% au premier tour et 37,02% au second ; Jacques Bompard est, lui aussi, élu à Orange (Vaucluse) avec 31,37% au premier tour et 35,93% au second.

Le 5 juillet 1995 on apprend par un communiqué AFP que « le ministère israélien des Affaires étrangères recommande (...) à tous les édiles d'Israël d'éviter les contacts avec des représentants du Front national de Jean-Marie Le Pen (...). Le ministère des Affaires étrangères rappelle par ailleurs que les représentants officiels d'Israël ont également reçu pour consigne de s'abstenir de tels contacts. Cette recommandation a été faite après consultation avec les représentants diplomatiques et consulaires israéliens en France ainsi qu'avec le Conseil représentatif des institutions juives en France (CRIF). Cette recommandation touche notamment la mairie d'Herzlia, au nord de Tel Aviv, jumelée avec Toulon. »

Quel autre État au monde qu'Israël pourrait se permettre une telle ingérence dans les affaires intérieures d'un pays étranger, sans encourir aussitôt la réprobation de la diplomatie de celui-ci ?

Le 29-30 juillet 1995, dans *Libération*, Yariv Abehsera dresse un terrible constat : « Reconnaissons-le : notre lutte contre le Front national a été un échec. » À l'en croire, Patrick Gaubert (né Goldenberg), proche de Charles Pasqua et vice-président de la LICRA, l'homme à qui l'on doit « la modification par étapes des programmes scolaires afin de sensibiliser les enfants sur la Shoah » (Guland), est à peu près au bord de la dépression : la banalisation du FN « nous ridiculise devant l'Europe entière. »

Le grand rabbin Sitruk rencontre la communauté juive à la synagogue de Toulon au lendemain de la victoire de Jean-Marie Le Chevallier. Président de la communauté juive de Toulon, M^e Yves Haddad rompt les ponts avec la municipalité entrante : « Les maires lepenistes vont nous la jouer très fine, à la séduction. On nous serine ici que le FN n'a pas volé le pouvoir et qu'il n'y a pas 40% d'abrutis à Toulon. Mais il ne faut pas oublier que nous avons été esclaves en pays d'Égypte... » La mairie a envoyé des plantes vertes à la synagogue pour la célébration d'un mariage, mais Haddad les a renvoyées à l'expéditeur, ayant décidé de se contenter de vivre de la manne céleste comme les Hébreux dans le désert. Quand, le 16 juillet, Le Chevallier participe avec le préfet du Var à une cérémonie commémorant la rafle du Vel d'Hiv, Haddad ne s'y rend point et réalise une commémoration de son côté, avec le même

préfet du Var. En 1997, Haddad, très remonté, contribue à la fondation de la Loge Emmanuel Levinas pour le compte du B'nai B'rith; sur le site internet d'icelui, on peut lire: « Cette Loge a été nommée en souvenir du philosophe Emmanuel Lévinas qui habitait Jérusalem pendant ses dernières années. »

De son côté, Henri Hajdenberg brandit le bouclier présidentiel: « Ainsi s'est-il félicité que, devant lui, lors d'une audience privée le 4 juillet dernier, Jacques Chirac ait pris l'engagement d'intervenir en cas de dérapage des maires du Front national », écrit François Devinat dans *Libération*.

Loin de ces considérations communautaristes, Jean-Marie Le Pen se prend à rêver d'une « grande union des patriotes ». Il en a trouvé la formule: « Patriotes de tous les pays, unissez-vous ! », inspirée par François Duprat et en référence au célèbre mot d'ordre marxiste, détourné. Voulant acquérir une stature gaullienne, il multiplie les contacts à l'étranger, point toujours chez les éléments les plus modérés. En février 1996, il se déplace au pays des Cosaques pour assister au mariage du nationaliste russe Vladimir Jirinovski, arrivé deuxième aux législatives de décembre et candidat à la présidentielle; celui-ci menace alors la Pologne de frappes préventives en cas d'adhésion à l'OTAN « et si des forces de ce bloc militaire sont installées sur leur territoire » !

Concernant l'Irak, le Menhir ne cesse de plaider en faveur de la levée de l'embargo décidé par l'ONU. De nombreuses délégations du FN s'y rendent pour favoriser toutes les entrées des entreprises françaises désirant y exporter. Avec son ami Jean-Michel Dubois, vice-conseiller de la Chambre de commerce et d'industrie de Paris, le président du FN s'y déplace à nouveau au mois de mai 1996, dans le cadre des activités de l'association caritative SOS Enfants d'Irak de Jany Le Pen, qui remet aux autorités deux ambulances et des médicaments.

Le samedi 18 mai, au matin, devant les caméras de CNN, Le Pen dénonce un « véritable crime contre l'humanité. Rien ne justifie ce qui se passe ici, ni le droit, ni la morale, ni la politique, ni les lois de la guerre, ni le droit des gens, ni ce que les agresseurs appellent les droits de l'homme. »

Le même jour, la délégation conduite par Le Pen pénètre dans l'enceinte du palais présidentiel de Saddam Hussein, qui le reçoit en uniforme kaki, flanqué de son Vice-Premier ministre, le chrétien Tarek Aziz. Le président du FN proclame que l'Irak ne subit pas un embargo, mais un véritable « blocus, un acte barbare que rien ne justifie, et j'ose le dire un acte de piraterie internationale. Si le peuple américain savait les crimes qu'on commet en son nom, je suis sûr qu'il n'accepterait pas et se révolterait. » Le ci-devant reaganien accuse le catastrophique George Bush: « Le président Bush, ancien patron de la CIA, a utilisé à quatre reprise l'odieuse diffamation des couveuses de Koweït City prétendument vidées de leurs occupants par les troupes irakiennes pour

manipuler l'opinion américaine et obtenir du Sénat le vote permettant la guerre contre l'Irak. » Ledit mensonge a été monté par une agence de communication et le « témoin » principal n'était autre que la propre fille de l'ambassadeur du Koweït aux États-Unis.

Le Pen poursuit: « Défendre l'Irak, c'est aussi défendre toutes les nations (...). J'étais adolescent pendant la guerre et la vie n'était pas rose, mais jamais l'occupant nazi ne nous a pas fait subir ce que l'encerclement américain inflige systématiquement à votre peuple (...) »

Sanglé dans son uniforme, le Raïs lui répond en fustigeant ses ennemis, tous ses ennemis nommément cités: « Quant au nouvel ordre mondial, son but est dans la pratique de ramener les peuples au passé, avant l'établissement des États. C'est l'intérêt des États-Unis, qui n'ont pas d'histoire, qui se sentent une création nouvelle. Et le sionisme international est complice » (*National Hebdo*, 30 mai-5 juin 1996). Le mot est lâché.

Le 17 novembre 1996, un colloque organisé par le CRIF et le CERA (Centre européen de recherche et d'action sur le racisme et l'antisémitisme), rendu possible grâce à l'aide de l'Union européenne, se tient au Palais de l'Europe à Strasbourg. Thème: « La République menacée: les dangers de l'extrême droite, la riposte alsacienne. » Parmi les réflexions: « Les juifs sont plus français que Jean-Marie Le Pen » (*Rivarol* 13 décembre 1996). Jean-Yves Camus, politologue proche du B'nai B'rith et converti au judaïsme, déclare non sans lucidité qu'il « serait vain d'espérer que la disparition un jour du numéro un du FN brise son élan » (*Actualité juive*, 28 novembre 1996). Jean Kahn indique que 1997 sera « l'année de l'antiracisme », au cours de laquelle « on sensibilisera à la question de la Shoah et du danger du discours lepeniste ».

Dans *Tribune juive* du 3 avril 1997 Julien Dray, député PS de l'Essonne, animateur de la Gauche socialiste et cofondateur de SOS Racisme, est interrogé par Olivier Guland. Lui aussi a sa petite idée sur la solution finale qu'il convient de mettre en œuvre pour se débarrasser *ad vitam æternam* de la question lepeniste: « L'essentiel c'est d'isoler ce parti par une mobilisation citoyenne. Les Strasbourgeois ont montré l'exemple (...). Créer des comités de vigilance antifascistes dans chaque ville est la bonne méthode. »

– TJ: Faut-il interdire le Front national ?

– Dray: Oui, mais les conditions ne sont pas encore réunies pour le faire. Cela doit être l'aboutissement d'une mobilisation massive. Il faut commencer à isoler ce parti. Nous parviendrons ainsi à poser le problème de sa légitimité républicaine. Mais je répète que la question, à mon sens, n'est pas taboue. Il faut poser le problème de cette interdiction. Lionel Jospin a dit clairement, lors d'une réunion du bureau national du PS, que la question méritait d'être posée, même si elle n'est pas d'une actualité

immédiate (...). La pression du FN sur la majorité va s'accroître durant la campagne pour les législatives. Certains responsables de la droite sont obsédés par l'électorat lepeniste (...). J'ai toujours pensé que le FN était profondément antisémite. Ses cadres sont d'abord antisémites avant d'être antimaghrébins. Ils tentent d'inculquer cette haine à l'électorat. Les juifs sont les ennemis éternels de ce type de parti. »

Dans l'éditorial de *Tribune juive* du 20 mars, Yves Derai, auteur avec Yves Azéroual d'un *Mitterrand, Israël et les juifs* (Robert Laffont, 1990), écrit : « Y a-t-il des organisations juives qui cherchent à peser sur la vie politique de notre pays pour empêcher que la droite traditionnelle ne contracte des alliances avec l'extrême droite ? La réponse est oui. »

Dans son discours tenu lors de la XVII^e Fête des BBR en septembre 1997, Le Pen passe à l'attaque : « Nous n'obéissons pas aux mots d'ordre d'aucune organisation ni étrangère comme le B'nai B'rith, ni intérieure comme le Grand Orient. »

En octobre 1997, après quatorze ans de procédures, c'est l'heure du procès, à l'âge de 87 ans, de Maurice Papon, ancien secrétaire général de la préfecture de Gironde entre 1942 et 1944, accusé d'avoir géré des opérations de déportation, donc d'avoir envoyé des juifs à la mort. L'homme a aussi été Préfet de police de Paris sous de Gaulle, qui l'a décoré de la Croix de commandeur de la Légion d'honneur, et ministre du Budget dans le gouvernement de Raymond Barre. Dans *National Hebdo* d'octobre 1997, Le Pen, nimbé par une lueur gaullienne, déclare que « ce qui sous-tend le procès Papon, c'est tout de même le judéo-centrisme. L'Histoire doit obligatoirement s'ordonner par rapport aux événements qui touchent la communauté juive (...). Il n'est pas question pour moi de nier l'horreur qui a frappé celle-ci en Europe durant la Seconde Guerre mondiale, mais il n'est pas honnête d'oublier que le conflit fit en six ans des dizaines de millions de morts. » Selon lui, « de Gaulle a eu le mérite de placer la France dans le camp des vainqueurs, Pétain celui de permettre au peuple français de survivre après la défaite. La France et les Français n'ont pas à demander pardon à qui que ce soit. »

Le 9 février de cette année 1997, à l'élection municipale partielle de Vitrolles, la liste du Front national menée par Catherine Mégret (épouse du délégué général du parti déclaré inéligible pour cause de dépassement du plafond de son compte de campagne), avait gagné au second tour à la majorité absolue (52,48%). Le 10 février, dans une lettre adressée à Henri Hajdenberg, Avraham Burg, président de l'Agence juive, un organisme para-gouvernemental chargé de l'émigration vers Israël, se déclare « profondément inquiet » de la conquête électorale d'une quatrième ville par le FN, après Toulon, Orange et Marignane. Burg annonce qu'il « faut remettre à l'ordre du jour la question de l'immigration en Israël des juifs de France » (AFP).

Le 28 février, le dentiste parisien Patrick Gaubert, ancien « chargé de mission pour s'occuper des relations avec la communauté juive » auprès du ministre de l'Intérieur Charles Pasqua (*Actualité juive*, 18 décembre 1987) et vice-président de la LICRA, rédige une tribune emphatique et autocélébratoire dans *Libération* : « Désormais les associations doivent prendre leurs responsabilités, reprendre l'initiative, retrouver leur pouvoir d'interpellation de la classe politique (...). J'ai proposé, à cet effet, à l'ensemble du monde associatif de reprendre la main pour lutter contre le Front national, ses hommes et ses thèses (...). Au sein des associations, les politiques démocrates de tous bords peuvent se rejoindre, et la LICRA en est un bon exemple (...). Moi-même, en tant que membre du Conseil national du RPR et vice-président de la LICRA, je n'ai aucun mal à trouver des terrains d'entente avec d'autres membres de cette commission issus du PS ou de l'UDF. Car nous avons un combat commun à mener, qui n'est pas un combat politique mais un combat moral et philosophique, un combat d'hommes et de femmes de conviction qui ont su transcender leur appartenance politique afin de lutter ensemble contre le trou noir de la démocratie qu'est le Front national. »

Le 6 mars, *Tribune juive* sort son dossier à charge digne de *Nuit et brouillard* : « Être juif sous la botte lepeniste. » On peut y lire : « À Vitrolles, Marignane, Toulon et Orange, les communautés juives s'organisent pour "ne rien demander aux municipalités et ne rien leur devoir". (...) Pas question de tolérer la présence des maires dans les synagogues le jour de Kippour, comme c'est la tradition. (...) Tous les juifs, ou presque, des quatre villes de la honte ont été systématiquement appelés par les présidents de communautés avant les élections, afin qu'ils n'oublient pas d'aller voter, "pour un parti démocratique" bien entendu. Une consigne largement suivie. » Les juifs de Toulon, eux, « ont construit une ligne Maginot entre la communauté et la mairie ». Il y a hélas des contre-exemples comme « l'ex-femme... juive de Jacques Bompard, le maire d'Orange », qui « soutiendrait politiquement son ancien mari » !

Le 21 avril, le président Chirac annonce la dissolution de l'Assemblée nationale. En une de *Tribune juive* le 8 mai : « La dissolution anti-Le Pen ». Mais on se s'improvise pas Nostradamus. Résultat du premier tour, qui s'est déroulé le 25 mai : 31 % des suffrages au RPR/UDF, 40 % à la gauche et 15 % au FN. Le FN réalise son meilleur score dans une consultation électorale. Augmentant de 2,35 points par rapport à 1993, il devient le troisième parti de France. À la proportionnelle intégrale, il aurait eu 60 députés. Partisan de la rupture, Le Pen décide de maintenir 133 candidats au second tour. Tout est ouvert, nouvelle cohabitation ou majorité restreinte. Les représentants de la communauté juive affectent d'avoir de l'influence dans cette partie qui se joue dans un mouchoir de poche.

Aux législatives des 25 mai et 1^{er} juin, Jean-Marie Le Chevallier, maire frontiste de Toulon, est élu député dans la 1^{ère} circonscription du Var avec 32,39% au premier tour et 53,16 % au second.

Dès l'annonce du résultat du premier tour, face à l'enracinement du FN en Alsace, dans le Nord et le Sud-Est, le CRIF réagit vivement. Dans un communiqué, il constate « la poursuite du glissement du vote protestataire en faveur du Front national, soulignant une fois de plus la pollution des institutions républicaines et de la vie démocratiques par les idées du FN (...). Animé par l'exigence républicaine, le CRIF appelle toutes les forces démocratiques, par-delà les clivages politiques traditionnels, à faire systématiquement barrage aux candidats du Front national. Il apparaît essentiel politiquement et juste moralement d'empêcher les ennemis de la République de profiter de ses institutions pour les gangrener. »

Tribune juive et le CRIF-Marseille s'invitent dans la campagne électorale. Ils organisent le 15 mai une soirée de réflexion politique dans un hôtel prestigieux de la cité phocéenne. Devant cinq cents personnes prennent tour à tour la parole le directeur de *Tribune juive*, Yves Derai, Jocelyn Zeitoun, président du CRIF régional, Charles Villeneuve, représentant TF1, Elisabeth Schemla au nom de *L'Express*. *Tribune juive* du 29 mai 1997 rapporte : « Une seconde table ronde rassemblant quatre candidats aux législatives (Renaud Muselier, RPR), Guy Teissier (UDF), René Olmeta (PS) et Guy Hermier (PC) a clôturé l'événement marathon, devant un public toujours attentif. Les questions sont promptement orientées, là aussi, sur le Front national et l'attitude des formations politiques en cas de triangulaire au second tour. Les interlocuteurs présents ont affirmé leur soutien au "Front républicain", contre le FN, tout en réfutant le concept. René Olmeta, candidat PS dans la 5^e circonscription, a donné la réponse la plus claire : "C'est très simple. En cas de triangulaire, il n'est plus question de parti socialiste, communiste, RPR ou UDF. Nous devons nous associer tous ensemble derrière le candidat le mieux placé pour battre le FN." Un exemple à suivre ». Comment suivre un exemple dont on refuse le concept, Olmeta ne le dit guère.

Actualité juive hebdo fait sa une du 29 mai avec un slogan qui n'impose pas d'avoir fait l'ENA pour être compris : « Faire barrage au FN ».

La politique des petites consignes va bon train. Huit mois plus tard, on lit dans *Actualité juive* du 5 février 1998 sous le titre « Consignes électorales » un communiqué du CRIF Sud-Est qui, lors de l'élection municipale de Cagnes-sur-Mer, « appelle l'ensemble des électeurs à faire barrage au Front national en votant massivement au second tour, le dimanche 8 février, pour M. Louis Nègre, candidat de la droite républicaine, qui est plus susceptible de barrer la route au candidat du Front national ».

En mai 1998, loin de ces préoccupations mesquines, Le Pen affirme dans l'hebdomadaire libanais indépendant *Al Moharer* que pour « beaucoup de juifs français », la France « ne constitue qu'une résidence ». Il poursuit sur le même ton, osant s'avancer sur un terrain glissant : « Le juif français est un citoyen français. S'il refuse cette citoyenneté et insiste pour être juif ou israélien avant d'être français, à ce moment je pense que nous avons le droit de le considérer comme un étranger. Cette attitude n'est point raciste mais patriotique. » Il considère que ces comportements « servent les intérêts des sionistes qui nourrissent eux-mêmes la haine contre les juifs. » Il ajoute, impassible, s'aventurant dans le domaine théologique pour dénoncer la sclérose spirituelle, qu'il « n'existe pas de peuple élu ni de peuple non élu. »

Dans son discours du 1^{er} mai, Le Pen pourfend un communiqué commun signé de plusieurs évêques catholiques, du président de la Fédération protestante, d'un évêque orthodoxe, du recteur Boubakeur, du grand rabbin Sitruk et de Jean Kahn, dans lequel ces derniers, en principe chargés de s'occuper des âmes de leurs ouailles et non de la couleur de leur bulletin de vote, se mêlent « d'alerter les responsables politiques sur la place prise par le Front national dans la vie publique. » Qui a eu l'initiative de cette déclaration insensée qui fait pression sur des représentants démocratiquement élus ? Joseph Sitruk nous le révèle en exclusivité dans le numéro de *Tribune juive* du 17 avril : « Je vous signale que c'est Kahn et moi qui avons été à l'origine de cette prise de position commune. » Pourquoi diantre ? « Car c'est aux juifs "de monter en première ligne face à l'extrême droite." » Simple comme *shalom*.

Pris dans de mortifères querelles intestines contre les mégrétistes, Le Pen doit peu à peu mettre une sourdine à ses vitupérations. On le donne pour fini ; de plus en plus seul, il doit recharger ses batteries et se mettre en quête d'auxiliaires et d'alliés pour repartir en campagne d'un bon pied. Cela n'empêche pas Patrick Gaubert, devenu président de la LICRA en 1999, de déclarer : « Face à chaque électeur du Front national, il doit y avoir un militant de la LICRA. » (*Actualité juive*, janvier 1999). Dans *L'Humanité* du 29 janvier 1999 le même Gaubert assène, enflé de superbe : « Lutter contre le FN fait partie de nos missions. Je pense que nous devons réfléchir à la manière de renforcer l'arsenal répressif contre le racisme et l'antisémitisme. Peut-être faudrait-il créer au niveau national des brigades judiciaires luttant spécifiquement contre les discriminations et toutes les formes de racisme ? »

Le 7 janvier 2005 Le Pen donne une interview à *Rivarol*. Il s'insurge contre l'entrée possible de la Turquie dans l'Union européenne : « Les Français doivent savoir que, s'ils votent oui à la Constitution, ils auront au bout du compte non seulement l'entrée de la Turquie dans l'Union mais aussi l'arrivée de beaucoup d'autres pays, dont Israël (que certains euro-députés voudraient voir adhérer) ». Il lâche une petite phrase sur l'occupation allemande – laquelle

n'aurait pas été « particulièrement inhumaine » –, sentence en réalité prononcée hors du cadre de l'entretien mené par Jérôme Bourbon, mais le tollé est immédiat. En 2008, il est condamné pour cette déclaration à trois mois de prison avec sursis et à une amende de 10 000 euros, jugement confirmé par la cour d'appel de Paris l'année suivante.

C'est reparti pour un tour ! À cette occasion, Marine Le Pen, en pétard, décide, pour marquer sa désapprobation des propos de son père, de ne point se rendre au bureau exécutif du FN. Début d'une prise de distance ? Pas encore ; pas vraiment. Il s'agit plutôt un mouvement d'humeur, qui ne prendra sa réelle signification que par la suite.

Déjà, cependant, elle entend faire du FN *light*. Point de vagues, encore moins de tumulte : elle aspire à un parti sans ternissure. Le discours prononcé par son père à Valmy le 20 septembre 2006, qu'elle coécrit avec l'essayiste Alain Soral, ancien du PCF venu au parti lepeniste, contraste avec la coutumière ritournelle anti-immigratoire :

« Sur ces terres glorieuses de Valmy, moi, Jean-Marie Le Pen, je vous appelle, vous tous qui aimez la France, à vous réunir autour de ma candidature. Oui, vous tous : paysans, artisans, commerçants, employés, étudiants, chômeurs, ouvriers et entrepreneurs, artistes et savants. Et vous aussi, Français d'origine étrangère, je vous invite à nous rejoindre. Vous que nous avons si bien su assimiler par le passé, quand notre beau pays suscitait désir et respect, avant que les ravages de mai 68 n'aient répandu partout la haine de ce qui est français, la détestation de l'autre et de soi. Oui, vous aussi Français d'origine étrangère, je vous appelle à communier sur nos valeurs, dans la mesure où vous respectez nos coutumes et nos lois, dans la mesure où vous n'aspirez qu'à vous élever dans ce pays par le travail, nous sommes prêts, comme nous le fîmes toujours par le passé, à vous fondre dans le creuset national et républicain, avec les mêmes droits, mais aussi les mêmes devoirs. Il y eut un Platini, il y a eu un Zidane... pourquoi ce grand dessein ne serait plus possible demain ? Oui tous, non pas Français de souche ou de papier mais Français de cœur et d'esprit, nous pouvons constituer demain, dans un grand élan d'union nationale, cette armée hétéroclite des soldats de Valmy rassemblée autour d'une même idée – de cette France, qui est d'abord une idée –, celle de la République, une et indivisible, fière de son histoire et assimilatrice, respectueuse de la liberté et soucieuse des humbles, et plus que tout éprise de justice et d'égalité, celle de la République, selon notre Constitution : laïque, démocratique et sociale. »

Le 11 novembre 2006, sur une idée de son directeur de campagne, l'ex-FN Marc George, l'humoriste Dieudonné, vilipendé depuis son sketch sur le colon israélien aux allures de national-socialiste caricatural passé en 2003 dans l'émission Marc-Olivier Vogiel, se rend à la Fête des BBR en tant qu'éventuel

candidat à la présidentielle pour y rencontrer le Menhir et Bruno Gollnisch, son lieutenant que beaucoup estiment être en mesure de lui succéder. Ils acceptent tous deux, sans couardise, de serrer la main du sulfureux électron libre. Prise d'une sainte frousse, Marine se claquemure dans un bureau afin de ne pas figurer sur les photos en compagnie du comique. Elle s'écrie en parlant de son père : « Il ne veut pas gagner ! ».

La surprise est de taille pour les médias et les électeurs.

« Pour avoir été moi-même diabolisé, j'ai un peu de recul sur le lynchage médiatique », blague Dieudonné. Le locataire du théâtre de la Main d'or, qui s'était présenté à Dreux en 1997 contre Marie-France Stirbois, salue le « projet rassembleur de Le Pen » (*Le Point*, 14 décembre 2006). Tout métis franco-camerounais soit-il, il laisse entendre qu'il « n'exclut pas de voter Le Pen », en cas de présence de ce dernier face à Sarkozy au second tour. En mars 2007, Dieudonné accompagnera Jany Le Pen lors d'un voyage au Cameroun destiné à alerter l'opinion sur le sort des Pygmées menacés par la déforestation.

Regardant vers la présidentielle de 2007, le musulman Ahmed Moualek, fondateur du website « La Banlieue s'exprime », dieudonniste de la première heure et lui aussi présent aux BBR, déclare dans *Minute* du 13 décembre 2006 : « Le Pen est respecté dans les cités. Son discours peut parfois heurter, mais il est honnête. Les gens y sont plus sensibles que vous croyez. (...) Le Pen n'est ni idiot ni raciste ».

Sur BFM-TV, le 21 décembre 2006, on demande à Le Pen : « Est-ce que c'est l'antisémitisme affiché de Dieudonné que vous trouvez drôle ? » Sa réponse est hardie : « Oui, ça peut aussi être drôle. Il ne doit pas y avoir de sujets qui échappent à la critique ou à l'ironie. » La journaliste n'en croit pas ses oreilles : « Vous venez de dire que si l'antisémitisme est exprimé de façon drôle, pourquoi pas ? ». Le Pen : « Vous savez que les gens qui se moquent le plus des juifs ce sont les juifs eux-mêmes. Il y a un humour juif très célèbre, très connu » (*Le Monde*, 26 décembre 2006).

Le 14 janvier 2007 dans *Le Parisien*, le Menhir, adepte du *wishful thinking*, prédit une surprise de taille pour la présidentielle : « Les cités voteront pour moi. » L'intervieweur, dont l'originalité n'est pas la vertu première, revient sur un problème capital qui poursuit Le Pen depuis le « détail », comme Raspoutine poursuit Corto Maltese dans les albums de Hugo Pratt : le révisionnisme historique.

Le Parisien : Une enquête préliminaire vient d'être ouverte à Paris pour établir la nature exacte des propos tenus à Téhéran par le négationniste français Robert Faurisson [l'universitaire révisionniste a participé à une conférence sur

l'Holocauste donnée en Iran en décembre 2006, à propos de laquelle Jacques Chirac a demandé l'ouverture d'une enquête préliminaire] .

Le Pen : Je suis pour la liberté d'expression.

Le Parisien : Quel que soit le sujet ?

Le Pen : Quel que soit le sujet. Hélas, je m'aperçois que le champ de la liberté ne cesse de rétrécir.

Le Parisien : Y compris pour dire, le cas échéant, n'importe quoi ?

Le Pen : Pour dire n'importe quoi, à la limite, oui. Dans le domaine de l'histoire et de la politique, je ne vois aucune raison de limiter la liberté.

Le Parisien : Les négationnistes aussi peuvent donc dire ce qu'ils veulent ?

Le Pen : Pourquoi pas ? Il fut une époque où il était obligatoire de croire en Dieu. Maintenant c'est fini. En revanche, il est obligatoire de croire à un certain nombre de vérités officielles. Ainsi, celui qui ne croit pas au génocide arménien tombe-t-il sous le coup de la loi.

Le Parisien : Et la Shoah, on peut en discuter ?

Le Pen : Je n'en discuterai plus. La dernière fois, cela m'a coûté 1,5 million.

Le Parisien : C'était l'affaire du « détail » ?

Le Pen : Je ne m'aventurerai plus sur ce terrain.

C'est sans nul doute de la sagesse, mais non une franche *metanoia*.

Le 6 avril 2007, en campagne électorale, Le Pen accomplit une visite impromptue en banlieue, sur la dalle d'Argenteuil (Val-d'Oise). S'adressant aux personnes issues de l'immigration, il leur assure qu'elles sont « les branches de l'arbre France », enchérissant : « Vous êtes des Français à part entière (...). Si certains veulent vous kârchériser pour vous exclure, nous voulons, nous, vous aider à sortir de ces ghettos de banlieue où les politiciens français vous ont parqués pour vous traiter de racaille par la suite (...). Je ne suis pas venu ici faire un safari politico-médiatique mais vous donner un espoir réel pour votre avenir (...). Vous avez les mêmes droits et devoirs, comme nous tous. (...) Il n'y a pas de beurtitude. Pour moi, vous n'êtes ni des potes, ni des blacks, ni des beurs, vous êtes des citoyens français » (*L'Express*, 6 avril 2007). Ce langage, qui n'est sans rappeler son assimilationnisme originel, se situe dans la droite ligne du discours de Valmy de l'automne 2006. Des femmes voilées applaudissent. C'est du jamais vu.

Le 19 avril 2007, le président du FN accorde, en outre, une interview à un quotidien israélien, *Maariv*, appelant les juifs à voter pour lui : « Les juifs qui sont français et liés à la France, et dont les intérêts sont ceux de la France doivent voter en bloc pour moi... Le fait est que les juifs ont voté pour moi en 2002. Ils sentent sans doute mieux que moi les dangers qui pèsent sur notre pays à cause de la situation de la sécurité. » Mais quand on lui demande pourquoi la communauté juive préfère Sarkozy, il répond en s'autorisant une remarque hasardeuse qui risque de ne pas subjuguier ceux à qui elle s'adresse : « Sarkozy est juif par sa mère. Cela joue un peu en sa faveur, le fait qu'il soit juif grec, mais il n'est pas juif du côté hongrois. Sarkozy est toujours en faveur des organisations juives et d'Israël. Il est pro-américain, très pro-américain, mais tous les juifs ne sont pas pour lui. »

Fin 2006 et début 2007, Marine Le Pen, directrice stratégique de la campagne du FN, est satisfaite, malgré des frayeurs éphémères. Elle peut déclarer : « Les journalistes, désormais, se grattent la tête pour trouver une solution : quand ils n'invitent pas Le Pen, il monte. Quand ils l'invitent, il monte. Et quand ils le traitent d'antisémite, il monte ! » (*Le Point*, 14 décembre 2006). Elle ne va point trop tarder à changer d'avis sur ce dernier chapitre.

Sur l'une des six affiches électorales du FN est présentée une « beurette ou une jeune antillaise », nombril et string apparents, dotée d'un piercing, accompagnée de ce slogan : « Nationalité, assimilation, ascenseur social, laïcité, la droite et la gauche ont tout cassé ». Au FN, la vieille garde bat froid les responsables de cette création. « Une nouvelle occasion aux durs du FN de tenter d'écorner l'influence de Marine Le Pen, jugée trop moderniste, auprès de son père », écrit *Libération* (11 décembre 2006). Selon Martial Bild, délégué général adjoint du parti, « des jeunes issus de l'immigration maghrébine » commencent à « s'intéresser au FN (...). C'était inenvisageable il y a quelques années : il y a l'esquisse d'un dialogue entre les banlieues et Le Pen » (*Le Figaro*, 13 décembre 2006).

Las, la campagne ne convainc guère et débouche sur un désastre électoral sans précédent dans le recul du score. Le 22 avril Le Pen recueille seulement 10,54% des suffrages. La débâcle est amplifiée par les législatives du 10 juin, lors desquelles le FN obtient 5% des voix. Une souscription nationale est lancée pour renflouer les caisses du parti. Exsangue, le FN doit mettre en vente son siège du « Paquebot » à Saint-Cloud. Principale responsable du naufrage, Marine reste en place et ambitionne même de s'élever sur la plus haute marche du podium. Pendant ce temps, les rats quittent le navire et des cadres de longue date sont limogés. Le parti est en capitotade.

Le Pen ne cesse pour autant de jouer avec les thèmes de sa campagne dont il ne se départ plus. Le 19 août 2007, il donne un entretien au quotidien *La Gazette du Maroc*, pays où il se trouve en vacances chez des amis. On

aborde la question du nucléaire iranien ; pour lui, l'Iran doit tout naturellement pouvoir continuer son programme d'enrichissement d'uranium. Visant les États-Unis et Israël, il lance, fidèle en cela à la ligne de conduite qu'il a adoptée avec Saddam Hussein : « L'absurde c'est que ceux qui interdisent à l'Iran de développer cette énergie nucléaire possèdent eux-mêmes cette bombe atomique. C'est incroyable. Cette attitude de mépris et de domination des peuples est inadmissible. » Pour lui, « Israël a droit à des frontières claires et garanties qui se limitent aux frontières d'origine. Mais en même temps, Israël ne peut pas continuer à occuper des territoires qui ne lui appartiennent pas. »

Prenant un air néo-gaullien, il y critique abruptement la politique étrangère de Nicolas Sarkozy, « un atlantiste, un sioniste et un européeniste. Tout ce que je ne suis pas. » *Actualité juive* du 6 septembre 2007 commente : « Une définition qui, on en conviendra, possède au moins l'avantage de la clarté. »

En juillet 2008, le président du FN confirme sur RTL être devenu le parrain de la troisième fille de Dieudonné, baptisée dans la paroisse de Saint-Éloi de Bordeaux par l'abbé traditionaliste Philippe Laguérie (*L'Express*, 16 juillet 2008). Il admet avoir « un certain nombre de points communs » avec l'humoriste : « Nous faisons partie de la communauté des parias, des persécutés à cause de notre liberté de pensée et de notre liberté de parole. »

Quand, le 26 décembre 2008, Dieudonné fait monter sur scène et acclamer au Zénith de Paris le professeur Robert Faurisson, à qui il remet avec une franche désinvolture le Prix de l'inféquentabilité et de l'insolence, Jean-Marie Le Pen, ignorant que cette surprise est au programme, se trouve dans une loge réservée. C'est la seule et unique fois de leur vie que Faurisson et Le Pen se croiseront. En coulisse, après le spectacle.

Dans un communiqué, le CRIF fulmine contre « la mascarade odieuse du Zénith » qui « fait honte à notre pays », rappelant que Dieudonné, Faurisson et Le Pen ont tous trois été condamnés par la justice française. Le CRIF « demande que l'argent public cesse de subventionner les salles où se produit le multirécidiviste Dieudonné » (*Le Point*, 28 décembre 2008).

On ne parle désormais que de la succession du Menhir. Il a 80 ans. Il ne lui reste que trois ans à tirer à la présidence du FN.

Chapitre 17

VERS UN FRONT NATIONAL-SIONISTE ?

« Car il n'y a rien de caché qui ne doive être découvert, ni de secret qui ne doive être connu »

(Matthieu, 10, 26)

Toute sa jeunesse Marion Le Pen, dite Marine, s'est désintéressée de la chose publique ; son père lui-même a longtemps fait reposer ses espoirs sur l'aînée de ses trois filles, Marie-Caroline, avant que celle-ci, suivant son mari Philippe Olivier, ne rejoigne le camp des « félons » lors de la crise mégrétiste qui déboucha sur la scission du FN. Clubbeuse la nuit, qu'elle aimait à passer dans les boîtes parisiennes *hype*, aussi bien avec ses amis « gudards » qu'avec le chanteur Serge Gainsbourg, la benjamine se destinait à l'avocature durant le jour. Elle est parvenue à cumuler, un certain temps, ces deux activités, jusqu'à devenir en 1998 la directrice du service juridique du parti de son père.

Elle le concède benoîtement : « Je n'ai pas de culture militante, je suis une inculte politiquement. Lorsque j'étais jeune, je lisais énormément, mais rien à voir avec la politique. Ma mère me faisait faire ce qu'elle voulait en me promettant de m'acheter un livre de la collection Harlequin » (rapporté par Chistiane Chombeau, *Le Pen, père et fille*, Panama, 2007). À l'époque où Nabilla est une star et Zahia une muse, qui cela peut-il choquer, fors une poignée d'esprits chagrins pétris de culture classique ? Marine n'est point entrée en politique comme on entre en religion, mais comme on entre sur un plateau télé, avec le désir d'y demeurer tant le reflet de votre propre image vous hypnotise.

Pourtant, comme l'observe sa mère Pierrette, elle est « le clone de son père », tant par le physique (massif) que par le caractère (bien trempé). Nourissant comme lui une répulsion à l'encontre des constructions idéologiques élaborées, comparables dans son esprit aux idéaux fumeux du Coucouvilleles-Nuées d'Aristophane, elle n'en déroule pas moins son propre système d'affections et de dilections, quand bien même celles-ci peuvent évoluer voire se métamorphoser brusquement sur une courte période. L'universaliste qui racolait avec son père le vote des banlieues en 2007 est ainsi devenue sept ans plus tard le symbole national de leur flétrissement ; la hussarde qui se trouvait en première ligne pour éradiquer les colonnes mégrétistes jugés

racialistes s'est transformée en championne de la lutte contre l'immigration, sauvage ou non, entretenant à l'envi la confusion entre immigrés, islam, islamisme, terrorisme. Mais sa relative instabilité politique, due principalement à une absence de colonne vertébrale doctrinale, ne touche pas tous les secteurs à égal degré. Très tôt apparaissent chez elle un rejet de toute forme de radicalisme politique ou religieux (sa position favorable à l'avortement a fait jaser) et un dégoût profond, épidermique, pour l'antisémitisme, qui lui donne des haut-le-cœur. On retrouve cette dernière caractéristique jusque dans ses premières amours puisque l'un de ses amis de jeunesse, Axel Gylden, qu'elle a connu en seconde, rapporte qu'elle avait à l'époque « saisi par les cheveux une fille qui draguait son petit ami qui, soit dit en passant, était d'origine juive » (Chombeau).

L'adroite stratégie que Marine Le Pen a adoptée depuis son entrée en scène se calque sans difficulté sur ses propres schémas mentaux. La normalisation, c'est d'abord le style de vie qu'elle a adopté : goût de la fête, port du *jeans*, deux divorces au compteur (en 1999 et en 2006), vie de couple précaire, absence notable d'esprit religieux, attrait pour les émissions télévisées *mainstream* (« La mort de Super Nanny a été un drame familial », dit-elle à *TV Magazine*, 28 mars 2010) – bref, elle mène une existence comparable à celle de la plupart des femmes de sa génération, saupoudrée par surcroît de paillettes clodoaldiennes, puisqu'elle réside avec sa famille dans la somptueuse demeure de son père, dans le parc de Montretout à Saint-Cloud (un domaine de 5 000 m²), que celui-ci a quittée pour s'installer à Rueil-Malmaison chez sa femme Jany. La dédramatisation n'est que la scrupuleuse application sur l'échiquier politique de son mode d'existence. Cela n'empêche pas que l'opération de satinage soit habile, conduite avec doigté et un sens de l'entregent digne de Talleyrand.

Marine aime à répéter que son aspiration ultime est la conquête du pouvoir ; on la croit. Partant, elle entend mettre toutes les chances de son côté pour y parvenir. Dans la France républicaine de 2014 – objectivement révolutionnaire, puisque tous les voyants sont au rouge, mais subjectivement petite-bourgeoise, tant le peuple paraît amorphe et désespéré – une telle intention, au demeurant légitime, passe obligatoirement par un rapprochement avec la communauté organisée et ses syndicats. Et s'il faut un peu piétiner papa pour y arriver, on le fera. Doucement, héritage paternel oblige, mais sûrement. Ce n'est plus aujourd'hui que Marine irait soutenir en robe, plus par défi libertaire que par conviction historique – soyons justes –, Éric Delcroix, l'avocat de Faurisson poursuivi dans les années quatre-vingt dix pour « contestation de crime contre l'humanité » après la publication de son livre *La Police de la pensée contre le révisionnisme – Du jugement de Nuremberg à la loi Fabius-Gayssot*. Le temps est au froid pragmatisme, aux tentatives de

rapprochements imposant une conduite vertueuse sur certains tabous sociaux qui ne souffrent pas un poil d'irrévérence.

Bien avant son élection à la présidence du Front, en janvier 2011, Marine a entamé une entreprise de *cleaning*. C'est dans ce but que, dès l'an 2000, entrée (avec difficulté) au bureau politique du FN, elle prend la direction de l'association *Général Le Pen* (le s final a son importance), fondée en 1998 par son beau-frère Samuel Maréchal. Il s'agit pour elle de se présenter comme une alternative aux responsables les plus radicaux du parti, et, par ricochet, de lisser l'image de celui-ci.

Sans perte de temps, un an plus tard, soit seize ans après que le Menhir a été reçu par Ronald Reagan et les délégués du sionisme international, Marine se rend aux États-Unis pour assister à un rassemblement des femmes du Parti républicain : « Nous sommes économiquement de droite et socialement de gauche, pour reprendre la formule du maire de New York, Michael Bloomberg », trompète-t-elle. Elle se déplace à *Ground Zero*. En désaccord avec la guerre menée par Bush en Irak, elle profite toutefois de l'occasion pour désigner l'ennemi principal, cher au philosophe allemand Carl Schmitt – celui qui permet de s'identifier et de rassembler son camp. Interrogée par *L'Optimum* (2 décembre 2003), la frontiste insiste sur l'importance que revêt le 11-Septembre et sur son sens civilisationnel : « Cet événement a permis au monde de se rendre compte de la puissance du terrorisme international. Jusqu'alors, nul n'avait conscience à ce point de la menace qu'il représentait et des valeurs qu'il combattait. Celles de la France et de l'Amérique, des valeurs de liberté et de démocratie. Dans ces domaines-là, nous avons un combat à mener ensemble et je regrette le mauvais climat actuel de nos relations bilatérales. (...) Le FN n'a jamais été antiaméricain (...). Contrairement à M. Jacques Chirac nous ne condamnons pas les États-Unis sur un plan moral. »

Le danger antisémite n'est point négligé dans ses pensées : « Jacques Chirac est plus prompt à dénoncer les racismes et la xénophobie de l'extrême droite que l'antisémitisme des islamistes. Je vais vous surprendre mais je comprends que les Israéliens soient remontés contre le président français qui laisse prospérer l'antisémitisme dans notre pays », s'explique-t-elle. Pour sa première sortie internationale, elle communique l'essentiel de sa philosophie et prend date ; elle ne reviendra plus sur ses propos quasi-programmatiques.

L'Express du 15 décembre 2010, sous le titre : « Quand elle "approchait" les juifs », raconte qu'à l'occasion des régionales de mars 2004, tandis qu'elle mène la liste FN aux régionales en Île-de-France, Marine rencontre discrètement l'avocat franco-israélien Gilles-William Goldnadel, président de la néo-conservatrice association France-Israël, dans son cabinet parisien. « Il voulait me voir », affirme-t-elle – bien que lui soutienne l'inverse. Goldnadel déclare

à *L'Express* que la frontiste « souhaitait que le Front national entretienne de meilleures relations avec la communauté organisée. Je lui ai dit que le langage employé par le FN avait nui à sa respectabilité, principalement son ambivalence par rapport à la Shoah. Et que si elle souhaite sortir son parti de l'ornière, elle devrait faire un *aggiornamento* ». La Clodoaldienne le confirme : « Il voulait que je condamne mon père. » Elle lui aurait répondu : « Je n'ai rien à me reprocher. Je n'ai aucune responsabilité dans le malheur des juifs et ne me sens aucune filiation avec l'antisémitisme d'un certain nombre de nationalistes. »

Au conseil régional d'Île-de-France, le groupe qu'elle préside de 2004 à 2008 réclame d'ailleurs qu'un élu FN puisse se joindre à la délégation de lycéens qui se rend chaque année à Auschwitz, à l'instar des représentants des autres partis. Las, la majorité vota contre.

Élue députée européenne en juin 2004, la blonde clodoaldienne n'oublie pas les conseils avisés de Goldnadel et s'inscrit *in continenti tempore* à la délégation pour les relations avec Israël, au sein de laquelle elle siège, situation cocasse, avec le pasqualien Patrick Gaubert, président de la LICRA, antilepeniste de l'espèce fanatique. Le symbole est remarquable quoique peu remarqué par les divers observateurs, fort discrets en l'occurrence car visiblement contrariés.

Quelques mois plus tard, en octobre, Bruno Gollnisch, professeur à l'université de Lyon III, délégué général du Front national et directeur de la campagne présidentielle de Jean-Marie Le Pen en 2002, déclare, sous le feu des questions, qu'il appartient « aux historiens de se déterminer sur l'existence des chambres à gaz », sans toutefois nier ladite existence. La presse profite de l'aubaine pour rappeler le scandale du « détail » au cas où la population, occupée à d'autres rêveries, l'eût oublié. Le premier à se désolidariser est Éric Iorio, l'époux de Marine. Le 18 octobre, sur RTL, celle-ci fait savoir qu'elle « désapprouve sincèrement et sans ambiguïté » les propos de Gollnisch, lui reprochant de « nourrir la suspicion » d'antisémitisme qui pèse sur le parti. Selon elle, « le martyre du peuple juif par les nazis est un sujet extrêmement douloureux » ; elle ne « voit pas l'intérêt d'ouvrir de vieilles blessures » et regrette qu'après ces déclarations, les militants et les élus du parti vont devoir « passer un certain temps à expliquer que le Front national n'est ni antisémite, ni raciste, ni révisionniste. » Gollnisch reçoit un communiqué « d'amitié et de soutien » du bureau politique du FN, mais six membres du parti proches de Marine s'éclipsent au moment du vote. Gollnisch est suspendu pour cinq ans par la section disciplinaire de son université – au bout de quoi, la cour de cassation s'étant exprimé, il sortira blanchi de ce vrai-faux scandale et, en 2011, pourra reprendre son enseignement.

Une autre affaire explose avec dispersion de fragments, touchant cette fois le Menhir en personne. Après l'interview qu'il a accordée à *Rivarol*, dans laquelle les coryphées se font une fête d'épingler ses inconcevables propos sur « l'occupation allemande (...) pas si inhumaine », Le Pen jure ses grands dieux bretons avoir été piégé. N'importe. En privé, Marine fume de rage. Misère ! Calamité ! Le ton monte à Montretout : « Parler de la Seconde Guerre mondiale ne nous apporte rien. C'est contre-productif. On donne des armes à nos adversaires en agitant ces histoires. Ça n'a aucun intérêt ! » Claude Askolovitch dans le *Nouvel Observateur* du 20-26 janvier 2005 titre « Le Pen lâché par sa fille » et souligne avec délice : « Elle tance son père, c'est peut-être la première fois. » Boudeuse, Marine décide de s'offrir des vacances avec ces trois enfants à La Trinité-sur-Mer et ne prend pas part à la « galette des rois » où son père se fait acclamer. Profondément affectée, dit-on, elle renonce à plusieurs réunions publiques. *Le Monde* du 27 janvier 2005 se régale : « "Elle est en province et la portable ne passe pas", assure Éric Iorio, secrétaire national aux élections du FN. Mais c'est encore trop tôt pour s'en prendre à son père. Un membre de Générations Le Pen explique : " L'affrontement était impossible. Elle ne peut combattre publiquement son père et faire le jeu de ceux qui veulent le déstabiliser au sein de l'appareil. " »

En janvier 2006, le jeune juif Ilan Halimi décède des suites des séances de tortures que lui a fait subir le « gang de barbares » de Youssouf Fofana en banlieue parisienne. En tant que présidente du groupe FN au conseil régional d'Île-de-France, Marine Le Pen assure « compatir à la douleur » de la communauté juive et encourage le secrétaire général du groupe FN, Jean-Richard Sulzer, d'origine juive, à contacter le CRIF pour lui demander l'autorisation de se joindre, en compagnie d'autres frontistes, à la manifestation prévue pour le dimanche 26 janvier à Paris. « Il est important que la communauté juive qui, à juste titre, s'inquiète de l'antisémitisme, sache qu'elle peut compter sur nous. Je lui dis : Vous vous trompez d'ennemis ! Ce n'est pas le Front national que vous devez craindre, mais l'antisémitisme lié à l'immigration », affirme-t-elle. Par le même automatisme qui fait qu'une huître se rétracte lorsqu'on l'asperge de citron, la LICRA, le CRIF et SOS Racisme lui font savoir que le FN n'est « pas le bienvenu ». Mais finalement une ambassade frontiste s'y rend en tapinois, comprenant entre autres Marie-Christine Arnautu, conseillère régionale FN, Philippe Chevrier de Générations Le Pen et Jean-Pierre Chabrut, leader du Département protection sécurité, service d'ordre du parti – le tout cornaqué par Jean-Richard Sulzer. Tout se déroule à merveille, sauf pour un autre manifestant venu montrer son musée, Philippe de Villiers, copieusement hué malgré ses fidèles amitiés sionistes.

Selon Daniel Bensoussan-Bursztein, dans le mensuel *Regards* de septembre 2010, « cette délégation est placée sous la protection de la Ligue de défense juive (LDJ). A sa tête, on trouve Michaël Carlisle, militant depuis une trentaine

d'années du Bétar, qu'il a quitté pour diriger l'organisation kahaniste. Suite, entre autres, à la présence de cadres du Front national lors de la marche en mémoire d'Ilan Halimi, une rencontre a lieu entre Marine Le Pen et Michaël Carlisle. Ce dernier plaide auprès de la fille de Jean-Marie Le Pen pour un abandon de l'antisémitisme sur le modèle de ce que fit plusieurs années auparavant l'ancien leader néofasciste italien Gianfranco Fini en se rendant en Israël et en particulier au mémorial de Yad Vashem. »

Carlisle, alias Amon Cohen, alias Eliahou Tubiana, de son vrai nom Jean-Claude Nataf, est entre autres l'un des chefs de la Ligue de défense juive qu'il a cofondée en 2001 en s'inspirant de la pensée de l'extrémiste Meïer Kahane, un rabbin israélo-américain adepte de Jabotinsky et dont le parti Kach a été interdit en Israël pour racisme. Il est présent dans l'assistance aux BBR de novembre 2006, quand Dieudonné a rencontré Le Pen, ce qui explique peut-être la fuite désespérée de Marine. Le monde est petit.

Il faut s'appliquer. En février 2006, la Clodoaldienne est courtoisement interviewée par Shirli Sitbon de la *European Jewish Press* (EJP), une agence de presse juive indépendante basée à Bruxelles. Au cours d'un long entretien elle annonce que, en tant que membre de la délégation européenne pour les relations avec Israël, elle espère se rendre sans tarder en Israël dans le cadre d'un voyage organisé par le Parlement pour y rencontrer des membres de la Knesset. « Pour elle c'est un pas important », signale la journaliste. Même si la finaude prétend n'y aller qu'à titre informatif, elle tient à préciser que « Israël doit avoir des frontières sûres et son peuple a le droit de vivre en sécurité ». Elle doute « que les médias français rapportent fidèlement ce qui se passe en Israël ». Elle déplore que les États-Unis soient les seuls médiateurs du conflit. Si elle affirme être en faveur de l'abrogation de la liberticide loi Gaysot, il importe de « répondre aux révisionnistes en les ignorant » (ce qui limite le débat, qui en France attend depuis 35 ans pour avoir lieu). Jouant sur l'ambivalence, elle reconnaît que « Dieudonné ne représente pas un danger », mais promet qu'il « n'est pas un de nos amis » et estime que sa « méthode n'est pas appropriée ». Pourquoi ? « Tout cela est très maladroit. Si les Français étaient unis, Dieudonné n'aurait pas émergé ». En somme, « c'est aux tribunaux de juger s'il faut se montrer plus sévère selon les circonstances ».

Dans *Actualité juive* du 16 mars 2012, Jean-Yves Camus ne peut que constater que « sur fond de succession au sein de son parti, Marine Le Pen opère un recentrage. »

Elle confirme ce mouvement centripète avec la sortie, au printemps de la même année, de son livre *À Contre-flots* (éditions Jacques Grancher), écrit (en collaboration) dans un esprit national-républicain. Sans condamner expressément les propos de son père sur la Shoah, elle tient néanmoins à prendre ses distances avec sa conception de l'histoire : « Mon père, enfant de

la guerre, relativise (...). Mille fois j'ai entendu mon père relativiser. Maintes fois ce trait de caractère a été la cause de graves ambiguïtés. » Il n'est nullement question de nier les conséquences contrariantes de ses paroles : « Je sais qu'il n'a voulu blesser personne mais je comprends que beaucoup de gens aient été blessés. Tout comme je comprends que certains aient pu être heurtés par ses propos sur l'occupation allemande qui n'aurait pas été "particulièrement inhumaine" ». Plus loin, elle persévère : « Lorsqu'on me traite de nazie, c'est pour moi l'incompréhension. Je ne me suis jamais sentie et ne me sentirai jamais de point commun avec une idéologie au nom de laquelle on a envoyé des femmes et des enfants à une mort certaine, pas plus que je ne m'en sens avec ceux qui la défendent (...). Déporter des femmes, des vieillards et des gosses dans le but de les exterminer ne peut avoir aucun début de justification et démontre, sans discussion aucune, la barbarie absolue de ce système politique. »

Sûre que la voie qu'elle emprunte est la meilleure d'entre toutes, Marine, impatiente, veut brûler les étapes ; elle combine, gamberge et spéculé – et pense être en mesure de s'envoler pour Israël, du 28 octobre au 3 novembre 2006, en compagnie d'une délégation de seize membres du Parlement européen, conduite par le chrétien-démocrate allemand Elmar Brok. Le 20 octobre, trop heureuse de s'imaginer déjà foulant le sol israélien, elle s'empresse de déclarer à l'agence Reuters que ce voyage est « l'occasion de lever un certain nombre de malentendus ». Comme Perrette et son pot au lait, elle « prétendait arriver sans encombre » à Jérusalem, mais à quarante-huit heures du départ, le gouvernement israélien brise son joli rêve en annonçant qu'il ne recevra « aucune délégation dont ferait partie un dirigeant du Front national, quel qu'il soit. » Dans *Actualité juive* du 2 novembre 2006, Clément Weill-Raynal s'exclame : « Marine Le Pen n'ira pas à Jérusalem ». Il explique que la frontiste est *persona non grata* comme visiteur officiel dans l'État juif : « Dès que les autorités israéliennes ont appris que Marine Le Pen s'était inscrite pour faire partie du voyage, elles ont fait savoir aux intéressés que la délégation ne serait reçue par aucun officiel ni par aucune institution digne de ce nom. Plus de rencontre avec Ehud Olmert ni avec Tzipi Livni comme il était initialement prévu. Et bien entendu, ça n'est pas un détail, aucune visite à Yad Vashem, le mémorial de la Shoah. » La menace est telle qu'un communiqué laconique du Parlement européen fait savoir que la visite est « reportée à une date ultérieure pour des raisons techniques liées au bon déroulement du programme. » Réaction désabusée de Marine Le Pen dans *National hebdo* du 2 novembre : « J'appartiens depuis juillet 2004 à la délégation Israël du Parlement européen, ce qui n'a jamais fait l'objet jusqu'ici l'objet de la moindre protestation (...). Je rappelle que le Front national n'a jamais eu de problème pour reconnaître l'État d'Israël (...). Je ne désespère pas que le gouvernement israélien revienne à la raison (...). J'avais reçu de nombreuses demandes d'interviews des médias israéliens, les entretiens devant se dérou-

ler dans le cadre de ce voyage. Toutes ces demandes témoignent d'une réelle curiosité pour l'action, les idées et le programme du Front national. De nombreux Israéliens pensent que l'image du parti que je représente est faussée et souhaitent pouvoir se faire une opinion. Ce n'est que partie remise.»

La politique locale reprend provisoirement le dessus. Lors des législatives de 2007, la Clodoaldienne se présente à Hénin-Beaumont, dans le Pas-de-Calais, où elle obtient 24,5% des suffrages au premier tour et 41,65 % au second. En novembre, lors du XIIIe congrès du Front national, elle arrive en seconde position derrière son adversaire Bruno Gollnisch à l'élection du comité central. Les adhérents sont plus de 75% à lui accorder leur confiance. Son père la nomme vice-présidente exécutive du FN, chargée des « affaires intérieures ». Elle se sent pousser des ailes et cherche à s'imposer au sein du parti, avec le soutien paternel. Elle est réélue députée européenne en 2009 (son nouveau conjoint Louis Aliot deviendra son assistant parlementaire deux ans plus tard). Aux régionales de mars 2010 elle arrive en deuxième position dans le Pas-de-Calais, confirmant son ancrage dans la région. Elle fait la couverture du droitiste *Israël magazine* du mois de mai, où elle s'enflamme : « Nos compatriotes juifs n'ont rien à craindre du FN, bien au contraire ». Bien au contraire !

En décembre 2010 elle annonce que, si d'aventure elle est élue à la tête du parti lors du congrès de janvier 2011 qui doit désigner le nouveau leader, elle irait à la présidentielle de 2012 « pour gagner ». À cette occasion, elle renouvelle son désir d'exorciser le peccamineux passé : « Je suis opposée à voir revenir dans le FN des groupuscules radicaux, caricaturaux, anachroniques. Entre les catholiques, les pétainistes et les obsédés de la Shoah, ça ne me paraît pas cohérent. Le FN ne servira pas de caisse de résonance à leurs obsessions ».

Après avoir longtemps été tenu en suspicion par les militants de base, son discours les envoûte désormais, encouragés qu'ils sont par des sondages témoignant l'intérêt soutenu que l'opinion lui accorde. Au congrès de Tours des 15 et 16 janvier 2011 elle réunit 67,65% des voix des adhérents contre le « canal historique » Gollnisch, qui fait figure de notable passéiste. Roger Holeindre, co-fondateur du FN et membre du bureau exécutif, démissionne de son poste pour marquer son désaccord avec la nouvelle présidente, estimant qu'elle dénature le parti.

Le frontiste musulman Farid Smahi, ancien conseiller d'Île-de-France et membre du bureau politique non reconduit par Marine, est hors de lui et tient à le faire savoir. Il se fait expulser *manu militari* du palais des congrès. Dénonçant le « racisme de Marine », il accuse le nouveau FN de faire « partie de ces droites nationales qui sont financées par l'État d'Israël pour faire de l'anti-islamisme ». Se désolant d'avoir été le « bougnoule de service »

évincé « parce que pro-palestinien », il ajoute que lorsque Marine parle de colonisation de la France par les musulmans, elle ferait mieux de parler de la « véritable colonisation, celle des territoires occupés palestiniens » (*Le Parisien*, 16 janvier 2011).

Une semaine auparavant, Marine avait donné une importante interview à *Haaretz*, qui était un pas supplémentaire dans sa stratégie de rapprochement avec les autorités sionistes. Bien que défavorable à « la volonté de poursuivre la politique de développement des colonies », qu'elle considère comme une « erreur politique », elle rappelle que « après tout, le Front national a toujours été pro-sioniste et a toujours défendu le droit à l'existence d'Israël. » L'antisémitisme contemporain n'est plus d'extrême droite mais « islamique et lié au conflit israélo-palestinien. Comme je l'ai déjà déclaré, actuellement en France, il y a des zones importantes où il n'est pas bon d'être un juif, une femme, un homosexuel ou même un Français de souche ordinaire (...). Les juifs de France sont des Français, ils sont chez eux ici et ils doivent y demeurer et non pas émigrer. L'État a le devoir de trouver des solutions pour les zones devenues problématiques du fait du développement de l'islam radical. »

Le 13 janvier 2011, dans *Actualité juive*, l'inflexible Jean-Yves Camus considère qu'elle n'en a point fait assez pour lui être agréable. Quoiqu'elle défende le droit à l'existence d'Israël, Marine demeure comme son parti « très hostile aux instances communautaires juives ou luttant contre l'antisémitisme. » À moins que ce soit l'inverse ? Camus se ne pose nullement cette cruciale question.

Pendant ce temps, la Clodoaldienne continue de donner des gages au lobby-qui-n'existe-pas. Début février, elle accorde au *Point* une interview fracassante :

– Lorsque vous étiez conseillère régionale d'Île-de-France, vous avez déposé un amendement au nom du groupe FN afin d'accompagner les groupes scolaires à Auschwitz. Surprenant...

Marine Le Pen : C'était un amendement de principe. Je trouvais inadmissible que mon groupe ne participe pas à ces déplacements. C'est un problème de démocratie. Ostraciser un parti politique avec le sous-entendu qu'il est antisémite ou nazi est pour moi insoutenable. Je ne me sens aucune filiation avec ce que fut l'armée allemande. Je n'ai aucune fascination, aucun sentiment vis-à-vis d'elle. Cette armée a assassiné nos pères et nos frères, je ne l'oublie pas. Et tous ceux qui font preuve d'ambiguïté sur le sujet m'agacent au plus haut point.

– Comme ceux qui font preuve d'ambiguïté sur la Shoah ?

Marine Le Pen : Oui, ils m'agacent de la même manière. C'est absurde.

– On vous sent prête à vous engager dans un travail mémoriel...

Marine le Pen : Je n'ai pas à faire de travail de mémoire. Tout le monde sait ce qui s'est passé dans les camps et dans quelles conditions. Ce qui s'y est passé est le summum de la barbarie. Et, croyez-moi, cette barbarie, je l'ai bien en mémoire.

Cette fois, Jean-Yves Camus est conquis : le rejet sans appel du révisionnisme historique dans les ténèbres extérieures est un signe ostensible de bonne conduite, autrement dit de subordination doctrinale. Dans *Actualité juive* du 10 février 2011, il estime que « Marine marque sa différence » : « Les déclarations de la nouvelle présidente du Front national sont une avancée par rapport aux positions antérieures du parti. » Il regrette encore que son changement idéologique ne soit pas complet dans la mesure où elle n'accepte pas l'hégémonie du CRIF et juge, contrairement à Jacques Chirac, que ce n'est pas la France qui porte la responsabilité de la déportation des juifs pendant la guerre mais le seul régime de Vichy. Patience...

Au mois de mars, le correspondant en Israël du site Slate.fr, Jacques Benilouche, remarque, tant cela crève les yeux, que Marine « veut le vote juif » : « La présidente du Front national et future candidate à la présidentielle de 2012 cherche depuis plusieurs années en Israël et en France à gagner le vote juif. Une stratégie de rupture avec son père soigneusement élaborée (...) La nouvelle présidente du Front national n'a de cesse de faire oublier l'antisémitisme chevillé au corps de son père. (...) Elle a deux atouts non négligeables : sa personnalité – Marine Le Pen séduit les juifs quand Jean-Marie les révoltait – et son hostilité délibérée et affirmée à l'égard de l'islam. » Loin d'être ensorcelé par la robuste blonde, Benilouche souligne avec effroi l'une de ses caractéristiques : « Plus étonnant encore, Marine Le Pen fait une percée en Israël où un courant de sympathie se développe à son égard dans la communauté francophone. Elle s'appuie sur les éléments les plus extrêmes qui lui servent de fer de lance pour répandre ensuite la propagande frontiste dans la communauté juive française (...). A l'occasion d'un récent voyage à Paris et au cours de plusieurs réunions, des juifs sépharades mais aussi, ce qui est nouveau, ashkénazes (originaires d'Europe), assumant leur appartenance à la communauté m'ont ouvertement annoncé, sans hésitation et sans trouble, qu'ils voteraient lors de l'élection présidentielle de 2012 en faveur de Marine Le Pen. » Les temps changent, en effet.

Le 4 mars, dans *Elle*, la candidate FN fait de nouveau des ronds de jambes aux sionistes. On l'y décrit avec complaisance dans son QG de Nanterre, le nez dans le guidon, œuvrant dans son bureau sous un tableau peint par « une amie israélienne, officier dans l'armée et jolie comme une poupée Barbie », dit-elle. Elle tient à révéler son « rêve » aux lectrices du magazine féminin : celui « d'aller chez elle en vacances, de visiter ce beau pays » qu'est

Israël. L'amie en question se nomme Shana Aghion et enseigne le tir à l'arme à feu. Ce que Marine ne dit pas, c'est qu'elle travaille pour International Protection, une société « fondée (...) avec des agents israéliens qui ont plus de quinze ans d'expérience. Après avoir servi dans les unités d'élite, ils ont été recrutés par les services secrets. International Protection revendique une démarche apolitique et indépendante du gouvernement israélien, même si le ministère de la Défense accrédite le personnel » (*Tribune Juive*, mars 2008). À son propos, dans *Rivarol* (15 juillet 2011), l'ex-député FN Robert Spieler fait cette réflexion : « Marine rencontre chaque semaine Shana Aghion, une femme officier de l'armée israélienne, travaillant pour le compte d'une agence israélienne de sécurité accréditée par le ministère de la Défense israélien (donc, en clair, cette dame est un agent du Mossad). Pour prendre le thé, papoter, parler chiffons ? » Quoiqu'impertinente, la question n'est pas mauvaise.

En 2011, l'engouement d'une partie de la communauté juive pour la Dame de fer du FN est tel que Radio J (« la radio de la communauté juive ») envisage de la recevoir dans son émission politique du 13 mars. Sur le site internet JSSNews.com, le blogueur ultra-sioniste Jonathan-Simon Sellem manque de s'évanouir en apprenant cette invitation : « Je suis sous le choc. Jamais je n'aurais cru que sous prétexte d'audience et de rentrées publicitaires, les médias juifs de France feraient cette monumentale connerie d'aider Marine dans son combat médiatique de dédramatisation. Car en invitant mademoiselle Le Pen, les juifs de France donnent le coup d'envoi de quelque chose de nouveau : désormais, le Front National ne sera plus considéré comme antisémite. »

Sellem n'a pas tort mais peut se rendormir paisiblement, car le 9 mars l'interview prévue quatre jours plus tard est déprogrammée par le président de Radio J, Serge Hajdenberg, également co-fondateur du Renouveau juif, une association membre du CRIF. Les auditeurs ont appelé la station, une manifestation est prévue devant l'immeuble de la radio. Le président du CRIF, Richard Prasquier, a jugé l'invitation « irresponsable ». Même condamnation de la part de l'UEJF et du Bureau national de vigilance contre l'antisémitisme de l'ex-commissaire de police Sammy Ghoslan. Le responsable du chahut est le journaliste Frédéric Haziza, chef du service politique de la station, animateur du « Forum » de Radio J depuis 1988. *Actualité juive* du 17 mars 2011 rapporte que lui seul a vraiment tenu à inviter la nouvelle présidente frontiste : « Je me demande si cette intolérance que nous reprochons à Marine Le Pen et à son parti, nous n'en faisons pas preuve nous-mêmes », déclare-t-il pour sa défense. Dans un communiqué de l'AFP, Haziza annonce que ce que la candidate FN a déclaré à propos de la Shoah « remet en cause tout l'héritage négationniste du Front national et de son père (...). J'ai jugé de mon propre chef qu'il était désormais possible de l'inviter sur Radio J ». Ulcéré par

ce brouhaha qui l'a mis au cœur de la tourmente, Hajdenberg se demande s'il n'y a pas «faute professionnelle» de la part du fringant Haziza, trop pressé de récupérer un parti qui n'attend que cela pour occuper la place qu'il estime lui revenir sur l'échiquier politique : la première. Les temps changent, oui – mais ils ne sont pas encore venus.

Pour remplacer Radio J dans son plan média philosioniste, Marine Le Pen se fait interviewer fin mars par 90FM-Israël, une radio privée de bien moindre importance que Radio J mais partageant la même ligne idéologique. Loin de chercher à protéger, comme son père, les droits de l'Iran dans le concert des nations, elle lâche : «Je ne suis pas sûre qu'il y ait beaucoup de musulmans, s'il y avait une loterie, qui auraient envie d'aller passer quinze jours de vacances en Iran... Je n'ai aucune amitié pour M. Ahmadinejad...». Quant à l'État juif, elle prend de nouveau sa défense : «Nous ne nous sommes jamais solidarisés avec les appels au boycott d'Israël... Je suis prête à être reçue, que puis-je faire de plus?»

Devant l'ampleur de la subite soumission frontiste à l'égard de ses propres tourmenteurs, Dieudonné, toujours intime avec le Menhir, fait part de sa consternation dans *Rivarol* : «Jusqu'où devra aller Marine Le Pen pour donner des gages de sionisme et d'islamophobie ? Ira-t-elle jusqu'à danser à demi-nue sur un char de la Gay Pride ? Je ne sais pas. La stratégie politique qui est actuellement en train de se mettre en place est en tout cas nauséabonde (...). Aujourd'hui si vous n'avez pas la carte du sionisme et donc de l'islamophobie, vous n'entrez pas dans le jeu. Je n'ai donc rien à faire dans ce jeu-là.»

Jusqu'où ira-t-elle ? C'est fort simple : elle va derechef retourner aux États-Unis. Le jeudi 3 novembre elle est à New York où, parmi d'autres personnalités et diplomates de haut rang, elle rencontre durant une vingtaine de minutes l'ambassadeur israélien à l'ONU, Ron Prosor. Gros coup d'éclat médiatique ! Gênée, la mission israélienne aux Nations unies évoque en tremblant un «malentendu», tandis que Marine, rayonnante, ironise : «Je crois qu'il faut être sérieux. Personne ne peut imaginer une demi-seconde que l'ambassadeur se soit trompé de porte, ni même qu'il y ait eu la moindre ambiguïté avec l'invitation (...). Il est inconcevable que Ron Prosor soit venu sans l'aval de sa hiérarchie». *Actualité juive* du 10 novembre abonde dans son sens : «Le diplomate israélien n'a pas fait demi-tour lorsque, à l'entrée de la salle, il a constaté que Marine Le Pen était à l'origine de l'invitation. Au contraire. Interrogé par les médias sur sa présence, R. Prosor a répondu qu'il était "un homme libre". Il s'est ensuite fait photographier tout sourire au côté de la numéro Un du Front national. Selon certains témoins, l'entretien, "arrosé de vin rouge", a semblé "chaleureux" entre les deux dirigeants. Il a expliqué aux médias qu'il avait aimé pouvoir échanger et discuter».

Libération du 5 novembre note que «Marine Le Pen en a profité pour assurer que la "page du détail" était tournée» : «Ce malentendu a duré des années et a servi de base à une caricature qui a nui à notre mouvement», a-t-elle lancé.

Le pèlerinage n'est point fini. La page du site internet du *Monde* «droites-extremes.blog.lemonde.fr» rapporte que la présidente du Front national s'est rendue le samedi 5 novembre à Palm Beach, en Floride. Elle y a retrouvé à huis-clos William J. Diamond, «un cadre de l'AIPAC, une structure qui se présente comme un "lobby pro-Israël américain".» Sur leur blog, Abel Mestre et Caroline Monnot remarquent : «M. Diamond y est "king maker", en clair un homme d'influence qui agit en coulisse, un intermédiaire entre personnalités politiques et l'AIPAC. (...) M. Diamond est aussi l'un des "directeurs" de la Palm Beach Synagogue. C'est surtout un proche de l'ancien maire de New York, Rudolph Giuliani, souvent cité en exemple par Marine Le Pen pour sa politique sécuritaire de "tolérance zéro" alors qu'il était l'édile de la Grosse pomme. C'est aussi M. Giuliani qui officia lors du mariage de M. Diamond.»

Louis Aliot, numéro deux du FN, rapporte que «Diamond a voulu voir de près ce que disait Marine Le Pen. Il a appelé une semaine avant pour la rencontrer. Ils voulaient avoir un autre son de cloche». La discussion a fait les frais de sujets ne pouvant guère surprendre les observateurs : «l'islam, les révolutions arabes, l'immigration». Sur ce dernier point, Aliot indique que les sionistes salués en Floride sont «sur les positions» du FN, voire «pires».

La page «droites-extremes» ajoute : «Celui qui a servi d'intermédiaire entre Mme Le Pen et M. Diamond est une nouvelle fois Guido Lombardi, tête chercheuse du FN aux États-Unis, proche du Tea-Party, ancien représentant outre-atlantique de la Ligue du Nord – le parti xénophobe qui participe à la coalition gouvernementale de Silvio Berlusconi. (...) M. Aliot veut croire que cette rencontre "aura une influence sur la communauté juive de France. William Diamond a des relais en France, qui ne sont pas ceux du CRIF". Ce qui pourrait servir la stratégie de Marine Le Pen pour séduire des juifs français : contourner le CRIF – dont le président Richard Prasquier a une ligne très ferme vis-à-vis du FN – pour passer directement par les réseaux de la droite et de l'extrême droite israélienne.»

Dans *Actualité juive* du 17 novembre 2011 Jean-Yves Camus décrit «les véritables objectifs de Marine Le Pen aux USA» : «Il y avait une partie cachée dans le voyage de Marine Le Pen aux États-Unis. Et de taille, puisque le but réel de ce déplacement semble bien avoir été de prendre contact avec la communauté juive américaine et non de rencontrer des hommes politiques du cru. Pourquoi une telle stratégie ? Pour contourner le CRIF, dont la majorité des dirigeants refusent tout contact avec le FN. Et pour passer par les

organisations juives d'outre-Atlantique afin d'obtenir le sésame qui, après l'élection présidentielle de 2012, permettra à Marine Le Pen de se rendre en Israël. » Je ne saurais mieux dire.

Le 3 décembre Saïd Mahrane se permet d'écrire dans *Le Point* : « Marine Le Pen fait la cour aux juifs ». Sous-titre : « Une partie de la communauté juive prête l'oreille aux idées du FN. Fin d'un tabou. » La sarkozyste Valérie Hoffenberg, ancienne présidente de l'*American Jewish Committee* en France, y confie constater une pénétration des idées du FN au sein de la communauté juive de France. Même si « cela ne touche qu'une petite minorité », elle se dit « profondément inquiète ». *Le Point* poursuit : « C'est donc un fait : en 2012, des juifs – comme, d'ailleurs, des musulmans – voteront pour le Front national. Ou, plutôt, pour Marine Le Pen, l'improbable petite mère des peuples apeurés. La peur, nous y sommes. C'est le fameux cri d'Alain Finkelkraut sur les juifs, qui, "pour la première fois depuis la guerre, ont peur". Lors d'une récente convention du CRIF, où une table ronde était consacrée au populisme, Elisabeth Lévy, rédactrice en chef de *Causeur*, s'est montrée encore plus explicite : "Certains juifs me disent : 'Nous faisons front avec le FN contre un ennemi commun, le musulman'." (...) Marine Le Pen l'a bien compris, elle qui, depuis son élection à la présidence du parti, n'a de cesse de donner des gages aux Français de confession juive, tout en pointant l'"islamisation de la société". (...) En toute discrétion, certains de ses proches, au premier rang desquels Louis Aliot, son codirecteur de campagne, font un travail d'approche et de pédagogie auprès d'associations juives. »

Dans cet esprit, le FN tente de relancer l'initiative de Robert Hemmerding, décédé en 2004, cette fois sous l'égide de Michel Ciardi, qui participe au site internet saucissonneur-pinardier ripostelaïque.com. Intitulé de l'association : l'Union des Français juifs. La structure est censée « regrouper des juifs patriotes » inquiets des « conséquences désastreuses d'une immigration incontrôlée », mais n'est rien d'autre qu'un website peu fréquenté et sans influence, une coquille vide dont l'intérêt n'est autre que cosmétique.

Le juriste Louis Aliot, compagnon de Marine depuis 2009, vice-président du FN et directeur opérationnel de la campagne, veut aller plus loin. Plus loin, en l'occurrence en Israël, dans deux colonies, Shilo et Eli. Les 12 et 13 décembre 2011, il se déplace dans ce qu'il appelle, à l'instar des autorités israéliennes, « la Judée-Samarie », c'est-à-dire la Cisjordanie. Le prétendu scoop est lâché par JSSNews, informé à la source. Pour Bruno Bilde, chef de cabinet de Marine Le Pen : « Cette visite va dans le bon sens, ça signifie que les choses évoluent. »

Le sherpa d'Aliot sur place est Michel Thooris. Ce candidat FN de la huitième circonscription des Français établis hors de France, couvrant notamment Israël, a été propulsé conseiller à la sécurité de Marine Le Pen pour la

présidentielle, après avoir été celui de Philippe de Villiers. Policier, fondateur du syndicat Action Police CFTC qui qualifie la délinquance en banlieue d'Intifada à traiter par des moyens militaires, Thooris est un ultra-sioniste proche, selon le site Atlantico.fr, du parti d'extrême droite Israel Beytenou, fondé par Avigdor Liberman. Selon le blog de Mestre et Monnot, ce crâne rasé atypique au physique de démolisseur d'armoires normandes explique qu'« il fallait montrer aux Franco-israéliens que le FN a évolué. Que le parti de Marine Le Pen n'est plus de la génération de son père ». Puis, il a l'avantage d'être clair : « Je soutiens de manière totalement inconditionnelle Israël. Il y a une désinformation énorme en France de la part des médias. Les gens des implantations sont légitimes sur leur terre, sur celles de leurs ancêtres. » Thooris n'a oncques dissimulé qu'il est un aficionado la LDJ : « Pourquoi la communauté juive n'aurait-elle pas le droit de se défendre ? (...) La LDJ et Bétar (...) accomplissent une mission de service public en défendant les personnes et les biens ».

À son retour en France, Louis Aliot débite sa glose : somme toute, il n'a rien fait de spécial en Israël, à part y rencontrer des Français « qui y vivent ou y passent leur retraite, qui sont très inquiets de la situation de la France ». À côté d'eux, « Monsieur Marine » fait presque figure de modéré : « La classe politique israélienne, vue de France, est très à droite et sur des questions telles que l'immigration, ils sont très attentifs à notre positionnement » (*JDD*, 14 décembre 2011). Jurant ne pas être allé à la pêche aux voix ni chercher à se faire soutenir par une puissance étrangère, il déclare à l'AFP : « Vu le contexte politique actuel, je pense que Marine Le Pen incarne un espoir important et je suis certain que nous aurons beaucoup de voix dans la communauté juive en France et parmi les Franco-israéliens ». Sur le site sioniste Guysen-TV, il insiste : « Les Français d'Israël sont sensibles à la thématique de l'immigration, de l'islam radical qui s'exprime d'ailleurs autour d'Israël mais qui s'exprime aussi, on l'oublie, en France. »

C'est le moment de rappeler que celui qu'on surnomme « Loulou la purge » en raison des procédés drastiques qu'il emploie vis-à-vis de ses opposants au sein du FN, ne perd jamais une occasion d'exciper, avec son impayable accent du Sud-Ouest, son grand-père maternel d'origine juive, né à Médéa en Algérie (*Le Parisien*, 9 décembre 2011). Le joker peut se révéler précieux lors d'une interview vétilleuse, quand bien même le judaïsme de l'intéressé n'est guère pur sucre, puisque selon la loi mosaïque n'est considérée comme juive que la personne née de mère juive.

Le 1^{er} février 2012, mise en cause pour sa participation à un bal donné fin janvier par l'extrême droite à Vienne, en Autriche, Marine repart à l'assaut et clame que « le nazisme fut une abomination ». Portée par son propre lyrisme, elle parvient à ne pas éclater de rire quand elle s'exclame : « Il m'arrive de

regretter de ne pas être née à cette période, pour avoir pu le combattre ! » (*Le Monde*, 1^{er} février 2012). Uchronie, quand tu nous tiens ! Volubile sur les années-les-plus-sombres, la géostratège à remonter le temps écrit dans un livre paraissant le même mois « que si la nation française avait été un peu moins conciliante avec Hitler en 1936, puis en 1938, de grandes souffrances auraient pu être évitées » (*Pour que vive la France*, éditions Grancher, février 2012). Il importait que cela fût dit.

Tel un symbole, la 500^e signature qu'elle reçoit pour autoriser constitutionnellement sa candidature à la présidentielle est celle de Sylvain Semhoun, élu de l'Assemblée des Français de l'étranger sur la circonscription d'Israël. Ce natif de Oujda (Maroc), résidant à Jérusalem et déçu du sarkozysme, tient à lui remettre en mains propres son formulaire de parrainage.

« Mais quand j'ai vu Jérusalem,
Coquelicot sur un rocher... »

La campagne débouche sur une victoire : Marine obtient au premier tour 17,90%, près de 6 500 000 voix, le meilleur résultat du Front national à une élection présidentielle. C'est la revanche de 2007 et surtout la démonstration, aux yeux des dirigeants du parti, que la stratégie nouvellement déployée est la seule possible pour parvenir à détruire les murs du lazaret dans lesquels le CRIF et ses officines enferment le FN depuis la moitié des années quatre-vingt.

Depuis 2012, Marine ne cesse de creuser ce filon. On apprend ainsi qu'en novembre de la même année elle a déjeuné dans un restaurant casher du quartier européen de Bruxelles avec Alexander Zanzer, directeur de la principale institution sociale juive dans la métropole flamande, la *Koninklijke Centrale*, par ailleurs membre d'un lobby qui a pris le nom de « Parlement juif européen » et fondateur de la chaîne de télévision sioniste *Jewish News One*.

En novembre 2013 Marine déclare sur France Inter que « le racisme ne monte pas, il y a une chose qui monte ce sont les menaces à l'égard de nos compatriotes juifs dont l'immense majorité [sic] sont les victimes de fondamentalistes islamiques, mais peut-être qu'on ne le dit pas assez et merci de me permettre de le dire. »

Dans le même temps elle se rapproche, en vue des européennes, du sioniste batave Geert Wilders, chef du Parti pour la liberté, qui souhaite l'interdiction aux Pays-Bas du Coran, comparé à *Mein Kampf*. Ce blond platine, surnommé « Capitaine peroxyde », a noué des liens étroits avec l'État juif où il s'est rendu une petite quarantaine de fois. Il se vante d'entretenir de bons rapports avec le Mossad, ce qui n'est pas follement inattendu. Il a même été tenté d'émigrer en Israël. C'est un pur et dur.

Les européennes de mai 2014 donnent les résultats escomptés : le FN en est l'incontestable vainqueur, arrivant largement en tête devant les autres partis, avec près de 25% des suffrages, soit quatre fois plus qu'en 2009. Obtenant 24 sièges de députés, il multiplie par huit le nombre de ses représentants au Parlement européen. C'est le triomphe indiscutable de la ligne mariniste.

Excepté le CRIF, qui résiste encore à son charme, le plus gros problème de Marine se nomme désormais Jean-Marie Le Pen. Devenu président d'honneur « à vie » du FN, « le Vieux » continue d'user de sa liberté de parole envers et contre tout. Lorsque le 6 juin 2014 il évoque, dans sa web-vidéo d'actualité hebdomadaire *Journal de bord*, hébergée sur le site du parti, une « fournée » à propos du sort qu'il réserve la semaine suivante à Patrick Bruel Benguigui, Marine, qui ne parvient pas à former un groupe au Parlement européen, condamne aussitôt sur *lefigaro.fr* la « faute politique » de son père, « dont le Front national subit les conséquences ». « Si cette polémique peut avoir une retombée positive, c'est celle de me permettre de rappeler que le Front national condamne de la manière la plus ferme toute forme d'antisémitisme, de quelque nature que ce soit », dit-elle, faisant contre mauvaise fortune bon cœur. Elle est suivie par Aliot, qui trouve « stupide » la sortie du Menhir, ainsi que par sa nièce, Marion, unique députée FN à l'Assemblée nationale, en général plus amène avec son grand-père. Le Menhir est prié d'aller commenter l'actualité ailleurs que sur le site officiel de FN et, effectivement, son émission n'y figure plus.

Pour chasser les mauvaises ondes, Marine proclame que le FN est « dans l'avenir le meilleur bouclier pour protéger » les juifs français « face au seul vrai ennemi, le fondamentalisme islamiste » (*Valeurs actuelles*, 19 juin 2014). Questionnée par un jeune journaliste juif, Jonathan Moadab, pour l'Agence info libre – lequel a été cible d'un attentat à la bombe de la part de deux membres de la LDJ condamnés pour ce forfait à de la prison ferme –, la présidente du FN refuse de condamner la milice extrémiste, pourtant interdite aux États-Unis, où elle est classée depuis 2001 comme organisation terroriste. Tandis qu'une demande de dissolution de la LDJ est déposée le 28 juillet 2014 à l'instigation de l'Observatoire national contre l'islamophobie, *Le Monde* du 2 août remarque que Marine Le Pen « prend fait et cause » pour l'organisation paramilitaire pro-israélienne dont le symbole est un poing jaune dans une étoile de David noire, et la cite à ce propos : « S'il existe une Ligue de défense juive, c'est qu'il y a un grand nombre de juifs qui se sentent en insécurité. Ils ont le sentiment que monte un nouvel antisémitisme en France et qui est le fait de confrontations communautaires. C'est une réalité ».

Il ne s'agit pas tant d'un témoignage d'amitié pour Jean-Claude Nataf mais plutôt d'une démonstration publique de solidarité avec les plus enragés

des sionistes de droite. Si le CRIF, tenu par son image et son statut, persiste à nier tout contact avec la LDJ, le vice-président de l'Union des patrons et des professionnels juifs de France, le sarkozyste Claude Barouch, estime que « le combat de la LDJ est le même que le nôtre, seules les méthodes diffèrent » (*Le Nouvel Observateur*, 13 août 2012). La LDJ fait ainsi office de service d'ordre de la communauté à de multiples occasions. Regroupant plusieurs centaines de membres adeptes du *krav-maga* et décidés à en découdre, elle est ni plus ni moins son bras armé en France.

Face au nouvel axe Saint-Cloud-Tel Aviv, le Père déclare dans *Paris Match* que « Marine a tort de chercher l'approbation, ou pire, la bienveillance du système médiatico-politique. Si elle s'affadit et rentre dans le moule, elle signe sa perte (...). Le FN est arrivé en tête aux élections européennes, justement parce qu'il n'est pas comme les autres. » Ce faisant, il a tendance à oublier que sa fille ne fait rien d'autre que s'approprier la stratégie qu'il a lui-même tenté de mettre sur pied, sans succès durable, au début des années soixante-dix, puis en 1987 et en 2002.

Au cours de l'été 2014, alors que le Menhir vient de répondre avec bravade, sur un air d'Édith Piaf, qu'il ne « regrette rien » de ses déclarations passées concernant les chambres à gaz, et qu'il condamne sans appel les bombardements israéliens sur « la population sans défense » de Gaza, le géopoliticien Aymeric Chauprade, docteur en science politique, eurodéputé FN et conseiller de Marine le Pen pour les questions internationales, publie sur son site (<http://blog.realpolitik.tv>) un long manifeste intitulé : « La France face à la question islamique : les choix crédibles pour un avenir français. » Comme le souligne Hicham Hamza, sur Panamza.com, ce texte fondamental, qui peut être considéré comme la nouvelle doctrine du FN, confirme « le virage ultra-sioniste amorcé par le FN *new look* de Marine Le Pen. »

Tournant le dos à la tradition de non-ingérence mise en place par Jean-Marie Le Pen depuis le début des années quatre-vingt dix, Chauprade y soutient « sans réserve les frappes militaires américaines contre l'État islamique » en Irak et « affirme que c'est l'intérêt et l'honneur de la France que de se joindre à ces frappes ». Les services spéciaux doivent « éliminer *in situ* » les djihadistes français. Gameplayeur sans doute chevronné, Chauprade n'explique point avec quelle arme secrète ni par quelle méthode miraculeuse lesdits services, incapables d'empêcher la formation de filières de djihadistes sur le territoire national ainsi que le départ d'iceux vers les zones de conflit, seraient soudainement aptes à les identifier dans le brouillard proche-oriental de façon à procéder à leur élimination systématique. Il est aussi malaisé de savoir au nom de quel principe la France s'arrogerait le droit d'aller tuer ses propres ressortissants à l'étranger sans autre forme de procès. N'est pas Obama, droneur-Terminator et Nobel de la paix, qui veut.

Toutes griffes dehors, Chauprade accuse « de nombreuses personnalités clés de l'UMP et du PS » d'avoir « été achetées par l'argent du Golfe », ce qui explique la « pensée unique anti-Israël qui s'installe dans ces milieux subventionnés ». L'antisémitisme étant plutôt une spécialité de l'extrême gauche, il ne précise point si l'émir du Qatar finance de ses deniers la bicyclette d'Olivier Besancenot ou les cravates bordeaux de Jean-Luc Mélenchon. Pour lui, « un vrai patriote français doit être capable de hiérarchiser les dangers qui menacent la France, de refuser l'idéologie et les constructions intellectuelles simplistes lui désignant un ennemi mondialiste imaginaire contre lequel il faudrait mener une révolution mondiale ». Or, et c'est là le point capital du manifeste, « Israël n'est pas l'ennemi de la France. La France n'a aujourd'hui qu'un véritable ennemi : le fondamentalisme islamique sunnite ». Chauprade omet de dire que l'État juif n'est « l'ami de la France » que dans la mesure où celle-ci est son laquais ; l'homme politique se permettant d'émettre une critique sur l'État juif ou ses mythes fondateurs se retrouve aussitôt banni, accusé d'antisémitisme pour ensuite subir toutes sortes de mesures de rétorsion, comme on le sait au moins depuis la conférence de presse du général de Gaulle en novembre 1967.

Brûlant ses vaisseaux, Chauprade redécouvre le point Godwin : « À moins donc qu'il ne soit gouverné par un antisémitisme obsessionnel, un patriote français ne peut chercher à former, contre Israël, et avec l'extrême gauche pro-palestinienne, la racaille de banlieue et les islamistes une alliance à la fois contre-nature et sans issue politique (...) ». On pourrait lui objecter, en employant une méthode comparable à la sienne, qu'un nationaliste français faisant allégeance à Israël agit par un racisme anti-immigrés obsessionnel et que son but n'est que la recherche auprès de l'État juif, disposant d'un important réseau en France, d'une impunité rendant possible l'exécution d'un vaste projet de démigration des populations allogènes. Est-il patriote français, souverainiste, celui qui lèche servilement les bottes du parti de l'Étranger pour obtenir de lui qu'il le laisse chasser les étrangers de sa terre ?

Reprenant l'antienne de BHL, de Finkelkraut, du géopoliticien sioniste Marc d'Anna, dit Alexandre del Valle, voire de l'ancien théoricien du GRECE devenu pro-israélien Guillaume Faye, Aymeric Chauprade claironne que « le nouvel antisémitisme vient d'une partie de la communauté musulmane qui associe les Juifs à la politique d'Israël. » Mais le CRIF, de son côté, n'associe-t-il pas de manière systématique et non fortuite les juifs à Israël ? L'ex-barbu, dont les joues sont désormais aussi glabres que l'était le front lustré du défunt Dominique Venner, l'un de ses maîtres à penser, sort de son chapeau, comme Gérard Majas un lapin blanc, la preuve ultime de la collusion infernale entre pro-palestiniens et islamistes : « Les manifestations pro-palestiniennes récentes ont apporté la preuve évidente, d'une part que la cause palestinienne est devenue une cause islamiste, d'autre part que l'antisémitisme

ne cherche même plus à s'y distinguer de l'antisémitisme (on a même vu dans ces manifestations des pancartes se référant à Mohammed Merah, tueur d'enfants juifs). » Cette dernière phrase pourrait être le copié-collé d'un communiqué du CRIF. Il n'y a plus qu'à tirer l'échelle.

La théorie du « choc des civilisations » vient de faire une entrée en force au FN par le truchement ô combien ironique d'un ancien (?) complotiste qui fut provisoirement privé de sa chaire au Collège interarmées de défense pour avoir défendu une version sceptique des attentats du 11-Septembre. Syndrome de Stockholm ? Fascination de la faiblesse pour la puissance ? Désir d'être un petit marquis dans la nouvelle aristocratie ? Prurit de la renommée ?

On se croirait revenu à l'aube des mornes années soixante-dix, quand une partie de l'extrême droite française cherchait à s'aboucher avec les émules de Jabotinsky, le « fasciste juif ».

Il ne manque plus qu'une dernière pièce pour compléter le puzzle du FN *new wave* : la photo de Marine Le Pen se frappant la poitrine à Yad Vashem. « Espoir suprême et suprême pensée »...

Certes, il est loin d'être sûr que, par réflexe, le CRIF, ses comparses et affidés, désireux de conserver leurs prérogatives institutionnelles et soucieux de défendre la chimère d'un sionisme de gauche, ne s'offrent point le luxe de lui savonner la planche.

« "La Vérité, disaient-ils, la Vérité ! " Ils me parlaient d'elle beaucoup ; elle n'était en eux nulle part » (saint Augustin, *Confessions*, Livre III, 6, 10).



CONCLUSION POUR UNE AUTRE FOIS

« Par chance je suis dépourvu de toute ambition politique ou sociale, en sorte que je n'ai à craindre aucun danger de ce côté-là, rien qui me retienne, rien qui me force à des transactions et à des ménagements ; bref j'ai le droit de dire tout haut ce que je pense, et je veux une bonne fois tenter l'épreuve qui fera voir jusqu'à quel point nos semblables, si fiers de leur liberté de pensée, supportent de libres pensées »

(lettre de Friedrich Nietzsche à Malwida von Meysenbug, 25 octobre 1874)

Ce livre n'a pas été écrit pour prendre la défense du parti politique de la famille Le Pen, le Front national, et non plus pour blâmer celui-ci et ses dirigeants mais plutôt pour exposer des faits qui, selon les saisons, sont tour à tour à leur avantage et à leur désavantage. À la fin, une ligne se dessine dont seul l'avenir nous dira si elle est droite ou courbe.

Je ne cacherai pas mon peu d'optimisme pour la France quant à ce que les analystes nomment le « court terme ». Le poids de l'histoire sur les habitudes des gens est énorme ; la capacité qu'ont les lobbies et officines de prendre le contrôle des cerveaux pour instiller le doute, la peur, le désespoir, bref d'entretenir une disposition cafardeuse à la collaboration est proprement sidérante ; la capacité de résistance des êtres humains sur ce plan est faible, et celle des politiciens quasi-nulle quand il est question de choisir entre la défense d'un idéal et la sauvegarde d'un siège et de prébendes.

« Pour qui voter ? », me demande-t-on parfois. Je ne vote pas. Bien qu'ayant été l'un des premiers à dénoncer la vassalité de Nicolas Sarkozy à l'égard d'Israël et de ses groupes de pression, j'ai la conscience suffisamment en éveil pour ne pas m'être jeté dans les bras de François Hollande en 2012. La politique telle qu'elle nous est imposée par les vieilles barbes et les tyranneaux impotents qui nous gouvernent ne débouche sur rien qui puisse dans l'immédiat sortir notre société du coma dans lequel elle a sombré depuis beau temps. Les Diafoirus qui se penchent sur son cas ont chacun leur idée géniale pour l'extraire de cet état végétatif chronique qu'on appelle depuis les années soixante-dix « la Crise » (un mot qui vient du grec *krisis*, jugement), mais nul n'a pour l'instant trouvé même le début d'une thérapie appropriée.

Nous vivons au temps de l'esbroufe. La démocratie qu'on nous vend est le royaume du faux-semblant, un jeu de dupes destiné à détourner les hommes et les femmes de leurs véritables priorités. Dans une interview donnée au *Spiegel* et parue peu après sa mort en 1976, Martin Heidegger disait : « C'est pour moi aujourd'hui une question décisive de savoir comment on peut faire correspondre en général un système politique à l'âge de la technique et quel système ce pourrait être. Je ne sais pas de réponse à cette question. Je ne suis pas persuadé que ce soit la démocratie. » Comment ne pas partager son observation lucide ?

Alors, que faire ? Pour ma part, je m'applique à réaliser dans la vie quotidienne des actes de résistance à ma façon plutôt que d'attendre, les doigts de pieds en éventail, que l'État m'attribue le droit de penser et d'agir à ma guise. « La liberté ne se donne pas, elle se prend ! », s'écriait Henri Lacordaire (en 1830). Ce n'est pas un programme politique, mais c'est ainsi que je conçois une existence qui peut être noble durant la fin de ce cycle historique, tant est loin la possibilité d'un nouveau *Regnum*. Je n'accorde aucun crédit aux partis, mouvements ou associations militantes, car ils tiennent tous en bride les initiatives originales et fécondes. C'est seulement au sein de structures fraternelles, de sociétés d'amis dénuées de « ligne de parti », que la personnalité des réfractaires a des chances de se développer et qu'un authentique souffle de rébellion peut persister et s'affirmer. Il faut « être autant que possible nos propres rois et fonder de petits États expérimentaux », écrivait Nietzsche, qui ajoutait, sachant de quoi il parlait : « Nous sommes des expériences : soyons-le de bon gré ».

Quand, dans *Fable de Venise*, un membre de la Grande Loge d'Italie demande à Corto Maltese s'il est franc-maçon, le héros de Pratt lui répond : « Non, je suis simplement franc marin ». Franc, c'est-à-dire libre de toute inféodation. C'est ce qu'il faut tendre à devenir : un franc marin, un franc historien, un franc citoyen, un franc scientifique, un franc artiste !

Depuis mon adolescence j'ai vécu des expériences baroques dans les milieux les plus divers. À 14 ans, désireux de m'engager pour la *res publica*, je suis entré dans le parti de Jacques Chirac, le RPR ; cela ne me rajeunit pas. Au milieu des années quatre-vingt, j'ai adhéré ensuite au Front national, au temps des « alliances » et de ses premiers tourments médiatico-politiques. Je voulais voir de quoi il retournait. J'ai vu. C'était gratiné. Dès l'âge de 20 ans, j'avais pour l'essentiel compris comment la machine à décerveler fonctionnait et ce que la démocratie telle qu'elle est conçue nous interdisait.

Alors, ouvrant mon champ d'action, j'ai participé à des « opérations spéciales », parfois clandestines, en compagnie d'anarchistes, de gaullistes, de communistes, de nationalistes, de royalistes. Avec certains camarades, j'ai fondé en 1993 le Cercle zététique, destiné à contribuer à la formation d'une

appropriation critique du savoir humain tandis que le pays était enclin à tomber dans les rets de fausses spiritualités (les fruits pourris de l'« âge parodique » dénoncé par René Guénon) et se trouvait en proie à la dérive conceptuelle post-moderniste. Au bout de dix ans, l'aventure m'a paru suffire bien qu'elle fût riche d'enseignements. Surtout, elle m'a convaincu d'agir autrement.

Mon « équation personnelle » m'a toujours porté à promouvoir le principe de souveraineté, dans tous les domaines : artistique, historique, politique, religieux. Ce principe d'affirmation de l'homme différencié, singulier, allergique aux étiquettes, s'oppose à la morale grégaire des culs-bénis et à l'effrayante uniformisation du monde. Anarchiste ? Peut-être, mais pas tant qu'il y paraît. Il s'agit d'abord, comme nous y engageait Pindare, de se donner les moyens de devenir ce que l'on est, quel que soit le prix à payer. Ce que je préconise pour réaliser ce « saut qualitatif » volontiers romanesque se rapproche de la devise de Gabriele d'Annunzio : *Memento audere semper*, « Souviens-toi de toujours oser ! » L'abandon est interdit. On doit vivre en professionnel de l'existence, en commençant par étudier de près la logique de la guerre chère à Guy Debord ; et le jeu fait partie du métier.

Quand bien même je ne crois pas aux institutions, en voie de putréfaction avancée, je crois néanmoins aux ruses de l'histoire comme Hegel croyait à celle de la raison et me plais à envisager que, dans la mesure où « les pensées qui mènent le monde arrivent sur des ailes de colombes » (Nietzsche), il existe un courant caché, souterrain, qui, un jour lointain, par une faveur spéciale de la Providence, jaillira en surface pour aboutir à quelque glorieux résultat.

Pour le moment, nul n'est en état de situer sous quelle portion de terre bénie coule ce petit ruisseau qui fera de grandes rivières. N'importe. De moins en moins de gens croient que le film de propagande qu'on leur projette au journal de 20 heures représente la réalité ; beaucoup déjà ont compris l'énormité du mensonge officiel prédominant et savent que le pouvoir réel de décision se dissimule au-delà des images et des apparences, dans un grand théâtre d'ombres. Pour repartir sur des bases saines, il faudrait que les Français fussent capables de dynamiter au moins deux cents ans d'histoire afin de cerner les origines du mal.

Faire table rase : après tout, pourquoi pas ? « Ce qui doit tomber, il ne faut pas le retenir. Il faut encore le pousser » (Nietzsche, toujours). Partant, n'oublions pas l'ultime avertissement de Heidegger : « Seulement un Dieu peut encore nous sauver. » On a beaucoup répété cette formule du plus grand philosophe du siècle dernier sans en prendre suffisamment la mesure ni en saisir le sens. Face à l'abîme et à la bêtise au front de taureau (« Il n'y a pas d'autre ennemi », disait Gustave Flaubert), c'est de l'esprit, du Verbe, que peut provenir la solution espérée ; non des urnes ni d'une vaine agitation

virtuelle (ô inepte Facebook, tombeau des paroles en l'air!) ou du militantisme politique à œillères. C'est soi-même qu'il faut commencer par transformer en apprenant à devenir, comme tout bon Vénitien qui se respecte, *sérénissime et sauvage*!

À l'ombre de Venise, le 15 août 2014.

BIBLIOGRAPHIE DE PAUL-ÉRIC BLANRUE

Auteur principal

- *Lumières sur le comte de Chambord – Le témoignage inédit du Père Bole, confesseur du Prince en exil* (avec une préface de Hervé, baron Pinoteau), éditions Communication et Tradition, Paris, 1995;
- *Le « Mystère du Temple » – La vraie mort de Louis XVII*, éditions Claire Vigne, coll. « Aux sources de l'Histoire », Paris, 1996;
- *Miracle ou imposture ? L'histoire interdite du « suaire » de Turin*, co-édition EPO (Bruxelles) et Golias (Lyon), 1999;
- *L'Histoire dans tous ses états. Idées fausses, erreurs et mensonges d'Abraham à Kennedy*, Book-e-book.com, coll. « Zététique », Valbonne, 2003;
- *Les Dessous du surnaturel – Dix ans d'enquêtes zététiques*, éditions Book-e-book.com, coll. « Zététique », Valbonne, 2004;
- *Le Secret du Suaire – Autopsie d'une escroquerie*, éditions Pygmalion, Paris, 2006;
- *Les Malveillantes – Enquête sur le cas Jonathan Littell*, éditions Scali, Paris, 2006;
- *Le Monde contre soi – Anthologie des propos contre les Juifs, le judaïsme et le sionisme* (avec une préface de Yann Moix), éditions Blanche, Paris, 2007 (réédité sous le titre *Anthologie des propos contres les juifs, le judaïsme et le sionisme*, Kontre-Kulture, Paris, 2012);
- *Sarkozy, Israël et les juifs*, Éditions Oser dire (Marco Pietteur), Embourg (Belgique), 2009. Traduit en arabe et en persan.

Coauteur

- Paul-Éric Blanrue et Chris Laffaille, *Carla et Nicolas – Chronique d'une liaison dangereuse*, éditions Scali, Paris, 2008. Traduit en portugais.
- Paul-Éric Blanrue et Chris Laffaille, *Le Joueur – Jérôme Kerviel, seul contre tous*, éditions Scali, Paris, 2008.

Préfacier et éditeur scientifique

- *Souvenirs de Marie-Thérèse de France, duchesse d'Angoulême: 5 octobre 1789-8 juin 1795* (établissement du texte, préface et notes de Paul-Éric Blanrue), éditions Communication et Tradition, coll. « Archives des Bourbons » n°6, Paris, 1997.

Postfacier

- Gabriel et Pierre Domenech (avec une postface de Paul-Éric Blanrue), *Dominici: et si c'était bien lui?*, Presses du Midi, Toulon, 2004.

Collaborateur

- Chris Laffaille (en collaboration avec Paul-Éric Blanrue), *Diana: l'enquête jamais publiée*, éditions Scali, Paris, 2007;
- Chris Laffaille (en collaboration avec Paul-Éric Blanrue), *Aux Portes de l'enfer – L'inavouable vérité sur le juge Borrel*, éditions Scali, Paris, 2008;
- Minko Balkanski, *Sofia-Paris, un aller simple* (avec la collaboration de Paul-Éric Blanrue, un avant-propos de Julu Jelev et une préface de Dimitri Panitza), éditions Scali, Paris, 2007.

Œuvres collectives

- (Collectif) *L'Affaire Zannini*, éditions du Rocher, Monaco et Paris, 2003;
- (sous la direction de Michel Collon, Aurore Van Opstal, Abdellah Boudami), *Israël, parlons-en!*, Investig'Action-Couleurs livres, Bruxelles, 2010. Entretiens avec Noam Chomsky, Tariq Ramadan, Alain Gresh, Shlomo Sand, Jean Bricmont, Ilan Pappé, Michel Warschawski, Ilan Halevi, Paul-Eric Blanrue, Denis Sieffert, Christina Zacharia, Naseer Aruri, Virginia Tilley, Samia Botmeh, Ahmed Frassini, Hanan Wakeem, Saleem Albeik, Mohamed Al Hawajri...;
- (présenté par Philippe Delorme et François Billaut), *Secrets historiques et grandes énigmes*, Point de vue-Express Roularta Éditions, Paris, juin 2010;
- (Collectif) *Les Grandes énigmes de l'archéologie*, Sophia Publications Historia, juin 2013.

FILMOGRAPHIE

- *Un homme* (2011).
- *Rwanda, 20 ans après: l'histoire truquée* (avec Julien Teil), 2014.

TABLE DES MATIÈRES

Introduction – LOIN DES CARICATURES	9
Chapitre 1 – CINQUANTE ANS DE COEXISTENCE PACIFIQUE	19
Chapitre 2 – LE PEN COLLABO ?	23
Chapitre 3 – AVEC TSAHAL, CONTRE LE « MUSSOLINI DU NIL »	29
Chapitre 4 – QUAND ISRAËL SOUTENAIT L'ALGÉRIE FRANÇAISE	33
Chapitre 5 – UN ALBUM DE PROPAGANDE SIONISTE	37
Chapitre 6 – DANS LES PAS DE JABOTINSKY	41
Chapitre 7 – « SENSIBLE À LA GRANDE AVENTURE SIONISTE »	49
Chapitre 8 – OPÉRATION DE CHARME	57
Chapitre 9 – CONTRE-OFFENSIVE DES SIONISTES DE GAUCHE	67
Chapitre 10 – LE SERMENT AU B'NAI B'RITH	77
Chapitre 11 – LE COMITÉ NATIONAL DES FRANÇAIS JUIFS	85
Chapitre 12 – UN TOUR CHEZ LES SIONISTES AMÉRICAINS	91
Chapitre 13 – UNE ARME DE DESTRUCTION MASSIVE : L'AFFAIRE DU « DÉTAIL »	99
Chapitre 14 – CARPENTRAS, LA GRANDE MANIPULATION	113
Chapitre 15 – LE 21 AVRIL 2002, UNE VICTOIRE JUIVE ?	135
Chapitre 16 – LE PARIA	149
Chapitre 17 – VERS UN FRONT NATIONAL-SIONISTE ?	165
CONCLUSION POUR UNE AUTRE FOIS	185
BIBLIOGRAPHIE DE PAUL-ÉRIC BLANRUE	189